

TABLE DES MATIÈRES

Frais de scolarité	4
Éditoriaux, Chroniques, Lettres, Libres Opinions..... 4	
L'ACTION.COM : Opinion : Se tirer dans le pied, par Louis Cornellier, Publié le mardi 21 Décembre 2011	4
Commentaires..... 4	
LE DEVOIR : Essais québécois - Contre la hausse des droits de scolarité, par Louis Cornellier – Samedi 17 décembre 2011.....	5
Vos réactions 5	
THE GAZETTE : Your views : Tuition fees and other costs – Saturday, December 10, 2011.....	7
LE DEVOIR / LE QUOTIDIEN / LE SOLEIL : Libre opinion - Un bilan désastreux pour le gouvernement Charest, par un Collectif d'auteurs (Cégep de Jonquière) – Jeudi 8 décembre 2011 – Mardi 12 décembre 2012.....	8
LE DEVOIR : Libre opinion : Un conseil, Madame la ministre, par Pier-André Bouchard St-Amant - Doctorant en économie à l'Université Queen's et ancien président de la FEUQ – Mercredi 23 novembre 2011	8
LA PRESSE : Chronique : Subventionner les Français?, par Alain Dubuc – Mercredi 23 novembre 2011	9
LE QUOTIDIEN / PROGRÈS-DIMANCHE : Chronique : Les étudiants auraient intérêt à choisir leur bataille, par Catherine Delisle – Mardi 22 novembre 2011	9
THE GAZETTE : Op-Ed : McGill's rebels without a clear cause, By John Zucchi, chair of the Department of History and Classical Studies at McGill University, Special to the Gazette, Friday, November 17, 2011	10
LE DEVOIR : Libre opinion : L'accès à l'éducation, la priorité nationale, par Andrée Laberge - Écrivaine et retraitée de la santé publique – Jeudi 17 novembre 2011.....	10
LE DEVOIR : Idées : La réplique > développement universitaire - À propos des cerveaux et des entreprises, par Guy Breton - Recteur de l'Université de Montréal – Jeudi 17 novembre 2011.....	11
LE SOLEIL : Lettre : Sophismes et droits de scolarité, par François Chassé Professeur de philosophie, Collège F.-x.-garneau Québec – Jeudi 17 novembre 2011.....	11
L'ÉTOILE – LA VOIX DES FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK : Les destructeurs, par Florian Levesque - Publié à 6h00 le jeudi 17 novembre 2011	11
THE GAZETTE : Your View: Tuition fees and excellence – Monday, November 14, 2011	12
LE DEVOIR : Lettres - Pourquoi une hausse des droits de scolarité?, par Mathieu Vaugeois - Montréal, le 13 novembre 2011 – Mardi 15 novembre 2011	13
LA PRESSE : Débats : L'incompétence grandit, par Grégory Kudish, étudiant en science politique à l'Université de Montréal – Mercredi 02 novembre 2011	13
LE SOLEIL.COM : Opinion : La hausse des frais de scolarité: un changement bienvenu, par Claudia Chauvette, Étudiante à l'Université Laval – Mercredi 02 novembre 2011	13
LE SOLEIL : Éditorial : Coût perçu et coût réel, par Brigitte Breton – Jeudi 29 septembre 2011	13
LE QUOTIDIEN : Le modèle de «l'école-business, par Éric Martin, Enseignant, chercheur, doctorant en pensée politique, École d'études politiques de l'Université d'Ottawa - Mis à jour le 26 septembre 2011 à 10h05	14
THE GAZETTE : Opinion : Quebec's student movement is a far cry from the Tea Party, By DAVID BERNANS, Thursday, September 8, 2011	14
THE GAZETTE : Chronics : A taste of the Tea Party in Quebec : Student activists here vs. far-right crusaders in U.S.: movements are political opposites yet have so much in common, By HENRY AUBIN, Tuesday, September 6, 2011.....	14
LE QUOTIDIEN : Chronique : Nos étudiants ne sont pas des miséreux, par Catherine Delisle – Lundi 29 août 2011.....	15
LE DEVOIR : Libre opinion - Qu'ils cessent de nous faire honte !, par Bruno Falardeau - Étudiant à la maîtrise à l'Université Laval – Mercredi 24 août 2011	15
Actualités 16	
LA TRIBUNE : Menace de grève au Cégep de Sherbrooke – Vendredi 23 décembre 2011	16
L'AVANTAGE.QC.CA : Des étudiants chantent des cantiques de Noël chez la ministre Beauchamp - Publié le jeudi, 22 décembre 2011 15:23	16
CANOE.CA : Frais de scolarité : Des cantiques pour la ministre de l'Éducation – Lundi 20 décembre 2011 17h42.....	16
JOURNAL DE MONTRÉAL : Les étudiants sollicitent l'appui des familles – Jeudi 08 décembre 2011.....	17
FR.CANOE.CA / LEJOURNALDEMONTREAL.CANOE.CA / 24HMONTREAL.CANOE.CA / JOURNAL DE QUÉBEC : Hausse des frais de scolarité : Les étudiants sollicitent l'appui des familles – Mercredi 07 décembre 2011 00h46.....	17
MONTREALEXPRESS.CA : Plus de 1 000 000 de familles ne sont pas pleinement admissibles aux prêts et bourses : Hausse des frais de scolarité – Mardi 06 décembre 2011	17
CNW / FECQ : Hausse des frais de scolarité: plus de 1 000 000 de familles ne sont pas pleinement admissibles aux prêts et bourses – Mardi 06 décembre 2011, à 13h00.....	18
CYBERPRESSE : Le combat contre la hausse des droits de scolarité se poursuit - Mis à jour le samedi 03 décembre 2011 à 08h16.....	18
CNW / LBR.CA : Communiqué de presse : La FECQ et la FEUQ lancent une note d'information sur la gouvernance universitaire : Mettre de l'ordre dans le chaos de la gestion universitaire ! – Vendredi 02 décembre, à 6h00 / Publié le vendredi 2 décembre 2011 à 6 h 27	18
LE DEVOIR : Sondage - La hausse des droits de scolarité est nécessaire et inévitable - Vendredi 25 novembre 2011	19
Vos réactions 19	
JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Leaders étudiants : Payés pour protester – Jeudi 24 novembre 2011	19
BRANCHEZ-VOUS-MATIN : Un leader étudiant prêt à sacrifier les crédits d'impôts (PC) - lundi 21 novembre 2011 à 15H17	20
CYBERPRESSE : Droits de scolarité: des leaders étudiants prêts à renoncer aux crédits d'impôts - Mis à jour le lundi 21 novembre 2011 à 15h16.....	20
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Le recteur de l'UQAC plaide pour la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le mardi 15 novembre 2011 à 9 h 33 HNE.....	20
LE DEVOIR : Le PQ propose le gel des droits de scolarité – Mardi 15 novembre 2011	20
MÉTRO : Droits de scolarité: le PQ propose un gel – Mardi 15 novembre 2011	21
JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTREAL : : Université Inc. : Les étudiants victimes d'un «vaste détournement de fonds» - Lundi 14 novembre 2011	21
JOURNAL DE MONTREAL : Des étudiants prêts à payer plus - Ils ont même créé une page Facebook pour se faire entendre – Samedi 12 novembre 2011	22
Leur proposition..... 22	

L'AVANTAGE.QC.CA : Droits de scolarité - Les principales associations patronales : maintenir le cap - Publié le vendredi, 11 novembre 2011 14:18	22
TIME MAGAZINE : I Owe U - Monday, Oct. 31, 2011	22
LA PRESSE : Les étudiants financeront 98% de la hausse des prêts et bourses, selon la FEUQ - Lundi 24 octobre 2011	24
LE SOLEIL : Droits de scolarité: référendum contesté à l'Université Laval - = Dimanche 23 octobre 2011	24
LE SOLEIL : Hausse des droits de scolarité: les étudiants de l'UL votent contre - Samedi 22 octobre 2011	25
RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-Saint-Jean : Droits de scolarité : Stéphane Bédard et Sylvain Gaudreault appuient les étudiants - Mise à jour le lundi 26 septembre 2011 à 14 h 01 HAE	25
Les commentaires (4)	25
LE SOLEIL : Gratuité scolaire: pas la solution, selon Marie Malavoy - Dimanche 25 septembre 2011	25
THE GAZETTE : Post-secondary education a sound investment : Grads do better in job market - Monday, September 19, 2011	26
LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Frais de scolarité universitaires 2011-2012 - Vendredi 16 septembre 2011	26
RADIO-CANADA : Hausse de 4,3 % des frais de scolarité au pays - Mise à jour le vendredi 16 septembre 2011 à 9 h 32 HAE	30
Les commentaires (2)	30
LE DEVOIR : Droits de scolarité - Terre-Neuve damera le pion au Québec, estime la FECQ - Lundi 29 août 2011	30
LA PRESSE : Droits de scolarité: la ministre Beauchamp se montre sereine : « On s'est toujours attendu à cela » - Mercredi 24 août 2011	30
JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Entrevue (extrait) Line Beauchamp : Hausse des frais de scolarité - Mercredi 24 août 2011	31
THE GAZETTE : Student associations pledge escalating protests against tuition-fee hikes : 'Things will get heated,' spokesperson says - Tuesday, August 23, 2011	31
RADIO-CANADA / ESTRIE : Le Cégep de Sherbrooke faussement mis en vente : Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 13 h 48 HAE	31
Les commentaires (1)	31
LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - Les étudiants amorcent leur campagne de sensibilisation - Lundi 22 août 2011	31
LA PRESSE : Hausse des droits de scolarité : Les étudiants sur le pied de guerre - Lundi 22 août 2011	32
LE JOURNAL DE MONTRÉAL : Frais de scolarité : Les étudiants promettent un automne chaud - Lundi 22 août 2011	32
MÉTRO : L'ASSÉ menace de déclencher une grève générale illimitée - Lundi 22 août 2011	32
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : les étudiants préparent une rentrée agitée - Mise à jour le dimanche 21 août 2011 à 22 h 33 HAE	33
JOURNALDEMONTRÉAL.CANOE.CA / 24 HEURES: Hausse des frais de scolarité : Les étudiants promettent un automne chaud - Dimanche 21 août 2011, à 21h29	33
24HEURESMONTRÉAL.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité : Une «attaque» contre l'accessibilité, dit la FEUQ - Dimanche 21 août 2011, à 10h57	33
LA TRIBUNE : Huit étudiants écopent d'une contravention - Samedi 20 août 2011	34
LE DEVOIR : 1 ^{ère} page : Les étudiants intensifient leur camping militant - Mardi 16 août 2011	34
LE DEVOIR : Les étudiants promettent un automne mouvementé - Mardi 16 août 2011	34
JOURNAL DE MONTRÉAL : La FTQ et la CSQ appuient les étudiants - Mardi 16 août 2011	35
CYBERPRESSE : L'entreprise privée doit mieux financer l'éducation, selon la CSQ - Mis à jour le lundi 15 août 2011 à 14h48	35
LA PRESSE : Les étudiants augmentent la pression - Lundi 15 août 2011	35
LE SOLEIL : Mobilisation étudiante à la rentrée : Mouvementée à Montréal, tranquille à Québec - Lundi 15 août 2011	36
CYBERPRESSE : Frais de scolarité: les étudiants augmentent la pression - Mis à jour le dimanche 14 août 2011 à 12h57	36
RADIO-CANADA / NATIONAL : Les jeunes libéraux parlent de nation québécoise et d'accommodements raisonnables - Mise à jour le samedi 13 août 2011 à 22 h 05 HAE	37
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : des étudiants campent devant le ministère de l'Éducation - Mise à jour le samedi 13 août 2011 à 14 h 44 HAE	37
24 HEURES.CANOE.CA : Des étudiants profitent du congrès des jeunes libéraux pour manifester - Samedi 13 août 2011, à 12h03	37
LE DEVOIR : En bref - Les étudiants intensifient leur campement - Samedi 13 et dimanche 14 août 2011	38
LE DEVOIR : Aide financière aux études - « Les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées » : La FEUQ dénonce les dernières mesures budgétaires déposées par Québec - Samedi 13 et dimanche 14 août 2011	38
RADIO-CANADA / NATIONAL : Droits de scolarité : les fédérations étudiantes entendent multiplier leurs moyens de pression - Mise à jour le vendredi 12 août 2011 à 20 h 51 HAE	39
Les commentaires (74)	39
CYBERPRESSE : Manifestation demain contre la hausse des frais de scolarité - = Mis à jour le vendredi 12 août 2011 à 16h47	44
MÉTRO : Étudier maintenant, payer plus tard? - Jeudi 04 août 2011	45
MÉTRO : Une Québécoise à Londres - Jeudi 04 août 2011	45
MÉTRO : De bon conseil	45
MÉTRO : De bon conseil : La peur des dettes d'études, par Mario Charrette - Mardi 18 octobre 2011	45
MÉTRO : De bon conseil : Forme-t-on trop de diplômés universitaires?, par Mario Charrette - Mardi 11 octobre 2011	46
MÉTRO : DE bon conseil : Des programmes plus payants que d'autres, par Mario Charette - Mardi 04 octobre 2011	46
MÉTRO : De bon conseil : Les études qui payent, par Mario Charrette - Mercredi 28 septembre 2011	47
Rapport du CCAFÉ sur L'IMPACT D'UNE HAUSSE DES FRAIS	47
LE DEVOIR : Droits de scolarité - Une étude chiffre l'impact de la hausse : 7000 personnes pourraient éviter d'entreprendre des études universitaires - Vendredi 23 septembre 2011	47
LA PRESSE : Mise en garde à propos de la hausse des droits de scolarité - Vendredi 23 septembre 2011	48
MÉTRO : Un comité consultatif inquiet des prochaines hausses des droits de scolarité - Vendredi 23 septembre 2011	48
24 HEURES : L Hausse des droits de scolarité : une baisse de l'effectif étudiant appréhendée - Vendredi 23 septembre 2011	48
RADIO-CANADA : Frais de scolarité : un comité consultatif s'inquiète de l'accessibilité aux études - Mise à jour le jeudi 22 septembre 2011 à 18 h 15 HAE	49
Les commentaires (50)	49
Rapport du CCAFÉ sur l'indexation des programmes	52
LE DEVOIR : Aide financière: un comité recommande l'indexation - Vendredi 16 septembre 2011	52
CNW : La FECQ et la FEUQ accueillent favorablement le rapport du CCAFÉ concernant l'indexation des programmes d'aide financière aux études - Jeudi 15 septembre 2011	53
l'endettement étudiant : dont Étude de la FEUQ	53
LA PRESSE : Les étudiants lourdement endettés - Mardi 1er novembre 2011	53

LE DEVOIR : En bref - La bonification des prêts et bourses décriée par les étudiants - Mardi 25 octobre 2011.....	53
RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : Les étudiants de l'UQAT plus endettés que la moyenne - Mise à jour le lundi 26 septembre 2011 à 15 h 06 HAE.....	54
LE DEVOIR : Éditorial : Endettement étudiant - Étudier à crédit, par Marie-Andrée Chouinard - Jeudi 08 septembre 2011	54
24 HEURES : Endettement étudiant : la FEUQ tire la sonnette d'alarme - Le jeudi 8 septembre 2011.....	54
LE DEVOIR : Droits de scolarité - Le quart des étudiants ont plus de 20 000 \$ de dettes, dit la FEUQ - Mercredi 07 septembre 2011	54
Vos réactions	55
MÉTRO : Montréal : Les étudiants sont surendettés, dénonce la FEUQ - Mercredi 07 septembre 2011.....	55
FEUQ : Les étudiants dans le rouge ! - La FEUQ dresse un portrait des plus préoccupant de l'endettement étudiant et tire la sonnette d'alarme - Mardi 6 septembre 2011	55
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Frais de scolarité : la FEUQ reprend la bataille - Mise à jour le mardi 6 septembre 2011 à 11 h 17 HAE	56
LA PRESSE : LA RENTRÉE SCOLAIRE A CRÉDIT - Samedi 03 septembre 2011.....	56
LA PRESSE : La pub sur les campus: ça tue! - Samedi 03 septembre 2011.....	57
LA PRESSE AFFAIRES : 1ère page : LA RENTRÉE À CRÉDIT - Samedi 03 septembre 2011.....	58
LA PRESSE : Petite leçon de crédit... dès l'âge de 8 ans - Samedi 03 septembre 2011	58
LE SOLEIL : La rentrée scolaire à crédit - Samedi 03 septembre 2011	58

L'ACTION.COM : Opinion : Se tirer dans le pied, par Louis Cornellier, Publié le mardi 21 Décembre 2011

Par les temps qui courent, les Québécois sont politiquement si confus qu'ils prennent des décisions qui leur nuisent en se croyant raisonnables. Au nom d'un supposé « réalisme », les classes moyenne et populaire se tirent littéralement dans le pied.

Comment expliquer autrement la victoire du candidat libéral à l'élection partielle dans la circonscription de Bonaventure, le 5 décembre dernier? Le parti de Jean Charest traîne comme un boulet son attitude louche et opportuniste dans le dossier de la corruption dans le monde de la construction. Son Plan Nord, qui semble conçu pour enrichir les minières au lieu du peuple, suscite plus de craintes que d'enthousiasme. Dans la semaine précédant l'élection, le rapport du vérificateur général montrait l'incompétence partisane du gouvernement dans l'attribution des places en garderies. Malgré tout, les électeurs de Bonaventure, cocus contents, lui ont réitéré leur confiance. Pas fort. Le 2 mai 2011, pas plus perspicaces, les électeurs de la circonscription de Berthier-Maskinongé votaient pour une unilingue anglophone de l'Ontario pour les représenter. Après ça, ils se surprennent que le gouvernement Harper nomme des unilingues anglophones à des postes-clés. Quand on se méprise soi-même, comment exiger que les autres nous respectent? Avant la Révolution tranquille, qui a permis au Québec de se doter d'un État moderne, et la Charte de la langue française, qui a imposé notre propre langue chez nous jusqu'à ce que la Cour suprême du Canada la charcute, les Québécois francophones étaient condamnés au statut de subalternes sur leur propre territoire. Ces deux grands moments de notre histoire nous permettaient enfin d'être de plus en plus maîtres chez nous. Aujourd'hui, nous assistons à une grande régression à cet égard. De trop nombreux Québécois, en effet, plaident pour une réduction du seul État qu'ils maîtrisent et se résignent à l'obligation de parler anglais. Ils veulent détruire ce qui les a sortis du trou.

On retrouve la même attitude masochiste dans le dossier des droits de scolarité. En faisant de l'accès à l'éducation supérieure un projet collectif, le Québec a permis aux gens non fortunés de s'instruire, de s'enrichir et, ce faisant, d'enrichir toute la société. L'importante augmentation des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest cette année met en péril ce modèle. Les Québécois acceptent cet assaut contre la justice sociale parce que quelques commentateurs de droite, qui sévissent à TVA, à V, au Journal de Montréal et à La Presse, les ont convaincus que l'État n'a plus les moyens de payer pour ça.

Or, si l'État manque d'argent, c'est parce qu'il se prive volontairement de revenus. Au fédéral, pour prendre un seul exemple, le taux d'imposition sur le revenu des entreprises est passé de 29,1 %, en 2000, à 15 %, en 2012. Ce taux est de 36 % inférieur à celui qui est en vigueur aux États-Unis, le paradis du capitalisme sauvage! C'est là, notamment, et dans la lutte contre les paradis fiscaux, qu'il faut aller chercher l'argent pour financer des programmes qui bénéficient à tous. Il est vrai qu'il est plus facile de fesser sur les étudiants que sur les copains fortunés de nos dirigeants.

L'art de se nuire à soi-même se retrouve aussi dans un discours antisyndical de plus en plus répandu. Le syndicalisme n'a rien à voir avec l'approche pégreuse des gros bras de la FTQ-

Construction. Il s'agit du droit pour les travailleurs de s'associer pour revendiquer des conditions de travail et des salaires décentes et justes. Chez Couche-Tard, par exemple, les employés réclament quatre journées de maladie par année, l'installation d'un bouton de panique en cas de vol à main armée et un salaire qui atteindrait 12,50 \$ l'heure après quatre ans. La plus riche multinationale trouve que c'est trop. À l'instar de Wal-Mart, elle préfère les esclaves aux employés. Les Québécois, qui ont souvent pu accéder à la classe moyenne grâce au syndicalisme, ne semblent pas s'en offusquer.

Pour 2012, les Québécois devraient prendre la résolution de cesser de se tirer dans le pied. Ils devraient se réveiller et se rendre compte que les partis fédéralistes, Charest, Legault et le Conseil du patronat ne travaillent pas pour eux.

Commentaires

• Jean Ducharme- 31 Décembre 2011 à 13:26:10

Au référendum de 1995, les fédéralistes ont eu peur, très peur. Ils ont alors conçu un plan afin de contrer le séparatisme. Je vous suggère de lire le livre de chevet de Jean Charest "L'art de la guerre" de Sun TZU, écrit 650 ans avant Jésus-Christ. L'art de la guerre c'est vaincre l'ennemi sans trop livrer bataille, enfin avec le moindre d'effort et de perte. Il s'agit simplement de démobiliser les forces vives de l'ennemi par toutes sortes de tactiques. 1e. Prendre le pouvoir par toutes sortes de moyens, tous les coups sont permis: promesses de baisses de taxes, de régler en quelques mois le problème de congestion du système de santé, promesses de défusions municipales, etc. etc. 2e. Développer le cynisme des citoyens envers toute la classe politique: en ne respectant pas ses promesses électorales (de toute façon elles étaient irréalistes), en entraînant l'ennemi dans des débats aux attaques personnelles, aux insultes, (tête de slinky); 3e. Contrôler les batailles en décidant du front: les plus menaçants de toutes les sociétés ce sont les jeunes. On attise leur frustration sur le front des frais de scolarité. Ainsi, on a une double victoire, soit de les occuper tout en les faisant passer pour des enfants gâtés; 4e. Contrôler l'information. Main-mise sur les médias en attisant le cynisme et en diminuant l'ennemi. Lui envoyer une image négative par un qu'ils croient des leurs et qui leur martelle que leurs systèmes de santé et d'éducation sont pourris et qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens, couper les jeunes de leur histoire; 5e. Les minoriser petit à petit en contrôlant l'immigration qui s'intégrera à la grande majorité anglophone; 6e. Une telle stratégie coûte cher, très très cher, alors par la collusion et la corruption on finance le tout avec des enveloppes brunes. Un bénéfice secondaire à cette stratégie est qu'on les appauvrit un peu aussi. 7e. On les endette et on leur fait croire qu'ils sont dépendants. On leur offre des services, beaucoup de services, qu'ils croient eux-mêmes financés par leurs riches voisins; 8e. On affaiblit leurs institutions et leurs symboles nationaux au plan des affaires, du sport, de la culture et des instruments économiques (caisse de dépôt, Hydro Québec). On embauche des unilingues anglophones leurs laissant croire que les francophones sont incompetents; 9e. On

• François Duranleau- 23 Décembre 2011 à 10:17:58

Se réveiller... pour mettre le PQ au pouvoir? Quel cauchemar! Rendormez-moi SVP. Ne pas oublier, non plus, que si le Québec a eu besoin d'une révolution tranquille, c'est qu'il avait subi l'isolement du régime "national" et cléricale de Duplessis. Si on avait poursuivi avec les politiques de Godbout on n'en serait pas là!

• Sylvie Joly- 21 Décembre 2011 à 12:16:45

merci Monsieur Cornellier pour ce billet éclairant. À propos des employés de chez Couche-Tard qui ont décidé de se syndiquer, je crois qu'ils reçoivent de plus en plus d'appuis de la population. L'accueil, quand ils manifestent devant des succursales, est très positif par les clients. Vous dites vrai quant à leur lutte si essentielle : elle touche le droit même à la syndicalisation pour les personnes les plus précaires.

brade leurs ressources aux plus offrants car, s'ils se croient riches, ils voudront devenir indépendants; 10e. On fait de les défendre quand ça ne fait pas trop mal aux amis. On joue les vierges offensées dans le dossier de la loi sur les jeunes contrevenants et sur celui du registre des armes à feu! Analysez les faits sous l'angle d'une guerre sournoise, et vous constaterez qu'on est en voie de la perdre cette guerre! Ce sont des ennemis du peuple qui sont au pouJacques Famery- 27 Décembre 2011 à 22:35:47

"Malgré tout, les électeurs de Bonaventure, cocus contents, lui ont réitéré leur confiance. Pas fort. Et le 2 mai 2011, pas plus perspicaces...etc" Quant ces gens "cocus contents" ou les "pas plus perspicaces" votaient pour le PQ ou le Bloc, ils étaient quoi? Des électeurs brillants, perspicaces? Votre partisanerie vous aveuglent complètement. Je comprend que vous paniquez parce que vous savez qu'il se passe quelques chose, mais vous ne savez pas quoi ou ne voulez pas comprendre que les gens sont de "très mauvaises humeurs" et sont prêts à voter pour n'importe qui, qui amènera du nouveau, et le PQ représente du vieux et le PLQ aussi. Les mois prochains seront un test pour la CAQ, et si il ne présente rien de plus et si rien ne se produit qui mette en valeur leur vision...le PLQ reprendra le pouvoir, parce que c'est encore une valeur sûre, surtout si M. Charest se retire pour raison de santé...

• Jacques Famery- 1 Janvier 2012 à 03:15:11

Je suis en train d'écouter l'émission "Tout le monde en parle" du 31 décembre et je suis obligé de reprendre votre: "Le 2 mai 2011, pas plus perspicaces, les électeurs de la circonscription de Berthier-Maskinongé votaient pour une unilingue anglophone de l'Ontario pour les représenter." J'en viens à croire que les électeurs de Berthier étaient pas mal plus perspicaces que vous pensez, parce que votre unilingue anglaise parle mieux français que bien des "pures laines" et certainement mieux que Mme Marois en anglais et ce en moins de 6 mois! En même temps, on a pu découvrir le député Boulanger...pas pire pour un poteau! Il éclipse pas mal d'anciens du Bloc, qui n'était pas tous des vedettes contrairement à ce que vous laissez sous entendre. Dans 4 ans, je crois que vous allez être très déçu.

• François Duranleau- 23 Décembre 2011 à 10:17:58

Se réveiller... pour mettre le PQ au pouvoir? Quel cauchemar! Rendormez-moi SVP. Ne pas oublier, non plus, que si le Québec a eu besoin d'une révolution tranquille, c'est qu'il avait subi l'isolement du régime "national" et cléricale de Duplessis. Si on avait poursuivi avec les politiques de Godbout on n'en serait pas là!

• Sylvie Joly- 21 Décembre 2011 à 12:16:45

merci Monsieur Cornellier pour ce billet éclairant. À propos des employés de chez Couche-Tard qui ont décidé de se syndiquer, je crois qu'ils reçoivent de plus en plus d'appuis de la population. L'accueil, quand ils manifestent devant des succursales, est très positif par les clients. Vous dites vrai quant à leur lutte si essentielle : elle touche le droit même à la syndicalisation pour les personnes les plus précaires.



À retenir

Universités inc.

Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir

Éric Martin et Maxime Ouellet

Lux

Montréal, 2011, 156 pages

Le débat concernant la pertinence d'une hausse des droits de scolarité offre un solide démenti à ceux qui affirment que la distinction gauche-droite est dépassée. Le discours selon lequel il convient d'augmenter ces droits parce que les étudiants seront les principaux bénéficiaires de leur formation reprend l'idée générale de la droite, qui conçoit la société comme un regroupement plus ou moins fortuit d'individus en quête de leur intérêt personnel. À l'opposé, le discours selon lequel il convient de geler ou de réduire ces droits parce que l'éducation est une responsabilité collective dont tous sont les bénéficiaires — former plus de professionnels rend la société meilleure, même pour ceux qui ne sont pas professionnels — s'inscrit dans une logique de gauche, animée par cet idéal de la solidarité qui consiste, selon la formule d'André Comte-Sponville, à «être égoïstes ensemble». Il n'y a pas, dans ce débat, de solution «technique» ou de «gros bon sens». Il y a un choix idéologique.

En s'en prenant, dans *Universités inc.*, à l'argumentation favorable à une hausse des droits de scolarité (rappelons ici que le terme «frais», dans ce contexte, est considéré comme une impropriété par le *Multidictionnaire de la langue française*), Éric Martin et Maxime Ouellet ne disent pas autre chose. «Cette rhétorique, écrivent-ils, vise à inverser la conception historique de l'éducation: on ne considère plus que la formation des individus relève de la responsabilité de la société, mais qu'il s'agit plutôt d'un investissement individuel au service de l'accumulation de richesse personnelle et de la croissance économique des entreprises.» On peut, ajoutent-ils, choisir cette voie, mais il faut savoir que, ce faisant, on choisit de mettre l'«université au service de l'économie», en la détournant de sa mission fondamentale qui devrait être de «former des êtres humains capables de vivre ensemble».

Certains les qualifieront de rêveurs et d'idéalistes. Martin et Ouellet, pourtant, respectivement doctorant et docteur en science politique, ont fait leurs devoirs et présentent une argumentation solide, basée autant sur des données statistiques que sur des valeurs. En huit chapitres, ils dégonflent autant de mythes destinés à justifier une augmentation des droits de scolarité.

Du sous-financement?

Il est faux d'affirmer, expliquent-ils, que les universités québécoises sont sous-financées. La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) manipule les chiffres pour en arriver à ce constat. «En combinant ce que le gouvernement, les étudiants et le privé investissent dans les universités, écrivent les chercheurs, on obtient un total de 29 242 \$ par étudiant au Québec, contre 26 383 \$ en Ontario et 28 735 \$ dans le reste du Canada.» Le problème, c'est que «la recherche accapare une portion de plus en plus grande des fonds», laissant l'enseignement dans une situation de sous-financement. En affirmant que la solution réside dans une augmentation des droits de scolarité, on veut donc faire payer aux étudiants les coûts de l'enseignement, délaissé par le financement public et par les professeurs au profit de la recherche qui profite d'abord aux entreprises privées.

Or cette augmentation des droits de scolarité a bel et bien des conséquences négatives. D'abord, elle réduit l'accès à l'université. Omar Aktouf, qui signe un texte dans ce livre, a raison de dénoncer le double discours des économistes de droite qui affirment que l'augmentation des droits n'a pas d'effet sur l'accessibilité, mais qui «sont capables, du même souffle, d'affirmer que la hausse des tarifs de l'électricité ou de l'eau réduirait tout aussi automatiquement la consommation de ces ressources et nous les ferait économiser».

Ensuite, l'augmentation des droits s'accompagne d'une augmentation de l'endettement étudiant, qui profite essentiellement aux banques et qui a pour effet de domestiquer les diplômés dans une logique de droite. «Il s'agit, explique Noam Chomsky, d'une technique servant à piéger les gens. Si, pour aller à l'université, vous devez contracter une dette importante, vous serez docile.» Vous en êtes réduit, en d'autres termes, à courir après les emplois payants, au détriment de l'utilité sociale.

Une chimère

L'augmentation de l'aide financière qu'on fait miroiter aux étudiants n'est qu'une chimère. «La bonification du programme de prêts et bourses ne couvrira pas tout le monde», constatent Martin et Ouellet, et laissera les étudiants issus des classes moyennes sur le carreau. Le principe de la modulation des droits par discipline (faire payer plus les étudiants en médecine que les étudiants en littérature, par exemple) n'est pas plus équitable. D'abord, le principe de l'impôt sur le revenu est plus simple et plus juste. Avec ce système, ceux qui gagneront plus paieront plus. En Ontario, le principe de la modulation a été mis en place (médecine, dentisterie, droit), avec une conséquence prévisible: les étudiants provenant des classes riches ou pauvres (avec aide financière) ont continué de s'inscrire dans ces programmes dans les mêmes proportions qu'avant (ou plus), mais la proportion d'étudiants provenant des classes moyennes a régressé.

Martin et Ouellet détruisent d'autres mythes: l'augmentation des droits de scolarité, démontrent-ils, n'améliorera pas la qualité des diplômés, le recours aux dons privés entraînera une perte d'autonomie pour les universités et la commercialisation de la recherche ne leur bénéficiera pas, mais fera le bonheur des entreprises privées, qui sous-traitent déjà ainsi à peu de frais leur département de recherche et développement.

La société québécoise assistera-t-elle passivement à ce détournement du rôle des universités, réalisé principalement au détriment des étudiants des classes moyennes? Martin et Ouellet, appuyés en fin d'ouvrage par les Guy Rocher, Lise Payette, Omar Aktouf et Victor-Lévy Beauhieux, nous fournissent les outils pour combattre cet assaut contre la justice sociale.

Vos réactions

• Jean Nicolas, Abonné, samedi 17 décembre 2011 06h18

Le vrai problème est démasqué. Peu importe l'idéologie de gauche ou de droite, les auteurs ont le grand mérite de démasquer le vrai problème qui se cache derrière la hausse des droits de scolarité: le sous-financement de l'enseignement.

En 30 ans de carrière j'ai vu, progressivement, la recherche devenir omni présente et à la base de toutes les préoccupations. L'enseignement lui est essentiellement devenu une question de clientèle et non de qualité.

La recherche est importante et j'en suis, mais le déséquilibre est devenu trop grand. Si les universités voient leur financement augmenter elles devraient être obligées de le consacrer entièrement à l'augmentation de la qualité de la formation avec des mesures qui devront être vérifiées par une gence indépendante.

Jean Nicolas, professeur émérite

• Maco, Abonné, samedi 17 décembre 2011 07h41

Bravo

Bravo, bravo.

• André Doré, Abonné, samedi 17 décembre 2011 07h51

La réponse à la question qui tue...

Question qui tue:

"La société québécoise assistera-t-elle passivement à ce détournement du rôle des universités, réalisé principalement au détriment des étudiants des classes moyennes?"

Réponse:

OUI...!!!

Les Québécois (40%) ne connaissent pas Bernard Drainville, Françoise David, Christine St-Pierre ou Yves Bolduc. À 70%, ils ne connaissent ni Nicolas Girard (PQ) ni Pierre Moreau (LIB). Comment voulez-vous qu'ils s'intéressent aux droits de scolarité pour essayer d'y comprendre quelque chose?

• michel lebel, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 07h52

Quelle université?

Un grand débat que celui-ci! Une phrase m'a fait sursauter: " La mission fondamentale de l'université est de former des hommes capables de vivre ensemble". Non! Ceci est la mission de l'école, primaire et secondaire. C'est une grave erreur de confondre les niveaux d'enseignement. Cette confusion a notamment pour effet pratique de réduire la qualité de l'enseignement au niveau universitaire. En d'autres termes, il y a des étudiants qui ne sont pas à leur place à l'université. Accéder à l'université peut être facile, en sortir avec un diplôme reconnu est une autre chose.

Les universités reflètent les valeurs de la société et c'est ainsi que nos universités sont devenues essentiellement utilitaires et conformistes. On y débat peu, on la fréquente pour passer les examens et puis après avoir un job payant! Ce qui n'est pas fou, mais qui est loin de la recherche de la vérité... L'université du Moyen-Âge est très loin derrière nous!

Quant aux droits de scolarité à augmenter, ils traduisent la mentalité ambiante dominante. Une université doit-elle se situer à contre-courant? Telle est la question! Mais l'université n'est plus contestataire, elle vit dans et du statu quo. Peu d'étudiants remettent en cause son modèle utilitaire. Peu cariburent à la notion de justice sociale, notion pour le moins complexe en pratique. La justice sociale fait partie d'un ensemble, et la question universitaire et des droits de scolarité ne peut en être isolée. Voilà pourquoi que je suis plutôt en faveur d'une augmentation de ces droits. À moins que notre société décide de se convertir au socialisme, ce qui ne me semble pas pour demain!

• Michel Lebel, Ancien professeur d'université
Stéphane Martineau, Abonné, samedi 17 décembre 2011 08h56

Bravo

Il faut toujours saluer les discours qui vont à l'encontre de la doxa économique.



- Democrite101, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 10h26
La droite corrompt sa jeunesse. À quand la ciguë pour elle ?...
Si on suit la logique droitiste de Michel Label, l'université qui n'a plus le but de former le «vivre ensemble» aurait celui de «s'enrichir un contre tous».
Au lieu d'être professeur à l'université, il aurait dû fonder un fast food pour s'enrichir encore plus que prof d'université aux conditions de travail déjà fort belles.
Une société n'est pas un marché, mais un marché existe dans la société. Sinon, c'est le pied qui commandera au cerveau. Il sentira vite mauvais...
Félicitations à monsieur Cornellier pour nous donner l'heure juste.
Les Grecs anciens, les plus brillants de l'Histoire, méprisaient Ploutos. Solon créa la démocratie en rejetant à la fois ploutocratie et aristocratie. La civilisation contemporaine s'abêtit à l'oublier.
Jacques Légaré
- Bernatchez Jean, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 10h33
À l'UQAR, de l'animation autour du contenu de ce livre
Des étudiants organisent à l'UQAR (atrium du campus de Rimouski) le 18 janvier 2012 à 11h30 une activité autour du contenu de ce livre. J'y exposerai notamment mon point de vue sur la question, qui rejoint pour l'essentiel l'argumentaire proposé par Martin et Ouellet.
- Lanthier, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 11h05
Socrate, reviens !, tirait Le Point "Les émotions démocratiques" (Climats). Tel est le titre d'un très récent livre de la philosophe américaine Martha Nussbaum. Une grande réflexion sur ce que devrait être l'Éducation <http://www.lepoint.fr/grands-entretiens/martha-nus>
Lanthier
- Kris13104, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 11h23
financement de la recherche
Dans bien des pays, les universités reconstruites pour leur qualité ont développé une coopération avec le monde de l'entreprise afin de permettre le financement de la recherche fondamentale dont celui-ci a besoin pour assurer son développement. Ce serait peut-être une solution.
Par ailleurs, l'enseignement en général, et supérieur en particulier, sert sa société parce qu'elle permet l'identification des talents et des intelligences dont son progrès futur a besoin. Or, ces valeurs transcendent les classes sociales et des frais universitaires trop élevés en priveront le futur.
Cela mérite réflexion...
- Michel Richard, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 11h52
J'ai une question
Une université reste-t-elle libre d'exiger moins que le montant fixé par le gouvernement ? En somme, ce que le gouvernement fixe, est-ce que c'est le maximum que les universités peuvent charger ?
SVP, si vous savez la réponse, donnez une source ou une référence. Je chercherai moi-même en attendant.
J'ai l'impression que la réponse est "oui" et que les universités peuvent exiger ce qu'elles veulent, sujet seulement à un maximum. Si c'est bien le cas, me semble qu'on escamote une grosse partie du débat. Mais déterminons d'abord les faits.
- Charles F. Labrecque, Abonné, samedi 17 décembre 2011 13h01
Ant-sociale.
Vous dites que: qu'il convient de geler ou de réduire ces droits parce que l'éducation est une responsabilité collective dont tous sont les bénéficiaires. Ce qui me fait dire idéalement ceci serait vraie à la condition que les professionnels diplômés ne viennent pas une fois sortis des universités, exploiter les plus démunis de la société. C'est pourquoi je dit que cette énoncée est anti-sociale surtout dans une société qui se vente d'être juste envers ces gens démunis. C'est pourquoi le terme "Utilisateur payeur" a un sens dans une société comme la nôtre.
- tohi1938, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 14h15
Si les universités coûtent cher, c'est parce que trop de monde la fréquentent qui ne devraient y être!
Alors, effectivement, il n'y a pas, loin de là de sous-financement, il y a un total égarement par rapport à la clientèle, et, il va sans dire aux prétendus gestionnaires qui ne font que dilapider à leur profit des fonds destinés à l'avancement et à la diffusion de la connaissance.
En outre, comme l'université fait peur, il y a l'aplativisme collectif qui consiste à croire que l'université est pauvre.
Foutaise, évidemment.
Il est faux de dire que la recherche a pris le dessus sur l'enseignement, mais il est vrai que d'admettre à l'université Dieu et son père fait en sorte que sa raison d'être, à savoir l'excellence, est oubliée en fonction des modes et du clientélisme.
L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit est la lutte à un prétendu élitisme universitaire alors que sans élitisme intellectuel il n'y a pas d'université et encore moins d'universitaires. Prétendre, comme le veulent les ahurri(e)s des pseudo communications en mal d'université dite citoyenne, que tout un chacun y a accès est la condamnation à mort de l'université.
La preuve?
Depuis quelques temps la marotte à la mode en provenance des facultés d'éducation (sic), c'est la pédagogie universitaire, et les troubles d'apprentissage à l'université! Mais du même souffle on forme, enfin on prétend les enseignants du secondaire sans même un bacc dans la discipline de leur choix!
C'est comme si les 13 années préalables (primaire, secondaire et CEGEP) n'avaient servi à rien.
Or pour avoir accès à l'université ne faut-il pas connaître un minimum de choses et avoir acquis toutes les habiletés préalables?
Quant au mythe sur la recherche universitaire et sa dépendance au privé, il faut bien n'avoir jamais mis les pieds dans une université en tant que prof pour énoncer de telles âneries.
Conclusion: oui à la gratuité (qui existe en sciences au niveau gradué) mais du même souffle non à la multitude d'insignifiants étudiants en disciplines molles qui ne
- Minotaur, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 14h22
C'est tellement vrai
Pour faire la promotion de votre idée je ne m'iserais pas sur la démonisation de la droite. Il y a des gens de droite qui sont pour le financement de l'éducation et beaucoup de gens de gauches plus âgées qui ne veulent pas payer pour la génération suivante. Selon les sondages l'éducation est moins impor-
- tante pour les québécois que pour les canadiens.
Tant qu'à moi l'éducation est une mission fondamentale de l'état bien avant la santé.
Vous faites bien de montrer les chiffres et les montants que les universités reçoivent. J'ai fait une technique puis un bac en ingénierie. Au CEGEP on avait accès à tout les laboratoires et équipements tandis qu'au bac on nous laissait utiliser que du matériel médiocre. Au cegep on était 30 par classe alors qu'au bac on était 60. Partout on entend que les études universitaires coûtent plus cher que le cegep, que l'ingénierie coûte plus cher à former que d'autres disciplines.
Dans les faits, les budgets sont alloués à la recherche en maîtrise ou au doctorat. Le montant est redivisé par le nombre d'élèves totaux incluant le bac. C'est une grosse fraude médiatique!!
De plus à montréal il se fait plus de recherche qu'à Toronto, il se fait plus de recherche qu'ailleurs au Canada. Et pourtant en retire-t'on les fruits? Est-ce que notre économie s'en porte mieux? NON!! Dans les cours d'entrepreneuriat et innovation on apprend que les québécois fondent moitié moins d'entreprises que les canadiens. Que parmi les entrepreneurs, ceux qui succèdent le mieux à démarrer leur entreprises technologique on une maîtrise ou un doctorat.
Ici on dirait que la recherche est une pure vue de l'esprit. On dirait qu'il est mal vu d'orienter la recherche vers des résultats basement économique.
Le résultat de la recherche québécoise: la formation en souffre et notre économie n'en profite pas.
Ça prendrait un coup de barre à la recherche, quitter le fondamental et aller vers le pragmatisme, former les u
- michel label, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 15h17
@Jacques Légaré
Je vois bien que vous n'avez rien compris à mon texte. La socialisation est un objectif important de tout système d'enseignement. Cette socialisation se fait essentiellement aux échelons primaire et secondaire. Une évidence! L'université, c'est autre chose et a d'autres objectifs, et est réservée en pratique à une minorité, contrairement aux niveaux précédents. Autre évidence!
Quant au fast food, j'apprécie peu et je ne me suis jamais vu "gérant" d'une Belle Province, même si je ne déteste pas leurs frites! Chacun son métier et son ou ses diplômes, et il n'y a pas de sot métier! Et je n'apprécie jamais la qualité des gens selon leur diplôme!
- tohi1938, Inscrit,, samedi 17 décembre 2011 15h30
Si les universités coûtent cher (2) suite font que passer le temps.
Il faut également se pencher sur la tâche des professeurs qui bénéficient de tellement de dérogations pour n'importe quoi qu'ils n'enseignent en moyenne que 2,3 cours par année. (deux cours = deux fois 45 heures pour une année). C'est bien évidemment la porte ouverte aux chargés de cours qui perpétuent leurs contrats avec des examens bidons qui leur valent d'être bien évalués par les étudiants et donc de faciliter les renouvellements de contrats.
Peut-être plus préoccupant est le fait d'agir comme consultants sous couvert de compagnies à numéro et de ce fait de monnayer leurs recherches sans que personne n'y voit rien à redire. Les profs de sciences comp-

tables font des déclarations d'impôts, le profs de droit ont leur clientèle prouvée, les ingénieurs fabriquent des plans et devis etc sans que l'université qui les paie bien n'en retire aucun avantage.

Même chose pour les laboratoires de recherche qui facturent deux fois, ou qui émettent des fausses factures.

Il y a aussi les liens familiaux avec les firmes de génie-conseil, et les transferts de contrats en sous-traitance, et ainsi de suite.

Autrement dit, si le vérificateur général se penchait sur la rémunération réelle des professeurs d'université, il aurait autant de surprises qu'en enquêtant sur la collusion ou la corruption dans les travaux municipaux, et en supprimant les cadres inutiles qui assurent entre autres les liaisons "universités-milieu", l'État ferait de sérieuses économies.

Même chose pour les succursales en régions, où les cours sont donnés par des chargés de cours, ou alors à grands frais, puisqu'il faut couvrir le transport, et l'hébergement en cas de cous du soir, ce qui est la norme.

François Legault avait eu une idée merveilleuse avec les contrats de performance de universités pour mesurer le "retour" sur l'investissement.

Malheureusement, ses collègues du PQ y ont mis fin.

- Souhaitons qu' il trouve là à faire de tr Democrite101, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 16h10

La Babel universitaire mérite un tsunami culturel

À monsieur Label: sans rancune cher ami, je voulais vous taquiner. L'université à tous, et pas cher. À tous qui veulent bosser fort pour apprendre.

Félicitations à Tohi1938 pour ses informations si pertinentes. J'ai vu à l'université des profs super, et des poches... Qui serait capable de faire le tri ? Oui à un Cromwell de l'esprit qui secouerait ces minoues. Mais qui pourrait le faire efficacement et sans barbarie ?...

Oui aux étudiants de classes défavorisées et avec bourses généreuses, mais ils devront bosser, bosser encore et bien bosser.

L'université Laval vient d'accepter \$300 000 pour une Chaire de théologie de la part de l'Église qui a des pédophiles cachés dans ses placards. La honte pour les enfants victimes. La théologie ? Naiserie abyssale pour les crédules et les ignorants. C'est la honte pour l'intelligence du Québec.

Oui à la gratuité, oui aussi aux Voltaire et aux Nietzsche qui secoueraient ces perruques parasitaires, ces mauvais pédagogues, ces voleurs de travaux étudiants et ces vaniteux méprisants !

Mais attention. J'en connais aussi d'admirables...

- Jacques Légaré, ph.d. En philosophie politique
- Jean Lapointe, Abonné, samedi 17 décembre 2011 16h25

La droite et l'intérêt personnel

Vous dites que «Le discours selon lequel il convient d'augmenter ces droits parce que les étudiants seront les principaux bénéficiaires de leur formation reprend l'idée générale de la droite, qui conçoit la société comme un regroupement plus ou moins fortuit d'individus en quête de leur intérêt personnel.»

Il est curieux que les tenants de ce discours ne semblent pas s'inquiéter de ce à quoi ça nous mènerait si de plus en plus les individus en venaient à ne rechercher que leur intérêt personnel.

Est-ce que nous ne nous retrouverions pas inévitablement dans un monde invivable, dans un monde complètement anarchique, dans un monde dans lequel les gens finiraient pas s'entretuer?

Et on peut se demander si la montée de l'extrême-droite qu'on observe dans plusieurs pays n'est pas le signe que c'est vers cela qu'on s' en irait si on n'y prenait pas garde?

On voit alors que le débat sur les droits de scolarité n'est pas un débat de peu d'importance.

Il ne suffit pas de se demander qui devrait payer pour les études supérieures. C'est l'avenir de nos sociétés qui est en cause.

Roland Berger, Abonné, samedi 17 décembre 2011 17h06

La logique élastique de Michel Label

Vous écrivez : « C'est une grave erreur de confondre les niveaux d'enseignement. Cette confusion a notamment pour effet pratique de réduire la qualité de l'enseignement au niveau universitaire. En d'autres termes, il y a des étudiants qui ne sont pas à leur place à l'université. » Et vous illustrez du même coup les sauts logiques qui alimentent généralement vos commentaires. Personne ne confond les niveaux d'enseignement. Comme il n'y a pas confusion, elle ne réduit en rien la qualité de l'enseignement universitaire. Et on comprend que les étudiants de la classe moyenne ne doivent pas encombrer les classes de l'université. Ils dérangent les parfaits professeurs qui y travaillent, actuels ou anciens.

Roland Berger
michel label, Inscrit, samedi 17 décembre 2011 23h20

@Roland Berger

Je dis simplement que ce n'est pas parce qu'un cours se donne à l'université qu'il est nécessairement de niveau universitaire. Cela dépend à la fois de la qualité des étudiants et des professeurs. J'ajouterais ceci: si des étudiants du CÉGEP sont faibles, ceux-ci seront aussi faibles à l'université. Tout est interrelié dans un système d'enseignement. Ceci me semble une vérité de La Palice! Comment expliquer que plusieurs étudiants ont de la difficulté avec le français à l'université? Oui, tout se tient, du primaire à l'université! Sylvain Fournier Inscrit, dimanche 18 décembre 2011 11h41

Gratuite... et au mérite!

"En Ontario, le principe de la modulation a été mis en place (médecine, dentisterie, droit), avec une conséquence prévisible: les étudiants provenant des classes riches ou pauvres (avec aide financière) ont continué de s'inscrire dans ces programmes dans les mêmes proportions qu'avant (ou plus), mais la proportion d'étudiants provenant des classes moyennes a régressé."

L'université devrait alors être gratuite, mais au mérite! Une "méritocratie" et non une aristocratie. Accepter les meilleurs étudiants, non ceux qui ont la capacité de payer...

Marco, Inscrit, lundi 19 décembre 2011 09h59

Mauvaise foi que tout ça!...

Notre vénérable journaliste tente à coup sûr, ici, de falsifier la réalité et de laisser croire du même coup que l'enrichissement individuel des étudiants inscrits à différents programmes universitaires n'est pas d'abord au cœur de leurs préoccupations....! Peut-on avoir quelques doutes?!...!

Rappelons et considérons seulement les demandes salariales éhontées des médecins spécialistes et généralistes (tout récemment) de même que celles des procureurs de la couronne, ceux et celles -là mêmes qui étaient prêts à faire la grève pour un quelconque rattrapage salarial, les revenus passablement élevés des dentistes, des avocats, des administrateurs... alors que les enseignants du secteur public, eux, sont sous payés si l'on considère les importantes responsabilités qu'ils/elles assument. Nous pouvons d'ores et déjà remarquer que les inscriptions à ce programmes sont en chute libre!! Ce qui tend à démontrer le très net désintérêt pour les professions non payantes et « non prestigieuses »!! Coïncidence?!...

Ainsi, on voudrait nous faire croire qu'il est du devoir d'une société juste et saine d'esprit que de financer à même les impôts des contribuables une formation à moindre coûts et d'encourager cette injustice flagrante et ce déséquilibre institutionnel qui fait en sorte que l'écart s'élargisse davantage entre les plus riches et le plus pauvres!... Allons donc! Laissez-moi rire, même si c'est à brailler d'indécence!

La formation d'une élite quelconque a un coût économique et social énorme pour une même société alors que les principaux représentants de cette élite devraient lui en être plus que jamais redevables!... Ce qui est bien loin d'être le cas!

Dans la foulée de la gratuité suit celle du peu d'efforts et du tout est dû!...Est-ce d'une telle société dont on se réclame?!...!

Bernard La Rivière, Abonné, lundi 19 décembre 2011 16h04

Ça finit mal

Oui, est-ce une société de peu d'effort et de devoir que nous réclamons, une société où le bonheur est possible pour tous et pas seulement pour une élite ingrate? Oui.

Marco, Inscrit, lundi 19 décembre 2011 17h34

Nivelage par le bas, dites-vous?!...!

J'ajouterais ceci: . Dans le système que l'on connaît présentement, celui qui promouvoit et favorise tout à la fois le libre-choix et la libre-concurrence, alors le désir de poursuivre des études supérieures et d'en assumer la juste part des coûts ne relève-t-il pas d'abord et avant-tout d'une volonté individuelle avant que de devenir un choix collectif!!

À moins que de réclamer un système économique qui se veut égalitaire pour tous et toutes, qui donne accès à la même formation supérieure et qui permet à ce que chacun travaille en retour, au même salaire, peu importe les compétences, le savoir-faire, les sacrifices et/ou les services rendus, (puisque, de toute façon, l'enrichissement collectif s'en trouve nettement avantage et privilégié au détriment de l'enrichissement individuel!!) Moi, je veux bien... Mais alors, dites-moi, de cette façon, y trouverions-nous notre compte?!...^_^

THE GAZETTE : Your views : Tuition fees and other costs – Saturday, December 10, 2011

While Quebec students are angry with the government over increases in tuition, perhaps they



<p>should be directing some of their frustration at all the little extras that appear on their school bill.</p> <p>I am a McGill law student, and the total cost of my fall 2011 semester came to \$1,955.34, of which only \$1,011.64 fell under the heading of tuition fees.</p> <p>Some of the charges relate directly to my program of study (financing the career centre, the Law Students Association budget and the McGill Legal Information Clinic, among others).</p> <p>I don't mind paying for these.</p> <p>Other fees, however, are troubling. McGill does provide an explanation for most of the charges, but no reasons or description can be found for a \$28.50 general administrative charge. And \$17.29 for a transcript and diploma charge is insulting.</p> <p>Mcgill does offer a general opt-out period, yet opting out of every single one of the opt-outable fees would result in no more than \$40 in savings. McGill charges more than \$130 per term in athletics fees, but what if you never go to the gym? The University of Calgary charges around \$80 per term, and students can choose to opt out of paying it if they don't want to use the services.</p>	<p>Clearly, Canadian universities charge for more than just tuition.</p> <p>Many of these extra fees finance worthy projects, like school newspapers, radio stations and bursary funds.</p> <p>I can't speak for other schools, but nearly half of my education bill goes elsewhere. Perhaps the protesters should take a careful look at their bills before heaping all of the blame on the Quebec government.</p> <p style="text-align: right;">David Kandestin Montreal</p> <p>Logic does not appear to be on today's university curriculum.</p> <p>When I received my first degree, in 1970, tuition was approximately \$2,000 and the starting salary for a teacher was around \$5,800.</p> <p>Today the tuition is the same as in 1970 but a teacher's starting salary is \$35,000: zero increase in tuition fees but a sixfold increase in salary.</p> <p>It is unrealistic to expect tuition to remain the same.</p> <p>In my view a university education is not a right but a privilege that needs to be earned.</p> <p>I am tired of listening to university students whining about the high cost of an education. If</p>	<p>one wants something badly enough, one will work for it and not expect others to pay. The following might sound like the old "walking-fivemiles-in-the-snow" story, but when I graduated high school I could not afford to attend university (there was no college then) so I entered industry, learned a trade and studied at night while saving enough money to be able to attend university full time. After starting full-time studies, the Monday after my last exam of the year I started working at my trade and stopped working the Friday before fall registration. The only debt I incurred was a \$500 loan from my father when I did postgraduate work at the University of Toronto. At no time did I expect others to pay for me.</p> <p>If today's student wants to lower his/her debt, perhaps he/she should try spending more time in class and working on assignments to graduate faster.</p> <p>As a part-time highschool substitute teacher, I can tell you the whining is only going to get worse. Today's crop of students has an even greater feeling of entitlement</p> <p style="text-align: right;">J.D. Johnson Châteauguay</p>
---	---	---

LE DEVOIR / LE QUOTIDIEN / LE SOLEIL : Libre opinion - Un bilan désastreux pour le gouvernement Charest, par un Collectif d'auteurs (Cégep de Jonquière) – Jeudi 8 décembre 2011 – Mardi 12 décembre 2012

<p>Cher premier ministre Jean Charest, Voilà qu'on souligne aujourd'hui votre 3e année au pouvoir pour votre dernier mandat. Évidemment, nous ne soulignons pas cet anniversaire remplis de joie. Après huit ans au pouvoir et trois mandats, nous sommes en mesure d'affirmer que le legs que vous allez laisser aux générations futures est désastreux.</p> <p>Pour commencer, les mesures que vous avez prises (ou imposées sous bâillon) ne plaisent pas aux Québécois. En matière d'environnement, malgré le fait qu'une forêt australienne soit nommée Jean Charest grâce aux efforts collectifs des Québécois, votre bilan n'est pas reluisant. Vous n'avez toujours pas mis en place un réel moratoire sur les gaz de schiste et maintenant, vous nous proposez un soi-disant révolutionnaire Plan Nord.</p> <p>Ce plan n'aura pour répercussions que la liquidation de nos ressources par des multinationales étrangères et un plus grand endettement de l'État québécois en raison de notre système de redevances défaillant et de la construction d'infrastructures payées par l'État pour l'exploitation des ressources du Nord. Cela n'est pas sans rappeler l'ère Duplessis, une période sombre de l'histoire du Québec. Rien de bien enivrant pour les Québécois.</p> <p>Sur plan de l'éthique, vous êtes probablement le chef du gouvernement qui aura été le plus souvent accusé d'être en conflit d'intérêts dans</p>	<p>l'histoire du Québec. En effet, de nombreuses allégations de collusion et de corruption pèsent sur votre gouvernement. Pour tenter de nous faire oublier cela, vous nous proposez une commission d'enquête sur la construction dont la crédibilité est discutable.</p> <p>Plus récemment, le vérificateur général nous a appris que l'attribution des places en garderie ne se faisait pas selon les règles de l'art, du moins pour un peu plus de 20 % des cas. On se demande si Michelle Courchesne n'a pas donné son aval à une dizaine de projets soutenus par des donateurs libéraux alors qu'ils avaient été rejetés par le ministère de la Famille. Et ce ne sont que ceux qu'on connaît! Bref, tout pour ajouter au cynisme de la population.</p> <p>Par ailleurs, le budget Bachand a été décrié de toute part dès son adoption et continue de l'être plusieurs mois plus tard. On a pu voir au mois de mars dernier une manifestation monstre où on pouvait dénombrer environ 55 000 personnes, mais votre gouvernement n'a pas reculé. Cette manifestation dénonçait les nombreuses mesures défavorables à la préservation d'un tissu social homogène au Québec.</p> <p>Les étudiants, entre autres, seront touchés. En effet, après une hausse de 30 % entre 2007 et 2012 qui portait les droits de scolarité à 2168 \$ par année, votre gouvernement tente de faire avaler une hausse de 1625 \$ qui portera, elle, les droits à 3793 \$ par année en 2017! Selon les</p>	<p>chiffres de l'Institut de recherche socio-économique du Québec (IRIS), ce sont 80 % des étudiants qui devront payer plus, sans compensation.</p> <p>Nous faisons partie de ces 80 % et nous sommes déçus de voir que vous ne reculez pas par rapport à ces chiffres! De plus, il est clair que cette hausse empêchera de nombreux étudiants de fréquenter l'université. C'est pourquoi près de 30 000 étudiants ont manifesté dans les rues de Montréal le 10 novembre dernier, mais ce n'est toujours pas assez pour vous faire reculer!</p> <p>Enfin, après avoir fait une liste non exhaustive des problèmes engendrés par votre gouvernement, nous croyons qu'on peut observer, chez vous, certaines lacunes quant à votre sens de l'État. Il y a deux options qui s'offrent à vous: soit vous écoutez les Québécois, dont 247 379 ont réclamé votre démission via une pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale; soit vous perdez les prochaines élections et les livres d'histoire vous classeront parmi les pires premiers ministres du Québec. La balle est dans votre camp...</p> <p>Francis Therrien, Étienne Béland, Laura Boivin-Wisniewski, Laurie Buteau, Pascale Caron-Vézina, Jean-Christophe Côté, Julie Durand, Laurence Élément-Jomphe, Jeanne Fournier, Francis Huot, Simon Lespérance et Pierre Olivier Perron</p>
---	---	---

LE DEVOIR : Libre opinion : Un conseil, Madame la ministre, par Pier-André Bouchard St-Amant - Doctorant en économie à l'Université Queen's et ancien président de la FEUQ – Mercredi 23 novembre 2011

<p>Lettre à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp</p> <p>Mme Beauchamp, on ne se connaît pas, mais j'ai très bien connu deux de vos collègues députés lorsque je fus président la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Peut-être vous en souvenez-vous? C'était en 2005. L'année précédente, votre gouvernement avait décidé de sacrifier la génération d'étudiants les plus pauvres en les endettant à hauteur de 103 millions.</p> <p>Nouvellement élu, votre gouvernement avait à l'époque le vilain réflexe de voir tous les groupes sociaux comme des suppôts du Parti québécois. Mais surtout, votre gouvernement était d'une naïveté sans borne. Il pensait pouvoir gouverner</p>	<p>et tout changer tout seul, sans l'appui des réseaux, notamment celui de l'éducation.</p> <p>Évidemment, vous avez appris avec le temps... sauf peut-être avec le mouvement étudiant.</p> <p>Vous vous en souviendrez peut-être, au mois de mars 2005, nous étions 100 000 personnes en grève à tenter de vous faire comprendre que «non» ne serait pas une réponse et que nous n'arrêterions pas nos protestations. À peine quelques semaines plus tard, le premier ministre, Jean Charest, affirmait, tout souriant, que le gouvernement avait fait une bête erreur sur la question des 103 millions, contredisant ce que son ministre de l'Éducation, Pierre Reid, défendait depuis des mois.</p> <p>En bref, les étudiants ont gagné et votre gouvernement... a changé d'idée.</p>	<p>Pourquoi je vous écris tout ça? Parce que je m'inquiète un peu pour votre avenir politique. Quand vous commencez à répéter ad nauseam que vous ne changerez pas d'avis sur la question des droits de scolarité, je ne peux que me projeter dans le passé et me rappeler ce qui s'est passé la dernière fois. D'ailleurs, si vous voulez la version de votre gouvernement, je vous suggère de demander à Pierre Reid. Il est assis au fond derrière, dans le Salon bleu.</p> <p>Moi, je ne peux que vous donner ma conception de ce qui s'en vient. Les dirigeants étudiants, ayant épuisé les voies diplomatiques, vont probablement demander à leurs membres s'ils sont prêts à hausser le ton ou non. Étant donné la dernière manifestation étudiante et vu l'ampleur de votre bêtise, je pense qu'ils vont le faire. La</p>
---	--	---



suite des choses est pour vous très simple. Ça va être «sanglant».

Ne vous inquiétez pas pour votre intégrité physique, c'est une figure de style. Vous aurez des étudiants en droit imitant des commissions d'enquête à tous les coins de rue. Les étudiants en art vont trouver tous les moyens visuels et auditifs de faire les liens entre votre gouvernement et la corruption. Les apprentis ingénieurs vont se mettre à suspendre des autobus scolaires sous les ponts. Les étudiants de théologie feront des processions. Il y aura des spectacles festifs, des actions communautaires, des marches funèbres et plein d'autres activités que je suis incapable d'imaginer. Elles auront cependant toutes le même but: convaincre la population que vous avez tort.

Je sais que vous avez l'intention de déclencher des élections bientôt. Vos organisateurs en parlent ouvertement. Vous voulez couper l'herbe sous le pied à François Legault et probablement éviter les rapports possibles de la juge France Charbonneau. En tout cas, moi, c'est ce que je ferais si j'étais à votre place.

Les organisations étudiantes, dans un scénario comme celui de 2005, ont plus de 100 000 bénévoles chaque jour. De même, les ressources financières que peuvent consacrer les associations étudiantes à ce sujet pourraient faire baver les principaux organisateurs du PLQ. Et les effets se font sentir. En 2005, pendant les semaines de grève étudiante, le PLQ a dégringolé de 20 % dans les sondages. Il lui aura fallu deux ans pour se relever de cette chute.

Il y a quelques nuances à apporter à ce portrait. À l'époque, il y avait la privatisation du mont Orford, le scandale du Suroît sur les bras, et vous aviez davantage de sympathie. Mais je veux tenter d'être clair: je pense que vous n'avez aucune chance.

Il m'apparaît donc beaucoup plus intelligent de votre part de vouloir régler ce dossier de manière civilisée plutôt que de répéter bêtement les erreurs du passé. D'ailleurs, moins vous attendez, plus facile ce sera avec le Conseil du trésor. Sinon, d'ici quelques mois, vous serez soit en train de perdre une élection, soit assise au fond de l'Assemblée nationale, applaudissant notre premier ministre quand il affirmera que c'était, ça aussi, une bête erreur politique.

LA PRESSE : Chronique : Subventionner les Français?, par Alain Dubuc – Mercredi 23 novembre 2011

Depuis 1978, en vertu d'une entente entre la France et le Québec, les étudiants français inscrits dans une université québécoise paient les mêmes droits de scolarité que les étudiants québécois. Ils sont exemptés des primes imposées aux étrangers. De la même façon, les Québécois qui étudient en France jouissent de la gratuité universitaire de ce pays.

Au fil des ans, l'échange est devenu inégal. L'idée d'étudier en France, très populaire il y a 30 ans, a perdu de son attrait, tant et si bien que le nombre d'étudiants québécois en France stagne: 1043 en 2006, 1093 en 2010, selon les données d'un article que signait lundi ma collègue Pascale Breton.

Par contre, le nombre d'étudiants français au Québec a littéralement bondi. Ils étaient 6418 en 2006, 7862 en 2009, et 8798 en 2010. 37% de plus en quatre ans. Et surtout, ils sont presque neuf fois plus nombreux que les Québécois qui traversent l'Atlantique dans l'autre sens.

Cette inversion du flux provoque toutes sortes de paradoxes. Le principal, c'est que l'exemption dont jouissent les étudiants français nous coûte une petite fortune et que le Québec se retrouve ainsi à subventionner les Français!

Combien ça coûte? Ces jeunes Français paient les mêmes 2167\$ par année que les Québécois.

Ils n'ont donc pas à verser les droits supplémentaires imposés aux étudiants étrangers, qui varient de 12 393\$ à 17 031\$ selon les programmes. Cela équivaut, en gros, à 90 millions par année, dont il faut soustraire la quinzaine de millions que le Québec économise en envoyant un millier d'étudiants en France.

Avec ses rabais pour les étudiants français, le Québec se trouve à verser une subvention de 75 millions à la France. Un pays qui ne fait pourtant pas partie des nations nécessitant de l'aide internationale. Il y a là une anomalie à corriger.

Avant de grimper aux rideaux, il faut tenir compte de toutes les années où le Québec était gagnant avec ce programme. Et surtout, il faut évaluer cette entente dans son contexte, l'ensemble des programmes et initiatives qui lient le Québec et la France.

Il faut aussi se demander pourquoi la migration estudiantine a changé de direction. Cela tient largement à la nature du système universitaire français, un réseau à deux vitesses: des universités traditionnelles, gratuites, mais souvent bondées, où l'accès aux professeurs est difficile, et qui n'ont rien d'attrayant pour les Québécois, surtout au premier cycle; et de grandes écoles, payantes, difficiles d'accès.

Un Québécois qui s'inscrit aux HEC de Paris devra déboursier 11 900 euros par années, environ 16 500\$, au lieu de 2167\$ pour les HEC de Montréal. Sept fois plus. Pour les Français, c'est le contraire, sept fois moins. Pas étonnant qu'ils débarquent en masse. À cela s'ajoutent les autres facteurs d'attraction de Montréal pour un jeune, son mode de vie, le faible coût de la vie, le taux de chômage bas.

Mais aussi le fait que Montréal est en Amérique. Et c'est ainsi que quelques centaines d'entre eux choisissent des universités anglophones, pour apprendre ou perfectionner leur anglais. Cela donne de l'urticaire aux plus nationalistes. Mais n'oublions pas qu'un des grands arguments de vente du Québec en France, c'est d'être une porte d'entrée en Amérique. Cette ouverture sur le continent est rendue possible par le fait que Montréal est un lieu de rencontre de deux cultures, notamment grâce à son double réseau universitaire.

Mais le véritable enjeu, c'est le coût de ces échanges pour le Québec. Et s'il y a une bonne façon de le réduire, c'est de tenter de garder le plus possible ces jeunes Français chez nous. Ce sont des immigrants rêvés: jeunes, francophones, diplômés, déjà intégrés grâce à leurs années d'études ici... et parfois bilingues!

LE QUOTIDIEN / PROGRÈS-DIMANCHE : Chronique : Les étudiants auraient intérêt à choisir leur bataille, par Catherine Delisle – Mardi 22 novembre 2011

Dans la vie, mieux vaut se concentrer sur les batailles que nous avons des chances de remporter. Et celle que les étudiants mènent pour contrer la hausse des frais de scolarité est loin d'être gagnée. Parce que l'instruction et la qualité de l'enseignement et de la recherche ont un prix, que le gel des droits de scolarité n'est pas un droit acquis, pas plus que les garderies à 7 \$, les frais liés au traitement de procréation assistée, les longs congés de maternité ou les assurances médicaments.

Nous avons eu droit à une manifestation de cégépiens et d'universitaires gonflés à bloc en guise d'ultime avertissement avant l'étape finale qui consiste en une grève générale. Pensent-ils sérieusement que leur bravade fera reculer le gouvernement? Ce serait bien le comble!

Brandir des pancartes, sécher des cours, invectiver le gouvernement, organiser des manifestations, c'est la facilité. Trouver des solutions, c'est pas mal plus compliqué. Les étudiants agissent comme des enfants gâtés pourris. S'ils voulaient être pragmatiques, ils fonderaient leur action, non pas sur une toquade, mais sur des projets concrets qui amélioreraient leur vie d'étudiant.

Courir après l'argent

Il faut en convenir. L'accès aux études n'est pas facile pour tout le monde. Nombreux sont ceux qui courent désespérément après l'argent tout le temps de leur formation. Sauf que ce n'est pas

tant les frais de scolarité qui posent problème ceux-ci étant encore inférieurs à ce qui est exigé ailleurs que le mode d'attribution des prêts et bourses. Il a été bonifié, certes, mais il doit l'être encore. Dès l'instant où les parents gagnent un salaire moyen, les enfants ont de la difficulté à obtenir une aide financière. Or, les parents sont loin d'être toujours capables de payer. Ou leurs contributions ne sont pas versées ou elles ne le sont qu'en partie. Résultat: le jeune écope.

Quant à l'octroi d'une bourse, plusieurs ne peuvent même pas espérer en obtenir une. Pensons aussi à ceux qui travaillent tout en poursuivant leurs études. Ils sont pénalisés sur deux fronts: souvent ils réussissent moins bien et l'aide financière est diminuée d'autant. Il faut aider ceux qui sont dans la misère. Le problème, c'est qu'il n'est pas facile d'identifier ceux qui sont démunis pour vrai.

Enfin, quand allons-nous évaluer des scénarios pour facturer un juste prix aux étudiants, c'est-à-dire en fonction des coûts de formation, du taux de placement et des avantages financiers obtenus sur le marché du travail? Et quand engageons-nous un véritable débat sur le financement de nos universités? Les Québécois diplômés sont ceux qui paient le moins pour leur alma mater. C'est gênant! Nos universités francophones sont souffrantes et nous ne réagissons pas.

Responsabilité

C'est plate, mais étudier, ça veut dire aussi renoncer à plein de gadgets et se satisfaire de petits plaisirs. C'est impossible de se passer d'un portable, mais c'est concevable de faire une croix sur le iPhone et le iPad. On peut voyager en autobus plutôt qu'en auto, même au Saguenay. Le service de transport en commun n'est pas parfait, mais il existe.

Au cours de leur carrière, les diplômés universitaires gagneront 670 000 \$ de plus que ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures. Et, certains, bien davantage. Investir dans sa formation, c'est investir dans sa vie future.

L'avenir du Québec passe par une population instruite et éduquée. À ce titre, le gouvernement doit favoriser l'accessibilité aux études de toutes les façons possibles. Cela étant, les étudiants ne devront jamais être délogés de leur propre responsabilité, soit celle de contribuer financièrement à leurs études. Parce que c'est d'abord à eux que ça profite.

Dur, dur pour les nerfs Est-ce que la machine #6 de la papetière Kénoami râlera ses derniers râlements? Est-ce que l'usine de Dolbeau rouvrira dans l'euphorie? Une seule chose est sûre: l'entreprise Produits forestiers Résolu est... résolue à jouer avec les nerfs de tout le monde!



THE GAZETTE: Op-Ed : McGill's rebels without a clear cause, By John Zucchi, chair of the Department of History and Classical Studies at McGill University, Special to the Gazette, Friday, November 17, 2011



Photograph by:
(Photo: Courtesy John Zucchi)

John Zucchi is the chair of the Department of History and Classical Studies at McGill University.

Back in the late 1980s I used to visit a centre in Pointe aux Trembles, now long-closed, for people with severe physical and/or mental disabilities, and spend the afternoon with them. Among them was a man in his mid-30s whom I shall call Philippe.

When he was 2 years old, Philippe arrived in a basket on the doorstep of the home. He was deaf, mute, blind and paraplegic. What could I say to him? I would simply hold his hand for an hour or so and speak to him in the hope he might understand something. Philippe responded. When I grasped his hand, he squeezed mine, and didn't let go until I left his bedside.

I am reminded of that experience by the distressing events of last week at the great Montreal university where I teach.

Anyone in our city who hasn't gone into early hibernation knows that McGill has gone through a particularly tense period. The support staff has been on a long strike.

The university and the union have been negotiating off and on. There has been much debate about increased security presence on campus, as well as the university's request for injunctions to control the noise level and disruption caused by the strikers.

In a separate development, last Thursday, students protesting tuition hikes appeared on the McGill campus and a group of them entered the James Administration Building. Some students pushed their way into the personal office of the principal.

Montreal police arrived at the building. It appears that they dealt brutally with protesters and even innocent bystanders.

The principal has asked the dean of law to carry out an inquiry.

These of course are unfortunate events. My colleagues have been very concerned about what has transpired and have written private or public letters to the principal. Some have accused the administration of prolonging the strike, being heavy-handed, and having put a damper on academic freedom by increasing the presence of security guards on campus. There has been a great deal of finger-pointing. Some have sympathized with the student protesters and have called for a tuition freeze; others show little sympathy, arguing that Quebec students have it as good as it gets.

What is an administrator, a professor, a student or even an onlooker supposed to make of all this?

One suggestion to ease tensions is to reduce the presence of the security guards. But will that get us very far? Secretaries in the principal's office must have been truly terrified when students barged past them. The principal has to assure the security of staff and students. I can only assume she made her decision to increase security in good faith.

Another suggestion is that the university concede to the demands of MUNACA, the union representing service employees – the idea being that the administration has been playing hardball and has thus exacerbated tensions. I don't know that simply giving in to the demands of MUNACA is a proper answer to bringing labour peace to campus. The administration must act responsibly, in the same way that the union leadership must. It would be irresponsible for one side to accept the original bargaining position of the other.

These are two among many demands floating out there. What strikes me in all these tensions, protests and, sometimes, shrill behaviour is that it is not clear what people ultimately want. It is as if we were all participating remotely in the Occupy protests: much anger and resentment, many invectives and cries, but a lack of clarity about what we fundamentally desire.

The university is a community composed of academics, students and support staff who pass a great deal of time together. The vast majority of my colleagues are civil, respectful and a plea-

sure to be with, from the cleaner who stops off to pick up my garbage at 6:15 every evening with a friendly smile, to the student who comes to see me because she really wants to understand better where she went wrong in an essay. I, like everyone else, want an atmosphere where we can thrive as we all participate in the mission of the university, and a place where we can talk about what really matters, what moves us.

Surely students at McGill and other Quebec universities have some ideal beyond tuition that they are truly willing to fight for. Surely the McGill administration must realize that the ideals of a university are greater than mere "excellence." Surely the striking employees are out there for something greater than bread-and-butter issues. These recent events have awakened us from our slumber. What do we really want? What motivates us? That we do not ask these questions has been the true shortcoming of our university. Who is to blame? The administration? Students? Support staff? Professors? Perhaps we all need to ask ourselves if we have articulated the true desires behind our wish lists. The events of the past few weeks have shaken us, but they are ultimately positive because they invite us to discern what we are truly seeking. Even if it is difficult to articulate an ideal, it is possible to have a sense of what it might be. When the cleaner comes by my office to empty the trash can, genuinely asking me how I am doing, or when that student comes to see me about her paper, wanting to know how she can improve, they help me to understand that it is possible to glimpse that ideal in action. They have a constructiveness that God knows we need so badly in the current context.

It is impossible to build up without an ideal. And the ideal – what we fundamentally desire – has to be singled out and articulated. This is what Philippe did without his primary senses, perhaps without his mental faculties, when he clutched my hand. He wanted to reach out, to be connected, in relationship.

Do we? Can we move beyond the bickering, acrimony, accusations and reproaches to reach out to a colleague's humanity, as did Philippe?

LE DEVOIR: Libre opinion : L'accès à l'éducation, la priorité nationale, par Andrée Laberge - Écrivaine et retraitée de la santé publique – Jeudi 17 novembre 2011

La réduction des inégalités sociales et de santé, tout comme le développement socio-économique et socio-culturel d'un peuple, passe par sa scolarisation. Il est en effet largement démontré dans la littérature scientifique que l'éducation est un déterminant majeur en matière de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de l'état de santé et de bien-être des individus et des collectivités.

En ce sens, je considère que l'accès à l'éducation postsecondaire, comme celui aux services sociaux et de santé, devrait être reconnu comme une priorité nationale et être soutenu par un régime collectif plutôt que de reposer de plus en plus sur la capacité individuelle de payer qui, il faut le reconnaître, varie d'un individu à l'autre. Une hausse des droits de scolarité équivaldrait en quelque sorte à imposer une forme de «ticket modérateur» à l'éducation postsecondaire qui n'aura comme effet que d'en réduire l'accès aux plus démunis.

Dans le domaine de la santé, cette option a été rejetée, car elle remettait en question le principe même d'accessibilité universelle. Pourquoi financer à grands frais un système de soins et de

services sociaux et de santé et refuser de faire de même en matière d'éducation alors que notre bien-être et notre santé collective en dépendent largement? Pourquoi en faire une question de capacité individuelle de payer et pénaliser encore une fois les plus démunis? Doit-on rappeler que nos voisins du Sud s'opposent à la réforme de santé mise de l'avant par le président Obama au nom de ce même principe de responsabilité individuelle plutôt que collective, donnant ainsi préséance à la logique économique plutôt que sociale.

Quant à l'argument du nécessaire «rattrapage» en matière de droits de scolarité payés par les étudiants québécois, nettement inférieurs à ceux des autres provinces canadiennes, il est fallacieux. Loin d'être un problème, cet écart est plutôt révélateur de notre différence en matière de choix sociaux qui s'observe autant en santé, en éducation qu'en justice, si l'on se réfère à la Loi sur les jeunes contrevenants ou à notre position sur le maintien du registre des armes à feu. Loin de nous situer derrière les autres provinces, cet écart nous place plutôt à l'avant-

garde et fait de nous des chefs de file dans une perspective d'accès à l'éducation postsecondaire. Les politiques sociales du Québec sont d'ailleurs reconnues comme avant-gardistes par plusieurs instances internationales, dont l'OCDE. En ce sens, ce sont les autres provinces qui devraient s'inspirer du Québec et non l'inverse. Nous devrions en faire une question d'identité et de fierté nationales et affirmer haut et fort notre choix de minimiser (et de geler) les droits de scolarité, lequel s'inscrit dans une logique de développement humain plutôt que strictement économique. À titre de parents, de citoyens québécois, de retraités et futurs retraités, il est de notre devoir et de notre responsabilité de faire de l'éducation un droit et d'en assurer l'accès universel. L'éducation, comme la santé, devrait être soutenue par un régime public et reposer sur la capacité collective plutôt qu'individuelle de payer. J'en fais une question de solidarité sociale et intergénérationnelle (les étudiants actuels ne sont-ils pas les travailleurs de demain qui soutiendront nos régimes de retraite?).



J'en fais aussi une question de richesse collective dont bénéficie amplement l'industrie privée, toujours en quête de ressources spécialisées, qui devrait être davantage mise à contribution via une taxe particulière à l'éducation, ou simplement par la réduction des échappatoires fiscales.

Enfin, il me semblerait légitime que les instances régionales et provinciales de santé publique s'impliquent davantage dans ce débat, dans la mesure où la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités sociales et de santé passent par l'accès à l'éducation, comme le reconnaissent

plusieurs experts, dont ceux de l'Organisation mondiale de la santé. L'éducation est une valeur ajoutée qui n'a pas de prix.

LE DEVOIR : Idées : La réplique > développement universitaire - À propos des cerveaux et des entreprises, par Guy Breton - Recteur de l'Université de Montréal - Jeudi 17 novembre 2011

A retenir

Le déclencheur > Les besoins des marchés

Dans Le Devoir du 26 octobre, les auteurs d'Université inc., Éric Martin et Maxime Ouellet, écrivaient:

«Lors d'un Rendez-vous du savoir tenu début octobre, le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, appelait à intensifier la collaboration entre l'enseignement supérieur et les milieux d'affaires: "Les cerveaux [doivent] correspondre aux besoins des entreprises", expliquait-il. [...] Dans une telle perspective, l'enseignement et la recherche devraient répondre immédiatement aux besoins des marchés, tant en ce qui concerne la "formation de main-d'oeuvre" que la production de recherche commercialisable. Si ce projet sert les intérêts de l'entreprise, il signifie en revanche la remise en question de la nature et des finalités du système d'éducation québécois, c'est-à-dire la privatisation de l'institution, de son financement et de sa mission.»

Le 5 octobre dernier, j'ai participé aux Rendez-vous du savoir, organisés par le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM). Faisant partie d'un panel d'universitaires et de gens d'affaires, j'ai notamment tenu ces propos: «Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises.» Depuis, cette citation a ressurgi à au moins trois occasions dans Le Devoir, dans des articles et textes d'opinion, comme une preuve de l'instrumentation galopante des universités.

D'abord, je remercie celles et ceux qui ont saisi cette occasion de défendre l'autonomie des

universités. Nous sommes dans le même camp, mais de grâce, faisons attention aux raccourcis.

Besoins des entreprises

Lorsque j'étais jeune, bien peu de gens allaient à l'université. Et ceux qui y allaient devenaient soit médecins, comme moi, ou faisaient carrière à l'université, qui portait assez bien, à cette époque, son étiquette de tour d'ivoire.

Aujourd'hui, sur 100 enfants qui entrent à l'école, 40 iront à l'université et 3 iront jusqu'à entreprendre des études de doctorat. Plus de 99 % de nos étudiants vont gagner leur vie à l'extérieur de l'université et donc, pour le plus grand nombre d'entre eux, en entreprise. Alors tant mieux si la formation qu'on leur offre peut lancer leur carrière! En cela, je réitère que les cerveaux doivent répondre aux besoins des entreprises. Mais de la même manière, on aurait pu dire pour d'autres domaines d'études que les cerveaux doivent répondre aux besoins des patients ou aux besoins des enfants.

Des chercheurs au sommet

L'Université de Montréal est une université publique, ce qui n'est surtout pas un déshonneur. Et une université publique, c'est aussi une université «utile». Ce n'est pas avilir la connaissance que de vouloir qu'elle guérisse des malades ou qu'elle permette la mise au point d'aérosols non polluants. Pour moi, une université publique, c'est une université qui est capable d'être l'interlocuteur de toutes les forces de la société.

Nous discutons avec les entreprises? Certainement. Nous discutons aussi avec les gouvernements. Avec d'autres universités à travers le monde. Et j'aimerais qu'on discute davantage avec des organismes culturels, avec des groupes

communautaires. Je voudrais l'université comme un lieu de rencontre de tous les courants. Car comme le disent certains, l'université est de nos jours, et de plus en plus, une multiversité.

L'UdeM est la 3e université au Canada et la première au Québec au chapitre de la recherche. Dans d'innombrables domaines allant des sciences de la vie aux sciences sociales, nos chercheurs sont au sommet. Ils font notre fierté et ils repoussent les frontières de la connaissance autant dans la recherche fondamentale que dans la recherche appliquée. Or, en matière de recherche, les fonds des organismes subventionnaires sont distribués par des jurys formés de représentants de plusieurs universités. Les gouvernements ne s'en mêlent pas. Les entreprises non plus.

Une société différente

Nous protégeons l'autonomie universitaire.

Nous vivons une époque de changements très intenses. De multiples phénomènes interagissent. L'émergence de la conscience environnementale, le vieillissement de la population, le redéploiement de l'économie mondiale, des révolutions politiques, un développement technologique effréné, voilà quelques-unes des manifestations annonciatrices d'une société différente. Dans ce contexte, nos universités sont appelées à jouer un rôle encore plus important pour anticiper et apprivoiser ce changement. À travers tout ceci, elles sont appelées à évoluer, à s'ouvrir davantage à leur communauté, et ce mouvement ne se fait pas au détriment de leur autonomie, mais simplement au bénéfice de la société.

LE SOLEIL : Lettre : Sophismes et droits de scolarité, par François Chassé Professeur de philosophie, Collège F.-x.-garneau Québec - Jeudi 17 novembre 2011

L'argument le plus souvent invoqué pour justifier une hausse substantielle des droits de scolarité est le suivant : «Il faut hausser les droits de scolarité parce qu'ils sont 50 % moins élevés au Québec que dans le reste du Canada.» Or, cet argument n'est pas logiquement valide; il s'agit plutôt de ce que les logiciens appellent un sophisme ou un paralogisme. Qu'est-ce qu'un sophisme? C'est un argument dont la conclusion («il faut hausser les droits de scolarité») ne découle aucunement de ses prémisses («les

droits de scolarité sont 50 % moins élevés au Québec que dans le reste du Canada»). Le sophisme dénoncé ici porte un nom bien connu : l'appel à la popularité, et sa structure (il)logique est la suivante : «Les autres font X, donc il faut faire X.» Or, tous les enfants le savent pour se l'être fait dire par leurs parents : ce n'est pas parce que tout le monde se jette en bas du pont qu'il faut que tu le fasses toi aussi. Et tiens, pendant qu'on y est, un autre bel exemple de sophisme omniprésent dans le débat sur la

question des droits de scolarité : «Plusieurs étudiants possèdent un cellulaire et boivent de la bière la fin de semaine, donc il faut hausser les droits de scolarité.» Quelqu'un peut-il m'expliquer par quel raccourci logique on peut inférer une telle conclusion d'une telle prémisse? Prendrait-on au sérieux quelqu'un qui justifierait la hausse des tarifs d'électricité en disant que plusieurs travailleurs ont une voiture et boivent du vin le samedi soir?

L'ÉTOILE - LA VOIX DES FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK : Les destructeurs, par Florian Levesque - Publié à 6h00 le jeudi 17 novembre 2011

P5
En arrivant à Montréal la semaine dernière, j'ai eu la chance d'assister à la grande marche des 20 000 étudiants québécois qui protestaient dans les rues contre l'intention du gouvernement libéral de Jean Charest de hausser les droits de scolarité. C'était réellement impressionnant de voir autant de monde exprimer leur désaccord contre une autre mesure régressive qui aura pour effet d'endetter les jeunes encore plus. Quand en plus cette mobilisation est menée et dirigée par des jeunes, voilà qui fermera le sifflet des dénigreurs de la jeunesse qui répètent souvent «qu'on a plus les jeunes qu'on avait».

La créativité dans l'expression des opinions de chacun était réellement impressionnante. Un jeune avait écrit sur sa pancarte : «Je veux

qu'on m'enseigne, pas qu'on me saigne». Un autre affirmait : «L'éducation, c'est la force d'un peuple.» Plusieurs autres déambulaient avec une pancarte qui arborait la photo de deux premiers ministres libéraux du Québec, soit celle de Jean Lesage associé à l'expression «Je construis» et l'autre de Jean Charest jumelé à l'idée : «Je détruis». Je trouve que cette pancarte décrit bien le comportement des politiciens qui multiplient les initiatives pour démolir les acquis sociaux et la structure de nos sociétés.

Pendant que la plupart d'entre eux affirment que les mesures d'austérité sont nécessaires pour permettre de réduire les déficits publics, aucun d'entre eux n'a l'idée d'exiger de recourir à l'impôt sur les revenus élevés ou encore de rétablir les taxes des entreprises pour récupérer

l'argent dont le gouvernement a besoin pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population. Il ne vient pas non plus à l'idée des politiciens d'examiner les économies que réaliseraient les gouvernements en mettant fin à la corruption de toutes sortes qui afflige certaines de nos structures politiques et par contrecoup nos sociétés.

Amir Khadir, chef de Québec solidaire tape en plein dans le mille, quand il demande au ministre des Finances du Québec «d'appliquer les politiques de redevance sur l'eau, un meilleur niveau de redevance sur les produits miniers, le rétablissement de la taxe sur le capital uniquement pour les entreprises financières et un niveau de taxation pour les plus riches (...)». Selon le chef de Québec solidaire, ces mesures permettraient



d'enranger pas moins de cinq milliards \$ par année au gouvernement du Québec. Un tel montant lui donnerait une meilleure marge de man?uvre pour offrir à la population des services publics profitant à tous. Ces pistes de solutions n'intéressent pas les politiciens qui sont au pouvoir. Ils ne sont pas intéressés aux mesures qui priveraient les riches de certains de leurs privilèges, car après tout, une fois leur carrière politique terminée, ces politiciens ont besoin de se trouver des emplois rémunérateurs chez leurs amis du secteur privé. Regardez où sont aujourd'hui les Frank McKenna, Guy Chevrette, Lucien Bouchard, Jean Chrétien ou autres. Pour leurs bons et loyaux services, ils ont été bien récompensés.

En d'autres temps, Jean Lesage, René Lévesque et Louis J. Robichaud avaient compris qu'il était indispensable de doter les sociétés des outils nécessaires pour assurer leur épanouissement.

Ces politiciens possédaient une vision de l'avenir. Leurs gouvernements ont investi pour rendre l'éducation accessible au plus grand nombre possible. Je suis de la génération qui a bénéficié de ces mesures. J'ai pu aller à l'université pour acquérir une éducation qui m'a procuré des connaissances, mais aussi la confiance nécessaire pour entreprendre des initiatives qui, aujourd'hui, me mènent en plusieurs endroits du Canada et de l'Europe. Je gagne ma vie dans la dignité. Au cours de mes études, j'ai bénéficié de prêts-bourses offerts à des conditions avantageuses qui ne m'ont pas endetté pour la vie, mais qui m'ont outillé pour entreprendre mon parcours d'adulte dans des conditions favorables. Aujourd'hui, j'en bénéficie encore et je contribue par mon travail à la richesse collective.

Malgré le discours démagogique des politiciens au pouvoir, il existe une richesse incroyable dans nos sociétés. Si nos politiciens instaurent un

meilleur partage, les études pourraient être gratuites pour tous. En France, les droits de scolarité atteignent à peine quelques centaines d'euros par année.

Par le passé, certains de nos chefs étaient conscients que l'éducation est la force d'un peuple. Ils ont donc pris les moyens pour construire une société où l'éducation était un des piliers d'une plus grande justice sociale. De nos jours, les politiciens sont en train de démolir ces acquis sociaux pour offrir plus de richesses à leurs amis riches. Un jour viendra où le peuple se débarrassera de ces destructeurs de société qui ne veulent plus enseigner aux jeunes, mais qui veulent plutôt les saigner.

Florian Levesque est un artiste, un activiste et un homme d'affaires qui se définit comme un citoyen responsable. À la mesure de ses moyens, il essaie de bâtir un meilleur monde pour la 7e génération à venir.

THE GAZETTE : Your View: Tuition fees and excellence – Monday, November 14, 2011



Photograph by: Dave Sidaway, The Gazette
Students demonstrate at Place Emilie Gamelin in Montreal against higher tuition fees

Re: "Surprise! Low tuition fees are a benefit – to the rich" (Opinion, Nov. 10).

The advantage of a university education is that it trains the mind to recognize poorly supported or bogus arguments. The authors deserve an F. I will focus on two points:

First, they claim that "studying is first of all a personal choice that benefits the student."

I suppose I should expect a consumeristic attitude toward higher education from a couple of economists, but there is more to higher education than mere personal choice or self-improvement.

Nor is it a mere investment in future income.

Education does indeed improve the student, but it also produces graduates who are better able to contribute to the development of society. Society benefits from doctors, lawyers and engineers, but also from philosophers, theologians and ethicists, from poets and chemists, physicists and artists. We might even benefit from economists.

Second, the authors use very selective statistics to demonstrate that free education produces inferior education, citing the claim that "no German university is ranked among the best institutions in the world," and suggesting that this is because most German states offer free university.

Setting aside the veracity of the claim, perhaps the authors could explain how Oxford and Cambridge managed to become such world-renowned universities in spite of the fact that, until very recently, Britain also offered free higher education.

A policy of offering low-cost or free higher education is a choice that many enlightened societies have made because they understand that it is an investment, not just in the individuals who receive that education, but in the ongoing development of society as a whole.

This is a choice that the Quebec government made many years ago.

The trouble is that successive governments have not lived up to their side of the bargain by funding the universities adequately.

The problem with Quebec universities, is not that they charge such low fees, but that they receive inadequate support from the very governments that have set the low-fee policy.

Alan T. Perry, Dollard des Ormeaux

While appearing to offer well-founded reasons for increasing post-secondary tuition, the authors' reasoning is at best sophistic.

They overlook the fact that citizens of Quebec, young and old, are already contributing more taxes of all sorts than citizens anywhere else in Canada. Better use of this money should be made to support the costs of education.

Charles Pitts, Baie d'Urfé

It is puzzling to read that we should raise tuition fees because the rich might benefit from the current low fees.

The authors want to punish the majority – the middle class and the poor – and society as a whole because a small minority – the rich – might benefit somewhat.

Why does it bother them if the rich have low tuition fees? The rich regularly give huge sums of money to universities, hospitals and other institutions.

Our country will benefit significantly from having an educated society that can compete on the world stage.

Students might benefit from having a higher salary, but the government will raise much more in income taxes as a result and will have fewer needy people to support.

The statistical averages quoted to prove that low tuition fees are not a decisive factor in university attendance are meaningless. Low tuition fees are not the only factor, but one of many. Each province is different. Its policies, environment, history and economic and political situations are motivating factors. One thing is certain: if fees are raised in Quebec, fewer students will attend university.

Second-rate education has nothing to do with low tuition fees. McGill University has lower fees than universities in other provinces, yet it is the top university in the country.

Results in other countries prove that low fees are not an obstacle to an excellent education. In France, Germany, Brazil, Sweden, China, Taiwan and India, education is free or the fees are very low. Education is hardly second-rate in those countries.

The future of a country depends on the education of its children. University education is extremely important. It has to be heavily subsidized or we will fall behind other countries.

Quebecers have made significant progress since the 1950s because of the easy access to university education. Any attempt to raise fees will have a negative impact.

Joseph Bitton, Former educational development officer, Ministry of Education of Quebec, Hampstead

Those who are saying that students should stop complaining about the tuition hikes should place themselves in our position.

We all have complaints about taxes, but the right to education is a different story.

Yes, Quebec has the lowest tuition fees in Canada, but everything else is over-priced, so we pretty much make up for it.

Some students just get by; others might be a bit more lucky. But not everyone is as privileged as some are claiming students are.

I am very privileged to live at home, but I do have responsibilities for paying my transportation, my cellphone bill, etc. Yet I can't get a job despite multiple applications. So I end up withdrawing money from my savings for university.

LE DEVOIR : Lettres - Pourquoi une hausse des droits de scolarité?, par Mathieu Vaugeois - Montréal, le 13 novembre 2011 - Mardi 15 novembre 2011

15 novembre 2011 [Education](#)

L'un des arguments accompagnant ces jours-ci le débat entourant la hausse des droits de scolarité est bien souvent celui que la hausse est nécessaire afin que nos universités puissent demeurer compétitives au niveau international, tout en offrant un enseignement de qualité et un cadre propice à la recherche.

Ainsi, en consultant les classements internationaux d'universités, comme celui du Times Higher Education, il appert qu'aucune université québécoise francophone ne figure cette année dans les cent premières. Seule l'Université McGill réussit à avoir une place enviable.

Pour certains, deux facteurs vont expliquer cette situation. Le premier étant le fait que ce classement favorise davantage les universités anglo-saxonnes. Le second est que les étudiants québécois ne payent pas suffisamment pour avoir accès aux études universitaires, ce qui a comme conséquence que nos universités ne réussissent aussi bien qu'elles le devraient.

Or, en regardant plus attentivement ce classement, on constate également que trois universités suédoises se classent parmi les cent premières. Pourtant dans ce pays ayant, doit-on le rappeler, une population semblable à celle du Québec, l'université est gratuite pour tous les étudiants. Si ce classement ne favorise pas les établissements où la langue d'enseignement est le français, il ne doit également pas favoriser ceux où la principale langue est le suédois.

Par conséquent, l'argument selon lequel une hausse des droits de scolarité est nécessaire pour améliorer la performance et la compétitivité au niveau international de nos universités ne tient pas la route.

Bien entendu, les classements internationaux sont à prendre avec précautions, cependant il n'en demeure pas moins qu'ils existent, qu'ils sont consultés et qu'ils font souvent office d'autorité. [...]

LA PRESSE : Débats : L'incompétence grandit, par Grégory Kudish, étudiant en science politique à l'Université de Montréal - Mercredi 02 novembre 2011

La hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest suscite la grogne des associations étudiantes partout au Québec. Pourtant, il y a lieu de se questionner sur les motivations de cette grogne. Est-ce une simple question de portefeuille, ou cette ire cacherait-elle quelque chose de beaucoup plus profond?

Je suis également en colère contre le système d'éducation québécois. Mais ma colère n'est pas liée à la hausse des droits de scolarité. Au contraire, je crois plutôt que nos élus n'en font pas assez sur le plan de l'éducation. L'augmentation des droits de scolarité n'est pas liée, en soi, à une diminution des taux de fréquentation des universités. La Nouvelle-Écosse est la province canadienne qui a le plus haut taux de fréquentation universitaire, tout en ayant les droits de scolarité les plus élevés au pays.

Au Québec, le problème des universités est profond, et dépasse largement le débat entourant les droits de scolarité. Voici quelques réalités que je vis au quotidien.

> Plusieurs chargés de cours ne savent pas écrire une phrase sans faire de fautes d'orthographe. Lorsqu'un chargé de cours nous distribue une feuille de consignes de travail, sur laquelle les fautes de français abondent, je me demande comment je peux prendre son cours au sérieux.

> De plus en plus de professeurs et chargés de cours participent à la dévaluation de la valeur de notre éducation. Lorsque le résultat moyen d'un examen est décevant (moyenne de groupe inférieure à 55%), le professeur «ajoute» 15% à toute la classe. Résultat: ce professeur dévalue la qualité de l'éducation de 15%.

> Plusieurs professeurs et chargés de cours participent au fléau de la paresse. Dans un de mes cours, l'enseignant avait prévu de nous faire faire un travail de recherche à partir d'une documentation scientifique. Devant la réaction de plusieurs étudiants qui se plaignaient d'«avoir trop de travail», l'enseignant a fini par céder en exigeant dorénavant pour ce travail une simple recherche par internet, alors que le travail initial prévoyait une recherche d'articles et d'ouvrages spécialisés.

Je pourrais allonger cette liste sur des pages et des pages. Heureusement, les universités du Québec ont encore aujourd'hui des professeurs compétents qui ont à cœur leur profession et la réussite de leurs étudiants. Cependant, l'incompétence grandit, et elle a atteint aujourd'hui un seuil à donner des frissons.

Je dis oui à la hausse des droits de scolarité. J'espère seulement que cet argent supplémentaire ne contribuera pas à grossir la vague d'incompétence qui s'abat sur nos campus, mais bien à redonner à l'université l'image qu'elle mérite: celle d'un milieu du savoir, de dépassement de soi, et d'une formation de qualité.

LE SOLEIL.COM : Opinion : La hausse des frais de scolarité: un changement bienvenu, par Claudia Chauvette, Étudiante à l'Université Laval - Mercredi 02 novembre 2011

La hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest n'a pas manqué de créer une vague de mécontentement sur le campus. On a pu voir de nombreux étudiants manifester leur désaccord avec cette politique en brandissant des pancartes et en chantant des hymnes à la solidarité. Il semble toutefois échapper à ces étudiants en colère que la hausse des frais de scolarité est tout à fait nécessaire.

Il est tout d'abord important de savoir que de toutes les provinces canadiennes, c'est au Québec que les frais de scolarité sont les plus bas, soit 2272\$ par an. Fait intéressant, c'est aussi au Québec que le taux de participation aux études universitaires est le plus faible. Ce taux de fréquentation universitaire était de 20% en 2000-2001. Par opposition, la Nouvelle-Écosse figure parmi les provinces canadiennes où les frais scolaires sont les plus élevés, soit 5696\$ par an, et c'est dans cette même province que le taux de fréquentation universitaire est le plus élevé, soit 33%!

Ces statistiques donnent à croire que des frais de scolarité peu élevés ne garantissent ni n'encouragent d'aucune façon les études universitaires, c'est plutôt le contraire qui semble se produire.

Un investissement payant

L'obtention d'un diplôme universitaire constitue à tous points de vue un investissement payant. Les statistiques démontrent clairement que les diplômés universitaires engendrent en moyenne des revenus nettement supérieurs à ceux des personnes sans diplôme et présentent des taux de chômage beaucoup plus faibles. Ne serait-il donc pas plus juste que ceux qui profitent du système d'éducation en défraient les coûts de manière plus adéquate? En ce moment, c'est l'ensemble des contribuables québécois qui paie pour assurer la formation des universitaires, ces mêmes universitaires qui gagneront demain des salaires largement supérieurs à la moyenne du salaire de ceux qui les subventionnent. Quoique l'expression donne des sueurs froides aux socialistes, il faudra tôt ou tard se diriger vers un système de type utilisateur-payeur.

Un diplôme «Cracker Jack»

En 2002-2003, les droits de scolarité perçus par les universités québécoises constituaient 9,2% de leurs revenus. En Nouvelle-Écosse, les universités percevaient 26,2% et en Ontario 25,3%. Le gouvernement québécois se trouve donc à financer les universités dans une mesure complètement disproportionnée à ses ressources. L'éducation est un poste budgétaire d'importance, certes, mais il ne faut pas oublier qu'il en existe de nombreux autres, notamment le système de santé dont les coûts ne cessent d'augmenter. Il est donc pertinent de se demander si à long terme, le gouvernement pourra continuer de supporter à bout de bras l'éducation supérieure.

Le sous-financement des universités se fait déjà sentir au Québec. Les directeurs de différents départements universitaires ne sont pas en mesure d'offrir des salaires suffisamment élevés pour attirer des professeurs d'envergure internationale. De plus, le manque de fonds engendre des insuffisances au niveau des bibliothèques, des laboratoires et des équipements informatiques. C'est donc la qualité globale de l'enseignement qui en souffre. À quoi bon aller dans une université quasi-gratuite si le diplôme qu'on y obtient ne vaut pas plus qu'un diplôme trouvé dans une boîte de Cracker Jack?

En définitive, l'augmentation des frais de scolarité au Québec est tout à fait nécessaire. L'éducation est un investissement qui rapporte, et ceux qui souhaitent en tirer avantage devront se rappeler que par définition, un investissement exige l'emploi de capitaux. Pour assurer la pérennité du système d'éducation supérieure au Québec, il faudra que ceux en profitent consentent à payer le prix qu'il en coûte.

LE SOLEIL : Éditorial : Coût perçu et coût réel, par Brigitte Breton - Jeudi 29 septembre 2011

(Québec) Pour éviter que la hausse des droits de scolarité dans les universités ne se traduise par une baisse des inscriptions, Québec devra articuler un solide plan de communication pour faire savoir que des études universitaires demeurent accessibles aux gens de tous les milieux même si les droits de scolarité pour un baccalauréat de trois ans atteignent 11 000 \$. Que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, prenne son bâton de pèlerin ne suffira pas.

Si le gouvernement de Jean Charest puise dans ses coffres 600 000 \$ pour vanter à travers le Québec les mérites de son Plan Nord, il doit avoir la sagesse et la clairvoyance de consacrer les fonds et les ressources nécessaires pour limiter

<p>les possibles effets collatéraux de l'augmentation des droits de scolarité. Si le trésor public et les universités ne peuvent plus se priver d'une contribution financière plus grande de la part des étudiants, le Québec ne peut par ailleurs se priver d'étudiants et de chercheurs. Tous ceux qui le désirent et qui possèdent les capacités intellectuelles doivent pouvoir accéder aux études supérieures et non pas rester hors des campus parce qu'ils craignent que la note soit trop salée et l'endettement trop lourd.</p> <p>Un comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, rattaché au Conseil supérieur de l'éducation, a remis récemment un avis à la ministre Beauchamp. Un document qui décrit bien que le Québec marche sur des oeufs en haussant les droits de scolarité de 1625 \$ d'ici 2016-2017.</p> <p>Un individu qui commencera un baccalauréat de trois ans en 2012-2013 devra déboursier au total 8452 \$ en droits de scolarité. Celui qui s'inscrira</p>	<p>en 2016-2017 paiera une facture d'environ 11 376 \$. Nul ne peut dire avec précision les effets à moyen et à long termes de cette décision. D'où l'importance d'avancer avec prudence.</p> <p>Si les fédérations étudiantes qui organisent présentement des manifestations sont convaincues que l'accessibilité sera restreinte, d'autres voix estiment qu'il n'y aura pas hécatombe. Le comité consultatif ne loge pas dans ces extrêmes puisque la capacité financière n'est pas l'unique obstacle à l'accès aux universités.</p> <p>Il rappelle à ce sujet une étude publiée en 2007 par Statistique Canada, concluant que le rendement scolaire, l'influence des parents et la qualité de l'école secondaire expliquent 84 % de l'écart de participation aux études universitaires entre les jeunes de familles à faibles revenus et ceux de familles aisées.</p> <p>Même s'il juge importantes les hausses annoncées pour les cinq prochaines années, le comité estime par ailleurs qu'en bonifiant le régime de prêts et bourses, le gouvernement prévient une</p>	<p>partie des effets négatifs. Pas totalement cependant.</p> <p>Les membres du comité soulignent avec justesse qu'un aspect ne doit pas être négligé, soit celui de la perception du coût des études universitaires. Les personnes des milieux défavorisés surestiment le niveau des droits de scolarité et sous-estiment les bénéfices d'une formation universitaire. Il est donc indispensable, selon le comité, de bien informer la population sur la valeur et le prix réel d'un diplôme, sur le programme de prêts et bourses, sur les déductions fiscales disponibles et sur les dispositions financières mises en place par les universités.</p> <p>La ministre Beauchamp doit prendre cette recommandation très au sérieux et y consacrer temps et argent pour la mettre en application rapidement. Il est aussi essentiel que son ministère effectue un suivi serré de l'évolution de la fréquentation universitaire afin de faire les ajustements requis si les étudiants boude les classes.</p>
---	---	--

LE QUOTIDIEN : Le modèle de «l'école-business, par Éric Martin, Enseignant, chercheur, doctorant en pensée politique, École d'études politiques de l'Université d'Ottawa - Mis à jour le 26 septembre 2011 à 10h05

<p><u>Mme Catherine Delisle.</u></p> <p>J'ai lu votre récente chronique portant sur la hausse des frais de scolarité. Je me dois d'exprimer mon désaccord avec vous. L'éducation était jadis considérée comme un service public universel, lequel devait être financé à même l'impôt progressif, qui tenait compte de la capacité de payer des personnes.</p> <p>Le nouveau modèle est un modèle privatisé où chaque individu est appelée à s'endetter. En Angleterre et aux États-Unis, l'endettement étudiant atteint des niveaux catastrophiques, jusqu'à 250 000\$ pour un diplôme de Droit.</p> <p>Mais ce qu'il y a de plus pernicieux dans tout ça, c'est que cette privatisation du financement induit elle-même une privatisation de la mission des universités, lesquelles deviennent de plus en plus branchées sur le «développement économique». C'est ce phénomène de marchandisation qui doit nous inquiéter, et qui se cache derrière le débat stérile sur le «juste prix»: le débat sur</p>	<p>les finalités de l'éducation, comme l'avait très bien montré le sociologue Michel Freitag dans le livre «Le Naufrage de l'Université».</p> <p>Les étudiants ne font pas que «se plaindre»: ils luttent selon moi contre la dénaturation d'une institution publique. Les gens qui viennent des classes travailleuses savent bien que ne pas avoir accès à l'instruction, cela a toujours voulu dire vivre dans la misère et la noirceur. Je pense qu'ils seront sensibles aux arguments des étudiants qui essaient de sauver ce qu'il reste de l'esprit de l'école contre le modèle de «l'école-business».</p> <p>Considérez-vous donc que l'école est un commerce? Si elle est une institution publique, pourquoi ne serait-elle pas, au même titre que les parcs nationaux ou les routes, financées par les impôts collectifs?</p> <p>Ignorez-vous que depuis dix ans, les gouvernements ont réduit l'imposition des contribuables</p>	<p>les plus aisés, se privant ainsi de milliards de dollars?</p> <p>Je ne suis pas d'accord avec vous, donc. Il me semble que nous avons tout à fait la possibilité de nous offrir un service public universel financé collectivement et qu'il n'y a aucune nécessité objective qui force l'adoption du modèle anglo-saxon, lequel est, du reste, en train de faire faillite, notamment en Angleterre ces jours-ci.</p> <p>Je suis moi-même professeur de journalisme, et j'enseigne toujours aux étudiants qu'il faut se méfier des «évidences» économiques, lesquelles sont le plus souvent le fruit de prémisses idéologiques tout à fait contestables. Je vous inviterais à être plus critique vis-à-vis du discours de l'élite économique. La hausse des frais et la marchandisation, en bout de piste, ne bénéficieront pas à la population du Québec, ni même aux entreprises, par ailleurs, puisqu'on y formera, au final, des cancrs.</p>
---	--	--

THE GAZETTE : Opinion : Quebec's student movement is a far cry from the Tea Party, By DAVID BERNANS, Thursday, September 8, 2011

<p>The Gazette's Henry Aubin opines ("A taste of the Tea Party in Quebec," Opinion, Sept. 6) that the Quebec student movement has much in common with the Tea Party phenomenon south of the border. He observes that the Tea Party rejects any increase in taxes and that student groups reject raising tuition fees.</p> <p>Aubin suggests that because both groups wish to turn the taps off certain forms of government revenue they are pretty much the same. He calls the difference between the two "a nuance." Why? On what basis can he equate opposition to income tax increases (where the wealthy pay more) and opposition to user-fee increases?</p> <p>Both groups, says Aubin, are "electorally minded." By this he seems to mean that both groups have a strategy of electing to office candidates who are likely to implement their respective agendas. There are very few political organizations that are not "electorally minded" by such a definition.</p> <p>He also claims that both groups "would weaken society." This is undoubtedly true of the Tea</p>	<p>Party, since the movement would rob government of any means to spread the wealth of the super-rich (the only class that is benefiting from the so-called "recovery") among society at large. The fundamentally individualistic and anti-redistributive bent of the Tea Party makes it profoundly anti-social.</p> <p>But the opposite is true of the student movement. It seeks to strengthen social cohesion by making education, the great equalizer, available to all sections of society regardless of wealth. Tuition fees put the financial burden of university funding on students, forcing them to take on increasing levels of personal debt if they wish to get the education they need to get a job.</p> <p>Student groups argue that public education should be funded through a progressive tax system. Corporations and the super-rich benefit from university research and a well-educated labour force. Why shouldn't they fund the education system? Federal and provincial governments could roll back a few of the generous tax cuts</p>	<p>such groups have enjoyed in recent pre-recession years.</p> <p>It is easy to find proponents of higher user fees among university rectors and presidents and on the university governing boards that appoint them. I know this from personal experience, having played the role of a token student representative on Concordia University's board of governors in the 2005-06 academic year. My fellow governors were on the whole very wealthy individuals. The leaders of our public universities are generally stockholders and board members of profitable corporations. They don't mind higher tuition costs for their children if it means lower levels of individual and corporate income tax.</p> <p>That's why the rich fund organizations like the Tea Party and not student advocacy groups.</p> <p>David Bernans president of Concordia university's Graduate Students' Association in 2005-06. He is a translator and writer based in Saint-Jean-Port-Joli.</p>
---	---	---

THE GAZETTE : Chronics : A taste of the Tea Party in Quebec : Student activists here vs. far-right crusaders in U.S.: movements are political opposites yet have so much in common, By HENRY AUBIN, Tuesday, September 6, 2011

<p>Quebec has its own Tea Party. What, you haven't heard?</p>	<p>In Quebec, this recalcitrants' movement isn't called the Tea Party. Rather, it takes the form of university students' organizations. Late last</p>	<p>month they announced an escalation of their warpath tactics. Expect a heated autumn.</p>
---	---	---



Militant members of these student organizations will recoil at being compared with the Tea Party, that farright crusade south of the border. The students will see Tea Partiers as stodgy, old and doctrinaire - the reverse of their own cool, youthful, broad-minded selves. Yet the two movements have much in common.

--Both see any increases in their financial contributions to government as heinous.

The difference is that Tea Partiers reject higher taxes to government while the student groups reject higher tuition fees to government-controlled universities. A nuance.

--Both are electorally mind-ed.



DARIO AYALA GAZETTE FILE PHOTO

With students returning to universities this fall, expect an increase in demonstrations by those who don't want to pay increased fees. They're getting more political, deciding to target Liberal MNAs who won election by small margins.

The Tea Party has played the political system astutely, using tail-wags-dog leverage to bend

one of the two major U.S. parties to its will and succeed in effectively imposing a tax freeze.

Until now, the student groups (the Fédération étudiante universitaire du Québec and Fédération étudiante collégiale du Québec) have never been so politically aggressive. To be sure, they've staged huge ragtag demonstrations whenever the provincial government has been tempted to raise tuition, but over the years that tactic has lost its punch: the Liberal government in March said it would hike tuition by \$325 a year over the next five years, which means an increase from \$2,168 to \$3,793 in 2017, when the fees will probably still be the lowest in Canada. McGill University's principal calls this a "baby step."

The student organizations said last month they'll try something extra. They'll aim demonstrations and other pressure tactics against 15 Liberal MNAs who won elections by margins of less than 1,000 votes. This pinpointing shows new political sophistication.

--The agendas that the Tea Party and the student groups are pushing would weaken society.

The Tea Party brought the U.S. to the brink of default, in so doing undermining international investors' confidence in the U.S. economy and, justifiably or not, downgrading that country's Standard & Poor's credit rating.

The student groups' sought-after re-freeze of tuition would weaken the quality of Quebec's universities relative to that of their competition. Universities here say that if Quebec funded them at the same level as the Canadian average, they'd get \$600 million more per year.

Three well-known figures at the Université de Montréal - Robert Lacroix, Claude Montmarquette and Alain Caillé - argued in an essay in Le Devoir last winter that the tuition freeze imposed in the early 1990s has had a harsh effect on Montreal in particular. "We must cease calling Montreal a knowledge city," they said, because Montreal's two major research universities - McGill and U de M - are like motors running out of fuel. They made the astonishing estimate that if the two institutions had received funding at the Canadian average, they'd have been able to hire up to 1,500 additional professors between them - and thereby attract more public and private research money.

Still, let's not carry the parallel between the Tea Party and the student organizations too far. The two differ glaringly on one thing: public debt.

The Tea Party thinks it's horrible. The student groups evidently think it's okay (even though they and their children will get stuck with the bill). Quebec is already the most heavily indebted province and continues to roll up more debt every year. To keep funding universities at even the same skimpy level that it did before this year, it would go still deeper in the red.

Ah, but there's one of kind debt that does outrage the student groups - the personal debt that students incur to pay for their education.

How bad is it? The average debt of graduating students in Quebec is now just over \$13,000 - the lowest of any province, according to the Canadian Federation of Students.

There's a word for wanting to hang on to acquired privilege: reactionary.

LE QUOTIDIEN : Chronique : Nos étudiants ne sont pas des miséreux, par Catherine Delisle - Lundi 29 août 2011

Les étudiants sont sur le pied de guerre. Une manifestation est prévue le 10 novembre, à Montréal, une grève générale est envisagée, cet hiver, sans compter qu'ils s'attaqueront directement à la réélection des députés libéraux. Ils promettent de talonner ceux qui se sont fait élire avec une faible majorité dans l'espoir de les mettre K.-O au prochain rendez-vous électoral. Avec un agenda aussi chargé, leur restera-t-il du temps pour étudier?

Le gouvernement Charest prévoit, en effet, augmenter les droits de scolarité de 325 \$ par année jusqu'en 2017, les faisant ainsi passer de 2168 \$ à 3793 \$. La moyenne canadienne est de 5138 \$. Ce sont les Ontariens qui paient les frais les plus élevés, soit 6307 \$. Nos étudiants ne sont donc pas les plus miséreux, mais ils sont très certainement les plus plaignards.

Alors que s'amorce l'année scolaire dans un climat de grande frustration, un sondage de TD Canada Trust sur les finances des étudiants québécois révèle que 87 pour cent d'entre eux réussissent à épargner malgré le coût des études. Ils sont plus enclins à travailler à temps partiel et ils réussissent presque tous à économiser une partie de leurs gains pour l'avenir. Donc, plus d'étudiants qu'on pense s'en tirent pas trop mal.

Un droit

L'éducation est un droit fondamental que personne ne conteste. Elle doit être accessible à toutes les couches de la société, publique et de qualité. Nos universités ont la responsabilité d'engager les professeurs les plus compétents, de fournir les équipements les plus performants et de former une relève des plus qualifiées. Tout cela coûte cher, d'où la nécessité de faire payer un «juste prix» et de l'indexer chaque année.

C'est précisément là où se situe le problème. Depuis des années, aucun gouvernement n'a eu le courage politique de demander un effort supplémentaire aux universitaires de sorte qu'ils écotent, aujourd'hui, pour ces années catastrophiques de gel. La hausse des frais de scolarité leur tombe sur la tête comme une tonne de briques. Leur frustration se comprend, mais rien ne prouve que des coûts plus élevés limitent sérieusement l'accès aux études.

Nous pouvons dire ad nauseam que la gratuité est un choix de société. Sauf que le Québec n'est pas une province riche et la capacité de payer des contribuables a atteint ses limites depuis longtemps. Pour dépenser davantage, il faudrait prélever encore plus d'impôts. Cette avenue n'est pas une solution. Les étudiants doivent comprendre qu'investir dans leur éducation, c'est investir dans leur avenir et qu'ils ont la responsabilité de s'assumer. Il y a des limites à toujours refiler la facture aux autres.

Un prix juste

Facturer un «juste prix» veut aussi dire pour l'État de payer moins pour les étudiants issus d'un milieu aisé et subventionner davantage ceux qui sont défavorisés. De généreuses primes à l'encouragement devraient être accordées aux étudiants performants. Cette approche devrait être étudiée.

Mais aussi, les frais de scolarité auraient intérêt à être établis en fonction des coûts de formation, du taux de placement et des avantages financiers obtenus sur le marché de l'emploi. Il serait logique que les étudiants en médecine paient davantage que ceux en philosophie. Ce serait le grand temps que les instances gouvernementales et universitaires, accompagnées du milieu des

affaires, évaluent cette voie. Depuis le temps que tout le monde en parle.

Au lieu des éternelles récriminations qui ne conduisent à rien de constructif, les étudiants devraient agir en citoyens responsables et présenter des propositions concrètes qui tiennent compte de leur situation, mais aussi de la capacité de payer des Québécois. Dans la vie, tout ne peut pas être gratuit.

Toute une drogue

Si François Legault prenait le pouvoir, il affirme qu'il ne ferait qu'un mandat. Vous savez quoi? Je ne le crois pas. Le Bloc québécois ne devait faire qu'un mandat lui aussi. À force d'étirer l'élastique, les gens ont fini par le mettre dehors ainsi que son chef. Lorsqu'il s'est présenté à la mairie de Chicoutimi, en 1997, le maire Jean Tremblay avait soutenu que deux mandats étaient suffisants pour faire les changements qu'il proposait. Bon! Il y a eu la fusion, en 2001, et d'autres défis à relever. Mais, ça fait dix ans de cela.

Morale de l'histoire: le pouvoir est une drogue tellement puissante qu'ils deviennent tous accros. Ils ne veulent plus partir, il faut les mettre à la porte.

CLIN D'OEIL

On peut gagner sans tirer de la boue

Jack Layton, le chef du NPD, a fait la différence. Grâce à son enthousiasme contagieux, il a changé la manière de mener une campagne électorale. Il avait compris que les contribuables étaient exaspérés d'entendre des discours vitrioliques et de voir les politiciens transformés en gueulards professionnels. Il a démontré qu'il est possible de faire de la politique autrement qu'en utilisant un langage acrimonieux. Ça va nous manquer.

LE DEVOIR : Libre opinion - Qu'ils cessent de nous faire honte !, par Bruno Falardeau - Étudiant à la maîtrise à l'Université Laval - Mercredi 24 août 2011

C'est à mon plus grand désarroi que le débat absurde sur les droits de scolarité se ravive sur la place publique depuis déjà quelques semaines. Nous devons cette absurdité à une infime partie de la jeunesse québécoise qui semble trop bornée, et trop immature, pour se rendre à l'évidence: à bien des égards, les Québécois vivent au-dessus de leurs moyens, y compris en éducation.

Cela fait des décennies que les étudiants du Québec paient leurs études postsecondaires au rabais par rapport au reste du continent et à la grande majorité des pays du monde occidental, qu'ils se butent à des ressources limitées sur leur campus et à un nombre exagéré de chargés de cours au premier cycle, et qu'ils s'entassent dans des universités décrépités qui, année après année, luttent pour boucler leur budget sans pertes financières.

Il est désarmant de constater que des jeunes de ma génération puissent faire preuve d'un manque aussi flagrant de rigueur intellectuelle, étalant un argumentaire défaillant dans les médias, faisant ainsi honte à l'autre jeunesse

québécoise, celle qui est raisonnable, responsable et surtout réaliste.

J'entendais en fin de semaine sur les ondes de RDI ce cher Léo Bureau-Blouin affirmer qu'un gel des droits de scolarité pourra garantir au Québec les meilleurs médecins, les meilleurs avocats et les meilleurs architectes — je paraphrase. Et puis quoi encore? Quel argument bidon: il n'existe jusqu'à preuve du contraire aucune corrélation un tant soit peu logique entre la compétence des finissants universitaires et les droits de scolarité qu'ils auront eus à payer pendant leurs études.

Par ailleurs, plusieurs pays européens ont déjà mis fin ou mettront bientôt fin à la gratuité ou à la quasi-gratuité de leur éducation postsecondaire, signe que ces jeunes «socialistes» bornés ne sont aucunement au courant de ce qui se trame ailleurs dans le monde, préférant plutôt brandir les spectres du décrochage scolaire, de l'absence de solidarité sociale et de l'inaccessibilité aux études.

La très grande majorité des jeunes de ma génération sont à même de se payer une voiture neuve ou un téléphone intelligent, de s'exiler

dans la métropole pour devenir «cool et branché», de vivre en appartement dans la même ville que leurs parents ou encore de s'envoler pour les «tout inclus» artificiels de l'Amérique centrale. Alors de grâce, que l'on ne vienne pas me dire qu'une minable hausse de 325 \$ par année, qui culminera à une facture de moins de 4000 \$ en 2017, les mettra tous à la rue!

Les manifestations étudiantes que ces bons gens tentent éperdument d'organiser ne sont bien souvent qu'une excuse bidon pour sécher les cours, pour faire reporter les examens et à la fin du compte pour empoisonner la vie de milliers d'étudiants qui, eux, ont la décence de se responsabiliser plutôt que de se comporter comme de vrais bébés gâtés sur la place publique.

Ces manifestations, si elles ont lieu, ne feront qu'alimenter la paresse crasse qui sévit chez la jeunesse actuelle et découragera davantage tout sens de responsabilité individuelle.

Bref, à vous, Monsieur Léo Bureau-Blouin, et à vos militants, je dis: «Vous nous faites honte.»

Actualités

LA TRIBUNE: Menace de grève au Cégep de Sherbrooke – Vendredi 23 décembre 2011



Archives La Tribune

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Les étudiants du Cégep de Sherbrooke devront se prononcer sur un mandat de grève générale illimitée, le 8 février prochain. Cette proposition sera faite par l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) dans le cadre de l'escalade des moyens de pression annoncée pour protester contre la hausse des droits de scolarité en 2012.

Selon Catherine Boudin, porte-parole de l'AÉCS, les étudiants devront se prononcer sur la grève générale illimitée le 8 février et ils seront de nouveau convoqués lors d'une autre assemblée pour déterminer le moment où sera déclenchée cette grève, si les étudiants optent pour ce moyen de pression.

Ce second vote pourrait survenir la semaine suivant la première assemblée.

Rappelons que le gouvernement Charest a annoncé une hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans, à compter de l'automne 2012. Plusieurs associations étudiantes assurent qu'elles multiplieront les moyens de pression pour le faire reculer.

Les étudiants du Cégep ont fait la grève deux jours en novembre. Le 10 novembre, ils avaient pris part à une manifestation nationale à Montréal avec d'autres associations étudiantes de la région.

L'AVANTAGE.QC.CA: Des étudiants chantent des cantiques de Noël chez la ministre Beauchamp - Publié le jeudi, 22 décembre 2011 15:23 -

par Real-Jean Couture

La pause des fêtes n'empêche pas les étudiants des réseaux collégial et universitaire dans leurs démarches pour obtenir l'abandon par le gouvernement Charest de son projet de hausser les frais de scolarité pendant cinq ans à compter de la session débutant à l'automne 2012.

À preuve : plusieurs étudiants affirmant ne plus pouvoir poursuivre leurs études en raison de la hausse des frais de scolarité ont manifesté pacifiquement en chantant des cantiques de Noël devant la résidence de la ministre Line Beauchamp cette semaine. « En augmentant les frais de scolarité, la ministre Beauchamp empêchera plusieurs d'entre nous de fréquenter l'université. Aujourd'hui, nous profitons du temps des Fêtes pour lui rappeler qu'il faut donner la chance à

tous les jeunes du Québec de fréquenter nos universités », explique Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Les chanteurs ont entonné plusieurs airs de Noël connus pour sensibiliser la ministre de l'Éducation et son voisinage à la cause étudiante. Gabrielle Jodoin, étudiante en Techniques d'analyse biomédicale au Cégep de Saint-Hyacinthe était du nombre. Elle proteste, car l'augmentation de 1625\$ des frais de scolarité réduit, selon elle, ses chances de poursuivre ses études à l'université. « J'aimerais poursuivre à l'université, mais ma famille n'est pas particulièrement riche et je ne sais pas comment je vais faire pour trouver les milliers de dollars qui me manquent. J'ai l'impression de me faire abandonner par le gouvernement », explique-t-elle.

C'était également le cas de Kevin Brazeau, étudiant en arts et lettre profil métier créateur au Collège de Rosemont, qui manifeste pacifiquement, car la hausse du coût des études universitaires l'éloigne de ses objectifs académiques. « Je travaille dur et j'aimerais poursuivre mes études à l'université, mais avec la hausse des frais, je ne pourrai pas y arriver », résume le jeune homme.

Les étudiants profitent de l'occasion pour inviter la population à discuter de l'augmentation des frais de scolarité dans leurs familles pendant le temps des Fêtes. « Le temps des Fêtes est un des rares moments de l'année où toutes les générations se côtoient. J'invite jeunes et moins jeunes à discuter des enjeux qui les concernent comme l'accès à notre système d'éducation », conclut Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

CANOE.CA: Frais de scolarité : Des cantiques pour la ministre de l'Éducation – Lundi 20 décembre 2011 17h42

Agence QMI, Charles Lecavallier

MONTREAL – Des étudiants ont entonné quelques cantiques irrévérencieux devant la résidence du nord de Montréal de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, mardi matin, pour protester contre la hausse des frais de scolarité. Une vingtaine d'entre eux chantaient avec entrain «Joli sapin, qu'on s'en fait passer, moi j'aimerais payer mon loyer», et «Vive le gel, vive le gel, on le veut maintenant, boule de neige, de l'endettement, et bonne année Beauchamp». Les «choristes» ont aussi déposé sur le pas de la porte de Mme Beauchamp un bas de Noël rempli

de lettres de cégépiens qui craignent de ne pas pouvoir accéder à l'université.

«L'idée de chanter des cantiques de Noël, c'est d'encourager tous les étudiants à parler de cette hausse à leurs familles durant le temps des fêtes. C'est le moment parfait, lorsque toutes les générations sont assises à la même table, pour discuter de cet enjeu», a plaidé Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Il a soutenu que le gouvernement, en agissant de la sorte, laisse tomber les familles du Québec,

qui n'ont pas toutes de l'argent de côté pour financer les études de leurs enfants.



© Charles Lecavalier / Agence QMI
Des étudiants ont entonné quelques cantiques irrévérrencieux devant la résidence du nord de

Montréal de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, mardi matin.

Pauvreté étudiante

Moisson Montréal avait révélé en novembre que trois fois plus d'étudiants bénéficiaires du programme d'Aide financière aux études ont eu recours pour la première fois aux banques alimentaires en 2011.

Jeunesse au soleil faisait un constat semblable dimanche dernier, lors du lancement annuel de la campagne de paniers de Noël. «Les étudiants font partie du nouveau visage de la pauvreté», a dit Tommy Kulczyk, directeur des services d'urgence de l'organisation.

Il y aurait maintenant plus de 6600 étudiants montréalais qui doivent recourir à l'aide alimentaire.

Moins d'écart entre riches et pauvres

Mme Beauchamp fait toutefois la sourde oreille lorsqu'on lui rappelle ce triste constat.

Questionnée au sujet de la problématique de la pauvreté étudiante, Line Beauchamp a dit que le gouvernement fait déjà sa part. «Nous avons bonifié l'Aide financière aux études pour les familles monoparentales, ce qui a eu beaucoup d'impacts sur les familles à faible revenu», a-t-elle affirmé lundi à Montréal.

«Tout indique qu'au Québec, l'écart de revenu entre les riches et les pauvres diminue», a-t-elle ajouté.

Selon la ministre de l'Éducation, la hausse des droits de scolarité n'aura aucun impact sur les étudiants les plus pauvres, puisque le régime de l'Aide financière aux études sera bonifié.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Les étudiants sollicitent l'appui des familles – Jeudi 08 décembre 2011

MARIE-EVE PROULX, Agence QMI

Le gouvernement faisant fi des protestations répétées des étudiants quant à la hausse des droits de scolarité, la Fédération étudiante collégiale de Québec (FECQ) compte se tourner vers les familles québécoises pour passer son message.

Cherchant désespérément des appuis au sein de la population, la FECQ lancera, d'ici à la fin de la semaine, une grande campagne d'information au cours de laquelle des milliers de dépliants seront

distribués à Laval, Montréal, Longueuil et Québec.

« Il y a près d'un million de familles avec enfants au Québec qui ne sont pas pleinement admissibles aux prêts et bourses du gouvernement. Ces familles pourraient être durement touchées par la hausse des droits de scolarité », a expliqué Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Rétablir les faits

Pour la FECQ, l'objectif de cette campagne est d'informer les familles québécoises sur les impacts réels de la hausse de 1 625 \$ des droits de

scolarité universitaire, comme le fait que si une famille a un revenu supérieur à 30000 \$, le gouvernement considère qu'elle se doit de contribuer aux études de ses enfants et lui coupe l'aide.

« Et selon un sondage économique que nous avons commandé, le Québec pourrait se priver de 4 000 à 9 000 étudiants sur les bancs universitaires si le gouvernement va de l'avant avec sa nouvelle hausse. C'est réduire l'accès à l'éducation supérieure pour les moins fortunés », a ajouté M. Bureau-Blouin.

Le jeudi 8 décembre 2011

FR.CANOE.CA / LEJOURNALDEMONTREAL.CANOE.CA / 24HMONTREAL.CANOE.CA / JOURNAL DE QUÉBEC : Hausse des frais de scolarité : Les étudiants sollicitent l'appui des familles – Mercredi 07 décembre 2011 00h46

Marie-Eve Proulx



© Étienne Laberge

Agence QMI/Archives

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

LAVAL – Le gouvernement faisant fi des protestations répétées des étudiants quant à la hausse des droits de scolarité, la Fédération étudiante collégiale de Québec (FECQ) compte se tourner vers les familles québécoises pour faire passer son message.

Cherchant désespérément des appuis au sein de la population, la FECQ lancera, d'ici la fin de la semaine, une grande campagne d'information au cours de laquelle des milliers de dépliants seront distribués à Laval, Montréal, Longueuil et Québec.

« Il y a près d'un million de familles avec enfants au Québec qui ne sont pas pleinement admissibles aux prêts et bourses du gouvernement. Ces familles pourraient être durement touchées par la hausse des frais de scolarité », a expliqué

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, précisant que du porte-à-porte sera également effectué afin de sensibiliser les familles à l'enjeu étudiant.

Rétablir les faits

Pour la FECQ, l'objectif de cette campagne est d'informer les familles québécoises des impacts réels de la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité universitaire.

« Plusieurs mythes sont actuellement véhiculés sur le dossier des frais de scolarité et il importe de rétablir les faits. À titre d'exemple, contrairement à la croyance populaire, le programme de prêts et bourses est loin d'être une solution magique aux frais de scolarité », a lancé M. Bureau-Blouin, qui estime que lorsqu'une famille a un revenu supérieur à 30 000 \$, le gouvernement considère qu'elle se doit de contribuer aux études de ses enfants et donc coupe l'aide qui lui est accordée.

L'organisation étudiante considère également qu'il y a un lien très étroit entre la hausse des frais d'un service public et sa fréquentation. « Selon un sondage économique que nous avons commandé, le Québec pourrait se priver de 4000 à 9000 étudiants sur les bancs universitaires si le gouvernement va de l'avant avec sa nouvelle hausse.

Augmenter les frais de scolarité, c'est donc réduire l'accès à l'éducation supérieure pour les moins fortunés », a analysé M. Bureau-Blouin.

Modèle

S'il reconnaît que les frais de scolarité au Québec sont beaucoup moins importants qu'ailleurs au pays ou encore qu'aux États-Unis, le président

de la FECQ croit que le gouvernement québécois fait fausse route en voulant copier nos voisins.

« En Ontario, par exemple, tout coûte beaucoup plus cher, les salaires et le niveau de vie sont plus élevés. C'est donc normal que les frais de scolarité le soient également », a-t-il dit, soulignant que le gouvernement ontarien de Dalton McGuinty avait d'ailleurs promis récemment qu'il baisserait de 30 % les frais de scolarité, soit d'environ 1600 \$.

« Le modèle québécois n'est peut-être pas si mauvais que ça en fin de compte », a commenté le président de la FECQ.

Quant à la situation aux États-Unis, Léo Bureau-Blouin rappelle que la moyenne des dettes d'études des Américains a dépassé les dettes hypothécaires. « Est-ce que c'est vers cela que M. Charest veut nous amener? On se questionne sérieusement. Ce n'est pas en hypothéquant notre jeunesse qu'on avancera en tant que société. »

La mauvaise gestion des universités est également une frustration pour les étudiants des cégeps. « C'est complètement illogique que les familles paient 75 % de plus par année pour envoyer leurs enfants à l'université alors que les fiascos financiers des universités québécoises sont devenus pratique courante », a-t-il déploré, rappelant que 1,2 milliard \$ a été jeté par les fenêtres dans le cas de l'îlot voyageur.

Signe que le combat est loin d'être terminé pour la FECQ, elle organise d'ailleurs une grande manifestation le 22 mars prochain et soutient qu'elle n'écarte pas la possibilité de pousser plus loin ses moyens de pression.

MONTREALEXPRESS.CA : Plus de 1 000 000 de familles ne sont pas pleinement admissibles aux prêts et bourses : Hausse des frais de scolarité – Mardi 06 décembre 2011

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) lance une campagne d'information afin de sensibiliser les familles québécoises aux

impacts de la hausse de 1625 \$ frais de scolarité universitaire.

« Il y a près de 1 million de familles avec enfants au Québec qui ne sont pas pleinement

admissibles aux prêts et bourses du gouvernement québécois. Ces familles pourraient être durement touchées par la hausse des frais de scolarité. Nous lançons donc une campagne

d'information pour les sensibiliser aux conséquences de la hausse des frais de scolarité », explique Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. Un envoi postal de dépliant d'information et du porte-à-porte sera notamment effectué afin de sensibiliser les familles à l'enjeu étudiant dans la région de Montréal et de Québec.

CNW / FECQ : Hausse des frais de scolarité: plus de 1 000 000 de familles ne sont pas pleinement admissibles aux prêts et bourses – Mardi 06 décembre 2011, à 13h00

MONTRÉAL, le 6 déc. 2011 /CNW Tebec/ - La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) lance une campagne d'information afin de sensibiliser les familles québécoises aux impacts de la hausse de 1625\$ frais de scolarité universitaire. « Il y a près de 1 million de familles avec enfants au Québec qui ne sont pas pleinement admissibles aux prêts et bourses du gouvernement québécois. Ces familles pourraient être durement touchées par la hausse des frais de scolarité. Nous lançons donc une campagne d'information pour les sensibiliser aux conséquences de la hausse des frais de scolarité », explique Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. Un envoi postal de dépliants d'information et du porte-à-porte seront notamment effectués afin de sensibiliser les familles à l'enjeu étudiant dans la région de Montréal et de Québec.

Rétablir les faits

Pour la FECQ, il est primordial d'informer les familles du Québec des impacts réels de cette mesure gouvernementale. « Plusieurs mythes sont actuellement véhiculés sur le dossier des frais de scolarité et il importe de rétablir les faits. À titre d'exemple, contrairement à la croyance populaire, le programme de prêts et bourses est loin d'être une solution magique aux frais de scolarité. Dans les faits, il n'est pas adapté aux besoins des étudiants et de leur famille. Lorsqu'une famille avec un enfant gagne un salaire supérieur à 30 000 \$ par année, le gouvernement considère notamment que la famille doit contribuer aux études de ses enfants et commence à couper dans l'aide accordée à celle-ci. », explique le président de la FECQ.

L'organisation étudiante trace également un lien direct entre la hausse du tarif d'un service public et sa fréquentation. En effet, une note économique commandée par la FECQ dévoile que la hausse des frais de scolarité aura des impacts sur la fréquentation scolaire. « La conclusion de note économique est claire, si le gouvernement va de l'avant avant sa nouvelle hausse, le Québec pourrait se priver de 4000 à 9000 étudiants sur les bancs d'écoles universitaires! Augmenter les frais de scolarité, c'est donc réduire l'accès à l'éducation supérieure pour les étudiants les moins fortunés ! », ajoute M. Bureau-Blouin.

La mauvaise gestion des universités est également un élément choquant pour les étudiants des cégeps. Ils considèrent illogique que les familles paient 75 % de plus par année pour envoyer leurs enfants à l'université alors que les fiascos financiers des universités québécoises sont devenus pratique courante.

En terminant, la FECQ sensibilisera les familles à l'importance de l'éducation post-secondaire. « Il est primordial de se doter de bas frais de scolarité

si nous voulons permettre au plus d'étudiants possible de fréquenter nos universités ! Pour le rappeler aux députés et à la population, les étudiants continueront leur combat après les Fêtes! » conclut Léo Bureau-Blouin. Les associations étudiantes membres de la FECQ invitent d'ailleurs les étudiants du Québec et leurs familles à une manifestation nationale le 22 mars prochain.

Horaires de la campagne famille

Mardi le 6 décembre: Laval

Jeudi le 8 décembre: Québec

Semaine du 12 décembre (date exacte à déterminer): Longueuil

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente près de 60 000 étudiants réunis dans 23 associations étudiantes présentes sur l'ensemble du territoire québécois. Depuis 20 ans, elle défend et promeut les droits et intérêts des étudiants des cégeps.

Renseignements :

Charlotte Watson, coordonnatrice aux relations et communications FECQ, cell. : (514) 554-0576, bureau : (514) 396-3320, courriel : crc@fecq.org, Twitter : [@charlottewats](https://twitter.com/charlottewats)

SAVIEZ-VOUS QUE?

1- Lorsqu'une famille fait un revenu de **60 000 \$** et plus par année, ses enfants n'ont pas accès aux bourses du gouvernement.

2- Le **4/5** des étudiants universitaires sont dans cette situation.

3- La hausse des frais de scolarité pourrait priver le Québec de **4 000 à 9 000** diplômés universitaires.

COMMENT AGIR ? C'est en créant une pression politique sur nos élus que le gouvernement peut revenir sur sa décision. Appelez ou envoyez un courriel au bureau de député de votre circonscription pour dire ce que vous pensez de la hausse des frais de scolarité ! Pour en savoir plus, consultez le www.1025canepasepqs.ca

CYBERPRESSE : Le combat contre la hausse des droits de scolarité se poursuit - Mis à jour le samedi 03 décembre 2011 à 08h16



Photo: Patrick Sanfaçon

archives La Presse
«Les liens de Montréal avec les États-Unis et la France augmentent de beaucoup l'impact des publications scientifiques», selon le chercheur londonien Andrew Plume.

Pascale Breton, La Presse
Les étudiants poursuivent leur combat contre la hausse des droits de scolarité et appellent à une manifestation nationale le 22 mars prochain.

C'est ce qu'ont annoncé la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) en dévoilant, vendredi, [une note d'information](#) dénonçant la mauvaise gestion universitaire.

Les deux fédérations demandent notamment la création d'une commission d'évaluation des universités du Québec, dont le mandat serait de surveiller leur développement.

CNW / LBR.CA : Communiqué de presse : La FECQ et la FEUQ lancent une note d'information sur la gouvernance universitaire : Mettre de l'ordre dans le chaos de la gestion universitaire ! – Vendredi 02 décembre, à 6h00 / Publié le vendredi 2 décembre 2011 à 6 h 27

LBR.ca - MONTRÉAL, le 2 décembre 2011 - Les problèmes systémiques de gestion universitaire font les manchettes depuis quelque temps et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) publient aujourd'hui une note d'information sur le sujet afin de corriger une situation qui semble récurrente. « Depuis quelques années, plusieurs dépenses douteuses ont été faites par les administrations universitaires avec l'accord tacite du gouvernement. Il est plus que temps de rappeler les recteurs à l'ordre et s'assurer du développement harmonieux de notre réseau universitaire », lance Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

A cet effet, la FEUQ milite pour l'instauration d'une Commission d'évaluation des universités du Québec (CÉUQ) qui aurait pour mandat d'analyser et de surveiller le développement du réseau universitaire, tant au niveau des programmes qu'au niveau du développement des campus délocalisés. Présentement, il y a une vingtaine de dirigeants universitaires qui n'en font qu'à leur tête, le tout en recevant la bénédiction du gouvernement Charest. « Les dirigeants universitaires se lancent dans l'investissement immobilier et se votent des primes de départ démesurées. De plus, en se lançant dans des campagnes publicitaires onéreuses ou en construisant dans la cour du voisin, ils essaient de se voler mutuellement des étudiants. La récréation doit se ter-

miner ! Il faut s'assurer de la bonne gestion des universités et de l'argent public », renchérit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Cette CÉUQ serait composée de divers représentants de la communauté universitaire, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de représentants externes à la communauté. De plus, les administrations universitaires seraient sous l'autorité du Vérificateur général du Québec qui pourrait faire une vérification externe à la demande de la commission.

Campagne contre la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité

Ces problèmes de gouvernance ne semblent en rien perturber le gouvernement qui s'entête à vouloir endetter les futures générations en aug-



mentant de 1625 \$ les frais de scolarité. Malgré plus de 30 000 étudiants dans les rues de Montréal le 10 novembre dernier, le gouvernement Charest reste sourd aux arguments des étudiants. Devant ce refus de voir la réalité en face, la FEUQ et les associations membres de la FECQ n'ont d'autres choix que de continuer leur campagne contre la hausse des frais de scolarité. « Tant que Jean Charest ne reculera pas, les étudiants augmenteront la pression. S'il le faut,

le 22 mars prochain, nous serons encore dans la rue avec tous ceux qui s'opposent à l'augmentation de 1625 \$ des frais de scolarité. Cette hausse ne passe pas ! », concluent Mme Desjardins et M. Bureau-Blouin. La [note d'information sur la gouvernance universitaire](#) est disponible au www.fecq.org et au www.feuq.qc.ca. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire

du Québec (FEUQ) représentent ensemble plus de 185 000 étudiants au Québec.

Renseignements :

Mathieu Le Blanc, attaché de presse, FEUQ, bureau : (514) 396-3380, cell. : (514) 609-3380, courriel : attpresse@feuq.qc.ca
Charlotte Watson, coordonnatrice aux relations et communications FECQ, cell. : (514) 554-0576, bureau : (514) 396-3320, courriel : crc@fecq.org, Twitter : [@charlottewats](https://twitter.com/charlottewats)

LE DEVOIR : Sondage - La hausse des droits de scolarité est nécessaire et inévitable - Vendredi 25 novembre 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Le 10 novembre dernier, une manifestation monstre était organisée à Montréal pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Un sondage Senergis-Le Devoir montre toutefois qu'une majorité de Québécois approuve cette hausse.

Lisa-Marie Gervais

N'en déplaise aux étudiants, la hausse des droits de scolarité semble être approuvée par la majorité de la population. Un sondage Senergis-Le Devoir, mené dans les trois jours qui ont suivi la grande manifestation du 10 novembre, révèle que 60 % des répondants appuient l'idée d'augmenter la facture des universitaires, alors que 36 % sont contre.

Toutefois, s'ils croient la hausse nécessaire et inévitable, les Québécois interrogés ne sont pas tous d'accord avec les montants et la façon dont cette hausse doit se faire. « Les gens semblent constater qu'ils doivent faire face à la réalité économique, mais ils ont une sensibilité à l'égard des jeunes et des étudiants et certains croient qu'il faut y aller plus progressivement », a analysé Daniel Lemieux, expert associé chez Senergis. En effet, une faible majorité (52 %) de Québécois se disent « tout à fait » ou « plutôt » d'accord avec le scénario de hausse proposé par le gou-

vernement, soit 325 \$ par an pendant cinq ans, tandis que 44 % la désapprouve. Et de tous les répondants, 35 % souhaitent une hausse, mais voudraient qu'elle soit plus graduelle.

N'empêche, 27 % des répondants croient que les droits auraient dû être augmentés il y a longtemps et 11 % croient qu'il est maintenant temps de le faire. « Les gens semblent prêts à une hausse des droits maintenant », a indiqué Daniel Lemieux. Ne fermant pas la porte à la hausse, 2 % des répondants souhaiteraient toutefois la reporter et 19 % sont catégoriquement contre.

Fait intéressant: les citoyens les plus favorables à la hausse sont les personnes issues des ménages de 100 000 \$ et plus (81 %), les retraités (80 %), les personnes âgées de 55 ans et plus (78 %), les hommes (69 %) et les personnes d'éducation universitaire (64 %). Ceux qui s'y opposent le plus sont les jeunes (18 à 34 ans), les étudiants à temps plein et les personnes dont la langue maternelle est autre que le français ou l'anglais.

L'impact de la hausse

Par ailleurs, Daniel Lemieux fait remarquer que les avis sont partagés sur les conséquences de la hausse des droits de scolarité. « Même s'ils approuvent l'augmentation, les Québécois reconnaissent qu'elle aura un effet sur l'accessibilité », a-t-il noté.

En effet, 46 % des répondants croient qu'avec le temps, les augmentations prévues nuiront à l'accessibilité aux études supérieures. En revanche, 47 % estiment que ne pas procéder à de telles augmentations aurait un impact négatif sur la qualité de l'enseignement. Et 12 % se disent d'accord avec les deux conséquences: hausser les droits en découragera plusieurs d'aller à

l'université, mais ne pas le faire pourrait diminuer la qualité de l'enseignement.

Le sondage a été effectué en français et en anglais auprès de 1000 répondants de 18 ans et plus. La marge d'erreur maximale pour un échantillon de cet ordre est de 3,1 %, 19 fois sur 20.

Vos réactions

• Sébastien Roy, Abonné, vendredi 25 novembre 2011 11h29

Et les ponts?

Et si Synergis-LeDevoir sondait tous les Montréalais qui ne possèdent pas de voiture pour savoir si on devrait imposer des payages sur tous les ponts? Le résultat serait-il différent si on sondait ceux qui traversent les ponts tous les jours? Probablement...

Ce que ce sondage démontre, c'est que les québécois ne considèrent plus l'éducation comme une richesse nationale, dans laquelle nous devons tous investir et dont nous bénéficions tous en retour. Non, l'éducation est maintenant considérée comme un simple "investissement personnel" qui va rapporter à l'étudiant et seulement à l'étudiant. L'idée même d'une "société du savoir" n'implique-t-elle pas que la société en entier prenne en charge l'éducation?

En attendant que l'éducation redevienne une priorité nationale, les étudiants pourront toujours prendre une pelle et aller creuser dans le Nord. Sans diplôme, c'est tout ce qu'il leur restera à faire.

• Louis16, Inscrit, vendredi 25 novembre 2011 15h27

Le plus important

Bonjour,

Je suis d'accord avec S.R.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Leaders étudiants : Payés pour protester – Jeudi 24 novembre 2011



Sarah-Maude Lefebvre

Les leaders des associations étudiantes ont reçu plus de 600 000 \$ en bourses du ministère de l'Éducation au cours des cinq dernières années, a appris le Journal.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) se partagent à elles seules entre 100 000 \$ et 150 000 \$ par année, une somme qui va directement dans les poches des présidents et des différents élus d'associations, qui partagent leur temps entre leurs fonctions et leurs études.

Le Journal révélait la semaine dernière que les trois principaux leaders étudiants n'étudient qu'à temps partiel ou par correspondance.

Or, ils sont tout de même admissibles au Programme de bourses du ministère de l'Éducation pour les permanents élus d'associations nationales, qui permet aux étudiants impliqués au sein d'associations de recevoir une bourse annuelle d'un montant maximum de 9096 \$ par année.

Les leaders étudiants, tout comme leur entourage, doivent postuler, année après année, pour y avoir droit.

En théorie, toutes les associations étudiantes peuvent soumettre leur candidature, mais seules la FEUQ et la FECQ ont reçu une bourse l'an dernier. La demande de la Fédération des asso-

ciations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente a été rejetée.

Une question de survie?

Questionnés à ce sujet, les leaders étudiants ont affirmé au Journal qu'il n'y avait rien de « contradictoire » dans le fait de recevoir des fonds d'un organisme qu'ils critiquent ouvertement.

« Même avec une bourse de 8000 \$, on demeure en deçà du seuil de pauvreté, affirme la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Mon travail à la Fédération est en soi un travail à temps plein. C'est impossible de travailler à l'extérieur.

« La bourse me permet de survivre. Je ne m'implique pas pour l'argent, croyez-moi. Sinon, je travaillerais encore pour l'université: c'est beaucoup plus payant. »

« C'est un montant dérisoire pour tout ce que l'on fait », s'insurge pour sa part le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, à qui sa fédération verse également une compensation financière.

« Je vis avec à peine 12 000 \$ par année. La bourse est essentielle si je veux être efficace à la tête de mon organisation. »

Le Journal a également tenté d'obtenir les commentaires de la ministre de l'Éducation, Line

Beauchamp, mais cette dernière n'était pas disponible.

MONTANT DES BOURSES ACCORDÉES AUX LEADERS ÉTUDIANTS

2005-2006: 120 000 \$ (19 bénéficiaires)
2006-2007 : 150 000 \$ (18 bénéficiaires)
2007-2008 : 110 000 \$ (16 bénéficiaires)
2008-2009 : 120 000 \$ (18 bénéficiaires)

2009-2010 : 100 000 \$ (18 bénéficiaires)
Montant moyen de la bourse : 5660 \$
SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

BRANCHEZ-VOUS-MATIN : Un leader étudiant prêt à sacrifier les crédits d'impôts (PC) - lundi 21 novembre 2011 à 15H17

MONTREAL - Abolition de crédits d'impôts contre gel des droits de scolarité: c'est l'offre de cessez-le-feu que le président d'une importante association étudiante souhaite présenter au gouvernement pour mettre un terme à la guerre qui oppose Québec et les étudiants depuis le printemps.
Léo Bureau-Blouin, qui tient les rênes de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), défend son point de vue dans un document interne obtenu par La Presse Canadienne. Son association étudiante représente plus de 60 000 étudiants.
Selon lui, «les crédits d'impôt censés favoriser la participation aux études de tous forment une politique aux effets nuls, voire régressifs, ils ne profitent pas aux bonnes personnes». Ils n'arrivent pas au bon moment dans la vie des étudiants, plaide-t-il.
«Il est donc nécessaire de réaffecter ces sommes-là où les besoins sont criants comme le gel des frais de scolarité.»
La vaste majorité des étudiants ne paient pas d'impôts, selon M. Bureau-Blouin. Et les familles les plus pauvres sont celles qui peuvent le moins profiter des congés fiscaux, notamment parce qu'elles connaissent moins les crédits auxquels elles ont droit, ajoute-t-il.
Il propose donc de faire un marché avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et son gouvernement.

«Les étudiants, on est en mode solution. Ça fait partie à tout le moins des discussions stratégiques que les étudiants vont avoir à faire dans les prochaines semaines», a-t-il indiqué en entrevue téléphonique.
«Notre objectif est simple: c'est d'empêcher le gouvernement du Québec d'augmenter le coût des études.»
La proposition de Léo Bureau-Blouin n'a pas encore été adoptée par la FECQ.
Les principaux crédits d'impôts liés au paiement de droits de scolarité ou au remboursement d'une dette d'étude coûteront 154 millions \$ au trésor québécois en 2011, selon les données du ministère des Finances reprises dans la proposition de M. Bureau-Blouin. La hausse des droits de scolarité, elle, devrait permettre aux universités de disposer de 265 millions \$ supplémentaires en 2016-2017, selon Québec.
Depuis 2007, le crédit d'impôts sur les droits de scolarité peut être transféré d'un enfant à ses parents.
Du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on estime qu'il s'agit d'une avenue intéressante à long terme, a indiqué la présidente de l'association, Martine Desjardins. La FEUQ représente 125 000 étudiants.
La leader étudiante se fait toutefois prudente. Il s'agit d'un plan intéressant, certes, mais impossible à faire accepter dans les prochains mois.
«Une chose est sûre: le gouvernement ne va pas reculer et reconsidérer les crédits d'impôts dans

le cadre de cette campagne. Je pense que c'est quelque chose qui est beaucoup plus à long terme», a-t-elle fait valoir. La FEUQ a déjà publié une étude sur la question en janvier dernier.
«Ce n'est pas réaliste à court terme du moins de faire un échange comme ça.»
Mais Léo Bureau Blouin ne se laisse pas abattre. Il croit toujours possible, si les associations étudiantes qu'il représente lui demandent, d'utiliser son projet pour faire geler les droits de scolarité dès cet hiver.
«Il faut se mettre en mode solution. Est-ce que c'est la meilleure? Ce n'est pas moi qui est le mieux placer pour le savoir. Cependant, je crois qu'en effet ça peut faire partie des solutions à moyen ou à long terme», explique-t-il.
L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), elle, rejette l'idée. Les crédits d'impôts «ne sont pas suffisants pour assurer l'accessibilité» des études, mais ils «soulagent le fardeau financier des individus et des familles, surtout de la classe moyenne», soutient son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois.
Le gouvernement et les étudiants s'affrontent depuis le printemps dernier, lorsque Québec a annoncé une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans. La facture étudiante bondirait ainsi de 75 pour cent sur cette période, mais resterait tout de même l'une des plus faibles au pays.

CYBERPRESSE : Droits de scolarité: des leaders étudiants prêts à renoncer aux crédits d'impôts - Mis à jour le lundi 21 novembre 2011 à 15h16



Photo: Archives La Presse
Selon Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, es crédits d'impôts offerts aux étudiants et à leur famille ont «des effets nuls, voire régressifs», et ne

profitent pas aux individus les plus dans le besoin.
La Presse Canadienne
Le président d'une importante association étudiante veut proposer au gouvernement de supprimer ses crédits d'impôts sur les droits de scolarité en échange d'un gel de la facture étudiante.
Léo Bureau-Blouin, qui tient les rênes de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), défend son point de vue dans un document interne obtenu par La Presse Canadienne. Son association étudiante représente plus de 60 000 étudiants.
Selon lui, les crédits d'impôts offerts aux étudiants et à leur famille ont «des effets nuls, voire régressifs», et ne profitent pas aux individus les plus dans le besoin.

Ils devraient donc être sacrifiés et le revenu supplémentaire que toucherait Québec devrait être utilisé pour maintenir la facture étudiante à son niveau actuel, propose le leader étudiant.
Du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on estime qu'il s'agit d'une avenue intéressante à long terme. Il serait toutefois irréaliste de croire que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, acceptera rapidement un tel marché, a affirmé Martine Desjardins, présidente de l'association qui représente 125 000 étudiants.
Le gouvernement et les étudiants s'affrontent depuis le printemps dernier, lorsque Québec a annoncé une hausse des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans. La facture étudiante bondirait ainsi de 75 % sur cette période, mais resterait tout de même l'une des plus faibles au pays.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Le recteur de l'UQAC plaide pour la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le mardi 15 novembre 2011 à 9 h 33 HNE

Le recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Michel Belley, dénonce les regroupements étudiants et certains auteurs qui critiquent la hausse à venir des frais de scolarité.
Selon lui, les familles mieux nanties paieront, en 2017, la même somme en dollar constant qu'il a lui-même payé à la fin des années 60.
Du côté des familles plus pauvres, Michel Belley soutient que les étudiants qui bénéficient de bourses ne verront pas de différence parce que

le programme de bourses va absorber totalement la hausse.
« À force de convaincre les étudiants du cégep que c'est tellement cher qu'ils ne pourront pas réaliser des études, on ment jusqu'à un certain point. »
Michel Belley, recteur de l'UQAC
Par ailleurs, le recteur de l'UQAC n'adhère pas à la thèse soutenue par les auteurs du livre *Université inc.*, Éric Martin et Maxime Ouellet, qui prétendent, entre autres, que les universités

négligent l'enseignement pour favoriser financièrement la recherche du secteur privé.
« Quand on réussit à avoir des fonds de recherche externes pour payer un étudiant de maîtrise, pour payer un étudiant de doctorat pour réaliser sa thèse, c'est de l'enseignement supérieur qu'on fait », réplique le recteur.
Michel Belley ajoute que même en incluant l'argent des entreprises, les universités québécoises demeurent en déficit de 850 millions de dollars par année, comparativement au reste du pays.

LE DEVOIR : Le PQ propose le gel des droits de scolarité - Mardi 15 novembre 2011

La Presse canadienne
Québec — Sitôt au pouvoir, le Parti québécois (PQ) abolirait la hausse de 1625 \$ des droits de

scolarité annoncée par les libéraux et décréterait un nouveau gel.

L'opposition péquiste juge déraisonnable le rattrapage de 325 \$ par année sur cinq ans que



compte imposer le gouvernement Charest aux étudiants à compter de l'automne 2012.

Après avoir absorbé cinq hausses annuelles consécutives de 100 \$, les étudiants sont suffisamment passés à la caisse et méritent «un temps d'arrêt», a fait valoir en fin de semaine dernière la porte-parole du PQ en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy. «En septembre 2012, il y aura eu cinq années de hausse de 100 \$ par année. Nous, ce qu'on dit, c'est qu'avant d'aller plus loin, on doit s'arrêter là. Le gel est simplement un temps d'arrêt et, après un débat, des décisions seront prises», a-t-elle dit en entrevue à La Presse canadienne.

Ainsi, le PQ aux commandes ferait table rase des augmentations supplémentaires prévues dans le dernier budget du gouvernement libéral, le temps d'asseoir autour d'une même table tous les intervenants dans le cadre d'un grand forum sur le financement de l'éducation. «On doit faire un véritable forum, pas seulement avec les étudiants, mais avec tout le monde, pour se demander quels sont les choix qu'on veut pour la suite des choses», a expliqué Mme Malavoy.

Le débat porterait entre autres choses sur le niveau de contribution des étudiants, la part exigée de l'État, la part des entreprises ainsi que sur la gestion des universités dont les frais «institutionnels» alourdissent le fardeau des étudiants. «Puisqu'il y avait un gel, les universités ont un peu détourné la question en ajoutant des frais. Est-ce qu'on peut encadrer ces frais de façon beaucoup plus sévère? Est-ce qu'on peut définir la part que feraient les entreprises? Autrement dit, refaisons le débat social qu'on a fait au Québec il y a quelques décennies», a-t-elle suggéré.

«Rattrapage inouï»

L'opposition péquiste déplore en outre que le gouvernement veuille faire porter aux étudiants le poids «d'un rattrapage inouï» des droits de scolarité «sans trop interpeller les universités». «Les universités ont besoin de financement, particulièrement pour l'enseignement et la recherche, mais je pense qu'on peut questionner certaines de leurs dépenses faites ces dernières années. Tant que ces questions ne sont pas clarifiées, pourquoi les étudiants devraient-ils

payer un coût si important?», a soulevé Mme Malavoy.

La députée de Taillon se dit convaincue que la croissance actuelle des droits de scolarité nuira à l'accessibilité des moins nantis aux études supérieures et aura, à terme, un impact négatif sur le développement économique du Québec. Le PQ refuse néanmoins de s'engager sur le terrain de la gratuité.

Contrairement à l'Option nationale de l'ex-péquiste Jean-Martin Aussant et à Québec solidaire, qui promettent une éducation gratuite du primaire à l'université, le PQ croit que les étudiants doivent assumer une part du coût de leur scolarité. «On n'a pas l'intention de revenir en arrière jusqu'à la gratuité. On pense que ce serait irréaliste compte tenu de notre situation en Amérique du Nord. Mais d'être mieux que les autres et que ça coûte moins cher [d'étudier au Québec] qu'ailleurs, je n'ai pas de problème avec ça», a dit Mme Malavoy.

MÉTRO : Droits de scolarité: le PQ propose un gel – Mardi 15 novembre 2011

MARTIN OUELLET, Presse canadienne

QUÉBEC - Aussitôt au pouvoir, le Parti québécois (PQ) abolirait la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité annoncée par les libéraux et décréterait un nouveau gel.

L'opposition péquiste juge déraisonnable le rattrapage de 325 \$ par année sur cinq ans que compte imposer le gouvernement Charest aux étudiants à compter de l'automne 2012.

Après avoir absorbé cinq hausses annuelles consécutives de 100 \$, les étudiants ont suffisamment passé à la caisse et méritent «un temps d'arrêt», a fait valoir en fin de semaine dernière la porte-parole du PQ en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy.

«En septembre 2012, il y aura eu cinq années de hausse de 100 \$ par année. Nous, ce qu'on dit, c'est qu'avant d'aller plus loin, on doit s'arrêter-là. Le gel est simplement un temps d'arrêt et après un débat, des décisions seront prises», a-t-elle dit en entrevue à La Presse canadienne.

Ainsi, le PQ aux commandes ferait table rase des augmentations supplémentaires prévues dans le dernier budget du gouvernement libéral, le temps d'asseoir autour d'une même table tous les intervenants dans le cadre d'un grand forum sur le financement de l'éducation.

«On doit faire un véritable forum, pas seulement avec les étudiants mais avec tout le monde, pour se demander quels sont les choix qu'on veut pour la suite des choses», a expliqué Mme Malavoy.

Le débat porterait entre autres sur le niveau de contribution des étudiants, la part exigée de l'État, la part des entreprises ainsi que sur la gestion des universités dont les frais «institutionnels» alourdissent le fardeau des étudiants.

«Puisqu'il y avait un gel, les universités ont un peu détourné la question en ajoutant des frais. Est-ce qu'on peut encadrer ces frais de façon beaucoup plus sévère? Est-ce qu'on peut définir la part que feraient les entreprises? Autrement dit, refaisons le débat social qu'on a fait au Québec il y a quelques décennies», a-t-elle suggéré.

L'opposition péquiste déplore en outre que le gouvernement veuille faire porter aux étudiants le poids «d'un rattrapage inouï» des droits de scolarité «sans trop interpeller les universités».

«Les universités ont besoin de financement particulièrement pour l'enseignement et la recherche, mais je pense qu'on peut questionner certaines de leurs dépenses faites ces dernières années. Tant que ces questions ne sont pas

clarifiées, pourquoi les étudiants devraient-ils payer un coût si important?», a soulevé Mme Malavoy.

La députée de Taillon se dit convaincue que la croissance actuelle des droits de scolarité nuira à l'accessibilité des moins nantis aux études supérieures et aura, à terme, un impact négatif sur le développement économique du Québec.

Ouvert à toutes les suggestions, le Parti québécois refuse néanmoins de s'engager sur le terrain de la gratuité scolaire.

Contrairement à l'Option nationale de l'ex-péquiste Jean-Martin Aussant et à Québec solidaire qui promettent une éducation gratuite du primaire à l'université, le PQ croit que les étudiants doivent assumer une part du coût de leur scolarité.

«On n'a pas l'intention de revenir en arrière jusqu'à la gratuité. On pense que ce serait irréaliste compte tenu de notre situation en Amérique du Nord. Mais d'être mieux que les autres et que ça coûte moins cher (d'étudier au Québec) qu'ailleurs, je n'ai pas de problème avec ça», a-t-elle dit.

JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTREAL : : Université Inc. : Les étudiants victimes d'un «vaste détournement de fonds» - Lundi 14 novembre 2011



© Joël Lemay/Agence QMI

Pour le professeur Maxime Ouellet et le chercheur Éric Martin, les étudiants seraient les victimes d'un véritable détournement de fonds.

Régys Caron

QUÉBEC - Les étudiants des universités font les frais d'un vaste détournement de fonds de l'enseignement vers la recherche, ce qui explique

la hausse des droits de scolarité draconienne que le gouvernement Charest s'apprête à leur servir.

Ce pavé dans la mare du débat entourant l'augmentation des droits de scolarité provient d'un livre intitulé *Université Inc.*, que viennent de signer Éric Martin, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), et Maxime Ouellet, professeur au collègue Lionel-Groulx.

Dans leur analyse de 147 pages, les deux auteurs y vont d'une charge à fond de train contre certains «mythes», à commencer par le sous-financement des universités, et l'économie du savoir.

«On est fâchés, notre conception de l'université est qu'elle doit demeurer un bien public et accessible. Quand on voit la dynamique de privatisation, on ne peut pas faire autrement que de s'indigner», a affirmé Éric Martin en entrevue.

Toute l'opération orchestrée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, aura pour effet de détourner l'université de sa mission, qui, à son avis, est de transmettre le savoir et de former

des individus autonomes, cultivés et responsables.

«Mensonge»

Affirmer que les universités sont sous-financées est faux, soutiennent MM. Martin et Pouliot. «Les recteurs mentent à la population», a plaidé Éric Martin. Pour prétendre au sous-financement, qu'ils estiment à 620 millions \$, les recteurs ignorent d'importantes sources de revenus versées aux universités.

Les fonds de recherche subventionnée, les fonds provenant des entreprises auxiliaires, d'immobilisation et de dotation sont exclus du calcul des recteurs, exposent les auteurs.

De 1980 à 2004, le montant des subventions et des contrats de recherche versés aux universités s'est multiplié par 25, passant de 117,9 millions \$ à 1,38 milliard \$.

«L'importance accrue de la recherche à l'université entraîne une augmentation du nombre de gestionnaires et des dépenses bureaucratiques. Il faut gérer les subventions, les enjeux légaux liés à l'obtention des brevets, les

transferts technologiques (etc.) », écrivent les auteurs. Et l'enseignement? Avec pour conséquence que les professeurs se détournent de l'enseignement et optent pour la recherche de sorte que, « dans les pires cas », 50 % des cours au premier cycle sont dispensés par des chargés de cours, écrivent MM. Martin et Ouellet. « Pendant ce temps-là, les profs font des colloques internationaux, participent à des partenariats avec des entreprises [...] À l'Université Laval, on crée des chaires de recherche financées à 50 % par le privé », s'est insurgé Éric Martin. En page 29, cette comparaison assassine : pendant que la masse salariale des professeurs baissait de 4,4 %, de 1997 à 2005, celle vouée	au personnel de direction des universités enflait de 83,2 %. Mutation dangereuse Le « mythe » de l'économie du savoir guide désormais les universités, dénoncent les auteurs du livre <i>Université Inc.</i> Cette mutation repose sur la croyance que l'innovation dans les universités permet de démarrer des entreprises qui pourront exploiter des découvertes « brevetées » et attirer du capital de risque pour le faire, exposent Éric Martin et Maxime Ouellet. Ce choix de société pourrait réserver des lendemains qui déchantent aux diplômés, préviennent les auteurs du livre. <Diplômes jetables> L'exemple des compagnies biotechnologiques est éloquent à cet égard, soulignent-ils, reprenant	un article du journal <i>Les Affaires</i> publié le 17 juin 2010. « En 2003, le Québec comptait 158 entreprises dans ce secteur (qui a bénéficié de la recherche universitaire et du soutien de l'État). En 2009, il n'en restait que 92, un recul de 92 % [...] Depuis la dernière crise et la récession, les investisseurs s'en vont et les entreprises ferment. » Quant à la valeur accrue des diplômés universitaires, promise par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, Éric Martin appréhende les « diplômés jetables », qu'il définit comme des baccalauréats, maîtrises ou doctorats émis pour des formations tellement pointues que si l'individu perd son emploi, il devra retourner sur les bancs de l'école.
---	---	--

JOURNAL DE MONTREAL : Des étudiants prêts à payer plus - Ils ont même créé une page Facebook pour se faire entendre - Samedi 12 novembre 2011

MÉLANIE BERGERON Le Journal de Montréal Même si des milliers d'étudiants ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité, jeudi, dans les rues de Montréal, une minorité d'étudiants reste en faveur de cette augmentation sur cinq ans, décrétée par le gouvernement Charest. À compter de 2012, les droits de scolarité augmenteront de 325 \$ par an, et ce, durant cinq ans, totalisant 1 625 \$. Une année d'études universitaires coûtera désormais 3 800 \$. Une étudiante en sciences politiques de l'université de Montréal a co-créé, en début de semaine, une page Facebook encourageant la hausse des frais de scolarité. Arielle Grenier estime que cela permettrait, entre autres, d'augmenter la qualité de l'enseignement offert dans les institutions collégiales et universitaires québécoises. Meilleurs professeurs ? « Il serait plus facile d'attirer les meilleurs professeurs, de garantir aux étudiants l'accessibilité à du matériel à la fine pointe, mais aussi de	rehausser la renommée de nos universités, dont la réputation souffre en raison de sous-financement. Au Québec, c'est en 2003 que le sous-financement a été chiffré. Une étude comparative de la situation financière des universités québécoises et canadiennes concluait qu'un manque à gagner annuel récurrent de 375 millions \$ dans le réseau universitaire québécois l'empêchait de bien performer par rapport aux établissements universitaires du reste du Canada. Pas aux contribuables de payer Mme Grenier estime que « l'école nous coûte tellement peu cher qu'elles (les écoles) ont de la misère à se financer ». Selon Statistiques Canada, un étudiant détenant un baccalauréat gagnera en moyenne 22 000 \$ de plus annuellement, que celui qui ne détient pas de diplôme universitaire. « C'est un choix personnel d'aller aux études et ce n'est pas aux contribuables de payer pour nous », lance cette militante en faveur de cette augmentation. Les membres de ce mouvement	considèrent leurs études comme un investissement pour le futur. Jeunes du PLQ d'accord Même son de cloche auprès de la Commission- Jeunesse du Parti libéral du Québec, qui partage cette opinion. « Il faut accepter de payer plus si on désire assurer la survie et la santé de notre réseau d'éducation publique », affirme la présidente Maripier Isabelle. Leur proposition 1. Hausser les frais de scolarité pour tous. 2. Améliorer les programmes de prêts et bourses de manière à garantir l'accessibilité aux étudiants dans des conditions financières précaires. 3. Fixer les coûts en fonction du coût réel spécifiquement relié à chaque formation. 4. Diminuer le nombre de places dans les programmes surpeuplés où les taux de placements sont les plus bas.
--	--	--

L'AVANTAGE.QC.CA : Droits de scolarité - Les principales associations patronales : maintenir le cap - Publié le vendredi, 11 novembre 2011 14:18

- par Réal-Jean Couture Les principales associations patronales du Québec (Fédération des chambres de commerce du Québec, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Conseil du patronat du Québec et Manufacturiers et exportateurs du Québec) ont joint leur voix jeudi pour exhorter le gouvernement du Québec de maintenir sa décision de hausser les frais de scolarité de 325 \$ par année au cours des cinq prochaines années, et ce, afin de combler le manque à gagner des universités. « L'éducation est le plus bel investissement qu'une personne peut faire dans sa vie et il ne s'agit pas ici d'un débat sur l'accessibilité puisque le gouvernement a déjà dit qu'il augmenterait l'aide aux étudiants dans le besoin, a déclaré Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la FCCQ. Nous croyons qu'il est important pour le Québec de maintenir un financement adéquat afin que la formation des étudiants soit de grande qualité. Les étudiants québécois ne contribuent que pour 12,7 % contre 25 % dans	le reste du Canada, créant un manque à gagner de 700 millions de dollars. » « L'état des finances publiques ne nous permet plus collectivement de maintenir le <i>statu quo</i> en matière de droits de scolarité. Les montants qui seront dorénavant exigés des étudiants permettront, à terme, de redonner à notre système d'éducation un peu plus d'oxygène pour assurer son financement et son développement. Dans ce contexte, nous croyons que le milieu étudiant a tout intérêt à accepter cette légère augmentation de frais de scolarité dont les retombées seront bénéfiques pour eux, pour ceux qui leur succéderont et pour toute notre société », a fait valoir Martine Hébert, vice-présidente Québec de la FCEI. « Dans le contexte de concurrence mondiale actuelle, les institutions universitaires québécoises se doivent de rester compétitives afin d'attirer les meilleurs chercheurs et les meilleurs étudiants et cela passe nécessairement par un financement adéquat. Compte tenu de la situation actuelle des finances publiques, il serait irresponsable d'alourdir la facture payée par les	contribuables et les employeurs sans demander aux étudiants de faire également leur part. Le gouvernement doit s'assurer, entre autres, que l'aide financière aux études soit adaptée aux besoins réels des étudiants et que les universités favorisent l'atteinte de meilleurs résultats, notamment quant au nombre de diplômés délivrés », a ajouté le président du Conseil du patronat du Québec, Yves-Thomas Dorval. « L'excellence universitaire n'est pas optionnelle et l'enjeu financier est plus que jamais au cœur de leur performance. Le rôle des universités dépasse d'ailleurs celui de l'éducation : elles sont vitales pour le dynamisme de la R-D, du système d'innovation et donc pour l'avenir économique du Québec. Il faut absolument rééquilibrer la structure financière des universités québécoises en faveur d'un engagement plus fort de la part de ses bénéficiaires et donc plus porteur pour une construction collective et durable d'une économie du savoir », a précisé Simon Prévost, président de Manufacturiers et exportateurs du Québec.
---	---	---

TIME MAGAZINE : I Owe U - Monday, Oct. 31, 2011

By Kristina Dell Like many of the protesters at Occupy Wall Street in New York City, Amanda Vodola is young, underemployed and loaded with student debt. She spends her days running around, helping organize the movement, and her evenings bussing tables at a dine-in movie theater in Brooklyn. Last spring, Vodola, 22, graduated	from Fordham University with a degree in English. "I grew up with this narrative that to get a good job I need to go to school," she says. But the job she has "is not enough to pay the bills." And the bills she's dreading most are the ones tied to that narrative: the \$30,000 she owes in college loans.	In November, when their six-month grace period runs out, Vodola and millions of other students who graduated in May have to start repaying their loans. Repayment requirements for private loans kick in regardless of whether borrowers have found jobs. Since employment rates for recent college grads have plummeted in the past two years, as have starting salaries, the possibi-
---	---	---



lity of a sharp rise in student-loan delinquencies has led some analysts to predict that this could be the next subprime-mortgage crisis, rippling into the wider economy. Total U.S. student-loan debt, which exceeded credit-card debt for the first time last year, is on track to hit \$1 trillion this year.

The members of the class of 2011 have a frightening footnote on their diplomas: Most Indebted Class Ever--and this year's seniors are on track to surpass them. Average student-loan debt for new graduates has reached \$27,300, according to Mark Kantrowitz, publisher of FinAid.org and FastWeb.com sites that help students plan and pay for college. Add the loans parents took out for their children's education, which students frequently pay back themselves, and the number rises to \$34,400. That's a nearly 8% increase over last year and a 36% hike (adjusted for inflation) from 10 years ago. And with student loans, unlike real estate or business debts, you can't walk away through bankruptcy as General Motors did.

But neither these statistics nor the voices of students, crushed by debt, at protests in cities and on campuses throughout the nation are likely to keep the families of high school seniors from seeing a brand-name education as a ticket to a better life. They've long been told that higher education, much like buying a house, is an investment in the future--even as the cost of college has soared 538% over the past 30 years. That's more than four times the growth of consumer prices and almost twice the increase in health care costs. Meanwhile, says Lawrence Mishel, president of the nonpartisan Economic Policy Institute, "the wages of those with a college degree have been roughly flat for 10 years, and it's not really improving relative to those with less education." In other words, all those tuition hikes aren't necessarily leading graduates to better paychecks. That letdown, coupled with rising debt loads, could stunt economic growth in the long term if today's grads end up being too poor to start a business or buy a house or send their own children to university.



Brian Finke for TIME

Kohle Nixon, Ohio University '09, B.A., specialized studies. currently in \$67,000 of school debt.
What's Your Major?

Two years ago, president Obama challenged Americans to increase the number of college graduates from 40% of young working adults (ages 25 to 34) to 60% by 2020, which would be the highest proportion in the world. The goal is to help the U.S. compete globally. The problem is that the country doesn't have jobs for all its

recent college grads--many of whom are now back home living with Mom and Dad--let alone the additional 5.5 million bachelor's-degree holders that Obama's plan calls for. There's also the problem of what those graduates studied. The U.S. isn't producing enough science and math majors, so high-paying positions in related fields are going either unfilled or to foreign applicants. A liberal-arts education, the pride of the American undergraduate system, increasingly looks like a road to financial distress.

Although the U.S. Bureau of Labor Statistics doesn't parse its data by graduating class, it does show that the unemployment rate for 16-to-24-year-olds with a B.A. or higher who are no longer enrolled in school was a whopping 13.2% in July--the highest to date for this cohort and almost double the rate from five years ago, before the Great Recession hit.

A faster growing economy could absorb more of those graduates, but the fear is that too many students are spending too much on degrees that may never generate the expected return on investment. A Harvard diploma is still going to open doors. But what about a degree from a less well endowed school, like Bates or Sarah Lawrence, that doesn't offer the generous grants the elite ones do? "These colleges are expensive," Kantrowitz says, "and that's where you hear kids going \$100,000 in debt to graduate with religious-studies or theater majors."

Some students' debt burdens are so big, you wonder what bank would approve the loans or what parent would be willing to cosign them. Lyndsey P. (who did not want Time to include her full name) amassed an astounding \$169,934 in debt while studying documentary filmmaking at New York University. Like many teenagers, she was so excited about getting into a top-tier school that the cost didn't keep her from enrolling. "You can't imagine the emotional darkness that descended when I started to understand the full extent of the debt situation I was going to be in," says Lyndsey, who graduated from NYU with honors in 2007.

To keep up with her \$1,269 monthly payments, she spent the past two years working 9 a.m. to 5 p.m. as a lab technician and then rushing home to do phone support for a software company from 7 p.m. to 10:30 p.m. She got so burned out from the long hours that she quit the lab job this fall and doesn't know how she's going to fulfill the loan terms, which require her over the next 26 years to pay a total of \$350,000, including accrued interest. "It feels absolutely hopeless. I don't know what I will do in the future if I want to get married or have kids," she says. "It's a huge burden to bring to a relationship. I am basically coming with a house on my back that we can't live in."

It's these costs, both personal and societal, that worry economists. More than two-thirds of all college students borrow to pay for school, and 10% to 20% borrow excessively, which is defined as having monthly loan payments that exceed 10% of a person's gross income. According to a study published in March by the Institute for Higher Education Policy, 41% of borrowers who began repayment in 2005 became delinquent or defaulted within five years. Repayments--and the often severe penalties that accumulate if borrowers fall behind--kick in regardless of whether students leave school with a degree, which points to another big problem: the connection between college dropouts and crippling debt. Barely half the students who start college get a degree within six years, and graduation rates at less selective colleges often hover at 25% or less.

More Toxic than Mortgages

It's nearly impossible to discharge federal or private student-loan debt in bankruptcy, unless you meet the incredibly harsh "undue hardship" standard. In 2008, for example, only 0.04% of student-loan recipients who filed for bankruptcy succeeded in getting their college loans dismissed. Meanwhile, the government can garnish up to 15% of your take-home pay, dock your disability benefits and even deny you a security clearance, all in the name of student-loan payback. Defaulting will torpedo your credit rating to the point where for years to come you'll have a tough time getting a credit card, let alone a car or home loan. "Student debt is more toxic than mortgages," says Mark C. Taylor, a religion professor at Columbia University and the author of the higher-education critique *Crisis on Campus*, "because you can't walk away from it."

Given the dire consequences of defaulting, the government recently created an income-based repayment plan for federal-student-loan borrowers whose debt at graduation exceeds their starting salary. Monthly payments will be lower than they would be under the standard 10-year repayment plan, and although users may end up paying more interest over the life of their loans, anything still owed after 25 years will be written off. Another new program forgives federal loans for borrowers who spend 10 years working full time in public service.

But these options apply only to federal loans. To try to help people like Lyndsey who took out massive private loans, Fordham law-school grad Robert Applebaum started ForgiveStudentLoanDebt.com which champions erasing student debt to stimulate the economy. (This is not an unheard-of strategy even on a national scale. Bono has been promoting the same idea for sub-Saharan African countries for years.) Applebaum has already secured the more than 25,000 signatures needed to deliver his petition to the President through the White House's We the People program. He has also amassed many followers on Facebook and at least one fan in the House of Representatives. This summer Michigan Democrat Hansen Clarke introduced a bill that includes a provision about forgiving student loans.

Getting the latter provision passed is a long shot, which helps explain why many higher-education advocates are encouraging the next generation of students to borrow less money in the first place. To help prospective applicants compare the costs of attending different schools, all colleges as of Oct. 29 must include a net-price calculator on their websites. The calculator asks families for detailed financial information and then provides customized estimates of what they will likely pay out of pocket. Industry experts are also focusing on improving the information applicants receive once they are accepted. Kantrowitz testified before a congressional advisory committee that in an online survey last year of some 580,000 students and parents, 61% of respondents said the financial-aid-award letters they received did not include basic information about loan terms like interest rates or monthly payments. Some didn't even use the word loan, referring instead to a "subsidized Stafford," which families might confuse with a grant. (It's actually a loan whose interest is paid by the federal government while the student is in school.) Hence the Department of Education's current push to standardize financial-aid-award letters so people won't get lulled into overborrowing.

At the same time, more financial-aid offices are trying to help families maximize their use of federal loans, which have fixed interest rates, unlike private loans, which can have uncapped, variable rates that often go up after the first

year. Lenders reel in families by advertising low rates, but usually only people with stellar credit qualify. Private loans--which make up 20% of outstanding education loans--also lack certain consumer protections, like the ability to write off the balance if the borrower dies. In 2006, Alison Rabil, then director of financial aid at Barnard College, started a policy of contacting families whenever she received requests from lenders to certify private loans. After one year of explaining why federal loans were the better option, Barnard saw the school's private-student-loan volume drop from \$1.6 million in 2005--06 to \$400,000 in 2006--07. Many other schools both big and small have since adopted similar procedures. Last year San Diego State started requiring students to go through an online counseling process before it would certify private loans.

Nina Marks, president of Collegiate Directions, a nonprofit that provides college counseling for low-income students, recommends that families drill deeper and ask financial-aid officers such questions as, "If a college's cost of attendance increases each year, will financial aid go up too? What percentage of students graduate in four years? A fifth or sixth year could significantly increase debt load."

Early Decisions

Some high school guidance counselors encourage students to start at a more affordable state school or community college and then transfer to a more impressive (read: higher priced) institution to get their diploma. Other counselors suggest smaller ways to skimp. "You can lower the price of the second year by adjusting the meal plan," says John Boshoven, a counselor at Community High School in Ann Arbor, Mich. "A lot of

kids don't eat breakfast or can save money by eating cereal in their rooms."

Every little bit helps. But it's the bigger issues of which school students should attend and what they should major in that are much more difficult to address. Nanette DiLauro, who succeeded Rabil as Barnard's director of financial aid, recalls one student who wanted to go to Barnard--where the sticker price, including fees and housing, is \$55,566 per year--so much that she begged the school to certify her private loans. The student, whose parents weren't willing to contribute, would have had to borrow \$140,000. "That was a crazy amount," says DiLauro, who gave counsel with a candor that is perhaps all too rare. "I advised the daughter not to do it." The student ultimately chose to go somewhere else.

It's hard to tell teenagers to pass up their dream school and harder still to get them to make a serious effort to map out their future. Bob Gianino-Racine, CEO of ACCESS, a Massachusetts-based nonprofit that gives free financial-aid advice to students, counsels high schoolers to think about the long term. "If you have \$50,000 or more in debt from undergrad, you will have a hard time paying for graduate school," he says. That might be helpful for aspiring bankers and lawyers to know. But what about the kids who can't see that far down the road?

Kantrowitz advises setting an undergraduate debt ceiling of \$45,000 as a safe burden for someone who plans to earn a degree in engineering, computer science or business. He suggests lowering that cap to \$35,000 for a student likely to choose a liberal-arts major. But he and other experts warn that the lesson is not to forgo college. It's, Don't go overboard. College grads still have roughly half the unemployment rate of

those without degrees, and their median earnings are about \$21,900 more per year, which translates into almost \$1 million more over a lifetime.

Students also need to make smarter choices. Too many are committing to expensive schools or completing lengthier programs than they need to. Bill Symonds, director of the Harvard-based Pathways to Prosperity Project, worries that many policy advisers are fanning the college-for-all flames when vocational training or a two-year associate's degree would be a better fit. "If you go to a four-year college and get a degree and can't use it in the labor market, you're not getting much of a return on that investment," he says.

It's advice current debt holders wish they had heard earlier. Jeri Leigh McDowell graduated third in her high school class in 2006 and passed up a free ride to the University of Texas to accept a spot at New Orleans' more illustrious Tulane University, which offered her a \$22,000 scholarship. How she would come up with the rest of the \$53,000-a-year tab for tuition and living expenses was a problem for another day. The anthropology and history major skated through Tulane in 3 years, but she now struggled to pay back the \$90,000 she owes.

The teaching job she thought she had found last October never materialized. Today McDowell lives with her mother in Burleson, Texas, while dodging calls from a collection agency. She works a \$9.50-an-hour job at a hotel. "I wish to God I had gone to the state school," she says. "Everyone at my high school was super impressed when I got into Tulane, and I thought it would open doors. I was an idiot."

LA PRESSE : Les étudiants financeront 98% de la hausse des prêts et bourses, selon la FEUQ – Lundi 24 octobre 2011



Photo: Patrick Sanfaçon, archives La Presse

Dans les faits, les étudiants universitaires allongeront 116 des 118 millions promis par Québec, selon la FEUQ.

Pierre-André Normandin, La Presse

L'augmentation des prêts et bourses décrétée pour pallier la hausse des droits de scolarité sera défrayée par les étudiants, déplore la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Le mouvement étudiant soutient que, loin d'augmenter sa contribution, le gouvernement Charest réduira sa participation au régime d'aide financière aux études.

La Presse a obtenu copie d'une analyse de la FEUQ sur le financement du programme d'aide financière aux études réalisée à la suite de la hausse des droits de scolarité décrétée dans le dernier budget. Ses auteurs taillent en pièce les promesses du gouvernement Charest qui s'était engagé à hausser de 118 millions le programme de prêts et bourses accordés aux étudiants à faible revenu afin de maintenir l'accessibilité aux études universitaires.

«Pseudo-bonification»

«Cette pseudo-bonification est assumée directement par les étudiants universitaires, puisque sur les 118 millions, 116 proviennent des étudiants, soit une proportion de 98%», a calculé la FEUQ dans son analyse qui sera rendue publique aujourd'hui.

Selon les données tirées du dernier budget, la part du provincial à l'aide financière diminuera considérablement d'ici six ans. Alors que Québec payait tout près de la moitié de la facture en 2009-2010, sa contribution sera d'à peine 7,4% lors de l'année scolaire 2017-2018, selon les calculs de la FEUQ. Le mouvement étudiant évalue même que la contribution fédérale au programme dépassera celle du provincial dès l'an prochain.

Alors que leurs droits de scolarité passeront de 2168\$ actuellement à 3793\$ dans six ans, le mouvement estime que les étudiants défrayeront à eux seuls près des deux tiers du programme d'aide financière aux études. «L'accessibilité, ce sont les étudiants qui devront se la payer», déplore la FEUQ.

Désengagement de Québec

Pour illustrer le désengagement provincial, le mouvement étudiant indique que le gouvernement fédéral a créé un nouveau programme de bourses pour lequel le Québec reçoit une compensation de plus de 70 millions par année. Or, le gouvernement provincial n'a pas augmenté d'autant l'aide financière aux études, selon la FEUQ, faisant ainsi baisser sa contribution au programme.

Cette sortie survient alors que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a présenté hier les mesures pour assurer l'accessibilité aux études. Le gouvernement entend notamment maintenir le montant maximal des prêts. Des bourses viendront plutôt compenser la hausse des droits de scolarité qui augmenteront de 325\$ par année jusqu'en 2017.

LE SOLEIL : Droits de scolarité: référendum contesté à l'Université Laval – Dimanche 23 octobre 2011

Olivier Parent, Le Soleil

(Québec) Le référendum de l'Université Laval sur la hausse des droits de scolarité a beau avoir remporté la faveur des opposants, voilà que le processus référendaire fait lui-même l'objet de contestations. Une plainte a été déposée, jeudi, pour condamner le référendum et l'influence exercée sur celui-ci par la CADEUL, qui représente les étudiants de premier cycle.

Le mouvement de dénonciation a pris naissance sur Facebook, mercredi, au moment où le référendum battait son plein sur le campus. Félix Bernard, un étudiant en droit, a publié sur son profil un texte relevant les contradictions de la campagne référendaire.

«Je questionne pas du tout la tenue du référendum, je trouve que c'est très légitime d'aller sonder le pouls des étudiants», a d'abord précisé au Soleil M. Bernard.

«Le seul problème que je voyais, c'était l'impartialité de la CADEUL par rapport à tout le processus. J'en parlais beaucoup avec mes collègues, tout le monde avait à peu près le même son de cloche, on trouvait qu'il y avait beaucoup de choses qui détonnaient, surtout concernant la publicité qui était faite avant le référendum et même pendant.»

La CADEUL a poursuivi sa campagne contre la hausse des droits de scolarité pendant les cinq

jours du référendum, à l'aide d'affiches et de tracts qui ne manquaient pas de moyens, indique M. Bernard. Or, rappelle-t-il, les procédures référendaires prévoient déjà la formation de deux comités faisant la promotion de chacune des positions. Selon lui, la question du référendum orientait elle aussi la position défavorable à la hausse annoncée par le gouvernement Charest, d'autant plus qu'elle a été formulée par un comité formé de membres de la CADEUL, incluant le président Sébastien Harvey. «Si on suit la logique, la CADEUL délègue elle-même à la CADEUL le mandat de formuler la question référendaire. S'il n'y a pas partialité, je me demande bien c'est quoi», glisse-t-il.

Comité «interne»

Félix Bernard critique également le fait que le comité du référendum soit nommé par la CADEUL plutôt que par un comité externe. «Si les procédures qui sont là donnent une partialité évidente, à ce moment-là il faudra changer les procédures. Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas, clairement», tranche l'étudiant. La CADEUL se défend en disant avoir respecté toutes les procédures de sa politique référendaire. «La campagne était quand même très factuelle et représentait la réalité des étudiants, dans le contexte de cette hausse-là», affirme le président de la CADEUL, Sébastien Harvey. Ce dernier a confirmé la réception d'une plainte contre les agissements du comité exécutif pendant le référendum. «On prend ça en considération, c'est certain. Les gens ont le droit de s'ex-

primer. La plainte sera traitée au conseil d'administration. [...] Ce sera transmis pour les événements futurs, je ne crois pas qu'on ait à s'énerver avec ça», précise M. Harvey. Rappelons que les participants du référendum ont rejeté à 66,88 % la hausse annoncée des droits de scolarité, alors que 28,61 % ont voté en faveur et que 4,45 % se sont abstenus. Félix Bernard relativise toutefois les résultats, en rappelant le taux de participation de 33 %. «C'était si facile d'aller voter électroniquement que tu te dis : "Est-ce que les étudiants en ont assez de ce débat-là?" Trente-trois pour cent, ce n'est pas beaucoup pour une question qui influence directement les étudiants», conclut-il.

LE SOLEIL : Hausse des droits de scolarité: les étudiants de l'UL votent contre - Samedi 22 octobre 2011

Olivier Parent, Le Soleil (Québec) Les étudiants de l'Université Laval ont officiellement rejeté en bloc la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement du Québec, dans un référendum qui s'est déroulé toute la semaine sur le campus. Parmi la population étudiante, 66,88 % des participants ont voté contre la hausse annoncée, tandis que 28,61 % ont voté en faveur et que

4,45 % se sont abstenus. Le référendum a enregistré un taux de participation de 33,09 %, un record selon le président de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Sébastien Harvey. «On n'a jamais vu un taux aussi élevé que ça. On est fiers du travail qui a été fait par le comité exécutif pour atteindre ce taux de participation, et on comprend que c'est un enjeu important

pour les étudiants», s'est réjoui M. Harvey, après le dévoilement des résultats. La CADEUL devient ainsi officiellement contre la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest pour les cinq prochaines années. La facture pour les étudiants doit hausser de 325 \$ par an jusqu'en 2017, passant de 2168 \$ à 3793 \$.

RADIO-CANADA : Saguenay-Lac-Saint-Jean : Droits de scolarité : Stéphane Bédard et Sylvain Gaudreault appuient les étudiants - Mise à jour le lundi 26 septembre 2011 à 14 h 01 HAE

Les étudiants du Saguenay-Lac-Saint-Jean reçoivent l'appui des députés péquistes de Jonquière et Chicoutimi, Sylvain Gaudreault et Stéphane Bédard, dans leur bataille contre la hausse des droits de scolarité. En 2012, les droits de scolarité dans les universités québécoises seront de 2168 \$ par année. Ils grimperont à 3793 \$ dans cinq ans. La présidente de l'association étudiante du Cégep de Jonquière, Kim Samson, y voit une attaque à l'accessibilité aux études. «C'est 325 \$ de plus par année sur cinq ans, dit-elle. Ça va faire un total de 1625 \$ en 2016-2017. Ce que ça représente pour nous, c'est une coupe dans l'accessibilité aux études. Une claque qu'on a reçue en pleine face du gouvernement. » De son côté, le député de Chicoutimi affirme que la bonification du programme de prêts et bourses promise par le gouvernement Charest est de la poudre aux yeux. «Ce qu'on avait fait passer pour un réinvestissement dans les faits, c'est un désengagement, soutient Stéphane Bédard. C'est ça qui est dramatique. C'est qu'on essaie de répartir une plus grande partie du gâteau sur la tête de ceux qui n'en ont pas les moyens. » Le député de Jonquière ajoute que les étudiants n'ont pas les moyens de payer plus cher pour étudier. Il donne l'exemple de jeunes habitants Saint-Ambroise ou Saint-David-de-Falardeau. «S'il veut venir étudier au cégep, ça lui prend

une auto. Il y a de l'essence à payer. Le prix de l'essence augmente. Sinon, c'est un appartement. Le prix de l'appartement est élevé également », souligne Sylvain Gaudreault. Les étudiants lancent un appel à la mobilisation, mercredi midi, devant le Cégep de Jonquière. Environ 300 personnes sont attendues pour une grande marche jusqu'au bureau régional du ministère de l'Éducation. [audio-vidéo](#) [Le reportage de Linda Bergeron](#) **Les commentateurs (4)** **Envoyé par Patrice Imbeau de Saguenay, 27 septembre 2011 à 10 h 36 HAE** Avec tout l'argent qui se dépense dans les dépassements de coût, on pourrait éviter la hausse des frais de scolarité. **Envoyé par Richard Larouche de Alma, 26 septembre 2011 à 23 h 28 HAE** 2 députés assez opportuniste-----les frais de scolarité auraient du suivre le cout de la vie comme toute choses normale Ces députés ne sont pas honnête avec les étudiants (es)car ils savent pertinamment qu'il y a une limite qui est atteinte depuis longtemps dans le cas des frais de scolarités---tout ça aurait du être indexé depuis longtemps L'augmentation annuelle représente \$6.25 par semaine----- Alors quand je voie les étudiant avec leurs cell avec forfait à \$60 et plus par mois---je me pose de sérieuse question

Envoyé par André Tremblay de Saguenay, 26 septembre 2011 à 21 h 53 HAE Est-ce ce qu'on appelle des politiciens opportunistes? **Envoyé par André Simard de Chicoutimi, 26 septembre 2011 à 16 h 48 HAE** Il n'y a pas de solution magique au problème des frais de scolarité, car les dépenses "fixes" des établissements d'enseignement (coût de fonctionnement des immeubles, salaires des professeurs et employés, etc.) augmentent chaque année. Dans ces circonstances, le gel des frais de scolarité correspond en réalité à une baisse de la contribution des étudiants. Cela signifie que l'État doit fournir plus chaque année. La principale erreur du gouvernement dans ce dossier a été d'imposer unilatéralement sa décision, alors que ça aurait été tellement plus efficace de dialoguer de bonne foi avec les étudiants, et de chercher ensemble un moyen de régler ça. Par exemple, les deux parties auraient pu s'entendre sur le montant raisonnable des frais de cours, des prêts et des bourses en date d'aujourd'hui, pour ensuite indexer ce montant en fonction de l'inflation, avec une loi si nécessaire. Après tout, c'est comme ça que ça marche pour les salaires, les loyers et un paquet d'autres choses, alors pourquoi cette formule ne serait-elle pas examinée?

LE SOLEIL : Gratuité scolaire: pas la solution, selon Marie Malavoy - Dimanche 25 septembre 2011



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes
Ian Bussières, Le Soleil

(Québec) Venue elle aussi appuyer les jeunes de la Table de concertation étudiante du Québec samedi, la députée péquiste de Taillon, Marie Malavoy, ne partage toutefois pas le point de vue de son ex-collègue Jean-Martin Aussant quant à la gratuité scolaire. «Je ne pense pas que la gratuité absolue soit la solution pour les Nord-Américains. Ça ne fait pas très réaliste par rapport à notre situation géopolitique. Et il ne faut pas oublier que des pays comme la France offrent la gratuité scolaire, mais qu'il s'y développe quand même parallèlement un réseau de grandes écoles où les études coûtent très cher», a-t-elle déclaré au *Soleil*. Porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de

développement, Mme Malavoy a signalé que son parti était plutôt favorable à un gel des droits de scolarité au niveau qu'ils atteindront en 2012. *La députée péquiste de Taillon, Marie Malavoy* «On souhaite aussi convoquer un vrai forum sur l'éducation où les réponses ne seraient pas connues d'avance.» **Le PQ, le meilleur véhicule pour la souveraineté** Par ailleurs, malgré le fait que quelques députés péquistes aient quitté le navire et que d'ex-péquistes comme Jean-Martin Aussant ou François Legault aient lancé ou se préparent à lancer de nouveaux partis politiques, Mme Malavoy considère toujours le Parti québécois comme le

véhicule «le plus intéressant et le plus logique pour faire la souveraineté du Québec». «On voit que des gens veulent refaire le monde. C'est leur droit. Mais je trouve quand même étonnant de voir l'effervescence de nouveaux partis qui pensent tous avoir la solution. Et en plus, on dirait qu'ils veulent tous être chefs!» poursuit-elle.
«Le PQ a traversé plusieurs tempêtes. J'ai vu partir Lucien Bouchard et Bernard Landry. Le

parti a vécu à la dure, mais a toujours réussi à retomber sur ses pieds. Il faudra toutefois retisser la confiance pour que les gens retrouvent en nous, comme parti, un idéal, un espoir.»
Pour arriver à reconquérir l'électorat alors que François Legault caracole en tête des sondages même s'il n'a toujours pas officiellement lancé son parti, la députée de Taillon insiste sur l'importance d'être davantage «sur le terrain» et de modifier certaines coutumes. «C'est ce que nous

avons fait avec le vote libre. Ce n'était pas dans le meilleur contexte, mais ça démontre une volonté claire de transformer les choses.»
Elle considère aussi que François Legault jouit d'un immense avantage parce que, selon elle, il n'a rien fait et rien dit. «Par contre, il faut quand même le prendre au sérieux et noter le besoin que semble avoir la population de se rattacher à quelqu'un sur une émotion, sans avoir scruté ses idées à la loupe», conclut-elle.

THE GAZETTE: Post-secondary education a sound investment: Grads do better in job market – Monday, September 19, 2011

By KIM COVERI
Looking for an investment with an average rate of return above 10 per cent? Go to school. According to a TD Economics report on post-secondary education, that's the average return on an undergraduate degree. A college diploma, which has lower upfront costs, offers an even higher return on your investment, chief economist Craig Alexander and economist Shahrzad Mobasher Fard write in the report.
The report says there's no evidence that students with debt are "disadvantaged" in the long run, despite Statistics Canada data showing students leave post-secondary school with an average debt of \$18,000.
College or university graduates are more employable, spend less time unemployed when they lose their jobs, and earn more than those with a high-school diploma or less, according to data from Statistics Canada and the 2006 Census, and that is unlikely to change.
"Looking ahead, the disparate employment outcomes by education levels are likely to widen," write Alexander and Mobasher Fard. "The demand for higher-skilled workers will only increase as the Canadian economy evolves, while an aging population will likely lead to shortages in many trade occupations and high-skilled occupations."



Photograph by: MARIO ANZUONI
REUTERS FILES, Postmedia News
A TD Economics report says graduates of universities and colleges have a built-in advantage when they look for jobs.

Still, the economists acknowledge that the cost of a post-secondary education can be "daunting," and the resulting debt a major burden.
A 2009 TD Economics report by the same authors pegged the cost of a four-year degree at \$55,000 for students living at home and \$84,000 for students away from home. In 18 years time, they predict those costs will be \$102,286 and \$139,380 respectively.
"Despite the fact that a number of graduating students report that their economic well-being is being hindered by heavy student loan debts, there is no evidence that the debt puts them at a long-term disadvantage," write Alexander and Mobasher Fard, pointing out that their economic

conditions will improve as the debt is paid off and as earnings rise.
Debt-service ratios - the ratio of debt payments to earned income - are "manageable" with median ratios falling somewhere between three and 10 per cent depending on the degree or diploma and the level of debt.
"Consider that financial institutions generally become worried when total debt-service costs exceed 40 per cent of pre-tax income," write Alexander and Mobasher Fard.
The "central issue," the authors state, is whether the return on an undergrad degree makes it worthwhile to take on the debt. To support their argument that it is, they cite a study that suggests the rate of return in 1995 was 9.9 per cent for men and 12.1 per cent for women. A 2005 study showed that the rate of return for an undergrad degree relative to a high school diploma acquired in 2005 was 11.5 per cent for men and 14.1 per cent for women.
"There is no disputing that the labour market isn't as good as it was in 2007 or even early 2008. And there is no question that the rising cost of a post-secondary education over the past two decades is putting considerable financial strain on students and their families. However, there is every reason to believe that investment in education remains the single best investment that a person can make. It raises your marketability in the current labour market; and, for the vast majority of individuals, it opens the door to a higher standard of living over their lifetime."

LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA): Frais de scolarité universitaires 2011-2012 - Vendredi 16 septembre 2011

Frais de scolarité universitaires 2011-2012

Les étudiants canadiens qui se sont inscrits à temps plein à un programme de premier cycle ont payé en moyenne 4,3 % de plus cet automne en frais de scolarité pour l'année universitaire 2011-2012 qu'ils ne l'ont fait un an plus tôt. Cela fait suite à une hausse de 4,0 % enregistrée en 2010-2011.

Les étudiants de premier cycle ont payé en moyenne 5 366 \$ en frais de scolarité en 2011-2012, comparativement à 5 146 \$ l'année précédente.

À titre de comparaison, l'inflation telle que mesurée par l'Indice des prix à la consommation était de 2,7 % entre juillet 2010 et juillet 2011.

Les frais de scolarité ont augmenté dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où ils sont gelés depuis 2003-2004.

Ailleurs au pays, les hausses ont varié entre 1,4 % au Manitoba et 5,1 % en Ontario. Le New-Brunswick a connu une augmentation de 3,6 % de ses frais de scolarité en 2011-2012, ce qui a mis fin à une période de trois ans de gel. Les frais de scolarité ont augmenté de 4,3 % en Nouvelle-Écosse, après trois ans de baisse.

En moyenne, les étudiants de premier cycle de l'Ontario ont payé les frais de scolarité les plus élevés au Canada, soit 6 640 \$. Ceux du Nouveau-Brunswick ont suivi, ayant déboursé en moyenne 5 853 \$.

Les étudiants de premier cycle du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador continuent d'avoir les frais de scolarité les moins élevés, ayant enregistré des moyennes respectives de 2 519 \$ et de 2 649 \$.

Augmentation des frais pour les étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles

À l'échelle nationale, les étudiants inscrits à un programme de deuxième ou de troisième cycle ont payé en moyenne 5 599 \$ en frais de scolarité en 2011-2012, en hausse de 3,7 %.

Les frais de scolarité des étudiants de deuxième et troisième cycles ont augmenté dans l'ensemble des provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador. Les hausses ont varié entre 0,1 % en Alberta et 5,5 % en Ontario.

La Nouvelle-Écosse a affiché une augmentation de 2,4 % des frais de scolarité en 2011-2012, après avoir connu une baisse de 4,6 % l'année précédente.

C'est en Ontario que les frais de scolarité des étudiants de deuxième et troisième cycles étaient les plus élevés (7 578 \$), suivi de la Nouvelle-Écosse (7 326 \$) et de la Colombie-Britannique (7 303 \$).

Note aux lecteurs

Les données figurant dans le présent communiqué ont été recueillies dans le cadre de l'enquête sur les Frais de scolarité et de subsistance des étudiants à temps plein dans les universités et les collèges du Canada qui confèrent des grades. Cette enquête a été menée entre avril et juillet 2011 et elle a porté sur l'année universitaire 2011-2012.

Il faut noter que les frais de scolarité sont en général assujettis aux politiques provinciales réglementant leurs augmentations. Cependant, certains programmes peuvent être exclus de ces politiques, ce qui peut se traduire par des augmentations supérieures aux limites provinciales.

Les moyennes nationales et provinciales des frais de scolarité sont pondérées à l'aide des données d'inscriptions correspondantes les plus récentes disponibles, soit 2008 dans le cas présent. Lorsque le nombre d'étudiants inscrits dans un programme donné n'est pas connu, ce programme est exclu du calcul de la moyenne. Les mêmes nombres d'étudiants sont utilisés pour la pondération des deux années (2010-2011 et 2011-2012), permettant ainsi de ne considérer que les changements observés dans les frais de scolarité.

Les programmes de maîtrise en administration des affaires ont été exclus du calcul des moyennes pondérées nationales et provinciales de façon à éliminer les répercussions des coûts plus élevés de ces programmes sur la moyenne globale des frais de scolarité. Les programmes de résidence en médecine, en médecine dentaire et en médecine vétérinaire offerts par les hôpitaux universitaires et les établissements similaires pouvant mener à une attestation dans un domaine spécialisé sont exclus.

Pour le Québec, depuis 1998-1999, et la Nouvelle-Écosse, depuis 2007-2008, les calculs des moyennes pondérées tiennent compte de la différence entre les frais de scolarité exigés pour les étudiants de la province et ceux exigés pour les étudiants de l'extérieur de la province.

Toute comparaison dans le temps à long terme doit être effectuée avec précaution étant donné que la répartition du nombre d'inscriptions dans les différents programmes d'étude peut varier d'une période à l'autre.

Les données du présent communiqué ne tiennent compte ni de l'aide financière ni des crédits d'impôt accordés aux étudiants. Les frais de scolarité et les frais supplémentaires obligatoires ne représentent qu'une partie des dépenses totales qu'exige une formation universitaire.

Les frais de scolarité moyens des étudiants canadiens en dentisterie demeurent encore les plus élevés du premier cycle

Comme cela a été le cas lors des trois années précédentes, les étudiants inscrits au premier cycle en dentisterie ont payé en moyenne les frais de scolarité les plus élevés du premier cycle (16 024 \$) en 2011-2012, suivis des étudiants inscrits en médecine (11 345 \$) et en pharmacie (9 806 \$).

Les étudiants du premier cycle inscrits en pharmacie ont connu la plus forte augmentation de leurs frais de scolarité (+8,8 %). Ceux du programme de dentisterie ainsi que ceux du programme de droit, professions connexes et études du droit suivaient (+6,4 %), alors

que les étudiants inscrits dans les autres disciplines ont enregistré des hausses de frais variant entre 3,1 % en éducation et 6,0 % pour le programme commerce, gestion et administration publique. Dans le cas des arts visuels et d'interprétation et technologie des communications, les frais ont connu une baisse de 0,4 %.

Les maîtrises en administration des affaires sont les programmes de deuxième et troisième cycles les plus coûteux

Aux deuxième et troisième cycles, les programmes de maîtrise en administration des affaires (MBA) pour cadres (37 501 \$) et réguliers (21 528 \$) ont été les plus coûteux en ce qui a trait aux frais scolarité.

Parmi tous les programmes de deuxième et de troisième cycles, deux programmes ont affiché une baisse de leurs frais de scolarité à l'échelle nationale, soit celui des arts visuels et d'interprétation et technologie des communications (-4,4 %) ainsi que le programme de médecine vétérinaire (-0,1 %).

Les augmentations les plus élevées se sont produites dans les programmes de droit, professions connexes et études du droit (+20,7 %) et de MBA régulier (+5,9 %).

Les étudiants étrangers du premier cycle connaissent une augmentation similaire à celle de leurs homologues canadiens

À l'échelle nationale, les frais de scolarité moyens pour les étudiants étrangers du premier cycle ont augmenté de 4,3 % pour atteindre 17 571 \$ en 2011-2012, comparativement à une hausse de 5,2 % en 2010-2011.

L'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers du premier cycle était identique à la hausse de 4,3 % observée chez leurs homologues canadiens.

L'Ontario (+6,1 %) a enregistré la plus forte hausse des frais de scolarité des étudiants étrangers de premier cycle, alors que Terre-Neuve-et-Labrador n'a connu aucune variation à ce chapitre.

Les frais de scolarité moyens des étudiants étrangers inscrits à temps plein dans un programme de deuxième ou troisième cycle se sont accrus de 1,1 % pour atteindre 12 802 \$. En comparaison, les frais de leurs homologues canadiens ont progressé de 3,7 %.

Les frais des étudiants étrangers inscrits à temps plein dans un programme de deuxième ou troisième cycle ont augmenté dans sept provinces, la Saskatchewan (+11,0 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (+6,0 %) étant arrivées en tête. Parallèlement, les étudiants étrangers inscrits à temps plein dans un programme de deuxième et troisième cycles ont connu une baisse de leurs frais de scolarité au Québec (-2,4 %) et en Colombie-Britannique (-0,5 %). À Terre-Neuve-et-Labrador, leurs frais de scolarité étaient inchangés.

Les frais supplémentaires obligatoires sont à la hausse

À l'échelle nationale, les frais supplémentaires obligatoires des étudiants canadiens inscrits au premier cycle ont augmenté de 5,5 % en 2011-2012 par rapport à l'année précédente. En moyenne, ces étudiants ont payé 820 \$ en frais supplémentaires obligatoires, en hausse comparativement à 777 \$ l'année précédente.

En 2011-2012, les frais supplémentaires obligatoires des étudiants inscrits au premier cycle ont varié entre 212 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador et 1 399 \$ en Alberta. Les frais obligatoires des étudiants inscrits aux deuxième et troisième cycles ont varié entre 229 \$ et 1 133 \$ respectivement pour les mêmes provinces.

Le Nouveau-Brunswick a affiché l'augmentation la plus marquée des frais supplémentaires obligatoires pour les étudiants inscrits au premier cycle (+21,5 % pour s'établir à 430 \$) ainsi que pour les étudiants inscrits aux deuxième et troisième cycles (+17,6 % pour s'établir à 475 \$). Par ailleurs, la Nouvelle-Écosse est la seule province à avoir connu une baisse des frais obligatoires pour les étudiants des deuxième et troisième cycles (-7,5 %).

Le groupe de services compris dans les frais supplémentaires obligatoires varie d'un établissement à l'autre et peut changer au fil du temps. Il comprend généralement les frais pour les activités sportives, les services de santé offerts aux étudiants, les associations étudiantes ainsi que les autres frais s'appliquant aux étudiants canadiens inscrits à temps plein.

Depuis 2010-2011, les frais «partiellement» obligatoires tels que l'assurance-maladie et l'assurance dentaire auxquels l'étudiant peut renoncer s'il prouve qu'il a une autre couverture comparable ne sont pas compris dans le calcul des moyennes pondérées des frais obligatoires.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3123.

données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.gc.ca), Division du tourisme et du Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par province

	2010-2011 ^r	2011-2012 ^p	2010-2011 à 2011-2012 variation en %
	dollars courants		
Canada	5 146	5 366	4,3
Terre-Neuve-et-Labrador	2 649	2 649	0,0
Île-du-Prince-Édouard	5 131	5 258	2,5
Nouvelle-Écosse	5 497	5 731	4,3
Nouveau-Brunswick	5 647	5 853	3,6
Québec	2 411	2 519	4,5
Ontario	6 316	6 640	5,1
Manitoba	3 593	3 645	1,4
Saskatchewan	5 431	5 601	3,1
Alberta	5 505	5 662	2,9
Colombie-Britannique	4 758	4 852	2,0

^r révisé
^p provisoire

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par province

	2010-2011 ^r	2011-2012 ^p	2010-2011 à 2011-2012 variation en %
	dollars courants		
Canada	5 401	5 599	3,7
Terre-Neuve-et-Labrador	2 456	2 456	0,0
Île-du-Prince-Édouard	3 913	3 992	2,0
Nouvelle-Écosse	7 157	7 326	2,4
Nouveau-Brunswick	5 034	5 258	4,4
Québec	2 931	2 731	-6,8
Ontario	7 181	7 578	5,5
Manitoba	4 132	4 173	1,0
Saskatchewan	3 434	3 504	2,0
Alberta	4 672	4 676	0,1
Colombie-Britannique	7 178	7 303	1,7

^r révisé
^p provisoire

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par discipline

	2010-2011 ^r	2011-2012 ^p	2010-2011 à 2011-2012 variation en %
	dollars courants		
Agriculture, ressources naturelles et conservation	4 303	5 023	4,6
Architecture et services connexes	5 179	5 424	4,7
Sciences humaines	4 638	4 791	3,3
Commerce, gestion et administration publique	5 386	5 711	6,0
Éducation	3 850	3 970	3,1
Génie	5 992	6 326	5,6
Droit	8 657	9 214	6,4
Médecine	10 867	11 345	4,4
Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications	4 748	4 731	-0,4
Sciences physiques et de la vie, et technologies	5 049	5 247	3,9
Mathématiques, information et sciences de l'information	5 526	5 811	5,2
Sciences sociales et de comportements	4 586	4 759	3,8
Santé autre, parc, récréation et conditionnement physique	4 696	4 674	-0,5
Dentisterie	15 062	16 024	6,4
Sciences infirmières	4 662	4 909	5,2
Pharmacie	9 014	9 906	9,8
Médecine vétérinaire	5 612	5 889	4,9

^r révisé
^p provisoire

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein, par discipline

	2010-2011 ^r	2011-2012 ^p	2010-2011 à 2011-2012 variation en %
	dollars courants		
Agriculture, ressources naturelles et conservation	4 821	4 972	3,1
Architecture et services connexes	4 834	5 019	3,8
Sciences humaines	4 239	4 392	3,6
Commerce, gestion et administration publique	8 132	8 391	3,2
Programme de maîtrise en administration des affaires régulier	20 336	21 528	5,9
Programme de maîtrise en administration des affaires pour cadres	37 032	37 501	1,3
Éducation	4 981	5 064	1,7
Génie	5 522	5 793	4,9
Droit	4 487	5 414	20,7
Médecine
Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications	4 834	4 621	-4,4
Sciences physiques et de la vie, et technologies	5 477	5 712	4,3
Mathématiques, information et sciences de l'information	5 735	5 922	3,3
Sciences sociales et de comportements	4 605	4 776	3,7
Santé autre, parc, récréation et conditionnement physique	7 017	7 493	6,9
Dentisterie	4 237	4 438	4,7
Sciences infirmières	5 090	5 307	4,3
Pharmacie	5 411	5 572	3,0
Médecine vétérinaire	9 435	9 493	0,6

^r révisé
^p provisoire
.. indisponible pour une période de référence précise

RADIO-CANADA : Hausse de 4,3 % des frais de scolarité au pays - Mise à jour le vendredi 16 septembre 2011 à 9 h 32 HAE

La progression des frais de scolarité s'accélère au pays, selon Statistique Canada. Les étudiants inscrits à un programme universitaire de premier cycle ont payé en moyenne 4,3 % de plus cette année par rapport à 2010-2011.

L'an dernier, la hausse des frais de scolarité avait été de 4 %. En moyenne, les étudiants ont payé 5366 \$ en frais de scolarité comparativement à 5146 \$ l'année précédente.

La hausse des frais de scolarité est plus élevée que l'inflation, 2,7 % de juillet 2010 à juillet dernier.

Seuls les étudiants de Terre-Neuve-et-Labrador ont vu leurs frais de scolarité stagner cette année, comme c'est le cas depuis 2003-2004.

Ailleurs au pays, les hausses ont varié entre 1,4 % au Manitoba et 5,1 % en Ontario.

Au Québec, les frais de scolarité ont progressé de 4,5 % cette année. La province reste avec Terre-Neuve-et-Labrador, l'un des endroits où les frais de scolarité sont les moins élevés, en moyenne respectivement de 2519 \$ et 2649 \$.

Pour les étudiants universitaires des cycles supérieurs, l'augmentation des frais de scolarité était en hausse de 3,7 % pour 2011-2012 à 5599 \$. La seule exception est Terre-Neuve-et-Labrador où ils sont restés stables. Les hausses ont varié de 0,1 %, en Alberta, à 5,5 % en Ontario. Au Québec, les étudiants des cycles supérieurs ont vu leur frais de scolarité augmenter de 5 % à 2731 \$.

L'Ontario affiche les frais de scolarité les plus élevés, 6640 \$ pour le premier cycle et 7578 \$ pour les étudiants des cycles supérieurs.

[Hyperlien externe](#)
[Frais de scolarité universitaires, 2011-2012](#)

Statistique Canada

Les commentaires (2)

Envoyé par [Nicolas Roy](#) de Québec

16 septembre 2011 à 12 h 56 HAE

Deux mais n'égalent pas un bien.

Ce n'est parce que les autres provinces canadiennes sont "pires" que nous que nous devons

nous contenter de notre sort. Oui, les frais de scolarité sont relativement bas au Québec, mais nous pouvons faire mieux.

Tous les québécois méritent une éducation de qualité, sans égard à leur situation financière et/ou celle de leurs parents. S'il y a un seul étudiant potentiel qui doit renoncer à son rêve d'études parce qu'il n'a pas les moyens de défrayer les coûts de cette éducation, alors c'est la société au grand complet qui est perdante. Ça fait un médecin de moins, un avocat de moins, un ingénieur de moins qui peut servir les intérêts de la province et du monde.

Envoyé par [Claude Charpentier](#) de Guelph

16 septembre 2011 à 12 h 24 HAE

Je ne peux comprendre les étudiants québécois qui se plaignent quand on leur impose une infime hausse des frais de scolarité quand on compare les frais de scolarité des autres provinces. Je me demande parfois s'ils ont appris à lire...ou à calculer!

LE DEVOIR : Droits de scolarité - Terre-Neuve damera le pion au Québec, estime la FECQ - Lundi 29 août 2011

Valerian Mazataud

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) conteste les propos de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui affirmait le 24 août que, malgré leur hausse de 1625 \$, les droits de scolarité québécois resteront les plus bas en Amérique du Nord. «Dans cinq ans, même avec l'augmentation des droits de scolarité, l'étudiant québécois va payer moins pour aller à l'université que ce que paie en moyenne l'étudiant canadien au moment où je vous parle. Ça

va demeurer les droits de scolarité les plus bas en Amérique du Nord», a déclaré la ministre en entrevue à l'émission Désautels de Radio-Canada.

Pour la FECQ, cependant, cette affirmation est fautive, puisqu'elle évalue que les droits québécois atteindront 4700 \$ en 2016, soit bien plus que les 2550 \$ demandés aux étudiants de Terre-Neuve à la rentrée prochaine.

La FECQ cite également plusieurs autres établissements d'Amérique du Nord où elle considère

que les droits seront à terme moins élevés qu'au Québec, par exemple la West Virginia University (2850 \$US), ou la New Mexico Highlands University (2950 \$US).

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, invite la ministre «à ne pas véhiculer de fausses informations» et lui rappelle que c'est probablement le Mexique qui offre les droits de scolarité les moins élevés du continent.

LA PRESSE : Droits de scolarité: la ministre Beauchamp se montre sereine : « On s'est toujours attendu à cela » - Mercredi 24 août 2011



Photo: Ivanoh Demers, La Presse

Il est primordial de réinvestir dans le réseau universitaire et de rééquilibrer la part du financement venue des étudiants, estime Line Beauchamp.

«Cet argent doit servir à l'amélioration de l'enseignement, de la recherche et du soutien aux étudiants à l'université.»
Line Beauchamp

Pascale Breton, La Presse

En cette période de rentrée scolaire, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a accepté de nous parler des défis qu'elle aura à relever dans les mois à venir.

À l'aube d'un automne chaud, au moment où les étudiants attaquent le gouvernement sur la hausse des droits de scolarité, la ministre Line Beauchamp affiche de son côté une confiance tranquille.

Un gouvernement qui touche aux droits de scolarité sait d'avance qu'il soulèvera un vent de contestation. «On s'est toujours attendu à cela», affirme posément la ministre à *La Presse*.

Il est primordial de réinvestir dans le réseau universitaire et de rééquilibrer la part du financement venue des étudiants, estime la ministre.

Il existe d'ailleurs «un fort consensus» à l'Assemblée nationale sur la nécessité de soutenir davantage le milieu universitaire, souligne Mme Beauchamp. Tous ne s'entendent pas, toutefois, sur les moyens d'y parvenir.

Le fardeau n'incombe pas seulement aux étudiants, assure la ministre. «Le plus grand pas est fait par l'ensemble de la population à même les impôts des Québécois, ce n'est pas banal. Je représente Montréal-Nord à l'Assemblée nationale, je sais quel est le revenu moyen des familles québécoises, notamment dans ma circonscription.»

La ministre insiste sur l'équilibre intergénérationnel qui doit être rétabli. Le gouvernement veut ramener la proportion des contributions des étudiants et de la population en général à ce qu'elle était à l'époque de la Révolution tranquille, à la fin des années 60.

«C'est la notion de juste part», précise Mme Beauchamp, qui souligne que les droits de scolarité, au Québec, sont les plus bas d'Amérique du Nord, et que les étudiants s'y endettent moins qu'ailleurs.

Les sommes générées grâce à la hausse des droits de scolarité seront réinvesties dans le réseau universitaire, promet la ministre. «Cet argent doit servir à l'amélioration de l'enseignement, de la recherche et du soutien aux étudiants à l'université.»

La contestation étudiante, qui pourrait mener jusqu'à la grève, risque tout de même de faire mal, en pleine année électorale ou préélectorale. «On n'en est pas là», rétorque la ministre.

Bulletin et décrochage

Mais en plus des droits de scolarité, d'autres dossiers risquent de faire des vagues, notamment l'implantation du bulletin universel. À

Montréal, en particulier, l'Alliance des professeurs exige qu'on la reporte une fois de plus.

Si la ministre a accepté l'an dernier, il n'en est pas question cette fois. «Certains voudraient, à travers le bulletin unique, tout remettre en cause. Je dis non. On ne remettra pas tout en cause (la réforme). Dans la grande majorité du territoire québécois, le bulletin sera bel et bien en place.» La ministre s'attend à de la contestation à Montréal.

Avec des notes pour chacune des disciplines et des moyennes de groupe, le bulletin universel répond au souhait des parents, rappelle Mme Beauchamp. Il sera «plus simple, plus utile pour apprécier la progression de l'enfant».

Le milieu de l'Éducation est par ailleurs aux prises avec des problèmes récurrents auxquels il ne semble pas exister de solution miracle. Le décrochage scolaire et le faible taux d'obtention de diplôme à 20 ans, surtout chez les jeunes garçons, est probablement à l'Éducation ce que sont les temps d'attente dans les urgences pour la Santé.

On constate quelques progrès, mais la situation demeure problématique d'année en année.

La clé est la valorisation de l'école, croit Mme Beauchamp. «Il faut que ce soit plaisant, motivant, d'ouvrir la porte de son école.»

Pour susciter l'intérêt des élèves - et particulièrement des garçons -, le gouvernement Charest mise notamment sur le sport, les activités parascolaires et l'intégration des nouvelles technologies dans les classes.

Dans les années à venir, on consacrera également beaucoup d'efforts à l'apprentissage de la lecture. Des études ont démontré clairement le lien entre les difficultés en lecture dès le bas âge et la réussite scolaire.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : Entrevue (extrait) Line Beauchamp : Hausse des frais de scolarité – Mercredi 24 août 2011

<p>- Prêtez-vous oreille aux associations étudiantes qui promettent de manifester haut et fort cet automne pour dénoncer les hausses de frais de scolarité ?</p> <p>- R : Du moment où l'on aborde la question des frais de scolarité, il y a immédiatement</p>	<p>une réaction des associations étudiantes. Or, je pense que l'on prend cette décision avec l'appui de la majorité de la population, et même de certains étudiants qui sont prêts à faire des efforts pour que leur diplôme ait de la valeur. Il faut aussi savoir que d'ici cinq</p>	<p>ans, même avec les hausses de frais de scolarité, les étudiants québécois payeront moins cher que ce qu'on débourse ailleurs au Canada, actuellement.</p>
---	--	--

THE GAZETTE : Student associations pledge escalating protests against tuition-fee hikes : 'Things will get heated,' spokesperson says – Tuesday, August 23, 2011

<p>JOELLE POULIOT THE GAZETTE</p> <p>Several CEGEPs and universities in Quebec had mock "For Sale" signs on their lawns Monday as student associations launched campaigns against the provincial university tuition-fee increase planned for the fall of 2012. In March, Jean Charest's government announced tuition would increase by \$325 per year, boosting students' total contribution to \$3,800 per year by 2016/2017, from the current \$2,200 per year. "What is hiding behind this increase is an attempt to privatize the education system in Quebec," said Gabriel Nadeau-Dubois, spokesperson for the Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ), explaining the symbolism behind the real estate signs. "Things will get heated between students and the government this fall."</p> <p>Six CEGEPs and two universities including CEGEP Saint-Laurent, McGill University and Université</p>	<p>du Québec à Montréal were among the post-secondary buildings with For Sale signs, also being advertised on a mock real estate website, qcim mobilier.ca.</p> <p>ASSÉ represents 45,000 students in Quebec and launched its campaign in the same week as the Fédération étudiante universitaire du Québec, representing 125,000 students. Both associations have similar tactics planned for the school year: mobilizing thousands of students for marches and protests, and if all else fails, a strike during the winter semester.</p> <p>"We're determined to make Jean Charest's government go back on its decision, because we won't," said Nadeau-Dubois.</p> <p>"This increase means more debt for students and more working hours during the school year, just to be able to afford to study."</p> <p>In its 2011-2012 budget plan, the provincial government aimed to increase the budget allo-</p>	<p>cated to universities for 2016 by \$850 million, including \$265 million from students. The government also planned to use \$116 million from the total budget for bursary programs to accommodate those who cannot afford tuition. When asked if ASSÉ intends to meet with government officials to discuss possible changes in the provincial university budget plan, Nadeau-Dubois seemed surprised. "We don't think dialogue will solve anything right now," he answered. "It breaks our heart to have to strike instead. We'd rather be studying."</p> <p>Approximately 172,000 CEGEP students started class on Monday and thousands of college and university students will be joining them in the next few weeks. ASSÉ and FEUQ will spend the next few months visiting campuses across the province in anticipation of a mass protest in November.</p>
---	--	--

RADIO-CANADA / ESTRIE : Le Cégep de Sherbrooke faussement mis en vente : Mise à jour le lundi 22 août 2011 à 13 h 48 HAE



Lundi matin, des étudiants de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) ont cherché à attirer l'attention en installant devant le pavillon principal du Cégep de Sherbrooke un panneau indiquant que l'institution était à vendre.

Une façon pour eux de protester contre l'augmentation progressive des frais de scolarité qui passeront de 2200 \$ à près de 4000 \$ par année d'ici 2017.

Quatre cégeps et deux universités québécoises ont ainsi été faussement mis en vente par une firme bidon appelée Québec Immobilier (QI) soit le cégep de Sherbrooke, le cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse, le cégep François-Xavier-Garneau de Québec, le cégep de Saint-Laurent de Montréal, l'Université McGill et l'Université du Québec à Montréal.

Dans un communiqué de presse envoyé aux médias, on peut y apprendre que des représentants de QI ont installé d'immenses affiches devant les établissements concernés afin d'attirer les investisseurs, mais surtout l'attention de la population.

« Depuis les derniers mois, nous n'avons cessé de nous mobiliser afin de dénoncer la hausse des frais de scolarité. À partir d'aujourd'hui, nous augmenterons la pression à chacune de nos actions, jusqu'à ce que le gouvernement renonce à augmenter les frais », a déclaré le porte-parole de l'association, Gabriel Nadeau-Dubois.

Cette action des plus originales cherche à dénoncer le peu de vision à long terme du gouvernement. « Nous mettons aujourd'hui nos cégeps et nos universités en vente pour illustrer l'absurdité de la vision de l'éducation qu'a le gouvernement libéral. Pour nous, l'éducation n'est pas une marchandise ou un investissement économique, mais plutôt un droit fondamental. Ce qui se cache derrière la hausse des frais de scolarité, c'est la privatisation du système d'éducation québécois », a-t-il ajouté.

Cette association compte près de 45 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec et milite depuis sa création pour l'accès-

sibilité à un système d'éducation gratuit, public et de qualité.

Les commentaires (1)

Envoyé par [Simon Gaudreau](#) de Montréal, 22 août 2011 à 17 h 12 HAE

Je comprends qu'un groupe de cégepiens soient contre le coût des frais, moi aussi si je passais 8 ans au cégep à essayer de finir un DEC je trouverais ça cher... J'ai fait le cégep et je m'en suis bien sorti, comme bien d'autres d'ailleurs. Savoir se responsabiliser et accepter que la vie ne nous donne pas tout gratuitement ça forme la jeunesse et c'est nécessaire. La privatisation n'a rien à voir avec le fait de contribuer à payer un système d'éducation déjà très peu cher pour tout ce qu'on obtient comme services. Il y a beaucoup de services qui aident les étudiants à "arriver" à la fin du mois, et avoir une job en plus du cégep c'est très possible. Que vont faire ces cégepiens une fois à l'université ?!... Bien oui! Réclamer la gratuité bien sûr!... Honnêtement j'en ai marre des éternels cégepiens insatisfaits et qui veulent tout gratuitement. La plupart ont jamais vu un relevé de paye et payer de l'impôt et demande des services gratuits...C'mon!!... Donnez-vous le temps d'entrer dans le système avant de le critiquer.

LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - Les étudiants amorcent leur campagne de sensibilisation - Lundi 22 août 2011

<p>Genevieve Tremblay</p> <p>Après un été de campement protestataire devant le ministère de l'Éducation, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) comptent poursuivre leur lutte contre la hausse des droits de scolarité en multipliant, cet automne, les actions d'éclat visant à faire revenir le gouvernement Charest sur sa décision.</p> <p>Réunies la semaine dernière pour mettre au point leur plan d'action en vue des rentrées scolaires et parlementaire, les deux fédérations ont annoncé hier leur intention de «faire monter</p>	<p>la pression» sur le gouvernement en sensibilisant autant les citoyens que les étudiants de la province à l'enjeu de l'accessibilité aux études supérieures. Car une éducation moins abordable diminue «l'accès aux études chez la classe moyenne, chez les étudiants des milieux défavorisés ainsi que chez les gens de milieux éloignés», a déploré le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.</p> <p>La rentrée collégiale d'aujourd'hui sonne le début d'une campagne de sensibilisation sur l'ensemble des campus du Québec, qui atteindra son apogée le 10 novembre lors d'une grande manifestation</p>	<p>étudiante à Montréal. Outre des séances d'information sur «les impacts négatifs de la hausse des frais de scolarité», la distribution d'un journal spécial et le dévoilement de documents expliquant les dessous de l'endettement et de l'aide financière, les fédérations comptent mener des actions concrètes dans diverses régions du Québec lors d'une tournée provinciale, qui aura lieu au début du mois d'octobre.</p> <p>Des manifestations seront donc organisées en Abitibi, au Saguenay, dans le Bas-Saint-Laurent et à Sherbrooke, dans le but de «montrer que ce n'est pas juste la question d'une minorité d'étu-</p>
--	--	--



dians, mais que ça concerne toute la population», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui compte même «ratissier au niveau des organismes pour les amener dans [la] lutte». Les deux représentants prévoient aussi rencontrer une dizaine de députés libéraux élus avec moins de 1000 voix de majorité lors des dernières élections, «pour s'assurer qu'ils ne soient pas réélus, à moins qu'ils ne s'engagent à faire pression au sein du caucus du premier ministre», a indiqué Léo Bureau-Blouin. Pour l'instant, les étudiants qui fréquentent l'université à temps plein doivent déboursier environ 2200 \$ par année pour leurs droits de scolarité. Suivant la hausse graduelle de ces frais annoncée par le gouvernement Charest, soit 325 \$ par année sur cinq ans, les étudiants devront

payer en moyenne 3800 \$ par année à compter de 2017. Interrompues depuis décembre dernier, les négociations avec le gouvernement du Québec sont toujours au point mort. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a d'ailleurs répété la semaine dernière que les étudiants se doivent d'apporter leur contribution pour financer le système d'éducation.

Actions «de plus en plus corsées»

De son côté, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) dévoilera aujourd'hui ses propres moyens de pression pour les mois à venir, des actions qui seront «de plus en plus corsées» pour convaincre la population que ses revendications sont légitimes, a promis hier le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, en entrevue au Devoir. «Les élites politiques et

économiques du Québec ont fait, dans les dernières années, un travail de martèlement idéologique assez important pour convaincre la population que les étudiants vivaient dans le luxe, qu'ils devaient faire leur part, que les universités étaient sous-financées», a déploré le porte-parole.

Le sentiment de colère chez les étudiants est tel, ajoute-t-il, que si le gouvernement ne revient pas sur sa décision après «le dernier avertissement» du 10 novembre, une grève générale illimitée sera déclenchée à l'hiver. «Cette fois-ci, on va brandir réellement au visage du gouvernement la menace d'une grève générale illimitée. Et on n'a pas peur d'utiliser le mot.»

LA PRESSE : Hausse des droits de scolarité : Les étudiants sur le pied de guerre – Lundi 22 août 2011

Alors que les rumeurs d'élections provinciales se multiplient, les représentants étudiants ont ciblé une quinzaine de libéraux élus par unemarge de moins de 1000 voix afin de les talonner au cours des prochains mois.

PIERRE- ANDRÉ NORMANDIN

Les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire lancent aujourd'hui une campagne contre la hausse des droits de scolarité décrétée dans le dernier budget provincial. En plus d'organiser une grande manifestation à Montréal, le 10 novembre, et d'envoyer une grève générale à l'hiver, les étudiants promettent de s'attaquer directement à la réélection des députés libéraux. Alors que les rumeurs d'élections provinciales se multiplient, les représentants étudiants ont ciblé une quinzaine de libéraux élus par une marge de moins de 1000 voix afin de les talonner au cours des prochains mois. À moins que le gouvernement Charest ne plie, leur élection sera sérieusement compromise, préviennent les deux principales fédérations étudiantes. « On est prêts à faire des actions politiques. Habituellement, on

ne se rend pas là, mais s'il faut se mêler de l'élection provinciale pour s'assurer que les députés libéraux ne soient pas réélus, on va le faire », a assuré Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Les étudiants ne digèrent tout simplement pas la décision du gouvernement Charest de décréter une hausse des droits de scolarité pour les cinq prochaines années. Le dernier budget prévoit que la facture pour les étudiants augmentera de 325\$ par année jusqu'en 2017, passant de 2168\$ à 3793\$.

« C'est évident que si le gouvernement Charest reste campé sur ses positions, on va continuer à augmenter nos moyens de pression et on va aller jusqu'à la grève s'il le faut », a indiqué Léo Bureau-Blouin.

Les étudiants ont bon espoir de faire plier le gouvernement. « On l'a vu dans les dernières années et tout récemment avec le gaz de schiste, ce gouvernement recule lorsqu'il y a pression populaire », a lancé Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Et pression il y aura, assurent les étudiants. En plus des députés et ministres libéraux qui se verront talonnés dans leurs sorties publiques, des manifestations sont prévues partout au Québec tout au long de l'automne. La plus importante doit avoir lieu le 10 novembre à Montréal. Un débrayage pourrait également survenir à l'hiver.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) invite pour sa part les étudiants à bien se renseigner avant de lancer leurs moyens de pression. Selon son directeur général, Daniel Zizian, la hausse des droits correspond à un simple rattrapage rendu nécessaire par des années de gel.

Durant la dernière année scolaire, les étudiants québécois payaient les plus faibles droits de scolarité au pays, selon Statistique Canada. La moyenne canadienne des frais de scolarité est de 5138\$ par année alors que les étudiants ontariens avaient les frais les plus élevés à 6307\$.

Au bureau de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, on s'est refusé à tout commentaire hier.

LE JOURNAL DE MONTRÉAL : Frais de scolarité : Les étudiants promettent un automne chaud – Lundi 22 août 2011

Agence QMI | Les étudiants refusent d'avaler sans broncher la hausse progressive des frais de scolarité de 1 625 \$ par année d'ici 2016 et promettent un automne chaud au gouvernement de Jean Charest.

« Il n'est pas question qu'on laisse aller l'accès à l'éducation universitaire ! On va se mobiliser jusqu'au bout, jusqu'à ce que le gouvernement Charest recule. On l'a déjà fait par le passé », a soutenu Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), lors d'un point de presse hier en compagnie d'une centaine d'étudiants survoltés.

Les représentants des étudiants n'acceptent pas qu'après avoir augmenté les frais de 500 \$ par année depuis 2007, le gouvernement s'engage maintenant à rehausser le tout de 1 625 \$ sur une base annuelle d'ici 2016.

« Il va y avoir une tournée régionale des deux fédérations au cours des prochaines semaines. On va annoncer des actions symboliques, des manifestations dans diverses régions », a indiqué, en guise de programme de contestation, Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

À ce titre, une grande manifestation est prévue le 10 novembre.

Une grève n'est pas exclue

Les représentants des fédérations préfèrent garder toutes les options à portée de main, y compris une grève.

« Ce n'est pas à nous, les fédérations, de déclencher la grève. Si ça vient, ça viendra des associations étudiantes, mais c'est un moyen de pression ultime qui n'est pas exclu présentement », a tranché Mme Desjardins.

La FECQ représente 60 000 étudiants et la FEUQ, 125 000.

MÉTRO : L'ASSÉ menace de déclencher une grève générale illimitée – Lundi 22 août 2011



Collaboration spéciale L'ASSÉ a symboliquement mis en vente lundi des établissements d'études post-secondaires comme l'Université du Québec à Montréal pour dénoncer la vision de l'éducation du gouvernement de Jean Charest.

Des étudiants veulent que le gouvernement de Jean Charest revienne sur sa décision de hausser les droits de scolarité

Ils craignent que celui-ci veuille privatiser le système d'éducation

«On ne considère pas que c'est le dialogue qui va régler les choses à ce moment-ci.»
- Gabriel Nadeau-Dubois porte-parole de l'ASSÉ

MARIE-EVE SHAFFER

Des étudiants promettent un automne chaud au gouvernement de Jean Charest. Des actions symboliques, des lieux stratégiques occupés de manière imprévue et une manifestation régionale sont à l'agenda de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Après cela, si Québec persiste à vouloir augmenter les droits

de scolarité, une grève générale illimitée pourrait être déclenchée au trimestre d'hiver.

«Nous sommes déterminés à faire reculer le gouvernement de Jean Charest parce que nous, nous ne reculerons pas», a dit lundi le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois.

Lundi, l'ASSÉ a mis symboliquement en vente des établissements d'études post-secondaires, tels que le Cégep Saint-Laurent, l'Université McGill et l'Université du Québec à Montréal. L'organisation qui représente 45 000 étudiants voulait ainsi dénoncer la vision de l'éducation que défend le gouvernement libéral. «Ce qui se cache derrière la hausse des droits de scolarité, c'est une tentative de privatisation du système d'éducation québécois», a fait savoir M. Nadeau.

Au mois de mars, lors du dévoilement de son dernier budget, le gouvernement de Jean Charest a annoncé que dès 2012, les droits de scola-

rité augmenteront de 325\$ par année jusqu'en 2016-2017. La contribution des étudiants passera de 2200\$ à 3800\$ par année. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui représente 125 000 étudiants, puisqu'elles poursuivent le même dessein, l'ASSÉ

compte aussi se faire entendre. En plus de faire une tournée dans toutes les régions du Québec, elle dévoilera des études qui porteront sur l'endettement étudiant et le réinvestissement dans l'aide financière aux études. Une grande et la FEUQ sont présentement en discussion pour

manifestation sera également organisée le 10 novembre. La FEUQ ne planifie pas par le moment d'organiser une grève générale illimitée. voir comment elles peuvent collaborer.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : les étudiants préparent une rentrée agitée - Mise à jour le dimanche 21 août 2011 à 22 h 33 HAE



Photo: Radio-Canada
Manifestation d'étudiants au centre-ville de Montréal (archives)

Les étudiants collégiaux et universitaires du Québec feront monter la pression cet automne afin de faire reculer le gouvernement Charest sur son intention de hausser les droits de scolarité. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont annoncé leurs couleurs dimanche, promettant des actions qui s'intensifieront jusqu'au 10 novembre, date où se tiendra à Montréal une grande manifestation étudiante. D'ici là, les fédérations comptent être présentes sur les différents campus pour informer les

étudiants des tenants et aboutissants de la hausse des frais de 325 \$ par année sur cinq ans, et ce, à compter de 2012. Leur contribution passera ainsi d'environ 2200 \$ par année à 3800 \$.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a expliqué que deux recherches seront notamment dévoilées sur l'endettement étudiant et l'absence de réinvestissement dans l'aide financière aux études.

Tournée provinciale

Les représentants étudiants partiront ensuite en tournée à travers le Québec. Ils seront notamment de passage à Rimouski, en Abitibi, à Chicoutimi et à Sherbrooke, où des manifestations régionales et des marches seront orchestrées. Les députés libéraux élus avec moins de 1000 voix seront également la cible des étudiants en colère. Ceux-ci s'assureront d'expliquer aux électeurs pourquoi il ne faut pas les réélire, a expliqué le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Selon lui, les associations sont également prêtes advenant des élections cette année. Celles-ci

feront en sorte que la hausse des droits de scolarité devienne un enjeu électoral « majeur ».

Une grève étudiante n'est cependant pas encore à l'agenda. Selon Mme Desjardins, les jeunes auront recours à ce « moyen ultime » que si les différentes associations le réclament.

Le gouvernement n'entend toutefois pas reculer dans ce dossier. Malgré la tenue de plusieurs manifestations étudiantes, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a répété le week-end dernier que le Québec a un rattrapage à faire pour mieux financer le système d'éducation, et que les étudiants doivent faire leur part.

audio-vidéo

- [Les étudiants comptent lutter sur tous les fronts contre la hausse des frais de scolarité, rapporte Émilie Dubreuil.](#)
- [Les étudiants promettent un automne mouvementé au gouvernement Charest, rapporte David Savoie.](#)
- [Alexandre Touchette a rencontré des étudiants qui campent depuis le début de l'été en face des bureaux du ministère de l'Éducation, à Montréal.](#)

JOURNALDEMONTREAL.CANOE.CA / 24 HEURES: Hausse des frais de scolarité : Les étudiants promettent un automne chaud – Dimanche 21 août 2011, à 21h29



© Agence QMI / Archives
Le campement étudiant devant le Ministère de l'Éducation par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), en juin dernier.

Étienne Laberge

MONTREAL - Les associations étudiantes collégiales et universitaires du Québec lancent dimanche leur campagne nationale de dénonciation de la hausse des frais de scolarité décidée par le gouvernement Charest.

Ils devaient présenter leur plan d'action qui vise à maintenir la pression sur le gouvernement libéral dans ce dossier.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a indiqué que les étudiants demandent toujours au gouvernement de renoncer à la hausse des frais de scolarité. Selon elle, la hausse prévue est une «attaque sans précédent à l'accessibilité aux études».

Martine Desjardins estime que «c'est la taille de leur portefeuille qui importe» avec cette hausse de 325 \$ par an sur cinq ans. La présidente de la FEUQ a ajouté que cela ne compte pas tous les frais additionnels qui sont ajoutés à la facture étudiante.

À ceux qui affirment que les frais de scolarité sont moins élevés au Québec qu'ailleurs et que la hausse permettra de maintenir les services actuels et d'améliorer la qualité de l'enseignement, Martine Desjardins répond que plusieurs universités québécoises offrent un rendement «sans précédent» en ce moment.

«On devrait être fier de notre réseau universitaire, plutôt que de chercher à se comparer bêtement, par exemple, aux États-Unis, qui vont vivre une crise», a-t-elle soutenu.

Un automne chaud

Les étudiants refusent d'avalé sans broncher la hausse progressive des frais de scolarité de 1625 \$ par année d'ici 2016, et promettent un automne chaud au gouvernement de Jean Charest.

«Il n'est pas question qu'on laisse aller l'accès à l'éducation universitaire! On va se mobiliser jusqu'au bout, jusqu'à ce que le gouvernement Charest recule. On l'a déjà fait par le passé», a soutenu Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), lors d'un point de presse dimanche en compagnie d'une centaine d'étudiants survoltés.

Les représentants des étudiants n'acceptent pas qu'après avoir augmenté de 500 \$ par année les

frais depuis 2007, le gouvernement s'engage maintenant à rehausser le tout de 1625 \$ sur une base annuelle d'ici 2016.

«Il va y avoir une tournée régionale des deux fédérations au cours des prochaines semaines. On va annoncer des actions symboliques, des manifestations dans diverses régions», a indiqué, en guise de programme de contestation, Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

À ce titre, une grande manifestation est prévue le 10 novembre.

Les étudiants viseront aussi les députés dans leurs moyens de pression.

«Nous avons ciblé les comtés libéraux où les députés ont été élus avec moins de 1000 voix aux dernières élections. On va être actif dans chacun de ces comtés pour s'assurer qu'aux prochaines élections, ils ne soient pas réélus», a renchéri son homologue collégial.

Une grève n'est pas exclue

Les représentants des fédérations préfèrent garder toutes les options à portée de main, y compris une grève. «Ce n'est pas à nous, les fédérations, de déclencher la grève. Si ça vient, ça viendra des associations étudiantes, mais c'est un moyen de pression ultime qui n'est pas exclu présentement», a tranché Mme Desjardins. La FECQ représente 60 000 étudiants et la FEUQ, 125 000.

24HEURES.MONTREAL.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité : Une «attaque» contre l'accessibilité, dit la FEUQ – Dimanche 21 août 2011, à 10h57

MONTREAL - Les associations étudiantes collégiales et universitaires du Québec lancent dimanche leur campagne nationale de dénonciation de la hausse des frais de scolarité décidée par le gouvernement Charest.

Ils devaient présenter leur plan d'action qui vise à maintenir la pression sur le gouvernement libéral dans ce dossier.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a indiqué que les étudiants demandent toujours au gouvernement de renoncer à la hausse des frais de scolarité. Selon elle, la hausse prévue est une «attaque sans précédent à l'accessibilité aux études».



© Agence QMI / Archives

Le campement étudiant devant le Ministère de l'Éducation par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), en juin dernier.

Martine Desjardins estime que «c'est la taille de leur portefeuille qui importe» avec cette hausse de 325 \$ par an sur cinq ans. La présidente de la FEUQ a ajouté que cela ne compte pas tous les frais additionnels qui sont ajoutés à la facture étudiante.

À ceux qui affirment que les frais de scolarité sont moins élevés au Québec qu'ailleurs et que la

hausse permettra de maintenir les services actuels et d'améliorer la qualité de l'enseignement, Martine Desjardins répond que plusieurs universités québécoises offrent un rendement «sans précédent» en ce moment.

«On devrait être fier de notre réseau universitaire, plutôt que de chercher à se comparer bêtement, par exemple, aux États-Unis, qui vont vivre une crise», a-t-elle soutenu.

LA TRIBUNE : Huit étudiants écopot d'une contravention – Samedi 20 août 2011



Imacom, Maxime Picard

Olivier Robichaud, La Tribune

(Sherbrooke) Douze étudiants ont été expulsés d'une conférence donnée par le premier ministre Jean Charest, vendredi dernier à l'Université de Sherbrooke. Leurs associations étudiantes de-

mandent des explications à l'institution universitaire.

M. Charest était de passage à Sherbrooke en fin de semaine dans le cadre du congrès des jeunes libéraux tenu à l'Université Bishop's. Il en a profité pour donner une conférence sur les relations internationales dans le cadre d'un cours de l'École de politique appliquée de l'UdeS.

Le cours avait lieu au pavillon central, où une douzaine d'étudiants ont manifesté leur mécontentement face à la hausse des frais de scolarité annoncée. Non seulement ont-ils été expulsés de la salle par le service de sécurité de l'institution, mais ils ont également dû quitter le campus de l'université.

Le Service de police de Sherbrooke les attendait à la sortie et leur aurait remis des constats

d'infraction pour tumulte à huit d'entre eux. Les étudiants devront chacun payer 146 \$.

Il a été impossible de confirmer cette information auprès du SPS jeudi soir.

En plus de six étudiants de l'Université de Sherbrooke, quatre étudiants du Cégep de Sherbrooke étaient présents, ainsi que des représentants des deux grandes fédérations étudiantes du Québec, la FEUQ et la FECQ.

Des comptes à rendre

Si l'incident est passé presque inaperçu sur le coup, les étudiants demandent maintenant des comptes à l'Université de Sherbrooke, affirmant que ses agents de sécurité et le SPS ont outrepassé la portée du règlement municipal contre le tumulte.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Les étudiants intensifient leur camping militant – Mardi 16 août 2011

Vol. CII N° 184

LE MARDI 16 AOÛT 2011

LES ÉTUDIANTS INTENSIFIENT LEUR CAMPING MILITANT



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Contre la hausse des droits de scolarité L'été n'aura pas réussi à atténuer la colère des étudiants à l'égard de la hausse annoncée des droits de scolarité. Après avoir campé toutes les fins de semaine de la belle saison devant les bureaux du ministère de l'Éducation, rue Fullum, à Montréal, les étudiants préparent la contre-attaque de la rentrée. Ils intensifient cette semaine leur camping militant (notre photo) où ils recevront la visite de personnalités des milieux syndical et politique, tout en promettant un automne chaud, ponctué d'actions militantes et de manifestations. *Page A 2*

LE DEVOIR : Les étudiants promettent un automne mouvementé – Mardi 16 août 2011

Lisa-Marie Gervais

Contre la hausse des droits de scolarité L'été n'aura pas réussi à atténuer la colère des étudiants à l'égard de la hausse annoncée des droits de scolarité. Après avoir campé toutes les fins de semaine de la belle saison devant les bureaux du ministère de l'Éducation, rue Fullum, à Montréal, les étudiants préparent la contre-attaque de la

rentrée. Ils intensifient cette semaine leur camping militant (notre photo) où ils recevront la visite de personnalités des milieux syndical et politique, tout en promettant un automne chaud, ponctué d'actions militantes et de manifestations.

Des personnalités des milieux syndical et politique sont venues donner leur appui hier au

campement militant tenu par les étudiants en face des bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal. Le président de la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent, a appelé à une plus grande contribution du privé au financement des universités tandis que le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Michel Arseneault, a invité le gouverne-

ment à rouvrir le dialogue avec les étudiants sur la question des droits de scolarité. Le député de Nicolet-Yamaska, Jean-Martin Aussant, qui a récemment claqué la porte du Parti québécois, est également venu manifester son soutien à la cause.

À quelques jours de la rentrée scolaire, les étudiants sont toujours en mode contre-attaque. Ils n'ont toujours pas digéré le dernier budget du gouvernement Charest qui prévoit une hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année sur cinq ans. «On a une position assez claire: plafonner les droits de scolarité», rappelle Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «La dernière fois qu'on a discuté, c'était lors de la rencontre des partenaires en décembre dernier. Ça a été une grosse pièce de théâtre dans laquelle on avait essayé de nous faire avaler l'idée d'un consensus autour de la hausse. Ce dernier dialogue nous avait laissés un peu amers», a-t-elle ajouté en déplorant le manque d'ouverture de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Actions à venir

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, assure que les actions de protestation ne cesseront pas.

«On va continuer d'informer les gens, on va annoncer avec plus de détails les différentes sorties publiques à notre congrès», a-t-il indiqué en faisant référence au rassemblement des deux fédérations étudiantes en fin de semaine. Une manifestation se préparerait pour le 10 novembre. «Cette semaine, on intensifie le campement devant les bureaux de la ministre et on augmente la pression pour montrer qu'on est prêts à remettre la machine en marche», a-t-il ajouté. D'autres appuis syndicaux et de partis politiques sont attendus dans le courant de la semaine.

Hugo Morin et Marc-Olivier Goulet ont fait partie du noyau dur de la dizaine d'étudiants qui ont tenu le fort tous les week-ends de l'été. Beau temps, mauvais temps, leur expérience de camping, faite de rencontres avec des curieux, de feux d'artifice et de toasts au beurre d'arachides leur laisse tout de même de bons souvenirs. «On a souvent l'impression que les mouvements sociaux, ceux qui tentent de proposer des solutions au gouvernement, s'essouffent rapidement. En campant ici, on voulait montrer que les étudiants, même l'été alors qu'ils sont en vacances, ne lâcheront pas. On était là et on va rester là», a dit Hugo Morin, qui étudie en éco-

nomie internationale à l'UQAM. «Je suis content de l'avoir fait», a insisté Marc-Olivier Goulet, étudiant au cégep d'Ahuntsic.

Gestion des universités

Martine Desjardins plaide plutôt pour une meilleure gestion des universités. «Combien d'argent on va devoir mettre dans notre réseau pour qu'il soit adéquat? On a posé la question et on se rend compte qu'aucune étude n'a été faite pour évaluer les besoins réels des universités», a-t-elle soutenu. Tout en appelant à une discussion collective qui pourrait prendre la forme d'États généraux, le président de la CSQ abonde en ce sens. «Actuellement, on a tendance à pointer du doigt les étudiants, alors que des grandes entreprises profitent abondamment des universités sans mettre leur juste part», a indiqué M. Parent. Michel Arseneault, de la FTQ, privilégie pour sa part la bonne vieille méthode de la négociation et du dialogue. «Ce n'est pas en rencontrant les étudiants en ayant une attitude que tout est décidé d'avance que le gouvernement va créer un climat de confiance avec les étudiants», a-t-il noté.

avec La Presse canadienne

JOURNAL DE MONTRÉAL : La FTQ et la CSQ appuient les étudiants – Mardi 16 août 2011

Agence QMI | Les étudiants qui campent depuis le 27 mai devant les bureaux du ministère de l'Éducation pour protester contre la hausse des frais de scolarité ont accueilli à leur campement hier les grosses peintures de la FTQ et de la CSQ, ainsi que le député indépendant Jean-Martin Aussant.

Les représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) étaient visiblement contents de ces appuis de la part de

la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) et de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

« La FTQ est solidaire des étudiants et étudiantes et dénonce cette hausse, a affirmé le président de la FTQ, Michel Arseneault. C'est toute la société québécoise qui souffrira de cette mesure.

Charest payait 547 \$

« En dollars de 1980, M. Charest devait déboursier 547 \$ pour une année universitaire, ce qui équivaldrait à près de 1710 \$ aujourd'hui, a

souligné M. Arseneault. Cela est bien moins que les 4 500 \$ que devront déboursier les étudiants d'ici six ans. »

« C'est un combat pour l'avenir du Québec que nous avons entrepris depuis le début de cet été, a dit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. La société québécoise ne peut pas se permettre d'exclure les étudiants des classes sociales à plus faible revenu, alors que nous avons un besoin criant de professionnels avec des diplômes post-secondaires. »

CYBERPRESSE : L'entreprise privée doit mieux financer l'éducation, selon la CSQ - Mis à jour le lundi 15 août 2011 à 14h48



Photo: David Boily, La Presse
Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent.

La Presse Canadienne

La Centrale des syndicats du Québec croit que le privé devrait faire sa part et financer davantage l'éducation, particulièrement le réseau universitaire.

Le président de la CSQ, Réjean Parent, s'est rendu lundi au campement organisé par des étudiants qui dénoncent les hausses annoncées des frais de scolarité au Québec.

Selon lui, l'entreprise privée et les grandes compagnies profitent allègrement des recherches et du savoir universitaire, sans injecter les sommes justes et équitables compte tenu des bienfaits qu'elles en retirent.

M. Parent a affirmé que des entreprises et de grandes multinationales font de la recherche à bon compte en profitant d'une «main-d'oeuvre» à bas prix. Il juge inéquitable que l'on taxe les étudiants pour financer des coûts d'installation et de fonctionnement, alors que le privé retire des bénéfices, sans qu'une contribution supplémentaire ne lui soit demandée.

Les jeunes des fédérations étudiantes collégiales et universitaires ont manifesté tout le week-end et poursuivent leur mobilisation pour tenter d'infléchir le gouvernement Charest qui a procédé au dégel des droits de scolarité.

Selon la CSQ, une réflexion collective doit s'imposer et la centrale réitère son désir de lancer un véritable débat. Cette réflexion sur l'avenir de l'éducation pourrait prendre la forme d'états généraux sur le fonctionnement universitaire et l'accessibilité.

«Actuellement, on a tendance à pointer du doigt les étudiants, alors que des grandes entreprises profitent abondamment des universités sans mettre leur juste part», a indiqué M. Parent.

Le président de la CSQ rejette également toute tentative de revoir à la baisse les conditions de travail des enseignants. Il estime qu'il n'y a pas d'excédents à sabrer de ce côté.

«Je ne pense pas qu'il y ait de scandale en matière de condition de travail. Ce n'est pas ce qui a fait exploser les coûts ces dernières années, mais le détournement de sommes pour construire des édifices ou des laboratoires qui, je le répète, profitent au privé», a dit Réjean Parent.

Bien que la centrale syndicale ait accordé son appui au mouvement étudiant, elle ne prendra pas la direction de cette contestation.

«Les jeunes vont assumer le leadership de cette bataille, mais il y a néanmoins des choix de société à faire. On est dans un monde d'injustice fiscale», a répété Réjean Parent.

LA PRESSE : Les étudiants augmentent la pression – Lundi 15 août 2011

VALÉRIE SIMARD ET PAUL JOURNET

À quelques semaines de la rentrée scolaire, les étudiants augmentent la pression sur le gouvernement Charest pour qu'il abandonne la hausse des droits de scolarité adoptée dans le dernier budget provincial.

Après leurs collègues des fédérations collégiale et universitaire du Québec, vendredi, une centaine de membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont manifesté samedi.

Quelque 40 militants de l'ASSÉ étaient présents pour interpeller les jeunes libéraux à leur congrès annuel à l'Université Bishops, à Sherbrooke. « Toi, c'est qui qui a payé tes études ? », lançaient les militants aux jeunes libéraux qui revenaient du lunch.

« Le s j e u n e s l i b é r a u x devraient avoir honte de jeter hors des bancs d'école des milliers d'étudiants et d'étudiantes, a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ. Hauser les droits de scolarité, ça revient à briser les

projets de vie de milliers de personnes qui devront abandonner leurs études simplement parce qu'elles ne sont pas assez riches ! »

Les intentions du gouvernement laissent le porte-parole de l'ASSÉ pour le moins sceptique.

« La bonification de l'aide aux études annoncée par le gouvernement ne vise qu'une chose: décourager les étudiants et étudiantes de se mobiliser. C'est de la poudre aux yeux pour nous. Ce qui est offert par le gouvernement ne va toucher qu'une infime minorité des étudiants.



Même pas 20% des étudiants vont voir une différence. »
L'ASSÉ annoncera le 22 août prochain les actions qu'elle entend prendre pour accentuer la pression sur le gouvernement. Mais elle menace déjà

de déclencher une grève à la fin de l'année ou à l'hiver prochain. Réputées plus modérées, les fédérations collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) n'évoquent pas pour le moment le déclenchement d'une grève étudiante. « Nous

ne sommes pas rendus là, mais nous n'écartons pas la possibilité », a souligné le porte-parole de la FEUQ.

LE SOLEIL : Mobilisation étudiante à la rentrée : Mouvementée à Montréal, tranquille à Québec – Lundi 15 août 2011



— PHOTO LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE
Sébastien Harvey, président, et Jean-François Normand, vice-président aux affaires externes de la CADEUL, misent sur le référendum d'octobre prochain pour faire valoir la position de l'association étudiante au sujet de la hausse des droits de scolarité.

Samuel Auger

Les associations étudiantes universitaires de Québec ne prévoient pas une rentrée mouvementée cet automne dans la capitale, en dépit de la hausse annoncée des droits de scolarité de 1625 \$ d'ici 2017. Le mouvement étudiant préfère consulter ses membres et revenir à la charge plus tard durant la session universitaire. À Montréal, la Fédération étudiante universitaire et la Fédération étudiante collégiale du Québec camperont toute la semaine devant les bureaux du ministère de l'Éducation.

Pas question pour l'instant de préparer des coups d'éclat similaires dans la capitale. «À Québec, on a une approche différente. On va y aller vraiment par l'information, on va concentrer nos efforts à l'interne», soutient le secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), Simon Gosselin. «Il va y avoir des référendums, des assemblées générales. On se concerta à l'interne, pour savoir exactement ce qu'on veut, et savoir c'est quoi l'état des troupes.»

Pour Simon Gosselin, il est préférable d'avoir l'heure juste avant de se lancer dans une grande manifestation. «On sait que toutes nos associations dénoncent cette hausse, mais il y a effectivement à l'interne quelques voix dissidentes. On l'a vu avec le rassemblement des jeunes libéraux en fin de semaine. Ces gens-là sont aussi membres d'associations que je représente, et ils étaient en faveur de la hausse. Reste à savoir si les étudiants vont appuyer la décision du gouvernement.»

Discours similaire à la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), membre de la Table de concertation. «On va se concentrer sur le référendum sur le campus. Notre priorité, c'est d'informer nos membres. Il y a beaucoup de gens qui arrivent du cégep», précise le vice-président aux affaires externes de la CADEUL, Jean-François Normand.

RÉFÉRENDUM

Le référendum, prévu du 17 au 20 octobre, sondera les étudiants de la capitale sur leur

acceptation de la hausse des droits de scolarité décrétée en mars par le ministre des Finances, Raymond Bachand. «On a une position unanime contre cette hausse-là. Avec le référendum, on va pouvoir informer les étudiants de manière plus large et avoir une opinion plus forte. On veut une position claire et concrète sur les hausses des frais de scolarité», ajoute Sébastien Harvey, président de la CADEUL.

Pour Jean-François Normand, la hausse aura des conséquences majeures sur la santé financière des étudiants. «La situation sur le campus de l'Université Laval n'est pas rose, même si on est à Québec. Il y a une étude réalisée par l'Université, qui vient tout juste de sortir, qui démontre que 8 % des étudiants sur le campus doivent utiliser des banques alimentaires. C'est beaucoup. C'est presque 1 personne sur 10. Si on augmente de 1625 \$ par année, eh bien ce sont tous des gens qu'on perd. La hausse va affecter beaucoup de gens.»

Non contrainte par la tenue d'un référendum, l'Association des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES) mobilisera les occupants du campus dès le début du mois prochain. « On a des choses en branle dès le jour de la rentrée universitaire, et après, on a un planning jusqu'au jour de la mobilisation nationale, le 10 novembre », détaille le vice-président à l'externe de l'AELIES, Christophe Navel.

CYBERPRESSE : Frais de scolarité: les étudiants augmentent la pression - Mis à jour le dimanche 14 août 2011 à 12h57



Photo: Marco Campanozzi, La Presse
Des étudiants campent devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal pour protester contre la hausse des frais de scolarité au Québec.

Valérie Simard et Paul Journet, La Presse

À quelques semaines de la rentrée scolaire, les étudiants augmentent la pression sur le gouvernement Charest pour qu'il abandonne la hausse des frais de scolarité adoptée dans le dernier budget provincial.

Après leurs collègues des Fédérations collégiale et universitaire du Québec, vendredi, une centaine de membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont manifesté samedi.

Quelque 40 militants de l'ASSÉ étaient présents pour interpeller les jeunes libéraux à leur congrès annuel à l'université Bishops, à Lennoxville. «On était presque une centaine tantôt. On est en plein été, un samedi, et les étudiants travaillent pour payer leurs frais de scolarité qui explosent»,

a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

«Toi, c'est qui qui a payé tes études?», lançaient les militants aux jeunes libéraux qui revenaient du lunch.

«Les jeunes libéraux devraient avoir honte de jeter hors des bancs d'école des milliers d'étudiants et d'étudiantes, a déclaré M. Nadeau-Dubois. Hausser les frais de scolarité, ça revient à briser les projets de vie de milliers de personnes qui devront abandonner leurs études simplement parce qu'ils ne sont pas assez riches!»

Le porte-parole de l'ASSÉ est pour le moins sceptique des intentions du gouvernement. «La bonification de l'aide aux études annoncée par le gouvernement ne vise qu'une chose : décourager les étudiants et étudiantes de se mobiliser. C'est de la poudre aux yeux pour nous. Ce qui est offert par le gouvernement ne va toucher qu'une infime minorité des étudiants. Même pas 20% des étudiants vont voir une différence.»

Selon M. Nadeau-Dubois, la solution serait toute simple. Il croit que les impôts ne seraient pas assez élevés au Québec. «L'argent au Québec, il y en a, il y en a beaucoup, il suffit d'avoir la volonté politique d'aller le chercher». Il faudrait donc imposer davantage les «grandes entreprises» et les «contribuables les plus fortunés».

Menace de grève

L'ASSÉ annoncera le 22 août prochain les actions qu'elle entend prendre pour accentuer la pression sur le gouvernement. Mais elle menace déjà de déclencher une grève à la fin de l'année ou l'hiver prochain. «Si à la fin de l'automne, le gouvernement libéral n'a pas reculé, on n'exclut

pas du tout la possibilité de débrayer. On espère ne pas se rendre là, mais connaissant la surdité traditionnelle du PLQ, on ne serait pas étonnés.»

La FECQ et la FEUQ aussi

Réputées plus modérées, les Fédérations collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) n'évoquent pas pour le moment le déclenchement d'une grève étudiante. «Pour faire la grève, il faut que les étudiants soient prêts, a souligné le porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Nous ne sommes pas rendus là, mais nous n'écartons pas la possibilité.»

La FECQ et la FEUQ intensifient cette semaine leur présence devant les bureaux du ministère de l'Éducation du Québec, situés rue Fullum à Montréal, où un campement est érigé depuis le 27 mai dernier. Les deux fédérations étudiantes se réuniront en congrès du 19 au 21 août prochain afin d'adopter une série d'actions conjointes qui seront mises en place dès la rentrée et annoncées à l'issue du congrès. Selon le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, on peut s'attendre à la tenue d'une grande manifestation étudiante et de plusieurs actions régionales.

La FECQ et la FEUQ comptent également sensibiliser la population à la réalité des étudiants qui, croient-elles, sont victimes d'une mauvaise perception quant à leur niveau de vie.

À compter de 2012, les frais de scolarité augmenteront de 325\$ par année pendant cinq ans. Ils passeront ainsi de 2168\$ actuellement à 3793\$ en 2017, peu importe la discipline étudiée. Selon les calculs de la FECQ et de la FEUQ, les étudiants devront travailler près de cinq semaines de plus à temps plein, au salaire mini-

num, pour combler cette hausse. Pour les deux fédérations, une bonification du programme de prêts et bourses n'est pas une solution. «Il y a une tranche importante d'étudiants qui ont accès aux prêts, mais qui n'ont pas accès aux bourses, a souligné la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Avec l'allocation spéciale mise en

place dans le budget, ces étudiants-là s'endetteront encore plus.» Son homologue de la FECQ croit que le gouvernement devrait d'abord demander des comptes aux universités avant de hausser les frais de scolarité. «Il me semble que les universités devraient faire le ménage dans leur cour avant

d'en demander plus aux contribuables et aux étudiants, a soutenu Léo Bureau-Blouin. Les universités font un peu n'importe quoi avec l'argent qu'on leur donne. Un moment donné, il faut rendre des comptes.»

RADIO-CANADA / NATIONAL : Les jeunes libéraux parlent de nation québécoise et d'accommodements raisonnables - Mise à jour le samedi 13 août 2011 à 22 h 05 HAE



Des jeunes libéraux en congrès



Maripier Isabelle, présidente de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec

Les jeunes libéraux du Québec souhaitent que la nation québécoise soit reconnue dans la constitution canadienne et veulent que le gouvernement Charest refasse ses devoirs en matière d'accommodements raisonnables.

Deux mesures ont été adoptées en ce sens samedi, lors du congrès de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, qui se tient à Lennoxville.

Après des débats animés, les quelque 250 jeunes libéraux présents à l'Université Bishop's ont adopté une résolution pour que le Québec soit reconnu de façon formelle « comme une nation au sein de la fédération canadienne ».

« Oui nous sommes Canadiens! Mais nous sommes aussi Québécois ! », a par exemple lancé Jérôme Turcotte, délégué de Sherbrooke, lors des débats.

Les jeunes libéraux ont aussi débattu de la pertinence de revendiquer pour le Québec un siège aux Nations unies, sous prétexte que les Québécois forment une nation distincte. Cette résolution a été rejetée.

Ils ont aussi souhaité que les pouvoirs du Conseil de la fédération soient renforcés et que toute réforme du Sénat passe « par une négociation entre le gouvernement fédéral et les provinces ». Le Sénat actuel serait en fait remplacé par une chambre des provinces, une position déjà défendue par Québec.

Sur les accommodements raisonnables, les jeunes libéraux ont suggéré que le gouvernement aille au-delà du projet de loi 94 actuellement à l'étude à l'Assemblée nationale.

Ils souhaitent que les accommodements raisonnables soient balisés pour l'ensemble de la société et non seulement dans l'administration publique.

Les jeunes libéraux demandent au gouvernement Charest de créer un nouvel organisme, l'Office québécois d'harmonisation interculturelle, qui serait chargé de définir une politique en ce domaine, à préciser des balises et superviser le règlement des différends.

L'organisme donnerait de la formation, de l'information et des outils aux citoyens sur la gestion des accommodements raisonnables au quotidien en même temps que de recueillir leurs doléances.

Droits de scolarité : les jeunes libéraux gardent le cap, malgré les manifestations

Une certaine de membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont manifesté devant l'Université Bishop afin de faire reculer les jeunes libéraux sur la hausse des droits de scolarité.

Les jeunes libéraux n'ont cependant pas bronché et ont défendu leur position en faveur de ces augmentations prévues dans le dernier budget provincial.

« On va les laisser manifester [les étudiants] puisque c'est leur droit. Est-ce que ça va nous influencer, nous, à changer notre position sur la question de la hausse des frais de scolarité? Malheureusement pas », affirme la présidente de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, Maripier Isabelle.

Elle rappelle que l'aile jeunesse du PLC s'est prononcée démocratiquement pour des hausses des droits de scolarité assorties de mesures améliorant l'accessibilité aux études supérieures. Selon Mme Isabelle, le budget Bachand prévoit des « hausses intelligentes » des droits de scolarité. « Il y a moyen de maintenir l'accessibilité aux études postsecondaires tout en assurant l'excellence de notre réseau d'éducation universitaire et c'est la position qu'on maintient », dit-elle.

« Ici la notion, c'est de faire sa juste part. Le gouvernement fait sa part: on hausse le programme des prêts et bourses. Et oui, les étudiants sont appelés à faire leur juste part », a pour de son côté soutenu le ministre de l'Éducation Line Beauchamp.

Vendredi, une soixantaine d'étudiants des Fédérations étudiantes collégiales et universitaires avaient manifesté.

Cannon louange Charest

L'ex-ministre conservateur Lawrence Cannon s'est adressé aux jeunes libéraux, samedi. Sa présence a suscité des interrogations. Ancien libéral au provincial, M. Cannon a été évasif quant à un éventuel retour en politique. Il a nié vouloir prendre la place de Jean Charest, mais a encensé le premier ministre.

« Jean Charest, évidemment, c'est un homme exceptionnel, c'est probablement le meilleur politicien de ma génération tout au moins, et je suis convaincu que M. Charest saura diriger les troupes à une prochaine victoire électorale », a-t-il affirmé.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : des étudiants campent devant le ministère de l'Éducation - Mise à jour le samedi 13 août 2011 à 14 h 44 HAE



Des étudiants campent devant les bureaux du ministère de l'Éducation, à Montréal.



Photo: Radio-Canada

Marc-Olivier Goulet, un étudiant du cégep Ahuntsic qui campe devant les bureaux du ministère de l'Éducation, à Montréal.

Des étudiants campent devant les bureaux du ministère de l'Éducation, à Montréal, pour exprimer leur rejet des hausses des droits de scolarité annoncées dans le dernier budget Bachand.

Ces membres des Fédérations collégiales et universitaires du Québec (FECQ et FEUQ) ont installé leurs tentes vendredi à l'angle des rues Fullum et Notre-Dame à Montréal. L'un d'entre eux, Marc-Olivier Goulet, explique que la mobilisation a commencé dès le mois de juin.

« On a été ici chaque fin de semaine depuis le début de l'été, puis on est présentement à la dernière semaine avant la rentrée des cours, puis on va rester ici toute la semaine », dit-il.

Dès l'automne 2012, les étudiants universitaires paieront 325 \$ de plus par année, et ce, jusqu'en 2017. À terme, leur facture passera de 2168 \$ à 3793 \$.

Craintes pour l'accès à l'éducation

M. Goulet, étudiant au Collège Ahuntsic, craint l'impact de cette augmentation sur l'accès à l'éducation dans la province. Selon lui, si Québec va de l'avant, beaucoup de Québécois n'auront plus les moyens de faire des études supérieures.

À l'approche de la rentrée scolaire, les étudiants entendent multiplier les moyens de pression pour rappeler que la hausse des droits de scolarité rencontre toujours de l'opposition.

Vendredi, une soixantaine de jeunes ont manifesté à l'Université Bishop, à Lennoxville, en marge du congrès des jeunes libéraux.

Réunis à l'appel de la FECQ et de la FEUQ, ils soutiennent que l'aile jeunesse du Parti libéral n'aide en rien la cause des étudiants québécois en ne faisant que mousser les politiques du gouvernement Charest.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

24 HEURES.CANOE.CA : Des étudiants profitent du congrès des jeunes libéraux pour manifester - Samedi 13 août 2011, à 12h03



Agence QMI

Alors que le 29e congrès de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec se déroule cette fin de semaine à l'Université Bishop's de Lennoxville, à Sherbrooke, en Estrie, des étudiants en profitent pour manifester contre la hausse des droits de scolarité annoncée dans le dernier budget du gouvernement Charest. À l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), une centaine d'étudiants devaient être sur place vers midi pour se faire entendre.

Selon l'ASSÉ, les jeunes libéraux devraient avoir honte d'appuyer une mesure qui jeter des milliers d'étudiants hors de l'école. Cependant, la Commission jeunesse a répété samedi matin être toujours en accord avec ces mesures, puisque cette hausse s'accompagne de mesures favorisant l'accessibilité aux études. Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de l'ASSÉ, a indiqué que les étudiants veulent par cette manifestation démontrer au gouvernement libéral leur désaccord « profond » avec la hausse des frais de scolarité. Le porte-parole ne s'attend tout de même pas à ce que l'aile jeunesse du PLQ change son fusil

d'épaule sur la question en fin de semaine. Il a ajouté que la mobilisation de ce samedi n'est qu'une « première action ». « On va augmenter le ton tout au long de l'automne, on va être de plus en plus dans les rues, on va être de plus en plus en colère, de plus en plus bruyants », a prévenu Gabriel Nadeau-Dubois. Ce dernier a aussi affirmé que tant que le gouvernement ne reculera pas, les étudiants mettront de plus en plus de pression sur celui-ci. Une campagne de protestation sera d'ailleurs lancée le 22 août. La mobilisation pourrait se poursuivre cet automne et le recours à la grève est envisagé.

LE DEVOIR : En bref - Les étudiants intensifient leur campement – Samedi 13 et dimanche 14 août 2011

Même en plein été, les étudiants ne baissent pas les bras. Ils ont même intensifié leur campement devant les bureaux de la ministre de l'Éducation à Québec pour protester contre la hausse des droits de scolarité de 1625 dollars sur cinq ans,

annoncée lors du dernier budget par le gouvernement Charest. Ils poursuivent ainsi l'action qu'ils avaient lancée le 27 mai en campant chaque fin de semaine de l'été, pour un total de 700 heures de «camping

militant», selon leur expression. Toute la semaine prochaine, des personnalités publiques viendront tour à tour les appuyer. La protestation culminera avec un vaste congrès étudiant les 19, 20 et 21 août.

LE DEVOIR : Aide financière aux études - « Les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées » : La FEUQ dénonce les dernières mesures budgétaires déposées par Québec - Samedi 13 et dimanche 14 août 2011



Photo : Agence Reuters Marcelo del Pozo
Émilie Corriveau

À la veille de la rentrée des classes, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) vient de déposer un mémoire au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études portant sur les mesures budgétaires 2011-2012 du gouvernement du Québec. Malgré les bonifications annoncées au programme d'aide financière aux études, d'après la fédération, celui-ci comporte toujours d'importantes lacunes.

«La hausse des frais de scolarité, c'est le noeud du problème», lance d'emblée Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Représentant un montant total de 1625 \$ réparti sur cinq ans, malgré les bonifications annoncées au programme d'aide financière aux études, la hausse des frais de scolarité qu'a annoncée le gouvernement du Québec en mars dernier risque, d'après la FEUQ, d'engendrer une utilisation du programme de prêts et bourses plus grande que ce que le système en place peut absorber.

«Actuellement, 25 % des sommes d'argent générées par les frais de scolarité sont réinvesties dans le programme d'aide financière aux études. Ce que le gouvernement a décidé de faire, c'est de hausser ce pourcentage et de récupérer plutôt 35 % des sommes d'argent que générera la hausse des frais de scolarité. Si le gouvernement avait conservé le taux de péréquation de 25 %, le montant qui aurait été transféré à l'aide financière n'aurait pas suffi à couvrir le maintien des plafonds actuels de prêts», explique Mme Desjardins.

Ainsi, 116 des 118,4 millions annoncés par le gouvernement proviendront du transfert des sommes payées par les étudiants en frais de scolarité vers le programme d'aide financière aux études. La somme manquante, soit 2,4 millions, sera assumée par le gouvernement.

Dans le contexte où, en février dernier, le gouvernement du Canada annonçait une augmentation de 70 millions du support financier accordé au Québec en vertu du Programme canadien des bourses d'études, la FEUQ déplore que le gouvernement québécois ait choisi de bonifier le programme d'aide financière aux études en s'appuyant sur une hausse des frais de scolarité plutôt qu'en utilisant une partie des sommes allouées par le fédéral.

«C'est frustrant, parce que les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées et qu'ils ne verront probablement pas d'amélioration au programme d'aide financière aux études. Ce que nous souhaitons, c'est que les sommes allouées au Québec pour le Programme canadien de bourses aux étudiants servent à la bonification du programme d'aide financière aux études», commente Mme Desjardins.

Décalage

Dans le même esprit, la FEUQ dénonce l'absence de mesures assurant l'indexation des dépenses admises au programme d'aide financière aux études dans le budget 2011-2012 et réclame qu'un mécanisme de régulation soit mis en place. «Ce qu'on constate, c'est qu'au cours des dix dernières années, on n'a procédé qu'à deux indexations. Ça fait donc huit années sans indexation, soit de 1995-1996 à 1998-1999 et de 2002-2003 à 2006-2007. De ce côté, on a beaucoup de rattrapage à faire, car il y a d'importantes différences entre les coûts pris en compte par le programme et les coûts réels encourus par les bénéficiaires. Ce qu'on demande, c'est une règle qui fixe l'indexation à chaque année et que cette indexation soit équivalente à l'indice des prix à la consommation», précise la présidente de la FEUQ.

À titre d'exemple, Mme Desjardins signale que les sommes allouées aux frais de subsistance, lesquels comprennent le logement, la nourriture, les dépenses personnelles et le transport en commun, sont souvent insuffisantes pour répondre aux besoins réels des étudiants.

«Actuellement, on alloue 49 \$ en nourriture aux étudiants par semaine. Ça fait sept dollars par jour, pour combler trois repas. C'est très peu! Une étude de l'Université de Montréal démontre que pour respecter les recommandations du guide alimentaire canadien, il faut en moyenne 89 \$ par semaine. C'est 40 \$ de plus que ce qui est calculé par l'aide financière aux études», note Mme Desjardins.

La FEUQ estime également que l'actuel programme d'aide financière aux études ne prend pas suffisamment en compte les changements technologiques et sociaux qui ont eu lieu dans la société au cours des dernières décennies. Notamment, elle souligne le fait que l'accès à Internet soit toujours considéré comme un luxe.

«Aujourd'hui, Internet, c'est un outil indispensable pour les étudiants universitaires. La majorité des étudiants communiquent avec leurs enseignants par courriel et beaucoup doivent consulter l'Internet pour effectuer leurs travaux, mais c'est encore considéré comme un bien de luxe. C'est donc l'étudiant qui doit défrayer la totalité de la facture», souligne Mme Desjardins.

Contribution parentale

D'après la FEUQ, le gouvernement québécois doit également réviser ses calculs en matière de contribution parentale. Actuellement, le programme d'aide financière aux études s'appuie largement sur les contributions parentales, puisqu'en vertu du Code civil du Québec, les parents ont le devoir de contribuer au financement des études de leurs enfants. Ainsi, les ressources financières des deux parents sont prises en compte dans le calcul de la contribution parentale aux études, sauf si les parents ne vivent plus ensemble. Alors, seuls les revenus du parent avec lequel l'étudiant habite sont pris en considération.

D'après la FEUQ, le gouvernement québécois surestime la capacité de payer des parents. «La contribution parentale est ciblée à 35 000 \$ à terme. Ce que ça signifie, c'est que des parents qui ont un revenu brut annuel de 35 000 \$ en couple devraient être en mesure de contribuer aux études de leurs enfants. C'est irréaliste. Le résultat, c'est que beaucoup d'étudiants doivent se débrouiller avec une contribution parentale moindre que ce que le gouvernement calcule, tout simplement parce que leurs parents n'ont pas la capacité d'en faire plus. D'après nous, il faut rehausser le niveau de contribution parentale à 45 000 \$. C'est plus réaliste», commente Mme Desjardins.

Suite à son analyse des mesures budgétaires 2011-2012, la FEUQ a formulé une série de recommandations à l'intention du gouvernement québécois. De nature publique, le mémoire de la FEUQ peut être obtenu auprès du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études et sera disponible sous peu sur le site internet de la FEUQ.

RADIO-CANADA / NATIONAL : Droits de scolarité : les fédérations étudiantes entendent multiplier leurs moyens de pression - Mise à jour le vendredi 12 août 2011 à 20 h 51 HAE



Photo: La Presse Canadienne /Graham Hughes
Manifestation étudiante à Montréal contre la hausse des droits de scolarité (archives)

Alors que la rentrée scolaire approche, les fédérations étudiantes collégiale et universitaire font savoir qu'elles vont augmenter leurs moyens de pression contre la hausse des frais de scolarité annoncée par Québec.

Déjà, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a organisé vendredi une manifestation à l'Université Bishop's, à Sherbrooke, à l'endroit où commence le congrès de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec. Cette manifestation devait attirer une centaine de personnes.

Le gouvernement du Québec prévoit une augmentation de 325 \$ par année des frais universitaires, qui doit entrer en vigueur en 2012 et qui se maintiendra jusqu'en 2016.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, dit que les heures de campements des étudiants devant le ministère de l'Éducation à Montréal vont augmenter au cours de la prochaine semaine.

« On a déjà encaissé des hausses de 30 % dans les cinq dernières années, c'est un niveau critique, donc on demande à Québec de plafonner les droits qui sont à 2700 \$ en ce moment », affirme Léo Bureau-Blouin.

Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), craint que les étudiants n'arrivent plus à joindre les deux bouts. « Les étudiants vivent avec 7 \$ par jour. [La hausse des frais de scolarité] va augmenter l'endettement des étudiants », dit-elle.

Par-dessus tout, les fédérations étudiantes craignent que la hausse annoncée par Québec freine l'accessibilité aux études supérieures des étudiants les moins fortunés. Pour tenter de gagner leur bataille, les étudiants vont peaufiner un plan d'action à la fin du mois.

D'ores et déjà, des manifestations sont annoncées, mais les deux grandes associations étudiantes soutiennent que tout se fera de façon pacifique.

Fin mars, une manifestation de plus de 2000 étudiants au centre-ville de Montréal qui exprimaient leur rejet des hausses des droits de scolarité s'était soldée par l'intervention des policiers. Un jeune avait été blessé par une bombe et l'on dénombrait quelques arrestations. Des manifestants avaient tenté de pénétrer à l'intérieur des bureaux de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec.

Avec le reportage de Christine Limoges

Les commentaires (74)

Envoyé par [Louise Huppé](#) de Ottawa
15 août 2011 à 09 h 30 HAE

Ah! comment va-t-on faire pour conserver les universités du Québec au même niveau que celles hors Québec? Sans ces petites augmentations, on va encore traîner de la patte comme on dit. Je suis allée étudier à Toronto. Ça m'a coûté + de 6,000\$ par an. C'est vrai que l'endettement des étudiants représente un poids lourd pour un début de carrière. Cependant, j'ai apprécié le

'Digital Studio' de l'U. de T. et les autres ressources. Ça fait du bien d'aller voir ailleurs pour comparer les frais vs les services. Comment faisait-on en Russie pour fournir l'éducation gratuite pour tous? Mon conjoint a obtenu son Phd là-bas. Aucun frais de scolarité, aucune dette. Question de valeur de la société?

[En accord \(1\) »](#) - [En désaccord \(0\) »](#)

Envoyé par [Cécile Laflamme](#) de Bois-Francs
14 août 2011 à 19 h 47 HAE

Même \$325 par année, tu vas où et tu fais quoi de nos jours avec un si petit montant ? On enlève 2 fois par semaine ce montant à mon mari sur sa paye, pourtant on a plus de jeunes aux études et mes enfants ont dû travailler pour payer leurs études, car à l'époque pôpa et môman n'aurait pas suffi...on a plus besoin de congés parentaux, on est pas au chômage pas plus que sur leBS, on est pas en institution ou malade et pourtant on paye encore pour les autres...

On est juste tanné, pour ne pas dire écoeuré, on paye depuis qu'on travaille c'est à dire 16 ans pour les autres....ça suffit !

[En accord \(7\) »](#) - [En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Cécile Laflamme](#) de Bois-Francs
14 août 2011 à 19 h 38 HAE

Les étudiants trouvent toujours les moyens d'aller voir des games de hockey ou autres sports et spectacles de chanteurs et groupes, d'aller dans les bars, de sortir et même de voyager, mais sont incapables de payer un peu plus de \$1 par jour pour leurs études.....

[En accord \(8\) »](#) - [En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [Cécile Laflamme](#) de Bois-Francs
14 août 2011 à 19 h 34 HAE

C'est quoi en 2011 \$325 ??? C'est un montant dérisoire,,, je voudrais que le coût de la vie ne monte pas plus que ça d'ici 2016.....

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [Marianne Longfield](#) de Rive-Sud
14 août 2011 à 18 h 02 HAE

Quoi, il y a des personnes qui sont jalouses du fait que d'autres personnes travaillent à deux emplois et se privent de luxe pour permettre à leurs enfants de bénéficier d'un niveau d'éducation qui ne nivelle pas par le bas? Coudonc...

Quand le ministère de l'Éducation cessera ses expérimentations avec nos jeunes, et offrira un programme non réformé ou une réforme qui fonctionne, au lieu d'expérimenter avec des réformes inutiles qui gâchent nos jeunes, peut-être alors que le système d'éducation public aura la cote. Pour l'instant, c'est le fiasco total. Et ce n'est pas par manque d'argent: la réforme aura coûté très cher à elle seule... Heureusement, certaines décisions de la réforme ont été invalidées, comme le non-redoublement et les bulletins incompréhensibles, mais il reste encore du chemin à faire pour remettre l'éducation publique sur les rails.

[En accord \(7\) »](#) - [En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Hai-Phong Nguyen](#) de Saint-Damase
14 août 2011 à 16 h 22 HAE

Faudrait que ces étudiants multiplient leurs heures de travail au lieu de multiplier leurs revendications.

Allons gang, travaillez un peu, là... C'est l'été, vous êtes capables de travailler 30 à 60 heures sans difficulté par semaine.

[En accord \(7\) »](#) - [En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Sylvain Boucher](#) de Montreal
14 août 2011 à 14 h 04 HAE

L'école privée subventionnée est du bs de riche.

[En accord \(5\) »](#) - [En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [Marianne Longfield](#) de Rive-Sud
14 août 2011 à 13 h 53 HAE

Quant aux étudiants qui se plaignent: ils se plaignent le ventre plein et devraient aller travailler et étudier au lieu de chialer.

Quand on paye pour quelque chose, on l'apprécie pas mal plus. Ils apprécieront davantage leur diplôme quand ils l'auront, et le fait de devoir payer un peu plus cher pour l'avoir les encouragera peut-être à ne pas user leurs pantalons sur les bancs de l'université plus longtemps que nécessaire.

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [Marianne Longfield](#) de Rive-Sud
14 août 2011 à 13 h 51 HAE

Les subventions à l'école privée n'enlèvent rien au système public, bien au contraire. Tous les parents d'élèves fréquentant l'école privée doivent payer la moitié des frais pour l'éducation, le ministère paye l'autre moitié. Si ces enfants se retrouvent dans le public, le ministère va devoir payer 100% des frais pour ces enfants-là. Or, enlevez les subventions et les trois quarts des enfant du privé vont se retrouver au public. Résultat: des milliers d'enfants de plus dans le public, ce qui demande aussi des infrastructures supplémentaires, des livres supplémentaires, etc. Qu'on cesse donc de dire que le ministère gaspille son argent en subventionnant le privé: au contraire, il épargne la moitié des coûts reliés aux études de tous ces enfants, plus les frais afférents.

[En accord \(4\) »](#) - [En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Sylvain Boucher](#) de Montreal
14 août 2011 à 11 h 07 HAE

Que l'on cesse de subventionner les écoles privées. Le Québec est le seul état en Amérique du Nord à le faire. Des centaines de millions de \$ à investir dans les écoles., les cégeps et les universités.

[En accord \(8\) »](#)

En désaccord (4) » - Envoyé par [Alfreda Maynio](#) de Chibougamo

14 août 2011 à 09 h 00 HAE

les jeunes libéraux sont riche ou quoi

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [Sylvain Gagné](#) de Sherbrooke

14 août 2011 à 07 h 19 HAE

A voir le nombre de désaccord sur ce site, il faut croire qu'il y a plusieurs étudiants qui sont devant leur ordinateur... au lieu de travailler et de payer leurs études...

Et :"\$325\$ par année sur 5 ans, c'est 1625\$ à terme..."

C'est 28\$/mois sur 5 ans... Vos cellulaires et vos textos vous coûtent plus cher par mois. Vous êtes loin de faire pitié...Pathétique!!!

[En accord \(12\) »](#) - [En désaccord \(5\) »](#)

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead

13 août 2011 à 19 h 59 HAE

``Ou vont travailler ces étudiants si les compagnies déménagent ou ferment leur porte ? Au gouvernement ? ``

Les socialistes Québécois pensent que le gouvernement crée de la richesse, hors se sont les investisseurs qui injectent des capitaux. Au fils des ans il s'est créer une mentalité de materné au Québec. Vous vous souvenez sans-doute de Bernard Landry, le champion de l'interventionisme qui gaspillait l'argent du peuple. Artificiel au max!

[En accord \(4\) »](#) - [En désaccord \(7\) »](#)

Envoyé par [Joseph Arthur](#) de Stanstead

13 août 2011 à 19 h 41 HAE

`` les fédérations étudiantes entendent multiplier leurs moyens de pression ``

Travailler pour payez vos études au lieu de jouer aux syndicalistes, ça vous tente pas?

[En accord \(10\) »](#) - [En désaccord \(7\) »](#)



Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa
13 août 2011 à 15 h 37 HAE
Envoyé par [Olivier Toupin](#) de Montréal
13 août 2011 à 14 h 09 HAE
J'ai la forte impression que vous êtes tatoué PQ sur tout votre corp si vous ne voyez ce dont a fait le Québec après Duplessis et plus tard, être remplacé par le PQ qui n'a jamais cessé de donner toute sortes de nanannes gratuité du ROC.
Un peu de bonne lecture vous aiderais a voir ce que sont nos finances publiques merci a la population qui a toujours obtenir tout gratuitement.
Donc on voit ce dont cette génération en est arrivé uniquement par votre choses les péquistes souverainistes et séparatistes.
Allez les boys and girls, au rebus le ROC et commencez a vous nourrir de bananes dans votre république de singes.
[En accord \(7\) » - En désaccord \(5\) »](#)
Envoyé par [Olivier Toupin](#) de Montréal
13 août 2011 à 14 h 09 HAE
@Marc Pell. Mais à quoi donc faites vous référence? Ça me semble gratuit comme commentaire. Justifiez-vous donc un peu.
[En accord \(3\) » - En désaccord \(1\) »](#)
Envoyé par [Marc Pell](#) de Ottawa
13 août 2011 à 13 h 47 HAE
Maintenant il faudrait que dans la nouvelle nation Québécoise que les ti-zenfants gâtés et pourri a la moelle obviennent aussi les couches gratuites!
[En accord \(9\) » - En désaccord \(14\) »](#)
Envoyé par [Michel Trudeau](#) de Gatineau
13 août 2011 à 12 h 29 HAE
Si l'herbe est plus verte ailleurs et bien qu'ils y aillent... C'est facile de chiâler quand on ne paie presque pas d'impôt
[En accord \(9\) » - En désaccord \(15\) »](#)
Envoyé par [George Pelletier](#) de Shawinigan
13 août 2011 à 10 h 59 HAE
Le Québec a un des plus bas taux d'imposition des sociétés en Amérique du Nord ? Mais les charges sociales des sociétés sont très élevés: Congé parentaux, CSST, Équité salariale etc... Plusieurs déménagent ou ferment leur porte: Electrolux, Shell, Goodyear, etc...
Ils vont venir s'installer avec des impôts plus élevés ?
Ou vont travailler ces étudiants si les compagnies déménagent ou ferment leur porte ? Au gouvernement ? Et comment pourront-ils se partir des compagnies et les faire prospérer s'ils sont débordés d'impôts, de charges sociales et de paperasses ?
[En accord \(7\) » - En désaccord \(11\) »](#)
Envoyé par [Serge Marchand](#) de Sept-Îles
13 août 2011 à 10 h 36 HAE
Certains croient que c'est pathétique ces étudiants qui manifestent contre la hausse des frais de scolarité.
Moi, ce que je trouve encore beaucoup plus pathétique sont les québécois qui se laissent manger la laine sur le dos. Au moins, certains québécois (étudiants) n'ont pas hésiter à dénoncer ce qu'ils croient injuste.
Selon le gouvernement du Québec, le Québec possède l'un des plus bas taux d'imposition des sociétés en Amérique du Nord, et ce, malgré que le Québec soit le plus endetté et que le peuple soit le plus taxé.
Peut-être qu'il aurait raison à une mobilisation des québécois ?
[En accord \(16\) » - En désaccord \(11\) »](#)
Envoyé par [Olivier Toupin](#) de Montréal
13 août 2011 à 10 h 19 HAE
Je n'ai pas lu tout les commentaires seulement les plus récents, mais tout ce que lis c'est des gens qui semble avoir 50 ans et plus qui sont loin du système scolaire et qui chialent encore sur les étudiants. Premièrement, ce n'est pas

une hausse de 325\$, mais 325\$ par année sur 5 ans, c'est 1625\$ à terme, légère différence. Peut-être plus, s'il décide d'augmenté encore après. Personnellement, je suis étudiant et je ne suis pas contre une faible hausse, 325\$, en tout disons, pour qu'on paye notre juste part. Cependant, ce qui me désole cependant, c'est qu'on augmente les frais des étudiants pour rattrapé les 20 ans passé où il y a eu sous financement et que les université on pris du retard. Les même gens qui ont peut-être utilisé le système scolaire dans c'est 20 ans, sont maintenant ici en train de dire que les étudiants devrait payé plus, alors que c'est eux qui l'ont eu facile et qui devrait payé avec leur impôt. Alors qu'il soit parasite ou non (j'inviterais les gens qui aime cette argument de vérifier que c'est une majorité ou une minorité, ils pourraient être surpris), ce n'est pas une question qu'ils aient les moyens ou non, mais une question de principe. Surtout, considérant que dans mon cas je risque de versé 50% de mon salaire en impôt, alors mes études pourrait très bien être gratuite, car je vais les repayer 100 fois dans ma vie. En plus, je pourrais compléter mon bacc plus rapidement (pas besoin de prendre moins de cours pour travailler) et payé des impôt plus vite.
[En accord \(19\) » - En désaccord \(14\) »](#)
Envoyé par [Sylvain Gagné](#) de Sherbrooke
13 août 2011 à 09 h 55 HAE
Pathétique ces étudiants qui manifestent contre la hausse des frais de scolarité. Surtout que ceux qui manifestent sont les même qui manifestaient en 2000...d'éternelles étudiants parasitaires du système!
On les voit avec leur voiture, et leur cellulaire....
Ils ont de l'argent pour ces biens qui ne sont pas essentiels mais n'ont pas d'argent pour leur éducation...
Une augmentation de 325 \$ par année des frais ça équivalait à un petit peu moins de texto et une voiture un peu moins grosse .
Au cas où vous ne l'aviez pas remarqué chers enfants gâtés la majorité des citoyens ont vu leur pouvoir d'achat diminuer...alors cessez de pleurnicher et faite votre part...
P.S Je n'ai rien contre les vrais étudiants qui malheureusement devront payer à cause des parasitaires du système. Comme toujours à cause des abus tout le monde doit payer.
[En accord \(17\) » - En désaccord \(31\) »](#)
Envoyé par [Hai-Phong Nguyen](#) de Saint-Damase
13 août 2011 à 09 h 53 HAE
Fondamentalement parlant, ces gens ont le droit de manifester. Mais bon, voyons un peu...
Prenons le cas d'étudiants qui seraient dans le comité organisateur de cette manifestation.
Manifestation d'aujourd'hui + 2 journées de préparation logistique. Ils renoncent donc à un potentiel de 24 heures de travail.
Supposons qu'ils détiennent des emplois dont la rémunération est de 10,25 / heure.
24 heures X 10,25 = 246 dollars.
Supposons que leur salaire annuel d'étudiant ne dépasse pas environ 22 000 dollars, ce qui rend ces derniers éligibles à des retours d'impôts... Patati patata, finalement, supposons qu'il reste 210 dollars dans leurs poches.
Environ 400 dollars d'augmentation des frais de scolarité... Alors je calcule....
En 3 jours, ces gens auraient été en mesure de couvrir 53% des hausses prévues pour les frais de scolarité.
Allons, mes braves, allons... Allez travailler au lieu de pleurer là... d'accord? Tsé là, l'effort...
Beaucoup de gens sont passés avant vous, toutes classes sociales confondues et personne n'est mort de ça. La classe moyenne, c'est-à-dire la colonne vertébrale de la société, a de moins

en moins de moyens pour tout payer. L'éducation a quand même un prix.
[En accord \(19\) » - En désaccord \(26\) »](#)
Envoyé par [Sébastien Lucas](#) de Québec
13 août 2011 à 09 h 23 HAE
Tiens le Syndicat étudiant non démocratique qui va faire des journées de congé a la plupart des étudiants qui en ont rien a foutre de la grève.
Tu étudies pour avoir le droit de travailler ailleurs que chez McDo.
J'espère qu'il y aura pas de casseurs qui vont profiter de la situation pour tous casser et faire passé ça sur les étudiants lors de la grève.
[En accord \(18\) » - En désaccord \(14\) »](#)
Envoyé par [Michel Landry](#) de Saint-Nicolas
13 août 2011 à 09 h 21 HAE
Juste 325\$ par année...(environ 1\$ par jour) Je pensais que la hausse était plus substantielle que ça...Ben, ils peuvent couper leur cell, faire moins de texto, couper un voyage ou deux par année. Je crois que les dirigeants des différentes organisations étudiantes se cherchent une cause et à garder leur poste...
Pourquoi ne pas manifester pour une "augmentation" des tarifs dans le but d'abaisser les ratios maîtres/élèves, mieux équiper les salles de classes ou engager du personnel supplémentaire!!
La qualité de l'éducation a un prix!!
[En accord \(21\) » - En désaccord \(17\) »](#)
Envoyé par [Simon Roy](#) de Saint-Georges
13 août 2011 à 09 h 18 HAE
les étudiants bla bla bla
[En accord \(10\) » - En désaccord \(10\) »](#)
Envoyé par [Serge Duval](#) de Sainte-Brigitte-des-Saults
13 août 2011 à 08 h 55 HAE
Un grand nombre d'étudiant du CEGEP ont entre 25 et 30 ans! Non pas parce qu'ils ont choisi de revenir aux études (à ceux là je dis bravo) mais parce qu'il parasitent le système d'éducation depuis leur sorti du secondaire. Changement multiple de programme, ne prendre que le minimum de cours pour que cela reste gratuit etc.
Des universitaires qui choisissent des programmes interminables dans des disciplines où il y a peu de demande, boudant les techniques spécialisées là où pourtant on cherche désespérément des employés compétents.
Tout cela avec appartement, voiture et souvent enfants et conjoint (aussi étudiant).à
Un peu de bon sens serait bienvenu dans ce milieu.
Tu étudies? alors mets le paquet; reste chez tes parents et fais ton devoir d'étudiant. Tu baiseras au motel, c'est moins cher qu'un loyer, si tu recherches plus d'intimité! Allez voir bistros et bars...pleins d'étudiants. Tu ne peux mener une vie de travailleur qui gagne sa vie et simultanément être étudiant. Tu ne peux avoir le beurre et l'argent du beurre.
Pour vous convaincre, regardez les info et observez l'âge des manifestants.
Oui, il y a des étudiants sérieux, qui font les sacrifices nécessaires pour mener à termes leurs études sachant fort bien qu'à la fin ils seront grandement gagnants. À ceux la j'offre mon support. Pas aux étudiants professionnels!
S.D.
[En accord \(19\) » - En désaccord \(25\) »](#)
Envoyé par [George Pelletier](#) de Shawinigan
13 août 2011 à 08 h 24 HAE
La province est hyper-endetté. Les gens sont hyper-taxés et imposés. Une autre augmentation de 1% de la TVQ est prévu en janvier. 30% des plus riches payent déjà 80 % des impôts au Québec. Les infrastructures sont en lambeaux et les étudiants veulent avoir encore les frais de scolarité gelés.

On devrait au contraire fermer tous les programmes d'enseignements qui ne sont pas rentable et pas nécessaire à la province. On a besoin de travailleurs et travailleuses d'usines, de chantiers de construction, dans les mines et autres ressources naturelles et c'est urgent. Sinon le marasme économique qui s'en vient sera sans précédent. Plusieurs pays en Occident n'ont pas compris qu'on ne l'aura plus jamais facile. La montée des pays Asiatiques et d'autres comme le Brésil vont nous donner beaucoup de "fil à re - ordre".

[En accord \(14\) »](#)
[En désaccord \(31\) »](#)

Envoyé par [Simon Bernard Genest](#) de Québec
13 août 2011 à 07 h 08 HAE

"Les étudiants du Québec sont braillards. Ils s'accrochent à la jupe de leur mère - ou de la société - pour demander, demander, dans cesse. Ils sont fainéant, sauf quand c'est le tent de manifester et de tout casser."

Ce type de commentaire pleut. Et c'est bien triste. Il ne faut pas être sortie de nos frontières pour croire que nous sommes les seuls à revendiquer, à exiger, et que nous le fesont avec une radicalité importante et dangereuse. Il n'a qu'à regarder les émeutes à Londres, déclenchées par la mort d'un adolescent, ou les manifestations monstres en opposition à la hausse annoncé en Angleterre il y a peu de temps de cela. Aussi, les manifestations monstres en France, et ailleurs en Europe, en réaction à l'adoption de plans d'austérité humainement inacceptable. Lorsqu'un jour de grève fut décréter à la fac de philo de l'UL, un professeur ayant étudié en Europe n'a pu s'empêcher de rire de la petitesse de l'action.

"Où j'ai étudié, il y aurait longtemps que nous serions en G.G.I.. Qu'elle combat croyez vous gagner comme ça?? Savez-vous contre qui, contre quoi vous vous battez?"

Nous sommes radicales? Nous sommes revenchères? Nous sommes exigeants? D'après lui et d'après moi, pas assez.

Nombre d'entre nous désapprouvons les mesures prises dans le dernier budget. Et nous sommes beaucoup plus nombreux encore à en subir directement les conséquences.

Nous ne sommes pas trop chialoux ou trop avarés, au contraire. Nous ne le sommes pas assez. Nous sommes moue. À la manifestation au congrès des jeunes libéraux, nous seront peut-être une centaine. Pour la marche bleu, ils étaient 50000 personnes. Je n'y comprend rien. Ça me semble simplement absurde. Le fardeau fiscale de la classe moyenne augmente encore, on augmente les tarifs d'hydro-électricité, on privatise tranquillement le système de santé..... Et c'est à la marche bleu qu'on réussi à réunir 50000 personnes????? Il y a un problème. Nous avons un problème.

Nous ne sommes pas assez méchant.
[En accord \(30\) »](#) - [En désaccord \(26\) »](#)

Envoyé par [Charles Fortin](#) de Saguenay
13 août 2011 à 06 h 17 HAE

La très grande majorité de ceux qui protestent sont des étudiants inscrits en "sciences molles" qui généralement prennent plus que les trois années requises pour leur Bac. C'était comme ça dans les années 80 lorsque j'étudiais et c'est comme ça aujourd'hui selon mes proches qui sont étudiants. Donc nos révolutionnaires se plaignent de frais de scolarité trop élevés (les plus bas en Amérique Du Nord) et étudient dans des branches où les emplois futurs seront rares et peu rémunérateurs. Pendant ce temps les entreprises du Québec ont toutes les difficultés du monde à dénicher des professionnels qualifiés.

S'endetter de 50,000\$ pour investir dans son futur est un moindre mal.

[En accord \(36\) »](#) - [En désaccord \(32\) »](#)

Envoyé par [Serge Marchand](#) de Sept-Îles
13 août 2011 à 05 h 31 HAE

John James Charest et son gouvernement sont très généreux pour les minières et beaucoup moins pour nos étudiants.

Le retour à l'équilibre budgétaire adopté il y a deux ans par le gouvernement Charest a été fait sur le dos des québécois au lieu de répartir équitablement le fardeau fiscal avec les sociétés. Selon le gouvernement du Québec, le Québec possède l'un des plus bas taux d'imposition des sociétés en Amérique du Nord, et ce, malgré que le Québec soit le plus endetté et que le peuple soit le plus taxé.

Malgré que les minières plus riches que jamais (<http://bit.ly/iii2MH>), le gouvernement veut en faire plus pour cette industrie. Le gouvernement Charest a décidé d'investir massivement dans le Plan Nord même si jusque tout récemment le Québec était le premier rang du classement mondial comme territoire le plus attrayant pour l'investissement minier. (<http://bit.ly/jFzBSC>) Découvrez la vraie nature du Plan Nord : «Un plan qui aurait pu être profitable... » @<http://bit.ly/pLOcNL>

Bien qu'il soit admirable d'investir dans la création d'emplois payants pour les personnes possédant un diplôme d'études du secondaire V, il serait encore plus profitable entre autres d'investir dans la poursuite de leurs études.

[En accord \(14\) »](#) - [En désaccord \(22\) »](#)

Envoyé par [William Menier-lebreil](#) de Montpellier
13 août 2011 à 04 h 47 HAE

@ Mr Francois Ranger
Oui je crois que l'effort en matière d'éducation et d'instruction doit commencer des les premières années scolaires et doit se poursuivre jusque à la fin des études pour pouvoir révéler le potentiel de nos jeunes qui on en ce moment en plus un grand manque de confiance en un avenir qu'ils voient assez sombre.

[En accord \(15\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [Luc Dallaire](#) de Lévis

13 août 2011 à 04 h 33 HAE

@ Gerald Dumouchel

Est-ce que c'est possible que les stationnements d'université soient remplis de voitures justement parce que ce sont les enfants de parents aisés qui peuvent se permettre d'étudier?

Le mal est déjà fait. Plus les frais seront élevés, plus les voitures d'étudiants seront rutilantes car il ne restera qu'une petite élite qui pourra se payer des études. Pour remplir les classes il suffira d'importer des étudiants aisés d'autres pays et de leur vendre notre éducation comme c'est le cas en Ontario, où les prêts et bourses sont insuffisants pour beaucoup d'Ontariens qui doivent laisser leur place aux étrangers. Par exemple à la faculté d'ingénierie de Waterloo (la plus grande et la mieux cotée au Canada) plus de la moitié des étudiants sont d'origine asiatique et une portion importante retourne chez eux une fois le diplôme obtenu. Si ça se produit ici aussi les universités du Québec ne seront alors plus accessibles aux Québécois mais seulement à l'élite économique mondiale. Rendu là ça s'appellerait un échec de société. Ce n'est pas pour rien qu'il y a des mouvements grandissants partout au Canada pour réduire les frais de scolarité et que l'accessibilité aux études est le principal cheval de bataille du nouveau Gouverneur Général David Johnston (d'ailleurs ancien président de l'Université de Waterloo) qui se dit inquiet de la situation. L'éducation c'est comme la santé, ça doit être financé publiquement si on veut tous en profiter.

[En accord \(25\) »](#) - [En désaccord \(14\) »](#)

Envoyé par [Francois Ranger](#) de Montréal

13 août 2011 à 04 h 14 HAE

Quand je vois l'expression en moyenne, j'ai des boutons qui m'apparaissent sur le corps!
@ Marc Dupuis d'Ottawa

13 août 2011 à 02 h 22 HAE
Vous savez écrire sans faute, mais vous avez un peu moins de connaissance en statistique...

Il faut comparer des oranges avec des oranges, je ne discute pas ici de la valeur du diplôme. À titre exemple, un bac en histoire, ne représente pas le même coût qu'un bac en médecin ou en design industriel. En médecine les livres sont très dispendieux alors qu'en design industriel les maquettes et prototypes font vite gripper la facture totale. Mais je passe rapidement... Je pense aux garçons et aux filles qui ont beaucoup de motivation, de potentiel, avec des notes ne permettent pas d'obtenir des bourses d'excellence et qui se retrouvent à galérer pour survivre avec le strict minimum...

@ Gerald Dumouchel de Québec

13 août 2011 à 02 h 37 HAE

M. Dumouchel, vous êtes archétype à qui mon message s'adresse! J'ai eu la chance d'étudier en Italie et en France, deux pays où les études supérieures ont une certaine valeur. Ici je suis désolé et triste de faire le constat inverse, au Québec les études supérieures sont minorées. Mais des études ça demande beaucoup d'efforts, rien à voir avec la dimension de l'instantanéité véhiculée par certains produits comme les télé-réalités ou les jeux de loterie en ligne. Pour ça, nous en avons de l'argent, la promotion se compte en millions de dollars. Je rêve de voir ces argents qui seraient dédiés pour faire la promotion des études collégiales et universitaires. Quand donnera-t-on une valeur aux études, certains me trouvent alarmant. Je vous rappelle que le Québec connaît un taux de décrochage scolaire chez les garçons qui est alarmants et que dire la baisse des inscriptions chez les garçons dans les universités... et que dire également du sous financement des universités canadiennes... Il ne faut pas oublier que les innovations technologiques qui peuvent mener à des emplois se font dans les laboratoires, centres de recherche par des diplômés universitaires.

[En accord \(22\) »](#) - [En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [William Menier-lebreil](#) de Montpellier

13 août 2011 à 02 h 54 HAE

je propose une nouvelle devise à coller sur les frontons de toutes les universités; Éducation pour tous, surtout pour les riches....

[En accord \(18\) »](#) - [En désaccord \(22\) »](#)

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec

13 août 2011 à 02 h 49 HAE

@ Envoyé par Marc Dupuis de Ottawa

13 août 2011 à 02 h 22 HAE

très bon commentaire, ici au Québec au cas ou vous ne le sauriez pas, je gagerais qu'on as le plus haut taux de braillard pendu à la jupe du gouverneur "maman", on as sûrement le plus haut taux de manifestant toute catégorie confondu, juste voir la quantité d'opposant a peu près a toutes forme d'exploitation, et bien sur sûrement le plus haut taux de programmes sociaux dispendieux et inutiles, juste a penser au congé parentaux qui profite pas mal plus au riches qu'au pauvres.

Je gagerais aussi qu'on as le plus haut taux d'étudiants qui possède leur voiture, juste voir le stationnement du CEGEP de Ste Foy, j'ai entendu dire que le cout de stationnement est proportionnel a la distance de la porte d'entrée du CEGEP, la demande serait très forte pour les stationnement le plus près de la porte mais j'ai pas vérifié, il y as tellement de légende urbaine, sûrement un étudiant pourrais nous le confirmer.

[En accord \(21\) »](#) - [En désaccord \(18\) »](#)



Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec
13 août 2011 à 02 h 37 HAE
@ Envoyé par Luc Dallaire de Lévis
13 août 2011 à 00 h 31 HAE.....Un étudiant sur les prêts et bourses ça doit vivre avec environ 10000\$ par année et il doit payer:
- Son loyer, environ 4000\$
- Sa nourriture, environ 2000\$
- Ses frais de scolarité, bientôt 3800\$
- Téléphone (terrestre ou cellulaire)/Internet, environ 500\$
- Chauffage/Électricité, encore 500\$
- Transport (en commun), 1000\$
Vous avez pensé choisir un métier traditionnel. Je connais des plâtriers, briqueteur, électriciens, menuisier, plombier, paysagiste, peintre etc..... qui gagne très très bien leur vie, et sont pas plus utile pour la communauté qu'un philosophe ou un conseiller de tout genre, le problème que nous avons c'est une quantité industrielle de logologue qui ne réussissent même pas à s'entendre entre eux lorsqu'on leur demande de se prononcer sur des cause de criminalité, qui ne pense qu'à proposer du ritalin à des enfants trop agités en classe au lieu de choisir les bonne vieilles méthode, un gant et un batte de baseball et l'envoyer dans le champs évacuer leur trop plein d'énergie.
Nous formons un peu trop de soi disant professionnel qui finalement ne servent qu'à nous embêter avec des solutions complexes sur des problèmes tout simple, on devrait limiter le nombres d'inscription dans nos institutions selon la demande dans les formations choisies. Combien d'universitaires diplômé ne réussissent pas à se trouver du travail dans leur choix de carrière, plusieurs qui devrait s'exiler pour en trouver mais ne veulent pas quitter leur patelin, faudrait peut être le conseiller sur les demandes et chances d'emploi locales avant des les former.
[En accord \(12\) » - En désaccord \(21\) »](#)
Envoyé par [Marc Dupuis](#) de Ottawa
13 août 2011 à 02 h 22 HAE
À lire plusieurs commentaires, il y a plusieurs personnes qui pensent à l'université, mais qui devraient plutôt penser à retourner au secondaire et refaire des cours de français, c'est affreux!!
De plus, un dégel, je suis d'accord. Pour aider les plus démunis, on peut donner des prêts et bourses. Pourquoi toujours demander au voisin de payer pour soi? L'endettement de l'étudiant québécois est en moyenne de l'ordre de \$20,000, environ le prix d'une voiture neuve, qu'ils n'hésiteront pas de financer. Alors pourquoi ne pas financer leur propre avenir? Je ne demande pas au voisin de financer ma voiture? L'argument qu'une personne qui sort de l'université gagnera plus donc paiera plus d'impôts donc la société sera gagnante, j'en peux plus. Ses revenus plus élevés leur rapportent plus à eux en premier. Je ne crois pas que d'enrichir la société leur a même effleuré l'esprit!!
Les autres Canadiens vous regardent vous plaindre et en ont assez. En Ontario, les frais sont beaucoup plus élevés, ce qui n'empêche pas les jeunes d'aller à l'université ou au collège (beaucoup plus cher que le CEGEP).
Ma fille était aux études et recevait un gros \$200 par mois en aide et payait le reste. Malgré ce petit montant, elle a réussi à épargner \$3000 en un an. Elle paye ses études car elle le voit comme un investissement en elle. Elle a réussi à amasser assez d'argent pour aller faire une année d'études à l'étranger. Comment elle a réalisé cela? Elle se déplace en vélo. Elle ne boit pas des cafés à \$5. Elle n'a pas de cellulaire (Ah oui, elle a aussi acheté elle-même, son portable). Au lieu d'aller dans les bars, elle achète une caisse de 24 et invite les amis chez elle.

La hausse proposée des frais n'est pas assez élevée pour réduire l'accessibilité. Les frais bas ne garantissent pas non plus que les étudiants seront plus éduqués sinon le taux de décrochage au CEGEP serait plus bas et ils écriraient mieux!!
[En accord \(20\) » - En désaccord \(14\) »](#)
Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec
13 août 2011 à 02 h 15 HAE
@ Envoyé par Anna Derwaun de Québec
12 août 2011 à 23 h 09 HAE....Chanceux, vous. Moi j'en ai pu d'argent à donner aux gouvernements. Que se soit en taxe ou en impôt, j'en ai pu !
On peut savoir dans quelle branche vous avez étudié, philosophie peut être????parce que pas avoir d'argent à donner, veut dire pas d'emploi, tous ceux que je connais qui travaille, malgré leur impôt ont encore de l'argent de disponible
[En accord \(11\) » - En désaccord \(2\) »](#)
Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec
13 août 2011 à 02 h 06 HAE
@ Envoyé par Alexandre Ouellet de Québec
12 août 2011 à 21 h 58 HAE....N'oubliez pas qu'en moyenne, plus d'études signifie un emploi avec un salaire plus élevé et donc plus d'impôt à prélever par le gouvernement!!!!
Ça veut aussi dire que plus d'études genre médecin, veut aussi dire plus qui immigreront à l'extérieur du Québec parce que les salaires sont plus haut qu'ici, des études payer par nos professeurs, dans nos institutions, avec nos frais de scolarité les plus bas en Amérique du Nord et qu'ensuite vont payer des impôts ailleurs sans compter les étudiants d'ailleurs comme ceux d'un CEGEP du bas du fleuve qui pour remplir leur classe, ont fait du recrutement en Guadeloupe, (pas du village de la Beauce) et qu'ensuite ces étudiants retournent dans leur pays un coup leur études finies.
On devrait exiger que ces mêmes étudiant travaillent un certain nombre d'années ici avant de partir ou biens de rembourser le vrai cout des études payées par l'état ce qui veut dire payées par les québécois.
[En accord \(11\) » - En désaccord \(6\) »](#)
Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec
13 août 2011 à 01 h 55 HAE
@ Envoyé par Nicolas Després de Trois-Rivières
12 août 2011 à 22 h 03 HAE.....«S'ils n'avaient pas de forfait de cells blablabla...». -- /> Je suis étudiant, oui j'ai un cellulaire, mais c'est aussi le seul téléphone que j'ai et je n'ai pas de forfaits de données ou de X affaires qui coûterait cher. Peut être vous êtes l'exception, un p'ti sondage effectué par un animateur de radio a l'entrée de l'université de Québec a démontré il y a quelques mois, que sur 40 étudiants qui arrivait le matin, 39 avait un cell intelligent, le seul qui avait un cell "ordinaire"non non c'était pas vous, c'était un travailleur salarié qui entrait pour "travailler"
[En accord \(7\) » - En désaccord \(7\) »](#)
Envoyé par [Luc Dallaire](#) de Lévis
13 août 2011 à 01 h 14 HAE
@ Francis Michaud
Des études beaucoup plus rigoureuses que celle de l'ITÉM montre plutôt qu'une augmentation des frais de scolarité mènerait à une diminution de l'accessibilité aux études supérieures.
Je vous réfère d'ailleurs à l'étude du MÉLS qui est beaucoup plus soutenue que le document de 4 pages de l'ITÉM:
http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/modesFinancement/pdf/droits_scolarité.pdf
Les étudiants réclament aussi une bonification de l'aide financière aux études mais Charest s'obstine à dire non. Donc présentement les frais augmentent mais l'aide aux études diminue. Vous souvenez vous de la grève étudiante de

2005 où les étudiants militaient contre les coupure de 103M\$ de l'AFE?
[En accord \(13\) » - En désaccord \(9\) »](#)
Envoyé par [Jean-paul Dube](#) de Québec
13 août 2011 à 01 h 09 HAE
de l'avenir meme de votre propre décisions de pelleter vos dépenses vers le futur. la carte de crédit et la génération vous précédent ne sera plus la pour éponger la dépenses peut-etre que vos enfants répondrons a vos dépenses ...
[En accord \(4\) » - En désaccord \(9\) »](#)
Envoyé par [Luc Dallaire](#) de Lévis
13 août 2011 à 00 h 31 HAE
@ Jorge Getty
Un téléphone "terrestre" à la maison c'est 240\$ par année avec Bell, ça fait pas une grosse différence avec le prix d'un téléphone cellulaire.
Un étudiant sur les prêts et bourses ça doit vivre avec environ 10000\$ par année et il doit payer:
- Son loyer, environ 4000\$
- Sa nourriture, environ 2000\$
- Ses frais de scolarité, bientôt 3800\$
- Téléphone (terrestre ou cellulaire)/Internet, environ 500\$
- Chauffage/Électricité, encore 500\$
- Transport (en commun), 1000\$
On est rendu pas loin de 12000\$ de dépense par année et ça n'inclut surtout pas les luxes comme une voiture, la garderie si nécessaire, des vêtements, des livres, une télévision, l'achat d'un ordinateur ou de meubles et les divertissements. Ceux qui ont tout ça ont soit des parents aisés qui les aident ou ils travaillent plus qu'ils n'étudient (et leurs bourses sont coupées).
Les étudiants la prennent où l'argent pour payer l'augmentation des frais s'il manque d'argent avant même de se payer du luxe? Dans les années à venir les étudiants pauvres sont mieux d'oublier l'accès aux études supérieures, bientôt ça va être réservé seulement aux riches.
[En accord \(27\) » - En désaccord \(10\) »](#)
Envoyé par [Alex Coulombe](#) de Aurora
13 août 2011 à 00 h 08 HAE
Jorge Getty
Et 1 300\$ c'est quoi? L'ordinateur inutile? Comme si tous les élèves sont accros aux cellulaires...
La logique: augmentation de 325\$ par an sur quatre ans (2012 à 2016), ça donne 1300\$.
L'école, c'est utile, des fois...
[En accord \(18\) » - En désaccord \(5\) »](#)
Envoyé par [Francis Michaud](#) de Sherbrooke
13 août 2011 à 00 h 07 HAE
Moi je ne comprends pas pourquoi le mouvement étudiant s'obstine à prétendre qu'un faible coût de l'éducation augmente l'accessibilité...
Tous les études que j'ai vu, affirment que les frais de scolarité n'ont qu'une influence marginale dans la décision d'étudier ou non. (et je ne parle pas d'anecdote ici, je parle de travaux de recherche par des professeurs d'université).
Hors, les études que j'ai lus tendent à montrer que l'éducation des parents (et donc le revenus des parents, puisqu'il y a une forte corrélation entre revenu et éducation) est l'une des variables qui explique le plus la décision de poursuivre des études supérieures...
En gros, les études montrent qu'en très grande majorité, les enfants des riches vont à l'université. Et ce, indépendamment des frais de scolarité demandé (les pauvres ne vont pas plus à l'université si les frais sont bas).
Après on me farcis de cette argument moribond: "Oui, mais l'accessibilité elle?!!!"
Si vous étiez conséquent, vous diriez: "Ok à la hausse des frais de scolarité, mais augmentons les bourses pour les familles les plus démunies."
Ainsi, les 20% des plus pauvres pourraient payer la même chose et les enfants des plus riches pourraient payer leur juste part. Présentement,

les faibles frais de scolarité sont un impôt régressif!!!
 D'un étudiant au Doctorat au Canada anglais qui paye 4500\$ par année de frais de scolarité, parce-qu'il préfère avoir un bout de papier (diplôme) qui vaut quelque chose...
[En accord \(17\) »](#) - [En désaccord \(17\) »](#)
 Envoyé par [Yannick Simard](#) de Saguenay
 13 août 2011 à 00 h 02 HAE
 Je lis certains commentaires et il y en a la dedans certain qui font parti de ceux qui l'ont mis à sang ce système là, en dilapidant l'argent d'un bord pis de l'autre pour des nulités.
 Soudainement la relève en a besoin de l'argent pour faire leur étude et cette génération veule leur enlever.
 Trouver l'erreur.
 Je me souviens.
 LePatriote101
[En accord \(15\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)
 Envoyé par [Jorge Getty](#) de Montréal
 12 août 2011 à 23 h 42 HAE
 325\$ c'est l'abonnement à un cellulaire qui n'est utile pour parler pour rien dire à son ami qui est à 10 pieds de lui. alors.. vous venez de sauver votre année en mettant à la poubelle un truc inutile et surtout dérangeant pour tout le monde autour de vous.
[En accord \(19\) »](#) - [En désaccord \(24\) »](#)
 Envoyé par [Luc Dallaire](#) de Lévis
 12 août 2011 à 23 h 40 HAE
 @ Anna Derwaun
 "Chanceux, vous. Moi j'en ai pu d'argent à donner aux gouvernements. Que se soit en taxe ou en impôt, j'en ai pu !!"
 À long terme, un accroissement du nombre de diplômés ne peut que vous enrichir.
 À l'inverse, une diminution du nombre de diplômés ne peut que vous appauvrir.
 Il existe une corrélation directe entre le PIB par habitant et le niveau de scolarisation de la population, les deux variables s'inter-influencent.
[En accord \(20\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)
 Envoyé par [Marc Thériault](#) de St-Isidore
 12 août 2011 à 23 h 18 HAE
 On se croirait au temps médiéval...
 Laissons les gens moins nantis devenir ignare pour pouvoir mieux les contrôler et les riches s'instruire pour mieux en profiter. (rire jaune...)
 Vivement le jour d'une vraie réforme dans l'éducation, qui coupera dans les dépenses inutiles (comme les commissions scolaires) avant d'augmenter une chose aussi essentielle que l'éducation. Mais pour cela faudra avoir des gens politique qui n'ont pas froid aux yeux et qui n'auront pas peur de couper dans le gras....mais encore là, est-ce que le peuple québécois sortira de sa peur du changement pour l'élire ou bien tous les syndicaux y feront encore opposition...
 J'espère qu'un jour quelqu'un avec de nouvelles idées arrivera pour faire le grand ménage (et bientôt avant que l'on fasse faillite comme les américains).
[En accord \(28\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)
 Envoyé par [Christian Méthot](#) de Montréal
 12 août 2011 à 23 h 16 HAE
 @Michael Labrecque : Peux-être aurais-tu dû mieux écouter tes cours de philosophie ou tout simplement en suivre. Pourquoi nous reproches-tu de philosopher alors que tu fais exactement la même chose en nous lisant et en nous répondant.
 Dans un autre autre d'idée, l'indexation du prix des études en fonction de ce qu'elles coûtent seraient justes uniquement dans le cas de certaines formations qui garantissent un bon niveau de revenus : médecin, pharmacien, etc.
 D'ailleurs, les prêts seraient aussi indexés en fonction du coût des études. Il va de soi que quelqu'un venant d'un milieu socio-économique

défavorisé recevrait dans ce contexte des prêts très substantiels, qu'il rembourserait facilement une fois en emploi.
 Cette approche comporte certaines limites. Les étudiants de sciences pures qui utilisent du matériel de laboratoire extrêmement coûteux (biologie, astronomie, physique, etc.) seraient violemment affectés par une telle approche, parce que leurs revenus futurs ne permettraient pas nécessairement de rembourser facilement l'argent emprunté ou investi. Plus personne ne voudrait étudier dans ces domaines, même si ils sont extrêmement utiles à notre société.
[En accord \(20\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)
 Envoyé par [David Poisson](#) de Bécancour
 12 août 2011 à 23 h 15 HAE
 une société mieux éduquée est une société en meilleure santé et dieu sait que notre société actuelle est en piteux état donc l'éducation universitaire doit donc être vue comme un besoin et non comme un objet de consommation facultatif comme on cherche à en faire preuve avec les mesures de notre cher gouvernement de businessmen.
[En accord \(29\) »](#) - [En désaccord \(8\) »](#)
 Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec
 12 août 2011 à 23 h 09 HAE
 "Je suis prêt à payer plus d'impôt si ça fait en sorte qu'il y a plus de diplômés bien formés qui sortent à chaque année"
 Chanceux, vous. Moi j'en ai pu d'argent à donner aux gouvernements. Que se soit en taxe ou en impôt, j'en ai pu !!
[En accord \(15\) »](#) - [En désaccord \(26\) »](#)
 Envoyé par [Alex Coulombe](#) de Aurora
 12 août 2011 à 23 h 03 HAE
 Préjugés et généralisation abusive... Il y en a qui devrait revoir leurs cours de philosophie du cegep...
[En accord \(18\) »](#) - [En désaccord \(9\) »](#)
 Envoyé par [Luc Dallaire](#) de Lévis
 12 août 2011 à 22 h 58 HAE
 Pourquoi on n'augmenterait pas les impôts après les études pour financer l'éducation? C'est pas mal plus payant d'aller chercher un peu plus d'argent à des travailleurs diplômés que de chercher les cents dans les fonds de poches des étudiants.
 Je suis prêt à payer plus d'impôt si ça fait en sorte qu'il y a plus de diplômés bien formés qui sortent à chaque année. Dans ce temps là tout le monde s'enrichit, c'est le meilleur investissement qu'on puisse faire (pas mal plus que les gaz de schiste).
 Y'a-t-il de plus mauvaise idée que de taxer l'éducation avant même de pouvoir prendre place en salle de classe?
[En accord \(19\) »](#) - [En désaccord \(13\) »](#)
 Envoyé par [François Query](#) de St-Jérôme
 12 août 2011 à 22 h 54 HAE
 Quelqu'un pourrait sortir les chiffres à savoir s'il est plus rentable pour notre société d'endetter une génération d'étudiants ou encore de leur permettre une meilleure liberté monétaire et faire rouler l'économie? Question de même....
[En accord \(18\) »](#) - [En désaccord \(9\) »](#)
 Envoyé par [Alexandre Ouellet](#) de Québec
 12 août 2011 à 22 h 45 HAE
 @Marianne Longfield
 Vous dites que les frais de scolarités ne peuvent pas demeurer gelés éternellement car les frais des universités eux, augmentent chaque année.
 Je suis d'accord avec vous, les universités paient plus chaque années. La personne citée par l'article affirme que les étudiants ont déjà encaissé une hausse de 30% des frais de scolarité en 5 ans. J'imagine que l'inflation n'est pas aussi élevée.
 Sinon, les coûts actuels sont de 2700\$ par année et l'augmentation est de 325\$ par année, ce qui

signifie une hausse de 12% pour une année (un simple produit croisé). Selon le site de global-rates.com, l'inflation au Canada pour l'année 2011 est de 3,098 %, ce qui est évidemment beaucoup plus que le 12% imposé pour une année.
 Je suis étudiant, je ne vit pas dans l'utopie ainsi je suis d'accord que les frais de scolarité doivent un jour augmenter, tout comme n'importe quoi. Par contre, je ne crois pas que l'augmentation ici soit appropriée car elle est beaucoup trop haute par rapport aux "frais" comme vous dites, qui augmentent pour les universités.
[En accord \(23\) »](#) - [En désaccord \(13\) »](#)
 Envoyé par [Philippe Solomon](#) de Montreal
 12 août 2011 à 22 h 36 HAE
 L'éducation devrait être gratuit pour tous autant les études scolaire que la formation professionnelle. Au lieu de ça on préfère leur donner un cheque de B.S. ou un cheque d'assurance emploi au lieu de leur payer des études. Pathétique.
[En accord \(20\) »](#) - [En désaccord \(20\) »](#)
 Envoyé par [Alexandre Ouellet](#) de Québec
 12 août 2011 à 22 h 26 HAE
 @Nicolas Després
 Vous dites, comme une autre personne plus bas «Ensuite, je ne comprends pas pourquoi les frais de scolarité sont les mêmes pour un médecin et un philosophe»
 Cette idée est aussi apparue plus bas d'ajuster les frais selon le cout réel de la formation est aussi apparue plus bas. Personnellement, je ne suis pas d'accord avec le fait que certains programmes comme la médecine, devraient coûter plus cher qu'un autre programme comme la philosophie, car celle-ci coûte moins cher à donner que la médecine. Cela ferait en sorte de restreinte certaines classes de métiers aux plus nantis et les plus pauvres devraient se contenter des formations qui coûteraient moins chers.
 Si un "pauvre" a les qualifications pour devenir pharmacien et que c'est ce qu'il veut faire, s.v.p. donnez lui la chance d'y aller et ne l'envoyez pas en philosophie à cause de sa pauvreté.
 Avec les baby boomers qui disparaîtront bientôt, nous n'avons pas le luxe de nous priver de qui que se soit, pauvre ou riche.
[En accord \(25\) »](#) - [En désaccord \(11\) »](#)
 Envoyé par [Michael Labrecque](#) de Montmagny
 12 août 2011 à 22 h 25 HAE
 @Nicolas Després: Vous avez raison sur un point. Les frais de scolarité devrait être beaucoup plus élevés en Philosophie qu'en médecine, puisque former des futurs chômeurs n'est pas très rentables pour notre économie!!!!
 On voit d'ailleurs ici que trop de gens on du temps en masse pour philosopher dans le vide !!!!
[En accord \(19\) »](#) - [En désaccord \(24\) »](#)
 Envoyé par [Marianne Longfield](#) de Rive-Sud
 12 août 2011 à 22 h 14 HAE
 Pour avoir mon B.Sc., j'ai dû travailler - hélas, je suis née dans une famille pauvre. Alors j'ai dû combiner études et travail à temps partiel. Ce qui ne m'a pas empêchée d'avoir une moyenne générale de plus de 80%. Donc: c'est faisable. Quand on veut quelque chose, comme un diplôme, il est normal d'y mettre des efforts et de se priver sur d'autres choses.
 Les frais de scolarité ne peuvent être gelés puisque les frais d'opération des universités, eux, ne le sont pas et suivent le coût de la vie. Les profs veulent des augmentations de salaire, les bâtissent coûtent plus cher à entretenir...
[En accord \(33\) »](#) - [En désaccord \(18\) »](#)
 Envoyé par [Nicolas Després](#) de Trois-Rivières
 12 août 2011 à 22 h 03 HAE
 Avant d'augmenter les frais de scolarité, il y a d'autres moyens que le gouvernement peut mettre en place. D'abord, si les étudiants font un

effort, il faut que les universités et le gouvernement en fassent aussi. Il faut des garanties que les universités ne fasse pas un autre Îlot voyageur. Ensuite, je ne comprend pas pourquoi les frais de scolarité sont les mêmes pour un médecin et un philosophe. Les frais devraient être modulés en fonction de la profession, mais uniforme pour l'ensemble des universités. Il ne faut pas qu'une université charge plus qu'une autre. Les prêts et bourses devraient être ajustés en conséquence. Le temps que l'on ne me prouve pas qu'il n'y a pas d'autre moyen, je dois m'opposer à ces hausses.

[En accord \(16\) » - En désaccord \(26\) »](#)

Envoyé par [Alexandre Ouellet](#) de Québec

12 août 2011 à 21 h 58 HAE

Bon bon bon, on voit déjà plusieurs commentaires de gens qui semblent en avoir gros sur le cœur à dire sur les étudiants et qui sortent leur préjugés.

On voit des choses du genre : «S'ils n'avaient pas de forfait de cellulaire...». -- /> Je suis étudiant, oui j'ai un cellulaire, mais c'est aussi le seul téléphone que j'ai et je n'ai pas de forfaits de données ou de X affaires qui couterait cher. C'est pas tous les étudiants qui ont des forfaits monstres de téléphone cellulaire.

Ou encore : «S'ils n'avaient pas d'auto blabla» J'ai pas d'auto. Je prend le bus. C'est pas tous les étudiants qui ont une auto.

On devrait se priver de faire des sorties au restaurant ? Ne pas avoir le droit d'aller veiller entre amis autour d'une pite bière ? On est des humains nous aussi. Le divertissement n'est pas restreint à ceux ont terminés leurs études il me semble...

Arrêtez donc de croire que tout les étudiants sont des dépensiers qui ne savent pas gérer leur argent. Et c'est pas à cause que quelqu'un a les moyens de s'acheter un auto ou se payer un forfait de cellulaire à 50\$ par mois, que ça nous donne le droit de lui augmenter ses frais de scolarité.

N'oubliez pas qu'en moyenne, plus d'études signifie un emploi avec un salaire plus élevé et donc plus d'impôt à prélever par le gouvernement. Si certaines personnes se découragent à cause des frais trop élevé, c'est pas très gagnant.

Et au lieu de faire payer les étudiants, commencent donc par faire payer les entreprises qui ont pleins de crédits d'impôts...

[En accord \(40\) » - En désaccord \(22\) »](#)

Envoyé par [Simon Bernard Genest](#) de Québec

12 août 2011 à 21 h 54 HAE

Il est inadmissible, dans un argumentaire rationnel valable, de se servir d'exemple pour parler de l'ensemble.

Ainsi, les voitures de 2 ans, les forfaits de cellulaire couteux et toute ça consiste en une généralisation infondé, en une stigmatisation indue.

Aussi, les tenants de la hausse des frais de scolarité stipulent que cette hausse n'a pas d'impacte sur l'accès aux études supérieures puisque les chiffres démontrent que le taux d'inscription est le même suite à une hausse. Cependant, ce qu'ils ne disent pas, c'est que les plus défavorisés sont proportionnellement remplacés par les plus favorisés.

Un autre mensonge véhiculé est celui que la province de Québec n'a pas un taux de scolarisation très impressionnant comparé au reste du Canada malgré le faible coût des frais de scolarité. Au Québec, il y a les cégeps. Nombre de diplômé technique au Cégep serait diplômé universitaire au ROC. Cette donnée essentielle

prise en compte, le Québec à le taux de diplomation le plus élevé du Canada. Un lien de corrélation direct entre ce fait et les faibles coûts de notre éducation est indéniable.

[En accord \(34\) » - En désaccord \(24\) »](#)

Envoyé par [Syl Ang](#) de Québec

12 août 2011 à 21 h 48 HAE

Les étudiants on tout-à-fait raison de manifester suite aux hausses sauvages des droits de scolarité des libéraux. Étudier, ça coûte une fortune et il est injuste que les gens plus pauvres ne soient pas en mesure d'aller à l'université à cause de ces hausses. Pourquoi les étudiants devraient payer pour toute la population ? En passant, je ne suis pas un étudiant...

[En accord \(30\) » - En désaccord \(33\) »](#)

Envoyé par [Christian Méthot](#) de Montréal

12 août 2011 à 21 h 46 HAE

Si on tient tant que ça à devenir comme les États-Unis sur le plan des frais de scolarité, il faudrait aussi faire comme eux : moins d'impôts, moins de taxes, un revenu médian plus élevé et admettre qu'aucun pauvre, hormis quelques rares et chanceux boursier, n'aïlle à l'université. Il faudrait aussi, que, comme aux États-Unis, les parents épargnent pour les études de leurs enfants, ce qui n'est pas commun dans notre culture.

Sans cela, les hausses des frais de scolarité sont totalement hypocrites, surtout si on les compare aux frais de scolarité des États-Unis.

Il serait plus juste que les frais des études aillent en fonction du revenu anticipé et que les prêts étudiants aillent en conséquence. Pourquoi les études d'un futur médecin ou ingénieur (qui coûtent extrêmement cher à former), devraient être chargées autant que celles d'un étudiant de philosophie ou de littérature, qui ne coûte presque rien à former.

[En accord \(31\) » - En désaccord \(18\) »](#)

Envoyé par [Pirouette Dubé](#) de St-Félicien

12 août 2011 à 21 h 33 HAE

Ici il n'est pas question de savoir comment l'étudiant devrait économiser mais bien de savoir s'il pourra aller à l'université en 2012. En haussant les frais de scolarité nous empêchons les classes inférieures et moyens d'avoir accès à une éducation supérieur. En haussant les frais de scolarité on augmenterait le fardeau financier des étudiants qui sont selon moi déjà élevé.

[En accord \(29\) » - En désaccord \(33\) »](#)

Envoyé par [Gilles Poulin](#) de Pierrefonds

12 août 2011 à 21 h 30 HAE

Cette génération d'étudiants, ils sont des gâtés pourris, des petites princesses et des garçons à maman.

Ils ne font que dépenser leurs prêts et bourses au bar universitaire ou en voyages de toutes sortes.

En augmentant les frais de scolarité, on s'assure que ceux qui sont vraiment motivés entre à l'université et étudient de façon sérieuse.

[En accord \(31\) » - En désaccord \(44\) »](#)

Envoyé par [Sébastien Cartier](#) de Montréal

12 août 2011 à 21 h 19 HAE

Avez-vous remarqué qu'à chaque fois que le sujet est les droits de scolarité, Radio-Canada sort toujours de ses archives la même photo? Il est bien mince son album!

[En accord \(19\) » - En désaccord \(17\) »](#)

Envoyé par [Marc Lévesque](#) de Ste-Marie

12 août 2011 à 21 h 18 HAE

Et que dire de leur voiture, de leur voyage et des applications qu'ils achètent pour leur téléphone, iPad, ordinateur portable ou autre...

Non, mais désolé, j'ai déjà été étudiant et je me suis endetté!

Je les vois déjà me sortir une exception qui, pour eux, confirme leur règle (femme monoparentale... ah oui! ça, ça pogne au Québec)... ce n'est pas 10% qui détermine les conditions pour 90%. Et d'ailleurs, un peu d'endettement dans la vie, et je dis bien dans la vie puisque c'est votre carrière qui est en jeu, ça ne fait pas de tort.

Endurez puique la vie n'a pas de règles syndicales, c'est beaucoup plus que "je veux et j'exige"! Bienvenue dans la vie en société!

[En accord \(47\) » - En désaccord \(37\) »](#)

Envoyé par [Hai-Phong Nguyen](#) de Saint-Damase

12 août 2011 à 21 h 11 HAE

Oh non... Maintenant, ces étudiants devront:

- 1) réduire l'ampleur de leurs forfaits de "cell"
- 2) apprendre à lire une circulaire d'épicerie
- 3) comprendre que des vêtements, ça peut durer plus d'une saison
- 4) qu'une voiture "usagée" de 2 ans, ça demeure une voiture dispendieuse
- 5) apprendre à faire un budget
- 6) Comprendre que 4 sorties au resto par mois + 2 caisses de bière = plus de 1 000 dollars de dépenses additionnelles par année.

Mes camarades d'université ont terminé leurs études sans dettes ou avec des dettes très peu contraignantes en raison d'une gestion très rigoureuse de nos finances.

Mon ami ne gagnait pas beaucoup afin de payer ses études. Pourtant, il était à côté de nous en Europe pour un périple de 35 jours.

Cessez de pleurer et mettez vous au travail.

Pas de pitié quand je connais des camarades issus d'un milieu socio-économique défavorisé qui travaillent comme des malades pour payer leurs études. En plus, ils ont terminés leurs études sans dettes. On appelle ça le courage, la hargne et la confiance en soi.

[En accord \(63\) » - En désaccord \(47\) »](#)

Envoyé par [Philippe Solomon](#) de Montreal

12 août 2011 à 21 h 09 HAE

Prenons exemple sur les étudiants chiliens, il faut des manifestations monstres accompagnées de greves générales illimitées et de désobéissance civiles si on veut se faire entendre. Je sens que ça va chauffer cet automne au Québec, le peuple commence à se réveiller de son état comatique.

[En accord \(37\) » - En désaccord \(43\) »](#)

Envoyé par [David Poisson](#) de Bécancour

12 août 2011 à 21 h 01 HAE

Si seulement ca leur donnait de quoi de faire ca. Je suis de tout coeur avec eux mais on vit dans un système qui se fout de l'éducation et ou le profit règne en roi. 3000\$/année à l'université ca bien beau être les frais les plus bas en Amérique du Nord reste que je trouve ca innacceptable pour quelque chose d'aussi élémentaire que l'éducation.

Plus on va augmenter les frais plus on va élitiser. Ce n'est pas de belles alternatives entre prendre des prêts et bourses et s'endetter au max ou travailler beaucoup en étudiant. Quelle tristesse de voir cette décadence. On est aussi bien de mettre les années à 30 000\$ comme aux États on dirait qu'on s'en vient de plus en plus comme eux. Adieu notre côté social.

[En accord \(45\) » - En désaccord \(43\) »](#)

Envoyé par [Jerome Isabelle](#) de Québec

12 août 2011 à 20 h 51 HAE

Et pourtant, si les étudiants coupaient en 2 le montant de leurs forfaits cellulaires, probablement qu'une augmentation annuelle de 500\$ ne changerait absolument rien à leur budget...

[En accord \(61\) » - En désaccord \(56\) »](#)

[CYBERPRESSE](#) : Manifestation demain contre la hausse des frais de scolarité == Mis à jour le vendredi 12 août 2011 à 16h47



Photo: Robert Skinner, Archives La Presse

En avril dernier, les étudiants ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité, à Bouchemville.

La Presse Canadienne, Montréal

Des membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont l'intention de profiter du congrès de la commission jeunesse du Parti libéral du Québec cette fin de semaine pour dénoncer le dégel des frais de scolarité.

Une manifestation est prévue samedi, à l'Université Bishop's, à Sherbrooke, où les jeunes libéraux tiendront leurs discussions.

Le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, rappelle que cette manifestation, où une centaine de personnes sont attendues, vise encore une fois à rappeler au gouvernement que

certaines étudiants n'ont pas l'intention de baisser les bras devant la hausse des droits de scolarité annoncée dans le dernier budget libéral.

Selon lui, cette augmentation est tout simplement «catastrophique» pour le Québec et constitue une attaque contre l'accès à l'éducation.

Sans vouloir dévoiler la stratégie des manifestants, M. Nadeau-Dubois a indiqué qu'ils vont s'assurer de faire sentir leur présence, souhaitant que l'opération se déroule pacifiquement.

Il a assuré que l'ASSÉ, qui prétend représenter environ 45 000 étudiants de cégeps et d'universités, a l'intention de continuer à dénoncer la hausse des droits de scolarité au cours de l'automne et de l'année scolaire à venir.

MÉTRO : Étudier maintenant, payer plus tard? – Jeudi 04 août 2011

► Au Québec, les droits de scolarité universitaires passeront de 2 168 \$ actuellement à 3 793 \$ en 2017, soit une hausse de 325 \$ par an

► Certains experts proposent plutôt d'envisager un système de prêts semblable à celui du Royaume-Uni

MIREILLE LANGLOIS, MÉTRO

«C'est une attaque historique à l'accessibilité à l'éducation, estime Gabriel Nadeau Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où les droits de scolarité sont les plus bas, cela devrait être une fierté, non pas une honte», défend-il.



MéTRO

«Les étudiants québécois sont en moyenne endettés de 14 000 \$ par année d'études.» -

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

Ceux qui s'opposent à la hausse craignent que l'écart se creuse entre les étudiants plus riches et

ceux moins favorisés, qui risquent de renoncer aux études supérieures. «C'est une vision clientéliste de l'université», dénonce Michel Seymour, professeur au Département de philosophie de l'Université de Montréal.

Selon les associations universitaires, la hausse annoncée n'est pas adaptée à la réalité des étudiants, qui déjà sont en moyenne endettés de près de 14 000 \$ par année d'études, selon la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Cette hausse est cependant jugée nécessaire par les économistes. Le sous-financement des universités québécoises par rapport à la moyenne canadienne s'élevait aujourd'hui à 620 M\$. Ce déficit serait dû en partie à un désengagement de l'État fédéral. Ottawa a décidé de réduire les transferts aux provinces en éducation post-secondaire depuis 1994-1995. «On peut encore demander à ce que ce financement soit rétabli, mais pour l'instant, on n'obtient aucune réponse», précise Michel Seymour.

Pour tenter de freiner l'endettement étudiant, certains pays anglo-saxons, comme le Royaume-Uni, ont établi un système de prêts avec remboursement proportionnel au revenu. Les droits de scolarité sont financés en premier lieu par le gouvernement, et l'étudiant rembourse ce prêt une fois diplômé, si son salaire atteint un certain niveau.

Il semble pourtant que ce système n'empêche pas la facture de monter. Les droits de scolarité au Royaume-Uni passeront, en 2012, de 3 000 £ par année à 6 000 £, voire 9 000 £ pour certains établissements.

«Nous avons envisagé toutes les options, mais nous n'avions pas d'autres solutions pour rattraper les pertes causées par les coupes budgétaires, reconnaît Lee Edbon, président du think-tank universitaire Million +, spécialisé dans les études supérieures. Nous espérons que les étudiants feront le choix de continuer à venir à l'université.»

Ajouter un seuil supplémentaire d'impôt permettrait d'aller chercher une partie de l'argent manquant, selon les experts. Mais selon eux, il faut avant tout prendre le problème à la base : lutter contre le décrochage scolaire qui risque de s'accroître avec une hausse des droits de scolarité et appeler à la responsabilisation d'Ottawa.

«Si le gouvernement canadien refinançait les provinces, cela permettrait de baisser les droits de scolarité et donnerait la possibilité au gouvernement du Québec de disposer de ressources additionnelles pour mieux financer les universités québécoises», conclut Michel Seymour, de l'Université de Montréal.

MÉTRO : Une Québécoise à Londres – Jeudi 04 août 2011



Collaboration Spéciale

Monique Motty

MIREILLE LANGLOIS, MÉTRO

Monique Motty est une étudiante québécoise de 27 ans. Elle a fait sa maîtrise en génie de l'énergie à Londres. Pour elle, il s'agit d'un investissement pour l'avenir.

Les droits de scolarité sont beaucoup plus élevés en Angleterre qu'au Québec. Comment vous en sortez-vous?

Ça m'a coûté 10 500 £ (16 565 \$CAN). J'avais un peu d'argent de côté et j'ai aussi bénéficié des prêts et bourses du Québec et du système britannique. Mais je n'aurais pas pu étudier sans l'aide financière de Québec. Si j'étais restée à Montréal, la hausse des frais m'aurait probablement découragée. J'avais aussi d'autres responsabilités financières que je n'ai pas à Londres.

Comment le financement fonctionne-t-il à Londres?

Le gouvernement avance l'argent, sous forme de prêt, et l'étudiant le rembourse une fois diplômé,

en fonction de son salaire. C'est comme le système de prêts et bourses au Québec, mais à la différence que cela permet de payer la totalité des droits de scolarité. Et puis l'argent n'est pas déposé directement dans notre compte, ce qui nous empêche de le dépenser comme on peut le faire au Québec (rires).

Ce système pourrait-il être adapté au Québec?

En partie. Le gouvernement pourrait financer certains programmes d'études. Cela encouragerait les étudiants à aller dans des domaines plus recherchés, avec une aide. Ils pourraient aussi plus facilement le rembourser, car ils seraient certains de trouver un emploi dans leur domaine. Cela pourrait être une meilleure option que ce qui est offert actuellement.

MÉTRO : De bon conseil

MÉTRO : De bon conseil : La peur des dettes d'études, par Mario Charrette – Mardi 18 octobre 2011

► La peur des dettes ne devrait pas vous empêcher de poursuivre un programme universitaire prometteur qui vous intéresse

► Dernière chronique sur la valeur des diplômes universitaires



Métro

Ce sont surtout les étudiants venant de familles à faible revenu qui décideront de ne pas poursuivre leurs études, car ils connaissent mal les programmes d'aide financière auxquels ils ont droit.

Plusieurs étudiants ont peur de s'endetter. D'après un rapport déjà cité dans cette chronique, jusqu'à 7 000 étudiants, ou 2,5 %, pourraient décider de ne pas poursuivre d'études universitaires plutôt que de s'endetter pour composer avec l'augmentation des frais de scolarité de 1 625 \$ prévue d'ici 2017.

Or, selon ce rapport du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), ce sont surtout les étudiants venant de familles à faible revenu qui décideront de ne pas poursuivre

leurs études, car ils connaissent mal les programmes d'aide financière auxquels ils ont droit. Toujours selon le Conseil, les familles à faible revenu ont également tendance à surestimer les coûts associés aux études universitaires et à en sous-estimer les bénéfices. Une prudence excessive pourrait donc les inciter à éviter les dettes qu'engendrent les études universitaires.

Une étude produite par le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (COQES) arrive aux mêmes conclusions. Selon le COQES, le nombre de jeunes venant de familles à faible revenu est resté le même en Ontario depuis des années.

La raison principale en serait que ces familles n'ont pas les connaissances financières qui leur permettraient d'apprécier toute la valeur d'un diplôme universitaire. Le COQES suggère lui aussi de publiciser les programmes d'aide aux études auprès de ces familles et de leur faire valoir que les études sont un investissement rentable.

Ces conclusions ne sont pas surprenantes. Déjà, dans les années 1980, des études avaient mis en lumière que les jeunes de familles à faible revenu préféraient des formations courtes et peu dispendieuses à des formations longues représentant un investissement financier important.

Cela avait pour effet de les confiner dans des emplois souvent peu rémunérateurs et instables,

mais ces jeunes semblaient préférer cette situation à l'endettement nécessaire à la poursuite de longues études.

Évidemment, le parcours académique y est certainement pour quelque chose. Plusieurs programmes universitaires parmi les plus payants ont aussi des exigences académiques importantes, alors que ces jeunes éprouvent souvent des difficultés scolaires. Choisir un diplôme d'études professionnelles (DEP) est alors plus sage, d'autant plus que certains DEP sont très rémunérateurs (conduite de grue, mécanique d'ascenseur, etc.).

Néanmoins, la peur de l'endettement ne devrait pas vous décourager d'entreprendre des études universitaires dans un programme prometteur qui vous intéresse et pour lequel vous répondez aux exigences. N'oubliez pas que ce diplôme universitaire, comme je le disais dans la première de ces chroniques, représentera par année plusieurs milliers de dollars supplémentaires par année en comparaison de ce que vous pourriez gagner sans lui.

De plus, il y a fort à parier que la pénurie de main-d'œuvre qui s'annonce conduira à une augmentation générale des salaires. Vous aurez donc les moyens de rembourser vos dettes scolaires.

MÉTRO : De bon conseil : Forme-t-on trop de diplômés universitaires?, par Mario Charrette – Mardi 11 octobre 2011

Plusieurs pensent qu'on forme trop de jeunes à l'université

Pourtant, la formation universitaire demeure un atout important, même dans les emplois moins qualifiés

Troisième de quatre chroniques



Métro

Plusieurs diplômés universitaires qui ont de la difficulté à trouver un emploi dans leur domaine acceptent des emplois dans le secteur des services.

René possède un baccalauréat en sociologie et travaille comme commis d'épicerie. Annie a terminé quant à elle un baccalauréat en arts appliqués et est vendeuse de matériel artistique. Sophie détient une maîtrise en sciences poli-

tiques et travaille comme commis de bibliothèque.

René, Annie et Sophie occupent des emplois qui n'exigent habituellement qu'un diplôme d'études secondaires. Ils sont donc sous-employés. Nous avons tous rencontré des jeunes dans la même situation.

Ont-ils donc perdu leur temps et, surtout, leur argent en suivant une formation universitaire? Plusieurs s'empresseront de répondre oui. Il est d'ailleurs peu probable que René, Annie et Sophie prévoyaient occuper leur emploi présent, pour lequel leur formation semble peu utile.

Le sous-emploi des diplômés universitaires n'est pas un phénomène nouveau. Il y a au moins 20 ans qu'on s'est rendu compte que les études avancées ne profitent pas à tous également. Comme cette chronique le démontrait la semaine dernière, c'est souvent le diplôme obtenu qui fait la différence.

Alors que les diplômés de certains programmes chôment peu et sont bien rémunérés, d'autres au contraire ont de la difficulté à trouver des emplois stables et payants. Plusieurs accepteront alors des emplois dans le secteur des services (vente au détail, service à la clientèle, tourisme), qui embauche souvent les «surdiplômés».

De là à conclure qu'on forme trop de jeunes dans les universités, il n'y a qu'un pas que plusieurs franchissent vite. Pourtant, il ne faut pas oublier que le marché du travail évolue et qu'on demande toujours plus de qualifications pour occu-

per certains postes. En conséquence, il est possible que bien des jeunes diplômés universitaires que nous pensions sous-employés ne le soient pas tout à fait.

Selon une étude récente du Center on the Workforce and Education, ceux qui détiennent un diplôme universitaire gagnent davantage que ceux qui n'en ont pas, pour un poste équivalent. Par exemple, les agents de prêts diplômés de l'université gagnent en moyenne 47 % plus que leurs collègues qui n'ont pas d'études supérieures.

Cette «prime» associée au diplôme est encore plus élevée dans d'autres milieux. Elle est de 54 % chez les commis de vente au détail, de 55 % pour les caissières et même de 73% pour les commis au service à la clientèle.

Comment expliquer ces différences? Certains postes peuvent exiger plus de qualifications et être mieux rémunérés. Il est possible que les employeurs préfèrent les diplômés universitaires pour ces postes. De même, les jeunes mieux formés sont plus nombreux à démarrer une entreprise dans leur domaine.

Cela démontre surtout qu'un emploi pour lequel vous êtes surdiplômé n'est pas un cul-de-sac. Il est possible d'y découvrir les occasions de progresser et d'améliorer votre sort. Votre formation demeure alors votre meilleur atout.

MÉTRO : DE bon conseil : Des programmes plus payants que d'autres, par Mario Charette – Mardi 04 octobre 2011

Les programmes universitaires n'ont pas tous la même valeur sur le marché du travail

Le programme choisi peut fortement influencer les revenus futurs

Deuxième de quatre chroniques

Au Québec, une bonne éducation coûte moins cher qu'une petite voiture. En effet, un étudiant au baccalauréat à temps plein débourse maintenant plus ou moins 1 400 \$ par session, incluant les droits de scolarité et les frais afférents. La

facture totale d'un baccalauréat de trois ans est donc d'environ 8 500\$, alors qu'il est très difficile de trouver une petite voiture neuve pour moins de 10 000 \$.

Les études demeurent néanmoins une dépense importante, surtout lorsqu'on ajoute le temps qu'on y investit et les efforts qu'il faut fournir. Il est donc légitime de s'attendre à ce qu'elles participent à améliorer notre situation financière et conduisent à un emploi rémunérateur.

Or, une étude récente du Center on Education and the Workforce vient encore une fois confirmer ce que cette chronique a déjà fait valoir. Il ne suffit pas de fréquenter l'université pour accéder à un emploi payant. Si certains programmes conduisent à une excellente rémunération, d'autres au contraire mènent à des emplois mal payés.



Même si les études universitaires sont bon marché au Québec, elles demeurent une dépense importante.

Selon les résultats de cette étude, ce sont les jeunes Américains diplômés des programmes de génie qui jouissent du traitement le plus enviable. Le salaire annuel moyen des bacheliers en génie serait en effet de 75 000 \$ par année et de

99 000 \$ pour les détenteurs d'une maîtrise ou d'un doctorat. À l'inverse, les bacheliers en psychologie, en service social et en éducation ne gagneraient en moyenne que 42 000 \$ par année, ou 60 000 \$ avec une maîtrise ou un doctorat.

Les diplômés en informatique, en administration et en sciences de la santé sont également choyés. Selon l'étude, les bacheliers en informatique gagnent en moyenne 70 000 \$ par année, 89 000 \$ pour les détenteurs d'une maîtrise ou d'un doctorat. Pour les diplômés en administration et en sciences de la santé, le salaire annuel moyen est de 60 000 \$ pour les bacheliers et de 89 000 \$ pour ceux qui ont complété leur maîtrise ou leur doctorat.

Ces données rappellent ce qui se passe au Québec. En effet, selon la dernière enquête Jobboom sur les carrières d'avenir, parmi les 17 formations universitaires dont les diplômés récents gagnent plus de 900 \$ par semaine, on en

compte 5 en génie, 5 en sciences de la santé, 2 en administration et une en informatique.

Quant aux diplômés les moins rémunérés, l'étude du Center on Education and the Workforce permet d'identifier parmi eux deux groupes : les détenteurs d'un baccalauréat en arts ou en sciences humaines et ceux qui s'arrêtent au baccalauréat alors qu'ils devraient continuer leurs études pour se tailler une place sur le marché, les diplômés de psychologie par exemple.

Sa conclusion est aussi la mienne : ce que vous étudiez influence l'emploi que vous occuperez et, du même coup, votre rémunération. Précision : Dans la chronique précédente, il aurait fallu lire que «plusieurs objecteront qu'ils connaissent des gens qui n'ont qu'une formation professionnelle (DEP ou AEP) et qui gagnent plus que bien des diplômés universitaires».

MÉTRO : De bon conseil : Les études qui payent, par Mario Charrette – Mercredi 28 septembre 2011

Les droits de scolarité augmentent et plusieurs se demandent si les études universitaires en valent toujours la peine

Pourtant, les études universitaires sont encore un investissement rentable

Première de quatre chroniques



Une étude prouve que la rémunération des bacheliers et des diplômés de 2e et 3e cycle est meilleure que celle des diplômés du secondaire. Selon une étude du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), jusqu'à 7 000 étudiants pourraient décider de ne

pas fréquenter l'université au cours des prochaines années, découragés par la hausse des droits de scolarité. Il est donc nécessaire de rappeler que les études universitaires restent tout à fait rentables en dépit de cette augmentation.

En effet, selon des travaux du Center for Education and the Workforce sur les jeunes Américains, un diplômé du baccalauréat gagnera en moyenne, au cours de sa carrière, environ 2,3 M\$, alors que le diplômé du secondaire ne gagnera que 1,3 M\$.

Par année, la rémunération moyenne des bacheliers est donc de 56 700 \$, plutôt que les 32 600 \$ moyens des détenteurs d'un DES. Une différence de plus de 21 000 \$.

Quant aux diplômés de 2e et 3e cycles, leurs revenus atteignent en moyenne 2,77M\$ et 3,3 M\$ respectivement. Certains programmes (médecine ou droit, par exemple) permettent de gagner encore davantage durant sa carrière, soit plus de 3,6 M\$.

En lisant ces chiffres, plusieurs objecteront qu'ils connaissent des gens qui n'ont qu'une formation professionnelle (DEP ou AEP) et qui gagnent plus que bien des diplômés universitaires.

Il est en effet possible pour quelqu'un qui n'a pas fait de longues études de gagner davantage qu'un autre qui a fréquenté l'université. Ce qu'il faut savoir, c'est que c'est l'exception qui confirme la règle. Ainsi, 14 % de ceux qui ont terminé des études secondaire gagnent plus que le revenu moyen des bacheliers.

La situation est similaire au Canada. En 2005, selon Statistique Canada, le salaire moyen annuel d'un diplômé du collégial était de 40 000 \$, alors qu'il était de 50 000 \$ pour les bacheliers. Seulement 25 % des diplômés des collèges atteindront ce niveau de rémunération.

Il est toujours possible de trouver des étoiles filantes qui ont réussi à se tailler une position enviable sans diplôme. Steve Jobs et Bill Gates sont souvent cités en exemple. Plusieurs familles comptent des autodidactes, ces gens déterminés qui ne laissent pas l'absence de scolarité nuire à leur succès professionnel.

Néanmoins, à moins d'être aussi charismatique et entreprenant qu'eux, il faut compléter des études universitaires pour gagner un aussi bon salaire. Celles-ci valent donc bien les 1 625 \$ de plus par année qui seront bientôt exigés.

Rapport du CCAFE sur L'IMPACT D'UNE HAUSSE DES FRAIS

LE DEVOIR : Droits de scolarité - Une étude chiffre l'impact de la hausse : 7000 personnes pourraient éviter d'entreprendre des études universitaires – Vendredi 23 septembre 2011

Marco Bélair-Cirino

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) se dit «inquiet» des «effets négatifs possibles» de la hausse des droits de scolarité sur l'accessibilité aux études supérieures dans un rapport dévoilé hier. La hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans (2012-2013 à 2016-2017), annoncée à la mi-mars par le ministre des Finances, Raymond Bachand dans son discours sur le budget, pourrait dissuader jusqu'à 7000 personnes d'entreprendre des études universitaires, soit 2,5 % de l'effectif, avertit-il.

Mais, bien qu'elle soit «importante», l'augmentation n'est pas soudaine, fait remarquer le CCAFE, avant de rappeler que les bénéficiaires de bourses verront leurs prestations augmenter en fonction de l'augmentation des droits de scolarité.

Le groupe presse néanmoins le gouvernement de mieux faire connaître les programmes d'aide financière aux études aux familles à faible revenu, dont les parents «ont souvent tendance à surestimer les coûts des études universitaires et

à en sous-estimer les bénéfices». Le ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports (MELS) doit élaborer un plan de communication qui devra mettre en exergue «les bienfaits de l'éducation» tout en recensant les modifications apportées aux programmes d'aide financière aux études visant à amoindrir les impacts des hausses des droits de scolarité — de 325 \$ annuellement pendant cinq ans à partir de l'automne 2012 —, selon le CCAFE.

«Ce que nous dit avant tout le comité consultatif, c'est: "il ne faut pas surestimer le coût des études universitaires et si le fait pas sous-estimer les bénéfices qu'on en retire". Oui, je vais prendre mon bâton de pèlerin. Je vais rappeler jusqu'à quel point c'est un bon investissement que d'aller à l'université et de décrocher son diplôme universitaire», a affirmé la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à Radio-Canada.

Le CCAFE recommande à la ministre d'accroître l'admissibilité du Programme de remise de dette aux étudiants touchant exclusivement un prêt. «Lorsque tu es en difficulté, tu as une "période

de grâce" de deux ans durant laquelle le ministère paie les intérêts [du prêt]. Ça va être haussé à cinq ans. Mais ça touche uniquement ceux qui ont une bourse», a indiqué son attaché de presse, Dave Leclerc.

Le CCAFE presse également le gouvernement d'effectuer une étude auprès des personnes qui fréquentent l'université à temps partiel en vue d'évaluer l'opportunité d'introduire un volet bourse dans le Programme de prêts pour les études à temps partiel, ainsi qu'une enquête sur les conditions de vie des étudiants de 2012 à 2017.

Les étudiants dénoncent

«Moins de jeunes vont à l'université, on va perdre 7000 étudiants, et on nous annonce qu'on va utiliser les étudiants comme des rats de laboratoire, des cobayes», a affirmé par voie de communiqué la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui a accueilli par des huées le rapport du CCAFE. «Toutes les études sérieuses démontrent les impacts négatifs d'une hausse aussi radicale sur l'accessibilité aux études», a-t-elle fait valoir.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) mise sur la mobilisation populaire afin de faire reculer le gouvernement de Jean Charest. «Alors que les libéraux et leurs amis s'en mettent plein les poches en profitant de la corruption, ils demandent aux étudiants et aux étudiantes de payer toujours plus pour étudier», a dénoncé le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois. «C'est inacceptable et nous serons dans la rue cet automne pour condamner cette injustice!» a-t-il mis en garde.

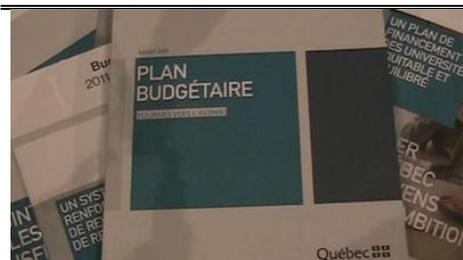
LA PRESSE : Mise en garde à propos de la hausse des droits de scolarité – Vendredi 23 septembre 2011

Pascal Bréton, La Presse
La hausse des droits de scolarité inquiète le Comité consultatif sur l'accessibilité financière des études.
Dans un avis émis hier à la demande de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, le comité qualifie d'importante l'augmentation des droits de scolarité de 325\$ par année pendant cinq ans. Le comité s'inquiète des effets négatifs que cela pourrait avoir sur l'accessibilité des études universitaires.
Les étudiants admissibles aux bourses de l'État n'en pâtiront pas puisque le programme a été ajusté en conséquence, estime le comité. En revanche, le comité s'inquiète de l'augmentation de la dette des étudiants qui ne reçoivent que des prêts. Il craint aussi l'effet qu'aura la hausse sur les étudiants provenant de familles à faibles

revenus qui sous-estiment les bénéfices de l'éducation.
L'avis est assorti de recommandations pour compenser les effets négatifs de cette hausse. Le comité propose notamment d'établir un bon plan de communication pour valoriser l'éducation postsecondaire et de mener les enquêtes prévues en 2012 et en 2017 auprès des étudiants pour suivre l'évolution de leur situation financière.
Ce sont de bien faibles recommandations, estime la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). L'impact de la hausse des droits de scolarité sur l'accessibilité des études a déjà été démontré, selon elles, et les propositions du comité traitent les étudiants actuels comme des rats de laboratoire, dénoncent la FECQ et la FEUQ.

Coup d'éclat en direct
De son côté, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) affirme que l'avis confirme ses craintes. Des étudiants et des membres de l'ASSÉ ont d'ailleurs perturbé la diffusion de l'émission Le club des ex, présentée à l'UQAM, hier, pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Des étudiants ont surgi sur le plateau de tournage avec une banderole où il était écrit: «L'éducation est un droit». D'autres ont lancé des avions de papier, symboles de leur facture universitaire.
La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) a pour sa part érigé une maison dans le hall de l'établissement, hier, pour illustrer le désir des étudiants de rester à l'université

MÉTRO : Un comité consultatif inquiet des prochaines hausses des droits de scolarité – Vendredi 23 septembre 2011



Archives Métro
Dans le dernier budget provincial, le gouvernement de Jean Charest a annoncé des hausses de droits de scolarité de 325\$ par année pour les cinq prochaines années pour les étudiants à temps plein.

▶ Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études à été mandaté par la ministre de l'Éducation pour examiner les modalités des hausses des frais de scolarité

▶ Il a rendu son rapport jeudi

Les étudiants furieux

À la lumière de l'avis du CCAFE, la Fédération étudiante universitaire du Québec a déploré le peu de données sur les conséquences des hausses des droits de scolarité. «Moins de jeunes vont à l'université et on nous annonce qu'on va

utiliser les étudiants comme des rats de laboratoire, des cobayes, a dénoncé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. On va sacrifier une génération à cause de l'entêtement du gouvernement Charest.» Mme Desjardins a également indiqué que les solutions proposées par le CCAFE sont «vagues et futiles».

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante a pour sa part répété que les prochaines hausses des droits de scolarité sont injustes et qu'ils compromettent l'accessibilité aux études postsecondaires.

MARIE-EVE SHAFFER, MÉTRO

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) s'est dit inquiet des effets qu'entraîneront les hausses des droits de scolarité prévues de 2012 à 2017 sur les étudiants.
Cet organe consultatif, qui est lié au Conseil supérieur de l'éducation, a été mandaté par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp pour qu'il lui fasse part de son avis sur les modalités des prochaines hausses des droits de scolarité de 1625\$ sur cinq ans et de l'aide financière aux études. [Son rapport a été rendu public jeudi.](#)

Le CCAFE y évoque la possibilité que les prochaines hausses des droits de scolarité provoquent une baisse de l'effectif étudiant pouvant aller jusqu'à 2,5%, ce qui représenterait environ

7000 étudiants. Le comité précise toutefois que bien que les hausses soient «importantes», elles ne sont pas soudaines. Le gouvernement les a annoncées près de 18 mois avant leur entrée en vigueur.

Les futurs étudiants qui proviennent de milieux moins bien nantis inquiètent particulièrement le CCAFE. «Dans les milieux à faible revenu, les parents avaient tendance à surestimer le coût des études universitaires et à en sous-estimer les bénéfices», est-il écrit dans le rapport. Le comité suggère de mieux informer ces populations des bienfaits de l'éducation et de l'aide financière qui est offerte.

Le comité s'est aussi dit préoccupé par l'endettement des étudiants qui reçoivent seulement des prêts pour financer leurs études. Il propose de les rendre admissible au programme de remise de dette – seuls les bénéficiaires de bourses y ont présentement accès –, pour les aider à s'acquitter de leur dette.

Le CCAFE recommande également au gouvernement de mener comme prévu une enquête sur les conditions de vie des étudiants de 2012 à 2017 afin de mesurer les effets des hausses et d'indexer «pleinement» les programmes d'aide financière aux études. Ceux-ci souffrent d'un manque à gagner de 65M\$, a rappelé le comité.

24 HEURES : L Hausse des droits de scolarité : une baisse de l'effectif étudiant appréhendée – Vendredi 23 septembre 2011



Archives : Étienne Laberge

Les associations étudiantes sont en colère.
Charles Lecavalier

Un comité consultatif mandaté par le gouvernement du Québec pour examiner les conséquences des hausses des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans s'est dit inquiet des effets

sur l'accessibilité à l'éducation [dans un rapport rendu public jeudi.](#)

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) prévoit que cette hausse pourrait provoquer une diminution des effectifs, dans le pire des scénarios, une chute de 2,4 %, soit 7000 étudiants.

Le comité tempère toutefois la chose en soulignant que les boursiers seront indemnisés par une augmentation égale du régime de prêts et bourses et spécifie que la hausse est connue depuis longtemps.

L'inquiétude repose aussi sur l'accès au système universitaire pour les étudiants des familles à faible revenu. Ceux-ci auraient tendance à surestimer les coûts de l'éducation, sous-estimer les bénéfices et à craindre l'endettement.

Le CCAFE recommande au gouvernement de rendre ces étudiants à faible revenu admissibles

au programme de remise de dette et de mieux communiquer l'offre de l'aide financière aux études. Il souhaite aussi que le gouvernement mène une enquête sur les conditions de vie des étudiants de 2012 à 2017 pour faire un portrait de l'évolution socioéconomique de ceux-ci.

SIDE : Des rats de laboratoire

« Cela fait des années que l'ASSÉ répète que toute hausse de frais de scolarité a des impacts directs sur l'accessibilité et le gouvernement l'a toujours nié. La hausse de frais est injuste et fermera la porte des universités à des milliers d'étudiants », a déclaré par voie de communiqué de presse Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

« Moins de jeunes vont à l'université, on va perdre 7000 étudiants et on nous annonce qu'on va utiliser les étudiants comme des rats de laboratoire, des cobayes. Toutes les études

sérieuses démontrent les impacts négatifs d'une hausse aussi drastique sur l'accessibilité aux

études. On va sacrifier une génération à cause de l'entêtement du gouvernement Charest »,

affirme Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

RADIO-CANADA : Frais de scolarité : un comité consultatif s'inquiète de l'accessibilité aux études - Mise à jour le jeudi 22 septembre 2011 à 18 h 15 HAE



Photo: Bruno Maltais

Fanny Pelletier, Félix Lebel et Arnaud Gendron

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études s'inquiète des effets négatifs possibles de la hausse des frais de scolarité sur l'accès aux études universitaires, mais ne remet pas en question la majoration de 325 \$ par année des droits de scolarité pendant cinq ans, décrétée par Québec.

Le Comité, rattaché au Conseil supérieur de l'éducation du Québec, constate entre autres que la hausse des frais pourrait entraîner une baisse de l'effectif universitaire de l'ordre de 2,5 %.

Dans un avis publié jeudi, le Comité dit être préoccupé par les « conséquences des hausses des droits de scolarité sur les futurs bénéficiaires du Programme de prêts et bourses, en particulier ceux qui viennent des milieux à faible revenu et dont les parents ont souvent tendance à surestimer le coût des études universitaires et à en sous-estimer les bénéficiaires ».

Il recommande la mise en place d'un plan de communication rappelant « les bienfaits de l'éducation et [décrivant] les caractéristiques et les améliorations apportées aux programmes d'aide financière aux études afin de réduire l'effet des hausses annoncées ».

Le Comité recommande aussi de rendre admissibles à un programme de remise de dette tous les bénéficiaires du Programme de prêts et bourses qui ont une dette d'études. Actuellement, les bénéficiaires qui reçoivent leur aide uniquement en prêts n'y sont pas admissibles. Il recommande de plus d'indexer pleinement les programmes d'aide financière aux études, et ce, de façon annuelle et automatique.

Par ailleurs, il estime qu'il faudrait mieux connaître l'effectif qui fréquente l'université à temps partiel. Le Comité recommande de mener une étude auprès de ces personnes en vue de mieux cibler les mesures d'aide financière qui leur sont destinées.

Finalement, le Comité recommande de tenir une enquête sur la condition de vie des étudiants en 2012 et en 2017, comme le prévoit le gouvernement.

Les fédérations étudiantes s'insurgent

Dans un communiqué conjoint, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) déplorent des « recommandations sans substance » du Comité, alors que son rapport révèle des données « troublantes ».

« On y apprend que le taux de participation aux études est de 21 % en 2006 alors que la Fondation des bourses du millénaire le fixait à 24 % au début des années 90. » De plus, le Comité révèle que la hausse entraînera une baisse de l'effectif étudiant équivalente à près de 7000 étudiants, soulignent les deux fédérations étudiantes.

Selon la FECQ et la FEUQ, le Comité ne propose que des mesures vagues comme l'élaboration d'un plan de communication pour faire la promo-

tion des études universitaires ou la mise sur pied d'enquêtes sur les populations étudiantes.

Finalement, le gouvernement ignore des études semblables menées par les fédérations étudiantes, qui démontrent que la prochaine hausse sera catastrophique pour une large proportion des étudiants, selon la FECQ et la FEUQ.

Frais de scolarité en hausse

La semaine dernière, Statistique Canada montrait que la progression des frais de scolarité s'accélère au pays. Les étudiants inscrits à un programme universitaire de premier cycle ont payé en moyenne 4,3 % de plus cette année par rapport à 2010-2011.

L'an dernier, la hausse des frais de scolarité avait été de 4 %. En moyenne, les étudiants canadiens ont payé 5366 \$ en frais de scolarité comparativement à 5146 \$ l'année précédente.

Au Québec, les frais de scolarité ont progressé de 4,5 % cette année. La province reste, avec Terre-Neuve-et-Labrador, l'un des endroits où les frais de scolarité sont les moins élevés, en moyenne, respectivement de 2519 \$ et 2649 \$.

Élèves et d'étudiants réagissent

« C'est utopique de penser qu'on peut avoir la gratuité, mais il ne faudrait pas augmenter autant les frais de scolarité », avance Fanny Pelletier.

« 127 % en 5 ans, c'est rough », ajoute Félix Lebel, élève de deuxième année au cégep. « L'éducation, c'est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté. Tant qu'à baisser les impôts et augmenter les frais de scolarité, on devrait faire l'inverse », ajoute celui qui prévoit poursuivre sa formation à l'université en environnement.

« Ça doit rester accessible à tout le monde », renchérit Arnaud Gendron qui prévoit également poursuivre des études universitaires. « On peut se payer ça. On a les moyens de le faire. »

La hausse des frais de scolarité ne devrait pas les empêcher de poursuivre leurs études. « Je pense que quelqu'un qui veut aller à l'université ira quand même, mais ça pourrait limiter la volonté de faire une maîtrise », estime M. Lebel.

On est quand même chanceux par rapport à d'autres provinces ou aux États-Unis, et les frais de scolarité, ça va avec le coût de la vie.

— Geneviève Fréchette, étudiante en enseignement préscolaire

Secrétaire générale de l'Association étudiante modulaire de science politique, Louis-Philippe de Grandpré est contre toute hausse des frais de scolarité: « C'est pas qu'il n'y a pas d'argent, c'est une question de choix. »

On compare toujours avec l'Amérique du Nord, mais en Europe, il y a beaucoup d'endroits où c'est moins cher.

— Louis-Philippe de Grandpré

« En 2015, ça prendra 8,8 semaines de travail à temps plein (au salaire minimum) pour payer ses frais de scolarité, poursuit M. de Grandpré. Ça c'est tout l'été et ça ne paye pas le loyer et la nourriture. On dirait que c'est fait pour qu'un petit groupe puisse bénéficier de l'éducation. »

[audio-vidéo](#)

[Le compte rendu Martine Biron Colette Mersy résume les grandes lignes du rapport du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.](#)

[Hyperlien externe](#)

[Hausse des droits de scolarité et modifications à l'aide financière aux études 2012-2013 à 2016-2017](#)

Le rapport du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études

Les commentaires (50)

Envoyé par Michel Demers de Shrbrooke

23 septembre 2011 à 06 h 42 HAE

@Pierre Tremblay

Bernard Landry et le parti Québécois avait atteint le déficit 0 et fait des choix difficiles et douloureux, mais avaient eu le courage de le faire et de voter une loi sur le déficit 0 que les Libéraux ont allègrement contourné, Landry avait prédit le recul du Québec avec l'élection de Charest et ses amis... il avait 100% raison, Je me souviens que les journalistes se sont mis sur son dos pour lui faire perdre l'élection de 2003. Les gens ont cru aux baisses d'impôt et que Jean le messie allait régler les problèmes des urgences... les comtes de fées...

Retour à la réalité maintenant : le recul de 10 ans !

<http://www.youtube.com/watch?v=pi2TVwHqk74>

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 23 h 18 HAE

Diane Richer de Montréal:

Elle est loin derrière l'époque pour ce genre de choix. On est plus à décider ou l'investissement sera le plus payant, mais plutôt ou les coupures feront le moins mal.

Et puisque tout y a déjà passé plusieurs fois, on doit maintenant se contenter de ce qui reste. Regarder la Grèce, croyez-vous qu'ils sont à faire ce genre de choix? Voila! Les choix difficiles, ça fait 20 ans qu'on les connaît. Les coûts de notre bureaucratie, la dénatalité, etc etc...

On s'est assis dessus, eh bien maintenant recoltons!

Envoyé par Diane Richer de Montréal

22 septembre 2011 à 19 h 42 HAE

Première conséquence concrète de cette mesure. La fille de ma voisine qui va finir son baccalauréat en juin, s'est vu offrir un cheminement "honor" à l'université de Montréal, puisque ses résultats sont excellents. Le cheminement "honor" consiste à débiter la maîtrise lors de la dernière session du baccalauréat.

Étant déjà endettée, elle ne pourra pas continuer à la maîtrise, les bourses d'excellence étant limitées, elle ne peut pas se baser sur une hypothétique bourse d'excellence pour décider de son avenir académique

Le Québec est en train de se passer des meilleurs éléments dans son système académique. En a-t-il vraiment le luxe ?

Les travailleurs les plus diplômés sont ceux qui payent le plus d'impôts, puisqu'en général, ils bénéficient de meilleurs salaires.

La société voit donc son retour sur investissement très rapidement.

En plus de l'argent sonnante, la société bénéficie des retombées de la recherche. Une recherche universitaire active attire des investissements majeurs, ce qui entraîne de nouveaux emplois très payants.

Mais le Québec, et sa population, semble préférer payer des sommes astronomiques injustifiées pour les infrastructures routières, qui elles tombent en ruines en moins de 40 ans. Belle logique socio-économique en effet.

Quand on finit par acheter que d'étudier c'est un privilège, que de conduire une voiture c'est un privilège, que de se procurer du vin c'est un privilège, que de vivre au Québec c'est un privilège, il n'y a plus grand chose à espérer. Une

société de "privilegiés" n'a en effet aucune raison de se révolter contre les gouvernants. En passant, un privilège est un droit accordé à quelques individus qui peuvent ne pas respecter certaines règles établies pour la majorité. Conduire une voiture est donc un droit ! Étudier est donc un droit !

Acheter du vin est donc un droit !

Vivre au Québec (après avoir respecté les règles pour y entrer) est donc un droit !

Cessons de se considérer comme une société de "privilegiés".

Les politiciens ont réussi à faire passer la pilule de payer pour tous nos droits.

Permis, plaques, Hydro, péage sur les ponts, alors que nous payons déjà près de 50% de taxes. Comme quoi, ce n'est pas la somme d'argent qui fait la différence dans les services mais plutôt ce qu'il en coûte pour administrer les programmes (gestion, structures organisationnelles)

Envoyé par Emmanuel Bois de Québec

22 septembre 2011 à 19 h 05 HAE

Justement les étudiants, non on les as pas les moyens de ne pas vous augmenter. Avec le vieillissement de la population il y a de moins en moins de payeurs de taxes et de plus en plus d'augmentations de demandes de services. La classe moyenne es prise a la gorge et sur endetter. Mais bon, on va tous aller vivre dans un un et demi, se noirrir de rammens pour que nous puissions envoyer les étudiants en phylosophie, antropologie et autres programmes douteux du genre.

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 18 h 30 HAE

"EN france se naest pas utopique et il ont la graduité"-Alfreda Maynio de Chibougamo Ouais, et elle suivra surement de peu la Grece...

Envoyé par Alfreda Maynio de Chibougamo

22 septembre 2011 à 18 h 25 HAE

je ne fete pas pis je suis pauvre

Envoyé par Alfreda Maynio de Chibougamo

22 septembre 2011 à 18 h 16 HAE

EN france se naest pas utopique et il ont la graduité

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 17 h 43 HAE

"Il doit bien y avoir quelques fonds de tiroir à gratter mais si vous voulez réaliser de grandes économies, il va falloir sacrifier des services, c'est simple!"

Selon quoi exactement? Selon votre analyse exhaustive des organigrammes de la fonction publique?

On peut couper dans la bureaucratie sans couper dans les services.

Envoyé par Pierre Germain de Montréal

22 septembre 2011 à 16 h 33 HAE

L'éducation doit être un droit. C'est, dans les faits, un pilier de la démocratie. L'accès à l'éducation constitue l'un de meilleurs moyens de créer de la richesse, de restreindre l'écart riches-pauvres et d'assurer la pérennité de l'équité sociale (en autant que les programmes d'études offerts ne soient pas conçus en fonction d'attirer trompeusement des étudiants pour obtenir des subventions du gouvernement mais bien en fonction des besoins de la société, tout en préservant des programmes de qualité).

Au lieu de lorgner vers le Canada anglais qui, lui-même lorgne vers les USA - pays en perdition, soit dit en passant -, regardons ce qui se fait dans le reste du monde industrialisé, là où l'éducation reste accessible à tous, à des frais de scolarité extrêmement bas; dans ces pays, la productivité y est enviable. Ne prenez comme exemple que l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Finlande.

Augmenter les frais de scolarité revient à travailler à instaurer une pseudo-noblesse dont les fils sont injustement avantagés. L'origine sociale d'un individu ne devrait pas déterminer son avenir par le biais d'une éducation dont l'accessibilité est déterminée par la capacité de payer.

Envoyé par David Landry de Québec

22 septembre 2011 à 16 h 19 HAE

@Gerald Dumouchel

Je vois mal comment on peut encourager des universitaires à se rediriger vers la construction, avec tous les indices de corruption qui en émanent depuis plusieurs années. Je me permet aussi de vous demander qu'est-ce qui vous pousse à croire que c'est 25% des étudiants qui "devraient être ailleurs"

Vraiment? On devrait se passer de 25% de nos étudiants?

Envoyé par Guy Masson de Québec

22 septembre 2011 à 16 h 16 HAE

@Pierre Tremblay

Croire qu'on peut réaliser de grandes économies sans toucher aux services c'est de la pensée magique. Il doit bien y avoir quelques fonds de tiroir à gratter mais si vous voulez réaliser de grandes économies, il va falloir sacrifier des services, c'est simple!

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 15 h 29 HAE

"Si vous voulez vraiment couper, je n'ai rien contre, mais il va falloir identifier des services."- Guy Masson de Québec

Pas dans les premieres lignes, dans la bureaucratie. Par exemple, il y a presque autant de gens dans les bureaux en education que dans les premieres lignes.

Au vrai fouilli de bureaucrate.

Envoyé par Gerald Dumouchel de Quebec

22 septembre 2011 à 15 h 23 HAE

que la hausse des frais pourrait entraîner une baisse de l'effectif universitaire de l'ordre de 2,5 %.

En autant que les 2.5% sont parmi les 25% d'étudiants qui devrait être ailleurs, soit n'ayant pas les compétences pour y réussir, ou soit les autres qui pensent qu'il y a pas d'avenir sans avoir passer par l'université. Ces 25 % serais pas mal mieux de re-orienter leur carrière dans des métiers traditionnel, comme dans la construction par exemple où il y a un manque de main d'oeuvre.

Et c'est pas parce que les professeurs pourrait avoir un meilleur salaire, les cruches qui ne peuvent réussir, ne le pourront pas plus. Le parasites qui passent leur temps a recommencer leur cycle, ou changer constamment de choix aurais avantages a se brancher ailleurs. Certains semble croire que passer leur vie a étudier fait parti d'un choix de carrière.

Envoyé par Guy Masson de Québec

22 septembre 2011 à 15 h 17 HAE

@Pierre Tremblay

"Coupons dans la grosse bureaucratie, et des fonds, on en aura pour a peu pres tout."

Ben oui, on a vu ce que ça a donné de couper au MTQ : sauver quelques piastres aujourd'hui pour en payer beaucoup demain. Si vous voulez vraiment couper, je n'ai rien contre, mais il va falloir identifier des services. De quoi on se débarasse alors?

De mon côté, j'aimerais bien qu'on fasse payer de l'impôt à une partie des 50 % qui n'en paient jamais. Me semble qu'en commençant par demander à chacun de faire son effort, on aurait déjà le commencement du début de quelque chose!

Envoyé par Jean-Christophe Lavoie de Sherbrooke

22 septembre 2011 à 15 h 13 HAE

Quand je vois les étudiants se payer des voitures et des iPhones avec l'argent des bourses du gouvernement je ne peux être contre l'augmentation.

Je suis personnellement étudiant, je jouis d'une bonne qualité de vie car

a) J'ai travailler et économiser lors de mon cégep au lieu de m'acheter une voiture à 10,000\$, des voyages en asie et faire la fête en grand

b) Je ne suis pas réticent à l'idée de m'endetter.

L'augmentation représente environ 7,500\$ pour la durée d'un baccalauréat. Ce qui porte les frais de scolarité à 15,000\$. Wow! C'est même pas le prix d'une voiture neuve.

On s'endette pour tout, mais on ne veut pas s'endetter pour pouvoir jouir de la vie plus tard.

C'est sur que le système de prêt et bourses doit être revu au complet pour permettre à tous de profiter de l'éducation.

Il faudrait regarder aussi toute lescotisation aux associations étudiantes. Sur une facture de 1,400\$, il y a 900\$ de frais de scolarité et 500\$de frais d'association étudiante. Est-ce normal?

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 14 h 13 HAE

"Je me demande bien comment il compte arriver à une "économie de propriétaires" si les étudiants n'ont pas le moyen d'aller étudier. Je dis ça de même..."

Coupons dans la grosse bureaucratie, et des fonds, on en aura pour a peu pres tout.

Au Quebec, il y a une classe moyenne qui fait vivre l'autre. Au depend de nos etudiants, nos malades, et nos aines.

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 14 h 11 HAE

Je la forte impression que Legault fera la menage dans notre bureaucratie. C'etait son intention au PQ en tout cas.

Il liberera ainsi des fonds pour mieux remunerer les profs, au merite. Il y a trop longtemps que la mediocrité fait la pluie et le beau temps au Quebec. Alors maintenant on constate les resultats. Aucun doute que ceux qui ont la main dans la jarre a biscuit vont chigner, comme quoi elle s'impose a la vitesse grand V.

J'espere aussi qu'il inclura dans sa grille d'evaluation la "compehension de texte".

Envoyé par Jérôme Boucher de Kamouraska

22 septembre 2011 à 13 h 46 HAE

@Jacques Tremblay qui dit, et je cite:

"Il existe ce sauveur: Il s'appelle François Legault."

Sans programme ni parti et en prônant des idées qui divisent les classes sociales encore plus, c'est dur à dire. Pour l'instant, je crois qu'il faut sincèrement être atteint du syndrome du larbin pour croire à ça.

Je me demande bien comment il compte arriver à une "économie de propriétaires" si les étudiants n'ont pas le moyen d'aller étudier. Je dis ça de même...

Je trouve ça bien comique qu'un gars qui a provoquer un tonerre d'applaudissements partout au Québec quand il est parti du PQ (enfin débarassé) peut être si glorifié. Je dois bien avouer que Gesca fait un très bon boulot.

Envoyé par Daniel Nadeau de Montréal

22 septembre 2011 à 13 h 44 HAE

Je suis en faveur de la hausse des frais de scolarité. La majorité des étudiants se plaignent le ventre plein ; ils sont gâtés et ils ne savent pas à quel point... l'éducation au rabais subventionne celle des riches et ça c'est inéquitable !

Envoyé par Jacques Tremblay d'Ottawa

22 septembre 2011 à 13 h 41 HAE

On attend quoi pour quintupler les frais déductions pour les étudiants en MD qui vont de toute façon rembourser leur prêt en moind de 4 mois.

De plus avec leur laboratoire ils reçoivent bien plus de services qu'un étudiant en histoire qui eux n'ont qu'un prof en avant de la classe.

McGill a fait passer son programme d'excellence de MBA à plus de 30,000\$ par année et je suis certain que les classes sont encore pleine en sept. 2011.

Envoyé par Jacques Tremblay d'Ottawa

22 septembre 2011 à 13 h 31 HAE

325 \$ par année ce n'est pas si mal. Ceci n'empêche pas qu'il y a un maudit gros ménage à faire dans les dépenses du gouv. et je ne parle pas ici de couper les fonctionnaires. Hier on disait au nouveau qu'un ancien député libéral a reçu en 2011 pour près de 750,000.\$ de contrat comme consultant sans appel d'offre et l'année n'est pas fini.

Allez vite le Québec a besoin d'un nouveau parti qui ne doit rien à personne pour avoir gravi les marches jusqu'au poste de 1er Ministre.

Il existe ce sauveur: Il s'appelle François Legault.

Envoyé par Audrey Bonin de Joliette

22 septembre 2011 à 13 h 28 HAE

@ François Tremblay

L'Ontario a un régime de prêts et bourses très généreux, les universités prodiguent également de multiples bourses et plusieurs autres bourses sont financées par le privé. Si mes parents n'avaient pas payé mes études je n'aurais pas pu en faire puisque je n'avais pas accès au régime de prêts et bourse québécois. Heureusement que les frais n'avaient pas commencé à monter lors de mon inscription au bac.

Envoyé par Jay Saw de Quebec

22 septembre 2011 à 13 h 23 HAE

puis du public c'a devient personnel , tu part travailler , avec ton diplôme dans un pays ou tu paye moins d'impôt et mieux rémunérer .

Envoyé par Cedric Jean de Montreal

22 septembre 2011 à 13 h 23 HAE

Inquietant de voir à quel point les études universitaires sont vraiment destinées de plus en plus aux fils-filles à papa maman. Et même parmi les riches, il y a une compétition et un certain snobisme. Dans des salles de cours bondées, où vous n'êtes qu'un numéro, pour réussir vous n'avez souvent pas le choix de payer un surplus (ex. acheter un ordi car il n'y en a pas assez dans les salles. Acheter tel ou tel volume ou logiciel en plus car les ressources sont inadéquates dans votre faculté.. Dans un système d'éducation où l'on coupe les budgets, dans un marché du travail de plus en plus restreint où l'employeur vous en demande toujours plus.. Vous débarquez exténués et surendettés. Si vous vous contentez d'un bac, on vous dira que vos cours et votre formation sont incomplètes.. et là, vous postulez dans un autre domaine en attendant car il faut payer vos études, mais on vis dira en entrevue qu'on ne veut pas de vous car surqualifié (et on sait que vous ne voudrez pas de ce job très longtemps..)

Effarant de voir le nombre de diplômés qui ne travaillent pas dans leur domaine, même avec une maîtrise.. Une caissière de banque avec bac en économie, un commis de librairie avec maîtrise en histoire de l'art, bac en ingénierie qui travaille de nuit dans un bar..

Ce sont les étudiants venant trop souvent de familles riches qui s'en sortent.. surtout que maintenant il faut faire maîtrise et doctorat.. + de 35000\$ de dettes.. De quoi vous décourager d'étudier, et vous pousser à lâcher vos cours..

Envoyé par Guy Masson de Québec

22 septembre 2011 à 13 h 19 HAE

@Rachel Taillon

"Comment font les étudiants, canadiens en dehors du Québec et Terre-Neuve ou les frais de scolarité sont de 5366.\$ comparé au Québec à 2519.00\$"

Pour une fois qu'on coûte moins cher pour quelque chose, on pourrait en profiter à la place de toujours vouloir singer nos voisins. Vous qui parlez des frais de scolarité exorbitant de l'Angleterre, vous saviez que plusieurs aux États-Unis remettent en question les frais de scolarité trop élevé? Des universités ne savent plus quoi faire pour attirer des étudiants parce que ces derniers n'ont plus les moyens d'aller sur les bancs d'école. Regardez les grands réseaux américains (CNN, NBC, ABC, etc), s'est rendu qu'on voit des reportages qui montrent des jeunes qui préfèrent ne pas aller à l'université et qui se cherchent des emplois peu rémunérés en guise de "carrière" parce qu'ils n'ont pas vraiment d'autres choix.

Je ne pensais pas qu'on pouvait être ignorant au point de penser que pour avoir une éducation, il faut nécessairement payer cher. Les sociétés développées sont celles qui sont éduquées alors pourquoi ne pas investir dans notre l'éducation de nos jeunes : c'est notre avenir! Ben on, faisons comme pour les routes et les autoroutes : pelletons par en avant, chargeons plus et les prochaines générations s'arrangeront! Décevant..

Envoyé par Francois Tremblay de Trois-Rivieres

22 septembre 2011 à 13 h 13 HAE

Encore des agendas cachés.

L'Ontario a les frais les plus élever au Canada et ceci ne limite en rien l'access. C'est tout a fait le contraire, les inscriptions augmente.

Un autre des multiples groupes de pression qui veulent continuer un gele des frais a un niveau insoutenable.

La qualifier des services n'est pas gratuite.

Envoyé par Guy Masson de Québec

22 septembre 2011 à 13 h 12 HAE

@Marianne Longfield

"Pourquoi est-ce que le livreur de pizza devrait payer plus cher d'impôts pour le futur avocat?"

Un peu de sérieux, dans notre système le livreur de pizzas ne paie déjà pas d'impôts. Que ceux qui ont les moyens, dont je fais partie, paient pour ceux qui veulent s'éduquer. J'ai toujours pensé qu'on n'allait jamais trop à l'école et qu'on ne pouvait être trop instruit. Mon expérience personnelle et celle de mes proches me montre que j'ai raison. Taxez-moi pour que les jeunes aillent à l'école ; je n'ai aucun problème avec ça!

Envoyé par Jérôme Boucher de Kamouraska

22 septembre 2011 à 13 h 08 HAE

@Mme Taillon

"Comment font les étudiants, canadiens en dehors du Québec et Terre-Neuve ou les frais de scolarité sont de 5366.\$ comparé au Québec à 2519.00\$...est-ce que les parents les aident plus au lieu de se fier à l'état, ou sont-ils plus motivés que nos québécois...et votre étudiant scandinave est sûrement venu étudier ici pqc c'est ici ou les frais sont le moins élevés au Canada...Savez-vous combien cela coûte à un étudiant québécois qui décide d'aller faire une année d'étude (maîtrise) en Angleterre ...environ 80,000.00 \$ tout inclus , frais de scolarité, cout de la vie, logement. etc...comme je l'ai dit plus tôt quand la motivation y est , le coté monétaire suit..."

Ben écoutez, j'ai le goût de vous répondre, en premier lieu, que si les autres provinces canadiennes ne veulent pas donner un tissu social digne de ce nom, c'est leur problème. J'ai pas le goût de parler des autres provinces et de me comparer à elles: j'aime mieux un Québec qui s'identifie et s'affirme. Mais bon, jouons à ce jeu.

Les autres provinces canayennes ne sont pas aussi imposées que nous, donc il est logique qu'ils aient à payer plus pour les services publics. Mais bon, si vous souhaitez un système d'utilisa-

teur-payeur qui séparent les riches des pauvres d'un immense fossé, grand bien vous fasse.

Pour ce qui est de mon étudiant scandinave, vous faites erreur. Sachez que les frais d'inscriptions, les livres, les loyers et les épiceries des étudiants danois sont entièrement payés par l'État. Bien sûr, ils sont taxés à 63% de leur revenu, mais vous, est-ce qu'il vous reste 37% de votre salaire en poche à la fin du mois pour faire ce qui vous chante?

Oh, et pour l'Angleterre...Ben oui, je vais croire au fait que la plupart des parents québécois sont capables de payer ne serait-ce que la moitié du butin pour envoyer leur enfant à Oxford. Ne me faites pas rire...C'est une comparaison qui ne tient pas la route.

Envoyé par Michel Demers de Shrbrooke

22 septembre 2011 à 13 h 03 HAE

Petit détail en passant

Jean Charest avait de l'argent pour les écoles Juives ...

mais pas assez pour les écoles Québécoises !

Envoyé par Jérôme Boucher de Kamouraska

22 septembre 2011 à 12 h 57 HAE

@Mme Longfield

Bien évidemment que vous avez travaillé pour payer vos études, là n'est pas la question. Dans mes trois classes (pour un total de 76 étudiants puisque plusieurs ont deux de mes classes), je crois que seulement 2 étudiants ne travaillent pas et c'est principalement parce qu'ils ont les parents pour se le permettre.

Mais dans une société qui coûte de plus en plus cher en matière de vêtements, d'alimentation de base, de loyer, d'assurances (parce que plusieurs propriétaires ne louent plus sans assurances), de transport en commun (dans mon coin, c'est plus un ou deux étudiants qui traînent les étudiants qui demeurent loin du CÉGEP en voiture), etc. Vous croyez vraiment qu'un étudiant voulant s'investir dans ses études a le moyen de travailler 30 heures/semaine, faire tous ses travaux à temps (parce que je les demande à temps quand même) en faisant la recherche nécessaire et faire leur vie en même temps? Même en collocation à 8, des fois, ils n'y arrivent pas.

Pas parce que les parents ne veulent pas aider: parce qu'ils s'arrachent déjà les cheveux de sur la tête à payer leurs propres comptes, simplement parce qu'ils ont moins été gâtés par la vie. On va se priver de brillants travailleurs au Québec parce que les parents n'ont pas su faire ce qu'il se doit pour l'éducation de leur(s) enfant(s), même avec les meilleures intentions du monde? C'est insensé.

Votre réponse me ramène à la première phrase de ma réponse précédente: vous vous fiez qu'à votre propre réalité pour juger celle des autres. Vous avez eu de la chance et vous avez travaillé pour provoquer votre chance? Bravo, profitez-en! Mais sachez que croire que c'est le cas pour tout le monde, c'est d'une indifférence très peu constructive.

Plusieurs autres personnes ont souligné les dépenses agaçantes de nos décideurs publics avant moi, je ne les répéterai pas. Si nous prenions la responsabilité collective d'investir ces sommes dans notre tissu social en premier lieu, vous seriez en mesure de voir des propriétaires sortir des écoles, des entrepreneurs, des inventeurs, des gens qui peuvent faire une différence dans leur communauté en à peine 5 ans.

Et par-dessus tout ça...

J'arrive mal à comprendre le comportement des boomers et des "x" face aux nouvelles générations. "J'ai payé, ils vont payer aussi". On est pas supposés progresser, dans une société?

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 12 h 56 HAE

Marianne Longfield de Rive-Sud:



Faites comme moi, votez pour le CAQ. Comme ça on pourra sortir l'enseignement de la médiocrité de nos écoles...

Envoyé par Marianne Longfield de Rive-Sud
22 septembre 2011 à 12 h 54 HAE

Monsieur Masson, "vous" avez fait le choix de faire de longues études. C'est "votre" choix - et vous voulez que tout le monde l'assume?

Il faut être conscients que ce choix, plusieurs ne le feront pas, et pas nécessairement faute d'argent, mais parce qu'ils décideront de se diriger dans d'autres programmes ne nécessitant pas des frais universitaires.

Je suis contre le fait de refiler la facture à toute la population, d'autant plus que seuls ceux qui ont un diplôme universitaire conserveront les fruits de leur diplôme (un meilleur salaire). Pourquoi est-ce que le livreur de pizza devrait payer plus cher d'impôts pour le futur avocat?

Envoyé par Gerald Dumouchel de Québec

22 septembre 2011 à 12 h 46 HAE

Envoyé par Guy Sévigny de Montréal...200 millions pour l'Anphithéâtre de Québec...

vous avez oublié les 260 millions pour l'OSM et les 300 millions pour encore un autre toit du stade dont le coût total est déjà rendu à 1.5 milliard, le prêt sans intérêts et 10 ans de congé de taxe pour l'achat du centre Bell.

Envoyé par Jacques Tremblay d'Ottawa

22 septembre 2011 à 12 h 46 HAE

J'aime bien mieux avoir ma permanence chez couche tard que de payer des frais de scolarité.

Envoyé par Jay Saw de Québec

22 septembre 2011 à 12 h 42 HAE

la dette de vous futur enfants . ha c'est pas important .

Envoyé par Rachel Taillon de Montréal

22 septembre 2011 à 12 h 41 HAE

Regardez RDI , les étudiants de l'UQUAM sont entrain d'envahir le "set" de l'émission Le club des Ex...quel sauvages,,!!!

Envoyé par Guy Masson de Québec

22 septembre 2011 à 12 h 39 HAE

Je viens de peine de terminer mes études et je considère que le gouvernement doit assumer une plus grande partie des frais de scolarité plutôt que de refiler la facture aux étudiants. Qu'on augmente mes impôts en conséquence, ça ne me dérange pas. Pour moi, l'éducation c'est un investissement et non pas une dépense. Plus il y aura de jeunes sur les bancs des Cégeps et des universités, plus notre société en sortira gagnante. Si vous cherchez où couper : regardez du côté du système de santé, ça c'est une dépense!

Envoyé par Françoise Limoges de Montréal

22 septembre 2011 à 12 h 38 HAE

Avant d'exiger une hausse de frais de scolarité, le ministère de l'éducation et le gouvernement devrait offrir une marchandise de qualité c'est à dire un milieu d'apprentissage qui permette le développement intellectuel, l'apprentissage de la connaissance et la performance. On peut se demander aussi pourquoi tant de jeunes changent de programme au CEGEP et à l'université. La surcharge de travail ne permet pas aux orientés du secondaire de rencontrer individuellement les étudiants et de déceler ceux qui sont incertains face à leur avenir. Les jeunes d'au-

jourd'hui sont majoritairement obligés de travailler. En conséquence, certains d'entre eux doivent diminuer le nombre de cours à chaque session. Dans les années 60, nous avons fait un choix de société : des impôts plus élevés et en contrepartie un système de santé et un système d'éducation accessibles à tous. Les impôts augmentent et nous avons de moins en moins de service. Où va tout cet argent? Dans les nids de poule.

Envoyé par Rachel Taillon de Montréal

22 septembre 2011 à 12 h 37 HAE

@ Jérôme Boucher,

Comment font les étudiants, canadiens en dehors du Québec et Terre-Neuve ou les frais de scolarité sont de 5366.\$ comparé au Québec à 2519.00\$...est-ce que les parents les aident plus au lieu de se fier à l'état, ou sont-ils plus motivés que nos québécois...et votre étudiant scandinave est sûrement venu étudier ici pq c'est ici ou les frais sont le moins élevés au Canada...Savez-vous combien cela coûte à un étudiant québécois qui décide d'aller faire une année d'étude (maîtrise) en Angleterre ...environ 80,000.00 \$ tout inclus , frais de scolarité, cout de la vie, logement. etc...comme je l'ai dit plus tôt quand la motivation y est , le coté monétaire suit...

Envoyé par Marianne Longfield de Rive-Sud

22 septembre 2011 à 12 h 27 HAE

Monsieur Boucher: j'ai travaillé pour payer mes études. Alors oui, je sais que c'est possible de combiner travail et études.

Envoyé par Jérôme Boucher de Kamouraska

22 septembre 2011 à 12 h 18 HAE

@Mme Longfield

Vous parlez malheureusement en vous fiant à votre propre réalité et non à celles de bon nombres de québécois. Combien de fois ais-je vécu des décrochages de la part de mes étudiants parce qu'ils ne pouvaient plus payer les frais demandés? Il n'y a pas que le coût de l'éducation lui-même qui augmente: le coût de la vie aussi.

J'ai même perdu un étudiant scandinave, la semaine dernière, parce qu'il n'est plus capable de payer. Il retourne chez lui. C'est normal?

Et l'augmentation demandée, même majorée en se fiant aux frais post-secondaire des années 70-80, fait en sorte qu'il coûte 3 fois plus cher à un étudiant pour se qualifier dans un domaine qui, probablement, est en demande au Québec.

Ce n'est pas comme ça qu'on se donne une société de propriétaires. Ce n'est pas comme ça qu'on se donne une fierté. Ce n'est pas comme ça qu'on éduque une population pour la rendre forte.

Il faudra tôt ou tard qu'on se rende compte qu'un tissu social large et bien géré est un moteur économique essentiel pour l'épanouissement d'un pays aussi jeune que le nôtre. Le mercantilisme n'est pas un bon vecteur de principes au sein d'une éducation valable.

Et vous, Mme Longfield, êtes la mieux placée pour le savoir.

Envoyé par Marianne Longfield de Rive-Sud

22 septembre 2011 à 12 h 02 HAE

Exactement, madame Taillon. Et si un élève est motivé, il ne se laissera pas arrêter par une légère hausse des frais de scolarité.

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

Rapport du CCAFE sur l'indexation des programmes

LE DEVOIR : Aide financière: un comité recommande l'indexation – Vendredi 16 septembre 2011

Lisa-Marie Gervais

Dans un avis rendu public hier, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) donne son aval à l'indexation des dépenses admises (logement, transport, nourriture) et à la majoration de montants pris en compte dans trois programmes d'aide financière aux

études, dont le plus important, celui des Prêts et bourses. Mais il admet qu'il y a encore du chemin à faire et recommande au ministère de l'Éducation de notamment procéder à une indexation annuelle et automatique de certains montants. L'indexation ne devrait pas être basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le Qué-

bec, qui est un taux prévisionnel qui ne permet pas de garantir le plein maintien du niveau de vie.

Rachel Taillon de Montréal:

Entièrement d'accord avec vous. Le Québec est chef de file au Canada en matière de décrochage scolaire. Assez étonnant considérant le nombre exponentiel de bureaucrates qui réfléchissent (sur notre bras) à la question...

Envoyé par Rachel Taillon de Montréal

22 septembre 2011 à 11 h 47 HAE

Il est prouvé que la question monétaire n'est pas la principale raison pour laquelle une personne ne va pas à l'université. Je crois qu'une des raisons majeures, serait le décrochage scolaire au secondaire... qui est autour de 40 % au Québec...lorsque la motivation est là, le côté monétaire s'organise.

De plus les parents y sont pour beaucoup dans la motivation des enfants à vouloir s'instruire...si le parent ne valorise pas l'éducation il est bien difficile de se retrouver à l'université.

Envoyé par Lily Harbour de Sherbrooke

22 septembre 2011 à 10 h 59 HAE

Je pense qu'il y en a qui ne comprennent pas la nouvelle ici: Y'a pas de coupures en éducation.

Et ce comité consultatif "ne remet pas en question la majoration de 325\$ par année". Ce comité demande juste qu'une information plus juste circule auprès des étudiants et des parents à faibles revenus comme de quoi que des études universitaires c'est possible aussi pour eux!

Et c'est vrai, j'en suis la preuve que c'est faisable. Il s'agit juste d'être sûre en quoi nos enfants se dirigent et ensuite il y a des prêts et bourses pour nos enfants.

Envoyé par Guy Sévigny de Montréal

22 septembre 2011 à 10 h 56 HAE

Et oui !

Ils ont augmenté les frais à l'Université disant qu'il manquait de l'argent !

4 milliards par année perdus dans la construction/parti politique...

200 millions pour l'Anphithéâtre de Québec...

500 millions perdus dans l'Îlot Voyageurs... etc, etc...

Envoyé par Pierre Tremblay de Lachine

22 septembre 2011 à 10 h 48 HAE

Qu'on coupe dans notre monstrueuse bureaucratie et de l'argent pour les étudiants, pour nos vieux, pour nos demunis, il y en aura.

Envoyé par Marianne Longfield de Rive-Sud

22 septembre 2011 à 10 h 44 HAE

"une baisse de l'effectif universitaire de l'ordre de 2,5 %."

Ceux qui cumulent programme sur programme sans se brancher. Avec une légère hausse des frais de scolarité, les étudiants auront peut-être plus à cœur de 1) se brancher dans un programme et non faire la chaise musicale et 2) étudier pour réussir leur diplôme plus rapidement.

Envoyé par Guy Beaugrand de Montreal

22 septembre 2011 à 10 h 39 HAE

La collusion et la corruption encaissent des milliards \$ et on coupe dans la santé et en éducation.

Envoyé par Jérôme Boucher de Kamouraska

22 septembre 2011 à 10 h 39 HAE

Bon, enfin des gens qui allument...

d'exemption de la pension alimentaire reçue par l'étudiant, qui n'est pas indexée annuellement. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et son homologue au collégial appuient les conclusions du CCAFE, mais estiment que le gouvernement n'a fait là que «le strict minimum». Les deux fédérations rappellent qu'il y a

du retard en matière d'indexation, puisque par deux fois, dans les années 1990 et dans les années 2000, les montants n'avaient pas été indexés sur plusieurs années. Le CCAFE estime d'ailleurs ce manque à gagner à plus de 65 millions.

L'avis été préparé à la demande de la ministre de l'Éducation, conformément à l'obligation qui lui est faite de consulter le Comité lorsque le Règlement sur l'aide financière aux études est l'objet de changements.

CNW : La FECQ et la FEUQ accueillent favorablement le rapport du CCAFE concernant l'indexation des programmes d'aide financière aux études – Jeudi 15 septembre 2011

MONTRÉAL, le 15 sept. 2011 /CNW Telbec/ - La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) appuient les [conclusions du rapport du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études \(CCAFE\)](#). Bien qu'elles reçoivent favorablement les mesures mises en place afin de conserver la valeur de l'aide accordée en la modulant à la hausse du coût de la vie pour les dépenses les plus cruciales la FECQ et la FEUQ constatent que le gouvernement Charest ne fait que le minimum lorsqu'il s'agit d'aider les étudiants les plus vulnérables.

« Le gouvernement Charest ne fait que maintenir l'image de façade. Pourtant, les montants décernés en prêts et bourses sont toujours bien loin de la réalité vécue au quotidien par les étudiants. En plus, on demande des montants exorbitants de contribution parentale et on diminue les revenus pouvant provenir d'un emploi à temps partiel. L'étudiant ne peut plus y arriver », constate Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. En effet, la différence flagrante notée dans le programme est due aux deux périodes de non-indexation ayant eu lieu entre 1995 et 1998 ainsi qu'entre 2002 et 2006, réduisant encore aujourd'hui

le montant d'aide accordé par Québec. En plus, certains paramètres évoqués ne sont toujours pas indexés. Encore cette année, le niveau de revenu protégé des étudiants dans le calcul de leur contribution personnelle n'a pas été indexé. Cette contribution constitue la base, avec la contribution parentale, permettant de déterminer l'aide devant être accordée par Québec pour suppléer au manque de ressources pour payer les dépenses jugées indispensables à l'étudiant (frais scolaires, loyer, nourriture, transport, vêtements).

« Cette situation se répète d'année en année et Jean Charest se tourne les pouces. Aujourd'hui, un étudiant ne peut travailler que 13 semaines avant que le programme d'aide financière réduise son aide, alors qu'en 2005, il pouvait en travailler 16. Il n'est pas étonnant que les étudiants doivent se tourner vers les institutions financières privées pour pouvoir subvenir à leurs besoins, ce qui augmente nécessairement leur endettement », déplore Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

L'immobilisme du gouvernement Charest dans le financement de l'Aide financière aux études est d'autant plus choquante lorsqu'on le sait que les

transferts fédéraux en matière d'aide aux étudiants ont augmenté de manière fulgurante et qu'aucun réinvestissement n'a été effectué. Pour l'année 2009-2010, Québec a reçu 70 millions d'argent frais d'Ottawa. « D'un côté, on détourne littéralement des montants destinés aux étudiants les plus vulnérables, et de l'autre on augmente la pression financière exercée sur eux via une hausse de 1625 \$ des frais de scolarité. C'est immanquable, un jour les assises du programme de prêts et bourses vont s'effondrer », concluent M. Bureau-Blouin et Mme Desjardins.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) représentent ensemble plus de 185 000 étudiants au Québec.

Renseignements:

Mathieu Le Blanc, attaché de presse, FEUQ, bureau : (514) 396-3380, cell. : (514) 609-3380, courriel : attpresse@feuq.qc.ca
Charlotte Watson, coordonnatrice aux relations et communications, FECQ, bur. 514-396-3320, cell. 514-554-0576, courriel : crcc@fecq.org

l'endettement étudiant : dont Étude de la FEUQ

LA PRESSE : Les étudiants lourdement endettés – Mardi 1er novembre 2011

EXCLUSIF



Photo: Marco Campanozzi, La Presse
Le nombre d'étudiants qui a atteint le niveau maximal annuel d'endettement prévu par la loi, de même que de ceux qui font faillite est en hausse au Québec.

Pascale Breton, La Presse

En excluant le Québec, le tiers des étudiants canadiens terminent leurs études universitaires avec une dette de 20 000\$ et plus. Il y a 10 ans, seulement 20% des étudiants se trouvaient dans cette situation.

Des données obtenues en vertu de la Loi d'accès à l'information auprès du gouvernement fédéral, responsable de la gestion du régime de prêt, révèlent que l'endettement étudiant a augmenté. En 2010-2011, les données préliminaires montrent que 20% des étudiants avaient une dette se chiffrant entre 20 000 \$ et 29 999\$ tandis que

13% des étudiants devaient plus de 30 000 \$ à la fin de leurs études universitaires.

En 2000-2001, 16% des étudiants avaient une dette se situant dans la tranche 20 000 \$ - 29 999 \$ et 5% dans la tranche 30 000 \$ et plus. Au cours de la même période, la proportion d'étudiants universitaires avec une dette étudiante de moins de 5000 \$ a baissé de 22 à 17%.

«Les étudiants dépendent de plus en plus de l'aide financière aux études. C'est pour cette raison qu'avant, il y avait davantage de prêts autour de 5000 \$ alors que maintenant, les prêts sont plus élevés parce que les frais pour étudier sont plus élevés», explique Roxanne Dubois, présidente de la Fédération canadienne des étudiants et étudiantes.

Inquiétudes au Québec

Ces données n'incluent pas le Québec, puisque celui-ci reçoit des subventions du fédéral pour gérer son propre programme de prêts et bourses.

Par contre, la tendance à l'endettement est la même. Ce qui se passe au Canada, en plus de la hausse des droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans annoncée par Québec, n'a rien de rassurant, explique la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

«C'est très inquiétant pour nous», souligne-t-elle en rappelant que l'étude sur l'endettement étudiant dévoilée récemment par la FEUQ démon-

trait que 65% des étudiants s'endettaient de 14 000 \$ à la fin d'un baccalauréat de trois ans.

Les étudiants sont également de plus en plus nombreux à cumuler à la fois des prêts étudiant, familial et personnel pendant leurs études.

Le nombre d'étudiants qui a atteint le niveau maximal annuel d'endettement prévu par la loi de même que de ceux qui font faillite est d'ailleurs en hausse au Québec.

Le ministère de l'Éducation recensait 1564 faillites en 2009-2010, comparativement à 1267 en 2001-2002, tous niveaux d'enseignement confondus.

Malgré l'endettement élevé, le nombre de faillites a considérablement diminué dans le reste du Canada pendant la même période. Il est passé de 4665 à 777, indiquent les chiffres fournis par le ministère des Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

Le fait qu'il n'y ait pas de cégep dans le reste du Canada, de même que les bourses plus importantes peuvent expliquer en partie ces disparités, avance Jacques Hamel, professeur en sociologie à l'Université de Montréal.

«Au Québec, les étudiants s'endettent dès le cégep, surtout s'ils étudient dans un programme à l'extérieur de leur ville ou s'ils prennent plus de temps pour le faire. C'est inquiétant à mes yeux, car lorsqu'ils arrivent pour faire leur baccalauréat à l'université, certains sont déjà passablement endettés», souligne-t-il.

- Avec la collaboration de William Leclerc

LE DEVOIR : En bref - La bonification des prêts et bourses décriée par les étudiants – Mardi 25 octobre 2011

Le Devoir

L'augmentation des prêts et bourses décrétée pour pallier la hausse des droits de scolarité sera assumée par les étudiants, dénonce la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Selon les calculs de la FEUQ, 116 des 118 millions de la bonification des prêts et bourses promise par le gouvernement Charest seront financés par les étudiants. La part du provincial à l'aide financière devrait également diminuer considérablement d'ici six ans, soutient la FEUQ:

alors que Québec payait tout près de la moitié de la facture en 2009-2010, sa contribution sera de 7,4 % lors de l'année scolaire 2017-2018, selon ce qu'a calculé la FEUQ à partir des données du dernier budget. Au cours de la fin de semaine, le gouvernement libéral a pour sa part

signifié qu'il allait maintenir le montant maximal des prêts. Des bourses viendront plutôt compenser la hausse des droits de scolarité qui augmen-

teront de 1625 \$ au cours des cinq prochaines années, jusqu'en 2017.

RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : Les étudiants de l'UQAT plus endettés que la moyenne - Mise à jour le lundi 26 septembre 2011 à 15 h 06 HAE



Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Une étude de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réalisée en 2009-2010 montre que les étudiants de l'Université du

Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) sont généralement plus endettés que la moyenne des étudiants universitaires du Québec. Plus des trois quarts des étudiants de l'UQAT ont une dette moyenne de 16 500 \$, selon l'étude. Au Québec, 65 % des étudiants universitaires finissent leurs études avec une dette qui s'élève, en moyenne, à 14 000 \$. Selon le président de l'Association générale étudiante de l'UQAT, Jean-François Vachon, l'endettement plus important des étudiants dans la région s'explique par les coûts plus élevés du transport et du logement, ainsi que par la forte proportion d'étudiants parents.

« Ici, ce sont 40 % des étudiants qui sont parents, explique M. Vachon. Ils ne peuvent pas avoir des logements de petite taille, ça prend des grands logements et avec la crise, les prix sont exorbitants. »
Les fédérations universitaire et collégiale du Québec amorcent une tournée de la province ponctuée de manifestations pour protester contre la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement de Jean Charest. Les représentants des deux fédérations étudiantes seront à Rouyn-Noranda le 12 octobre prochain.

LE DEVOIR : Éditorial : Endettement étudiant - Étudier à crédit, par Marie-Andrée Chouinard - Jeudi 08 septembre 2011

L'étude que vient tout juste de dévoiler la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) sur l'endettement n'a rien d'une plainte lancinante venue d'un lobby boudant le dégel des droits de scolarité. Non. Il s'agit plutôt d'un portrait qui confirme que la hausse annoncée peut modifier la composition sociale du corps étudiant.

Lorsque les débats sont polarisés, comme celui qui gronde autour de la hausse des droits de scolarité, l'on succombe souvent à une tendance fâcheuse suivant laquelle les théories exprimées par un camp sont rejetées sans appel par la partie adverse. En vertu de cette loi du « tout ou rien », les étudiants jureront ainsi que sans le retour au gel, il n'y a pas de salut. Le gouvernement, quant à lui, refusera d'envisager tout impact négatif de sa hausse de 1624 \$ en cinq ans

Et pourtant... Entre ce gel réclamé des étudiants (une utopie, sans indexation graduelle) et l'endettement du gouvernement, un juste milieu est à étudier. L'étude de la FEUQ tombe en plein dans cette zone de demi-mesures auxquelles l'on doit s'attarder.

Le constat qu'on y brosse est inquiétant: les étudiants ne sont pas solvables! 65 % d'entre eux sont endettés après des études de premier cycle; de ceux-ci, 47 % ont eu droit à un prêt du gouvernement (dette moyenne de 12 785 \$ à la sortie du bac), mais 35 % ont dépendu de la carte ou de la marge de crédit (déficit de 8043 \$). 22 % des étudiants sont enchaînés à ces deux créanciers en même temps. La hausse prévue ne peut que noircir ce portrait, à moins que Québec augmente considérablement les bourses, sans toucher au plafond de prêts.

Les Québécois sont surendettés, un tourbillon auquel les étudiants n'échappent pas. Le gouvernement tente de circonscrire cette fragilité avec son projet de loi 24, mais il n'a pas assez de mordant pour soutenir des étudiants d'autant plus vulnérables qu'ils n'ont pas les connaissances pour affronter l'appétit des banques — les deux tiers des jeunes détenteurs de cartes de crédit ne savent pas que s'y rattachent des taux d'intérêt!

Ces institutions prêteuses enrobent l'accès au crédit d'un discours idyllique laissant croire que l'argent virtuel s'apparente à un fonds de roulement, ce qu'il n'est pas. Une dette d'étude de 15

000 \$ sur carte de crédit en coûtera à l'emprunteur quelque 75 000 \$ après 25 ans à un taux d'intérêt de 20 % (en supposant qu'il n'a pas pu rembourser le capital)...

Dans ce contexte de fragilité extrême, toute réflexion sur l'impact d'une hausse des droits est pertinente. À bon droit, l'étude de la FEUQ s'attarde aux effets rébarbatifs de l'augmentation sur l'entrée aux études. Quelle incidence sur le choix d'établissement ou le domaine d'études peuvent avoir les considérations financières? Hélas, les étudiants qui remiseront un projet d'études en pensant qu'il les mènerait tout droit à la banqueroute ne figureront jamais dans le lot des statistiques.

Un beau mirage nous attend donc au détour. On continuera, du côté des universités et du gouvernement, à brandir les augmentations de fréquentation, se gargarisant de l'option choisie. Mais ce sera au risque d'oublier l'essentiel: l'impact de la hausse sur la composition sociale des nouveaux groupes, qui compteront moins de familles à faible revenu, touchant là en plein cœur l'égalité des chances sur laquelle notre réseau d'éducation s'est bâti.

24 HEURES : Endettement étudiant : la FEUQ tire la sonnette d'alarme - Le jeudi 8 septembre 2011

Agence QMI

Un étudiant sur quatre accumule plus de 20 000 \$ de dettes au cours de ses études, selon une recherche rendue publique mardi par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Les résultats de cette recherche, intitulée « L'endettement étudiant - États des lieux, déterminants et impacts », montrent que sur l'ensemble des universitaires à temps plein au premier cycle, 65 % s'endettent en moyenne de 13 967 \$ durant leurs études. Pour le quart d'entre eux, leur dette dépassera les 20 000 \$.

« Qu'on arrête de nous dire que les étudiants roulent sur l'or », s'est insurgée la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, dans un communiqué.

« Près des deux tiers des étudiants s'endettent de manière importante pour pouvoir aller à l'université. Et la nouvelle hausse de 1625 \$ des frais de scolarité de Jean Charest ne fera qu'aggraver une situation déjà très préoccupante », a-t-elle ajouté.

La fédération étudiante exhorte Québec à bonifier l'Aide financière aux études (AFE), « car elle ne répond pas aux besoins des étudiants ».

« C'est 52 % des étudiants qui ont un prêt de l'AFE qui doivent se tourner vers d'autres sources d'endettement pour assumer les dépenses liées à leurs études », a souligné la FEUQ, une association étudiante qui représente plus de 125 000 étudiants universitaires de la province.

La recherche de la FEUQ recommande notamment que le gouvernement du Québec élabore et mette en place une stratégie de lutte contre l'endettement étudiant, en plus de procéder, dès 2012, au gel des frais de scolarité.

LE DEVOIR : Droits de scolarité - Le quart des étudiants ont plus de 20 000 \$ de dettes, dit la FEUQ - Mercredi 07 septembre 2011

Lisa-Marie Gervais

C'est désormais armée de nouvelles données à jour sur l'endettement étudiant que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) poursuivra sa lutte contre la hausse des droits de scolarité.

L'enquête de la FEUQ révèle que, alors que 65 % des étudiants au premier cycle s'endettent d'une somme de 14 000 \$ en moyenne, un étudiant sur quatre termine ses études avec plus de 20 000 \$ de dettes. « C'est la première fois qu'on est capable de chiffrer de façon aussi précise l'endet-

tement étudiant », a dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, en reconnaissant que l'étude abonde dans le sens d'une autre recherche effectuée l'an dernier sur les sources et modes de financement des étudiants.

Chez les banques

Fait nouveau, cette fois: l'endettement n'est plus uniquement à l'égard de l'Aide financière aux études (AFE), soit le programme de prêts et bourses du gouvernement du Québec, mais aussi, et de plus en plus, envers les établissements financiers ou la famille. En effet, 52 %

des étudiants ayant reçu un prêt de l'AFE doivent également se tourner vers d'autres sources pour assumer les dépenses liées à leurs études. « C'est important comme constatation. Car on voit que non seulement le programme de l'AFE a plusieurs lacunes, mais qu'il ne répond pas non plus aux besoins des étudiants », a souligné Mme Desjardins. « S'endetter de 14 000 \$ auprès du gouvernement, ce n'est pas la même chose que de s'endetter envers une banque, où les taux d'intérêt sont nettement plus élevés. »



En augmentant les droits de scolarité universitaires de 1625 \$ sur cinq ans, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait pourtant insisté sur le fait que le gouvernement allait réinvestir 118 millions pour maintenir l'aide financière. «Mais on a remarqué que, de ce montant, 116 millions sont réinvestis directement grâce à l'argent de la hausse», a constaté Mme Desjardins. «Ce que le gouvernement ne dit pas, c'est que lorsqu'on augmente les droits, ça crée encore plus de pression sur le système d'aide financière», a-t-elle ajouté.

La FEUQ réclame notamment un gel des droits et invite à revoir le calcul des dépenses admises à l'AFE. Elle s'est également réjouie de la confirma-

tion, hier, du soutien de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU) à leur cause. «C'est assez éloquent comme appui!», a noté Mme Desjardins, en indiquant que des actions de protestation et des manifestations se tiendront tout l'automne à travers le Québec, à commencer par le Saguenay.

Vos réactions

- Charles F. Labrecque, Abonné, mercredi 7 septembre 2011 08h06
Oui mais...
Il est fort possible que plusieurs étudiants ont des dettes de plus de mais combien

parmi eux ont une voiture, fument et font régulièrement des voyages. Moi aussi j'ai été étudiant et oui j'ai du me priver parce que mes parents n'avaient pas les moyens de payer mes études et sachez que les bourses étaient presque inexistantes. Mes sacrifices m'ont permis de recevoir un diplôme pour ensuite de recevoir de très bon salaire et vive au de la de la moyenne des québécois. C'est pour cela que je vous dit: n'exigés pas que les pauvres gens qui n'ont pas la chance d'aller à l'Université aient à payer vous études. Se serait un règlement anti-social.

MÉTRO : Montréal : Les étudiants sont surendettés, dénonce la FEUQ – Mercredi 07 septembre 2011

RECOMMANDATIONS DE LA FEUQ

- Améliorer les compétences financières des jeunes
- Clarifier les produits financiers offerts aux étudiants
- Maintenir le plafond de prêts de l'Aide financière aux études (AFE)
- Convertir les allocations spéciales en bourses
- Hausser le montant de dépenses admises par l'AFE et l'indexer à chaque année



Collaboration spéciale

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins MARIE-EVE SHAFFER, MÉTRO

Les deux tiers des étudiants ont contracté une dette moyenne de 13 967 \$ au terme de leurs études universitaires de premier cycle, indique une [recherche de la Fédération étudiante universitaire du Québec \(FEUQ\)](#) rendue publique, mardi. Celle-ci fait craindre le pire à la présidente de la fédération, Martine Desjardins, à l'aube des

nouvelles hausses des droits de scolarité décre-tées par le gouvernement de Jean Charest.

Si le gouvernement de Jean Charest ne change pas d'avis au sujet des prochaines hausses des droits de scolarité, que craignez-vous?

Il y a une recherche qui a été faite au Canada au sujet des étudiants en médecine et des droits de scolarité. Ce qu'on a constaté, c'est que dès qu'il y a une augmentation des droits de scolarité, il y a baisse des inscriptions des étudiants provenant des régions et des milieux défavorisés. Il y a donc une baisse de l'accessibilité aux études universitaires. Notre étude fait aussi ressortir le fait que ce n'est pas seulement l'endettement qui pose problème et qui pousse les étudiants à décrocher, c'est aussi la perspective d'être endettés. Pour certains, c'est inadmissible alors ils préfèrent se rediriger ailleurs. Le Québec se prive ainsi de cerveaux.

Votre recherche rapporte que 29% des étudiants multiplient les créances pour poursuivre leurs études. Comment expliquez-vous ce phénomène

Le programme d'aide financière est déficient. La moitié des étudiants s'endettent donc auprès d'institutions privées même s'ils bénéficient du programme d'Aide financière aux études (AFE). Avec les prochaines hausses annoncées, cela risque de s'accroître, ce qui fait que les étudiants retarderont des projets, comme celui de fonder une famille ou créer une entreprise.

Dans quelle proportion l'endettement étudiant augmentera au terme des prochaines hausses des droits de scolarité qui totaliseront 1625 \$ entre 2012 et 2017

Nous ne l'avons pas chiffré, mais ce que l'on sait, c'est que l'endettement augmentera. Dans la dernière réforme de l'AFE, on a maintenu le plafond de prêts, mais on a créé des allocations spéciales dédiées aux étudiants qui bénéficient que de prêts. On a encore augmenté les prêts étudiants par le biais d'une allocation spéciale. Ce qu'on se rend compte, c'est que dès qu'on va augmenter les droits de scolarité, il y a forcément plusieurs étudiants qui vont aller chercher les allocations spéciales, mais elles ne répondront pas aux besoins de l'ensemble des étudiants. Près de 55% de leurs revenus viennent du travail rémunéré. Les étudiants travaillent en moyenne 21 heures par semaine et ils doivent s'endetter, ça commence à faire beaucoup pour les étudiants.

Le gouvernement de Jean Charest a déposé en juin dernier le projet de loi 24 pour s'attaquer au surendettement des ménages. Selon vous, va-t-il empêcher des étudiants à poursuivre leurs études?

On n'est pas contre les produits financiers parce qu'ils offrent la possibilité aux étudiants de poursuivre leurs études. On va plutôt plaider pour un meilleur encadrement. On va tenter de se faire entendre sur le suivi du projet de loi 24 et faire connaître au gouvernement les réelles conditions de vie des étudiants.

FEUQ : Les étudiants dans le rouge ! – La FEUQ dresse un portrait des plus préoccupant de l'endettement étudiant et tire la sonnette d'alarme – Mardi 6 septembre 2011

Montreal, le mardi 6 septembre 2011 – Alors que les étudiants universitaires ont entrepris leur première semaine de cours, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a dévoilé ce matin les résultats inquiétants de sa recherche L'endettement étudiant – États des lieux, déterminants et impacts. Elle a, de plus, émis une note d'information afin de sensibiliser la population sur cet enjeu. « Qu'on arrête de nous dire que les étudiants roulent sur l'or ! Près du deux tiers des étudiants s'endettent de manière importante pour pouvoir aller à l'université. Et la nouvelle hausse de 1 625 \$ des frais de scolarité de Jean Charest ne fera qu'aggraver une situation déjà très préoccupante », indique Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

En effet, sur l'ensemble de la population étudiante à temps plein au premier cycle, 65 % s'endettent d'un montant moyen de 13 967 \$, et un étudiant sur quatre accumule plus de 20 000 \$ de dettes. De plus, 35 % des étudiants s'endettent auprès d'institutions financières d'un montant moyen de 8 043 \$. La situation est encore plus inquiétante chez certains étudiants, ce qui les met à risque d'interrompre leurs études. Il s'agit des étudiants en provenance d'un milieu à faible revenu, des étudiants de

première génération et des étudiants parents. « Ce que l'on constate, c'est que pour une partie de la population étudiante, qui n'est pas née avec une cuillère d'argent dans la bouche, la poursuite de leur projet d'études ne peut se faire sans un lourd endettement. Ce n'est pas la définition de la FEUQ d'une société juste qui donne à tous une égalité des chances », lance M^{me} Desjardins.

Autre constat important de cette recherche : l'existence possible d'une spirale de l'endettement. Les montants en jeu augmentent d'une façon proportionnelle entre eux dans toutes les combinaisons de cumul des sources observées, c'est-à-dire que si le montant du prêt de l'Aide financière aux études augmente (AFE), le montant d'un prêt personnel augmente dans la même proportion.

L'Aide financière aux études déficiente ! Depuis de nombreuses années, tant la FEUQ que le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études du ministère de l'Éducation demandent au gouvernement de réellement bonifier l'AFE car elle ne répond pas aux besoins des étudiants. L'étude publiée aujourd'hui en arrive au même constat. C'est 52 % des étudiants qui ont un prêt de l'AFE qui doivent se tourner vers

d'autres sources d'endettement pour assumer les dépenses liées à leurs études. « Le gouvernement Charest a reçu 70 millions de plus lors du transfert fédéral l'an dernier pour les prêts et bourses et il les a détournés des étudiants les plus pauvres. C'est à croire que son objectif est d'augmenter la dette des étudiants du Québec et par le fait même de leurs familles ! », s'indigne la présidente de la FEUQ. Bien que la recherche critique certaines techniques de vente des produits financiers des banques, elle constate que pour bien des étudiants, le recours à une marge ou une carte de crédit est souvent la seule alternative pour poursuivre leur projet d'études.

Ce refus d'améliorer l'AFE est des plus paradoxal à la veille de l'étude du projet de loi 24 qui a pour but de réduire l'endettement des Québécois. Force est de constater que le gouvernement n'a prévu aucune mesure pour diminuer l'endettement des étudiants et de leurs familles. « Depuis son élection, Jean Charest n'a fait qu'aggraver l'endettement des étudiants. Notre étude démontre que la situation est critique pour les étudiants. Les générations futures n'ont pas à partir avec une longueur de retard ! », conclut Martine Desjardins. La recherche et la note d'information sont disponibles sur le site de la

FEUQ www.feuq.qc.ca et sur le site www.1625canepassepas.ca

Principales recommandations de la recherche

- Que le gouvernement du Québec élabore et mette en place une stratégie de lutte contre l'endettement étudiant qui mette en place :

Le gel des frais de scolarité dès 2012 accompagné d'une meilleure réglementation des frais afférents ; Des bonifications aux prêts et bourses et aux bourses d'excellence des organismes subventionnaires ; Un meilleur encadrement des institutions financières ; Des mécanismes de communication pour améliorer les compétences financières des jeunes.

- Que le plafond de prêts de l'Aide financière aux études ne soit pas augmenté.
- Que l'allocation spéciale couvrant l'augmentation des frais de scolarité soit remise sous forme de bourse à tous les bénéficiaires sans exception, et qu'elle n'entraîne aucune hausse de l'endettement.
- Que l'Aide financière

aux études augmente le montant des dépenses admises pour les bénéficiaires de l'aide financière aux études, notamment par une bonification des montants des frais de subsistances et des frais de transport pour les étudiants qui n'ont pas accès au transport en commun. Des frais de transport pour les non-résidents et des frais d'Internet devraient aussi être inclus dans les dépenses admises.

- Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport introduise un mécanisme automatique d'indexation annuelle de l'ensemble des dépenses admises dans le calcul de l'Aide financière aux études. Que cette indexation soit équivalente à l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour l'année concernée.
- Que les montants d'exemption pour le maintien de l'unité familiale soient établis à 45 000 \$ et indexés par la suite.
- Que le gouvernement du Québec interdise la fausse représentation en matière d'endettement étudiant selon laquelle le

crédit peut permettre de passer à travers ses études universitaires à l'abri des tracas financiers et sur la rentabilité future des études.

- Que le gouvernement du Québec impose aux institutions financières de clarifier les produits financiers offerts directement aux étudiants, entre autres en énonçant clairement les conséquences d'un changement de programme ou d'un abandon scolaire sur le remboursement de la dette.

Les recherches de la FEUQ ont pour but de brosser un portrait réel de la situation des étudiants. Basées sur de vastes enquêtes et des analyses poussées, ces recherches détruisent les nombreux mythes qui circulent sur les conditions de vie et d'études des étudiants des universités québécoises. À ce sujet, la prochaine recherche que publiera la Fédération portera sur le travail étudiant.

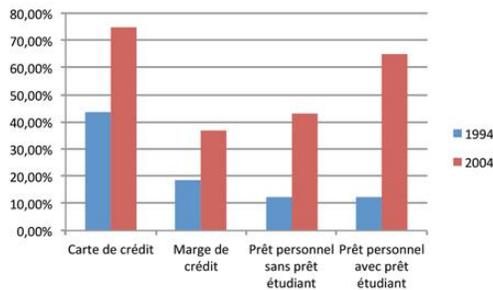
Une [note d'information](#) sur la recherche est aussi disponible. Téléchargez la [recherche](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Frais de scolarité : la FEUQ reprend la bataille - Mise à jour le mardi 6 septembre 2011 à 11 h 17 HAE



Photo: Radio-Canada

Manifestation d'étudiants au centre-ville de Montréal
UTILISATION DE DIVERS PRODUITS DE CRÉDITS DES JEUNES DE 18 À 29 ANS, ÉVOLUTION ENTRE 1994 ET 2004



Source : Young, 1995 et Lachance, Beaudoin et Robitaille, 2005. Graphique tiré de l'étude de la FEUQ, « L'endettement étudiant : état des lieux, déterminants et impacts » (2011)

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) tente de nouveau de persuader le gouvernement Charest de ne pas augmenter les frais de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans à compter de septembre 2012. S'appuyant sur une [nouvelle étude intitulée L'endettement étudiant - États des lieux, déterminants et impacts](#), la FEUQ soutient que cette hausse de 1625 \$ pour un étudiant à temps plein « ne fera qu'aggraver une situation déjà très préoccupante ».

« Qu'on arrête de nous dire que les étudiants roulent sur l'or! Près des deux tiers des étudiants s'endettent de manière importante pour pouvoir aller à l'université », affirme Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Selon l'étude de la FEUQ, 65 % des étudiants à temps plein ont au moins une dette, d'un montant moyen de 13 967 \$. Un étudiant sur quatre accumule plus de 20 000 \$ de dettes.

En raison de cet endettement, des étudiants en provenance d'un milieu à faible revenu, des étudiants de première génération et des étudiants parents risquent d'interrompre leurs études, souligne la FEUQ.

« Ce n'est pas la définition de la FEUQ d'une société juste qui donne à tous une égalité des chances », déplore Mme Desjardins.

L'étude révèle en outre que 52 % des étudiants qui ont un prêt de l'Aide financière aux études (AFE) doivent se tourner vers d'autres sources d'endettement pour assumer les dépenses liées à leurs études. Certains ont recours à une marge de crédit ou à une carte de crédit.

« Le gouvernement Charest a reçu 70 millions de plus lors du transfert fédéral l'an dernier pour les prêts et bourses et il les a détournés des étudiants les plus pauvres. C'est à croire que son objectif est d'augmenter la dette des étudiants du Québec et par le fait même de leurs familles! », s'indigne Martine Desjardins.

Coûts et avantages des études supérieures

L'étude de la FEUQ ne se penche pas sur la supériorité du revenu des diplômés universitaires par rapport à celui des diplômés de niveaux inférieurs.

Dans un article publié en début d'année dans *L'Actualité*, l'économiste Pierre Fortin, dont les conseils ont déjà été sollicités par le gouvernement du Québec, écrivait qu'en 2008, un diplômé universitaire québécois gagnait en moyenne 52 700 \$, contre 38 900 \$ pour un diplômé de l'école secondaire.

Le professeur émérite du Département des sciences économiques de l'UQAM avançait que « même s'il a entrepris sa carrière cinq ans plus tard, le diplômé universitaire gagnera, dans l'ensemble de sa vie active, un million de dollars (750 000 \$ après impôt) de plus que le diplômé du secondaire. »

M. Fortin estimait conséquemment que le taux de rendement de l'investissement pour un étudiant universitaire actuel était « exceptionnel », et qu'une augmentation, même de l'ordre de 2000 \$ par année, ne diminuerait ce taux que légèrement.

LA PRESSE : LA RENTRÉE SCOLAIRE A CRÉDIT – Samedi 03 septembre 2011



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE
À l'heure actuelle, un étudiant peut facilement obtenir une marge de 10 000\$ par année.
STÉPHANIE GRAMMOND

En cette rentrée scolaire, les étudiants dénoncent les pratiques parfois racoleuses des institutions financières : sollicitation sur les campus, cadeaux pour encourager les jeunes à remplir une demande de carte de crédit, limites de crédit exagérées, publicités trompeuses... La Fédération étudiante universitaire du Québec trace un portrait inquiétant du crédit étudiant, [dans une étude fouillée](#) de près de 200 pages obtenue en exclusivité par La Presse.

La banque est installée au coeur de la station de métro Berri-UQAM. En vedette sur des panneaux-réclame, des réductions de 5% à 10% sur les titres de transport pour les détenteurs de carte

de crédit. De quoi attirer les étudiants qui entrent à l'université par la porte juste à côté. Ce rabais potentiel de 250\$ peut donner un petit coup de main à l'étudiant qui veut boucler son budget serré. Mais les groupes de défense des consommateurs dénoncent ce genre de cadeau: « Ça peut amener un jeune qui n'a pas besoin de carte de crédit à s'en procurer une, juste pour obtenir un rabais. S'il se fait prendre à ne plus être capable de rembourser... il y a un problème », dit Caroline Toupin, porte-parole de la Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ).

Les étudiants sont des cibles vulnérables, constate la Fédération étudiante universitaire du



Québec (FEUQ) dans une étude de près de 200 pages sur l'endettement étudiant. Ils sont peu ou mal informés sur le crédit. Ils sont dans une situation financière précaire. La tentation est forte de plonger dans l'endettement.

D'ailleurs, les deux tiers des étudiants s'attendent à terminer leurs études avec des dettes, selon l'enquête de la FEUQ menée auprès de 9000 universitaires.

En moyenne, ils auront accumulé des dettes de près de 14 000\$ à la fin de leur programme. Mais un étudiant sur dix aura des dettes supérieures à 25 000\$.

Même si les prêts étudiants demeurent la plus importante source de crédit, plus du tiers des étudiants auront contracté une dette moyenne de 8000 \$ auprès d'une banque à la fin de ses études.

Une portion non négligeable des étudiants (16%) devra même au-delà de 15 000\$ à une institution financière.

Or, ces institutions ont des pratiques promotionnelles « très proches de la fausse représentation », estime la FEUQ, qui réclame l'intervention de Québec.

« Nous ne sommes pas contre les produits financiers destinés aux étudiants. Souvent, ils sont nécessaires à la poursuite de leurs études post-secondaires. Cependant, il faut une information adéquate qui permette de faire un choix qui n'est pas impulsif », dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Avant d'avoir pu prendre connaissance de l'étude, l'association des banquiers canadiens (ABC) a tenu à souligner que les banques aident les étudiants à gérer leur argent en leur offrant des conseils et de l'information.

En moyenne, les étudiants auront accumulé des dettes de près de 14 000\$ à la fin de leur programme. Un sur dix aura des dettes supérieures à 25 000\$.

L'ABC ajoute que les particuliers ont aussi leurs devoirs à faire. Avant de contracter un prêt ou de demander une carte de crédit, « ils doivent évaluer soigneusement leur situation financière afin de déterminer leur capacité de gérer le remboursement », a indiqué la coordinatrice Christelle Chesneau.

Projet de loi 24

En juin dernier, Québec s'est attaqué au surendettement avec le dépôt du projet de loi 24. Il s'agit de la troisième phase du plan de modernisation de la Loi sur la protection du consommateur (LPC).

Par exemple, il sera bientôt interdit d'offrir un cadeau (casquette, t-shirt, rabais sur un achat, etc.) pour encourager un consommateur à remplir une demande de crédit.

« C'est un projet de loi très intéressant pour la prévention du surendettement de l'ensemble des consommateurs. Mais les jeunes sont les laissés-pour-compte », estime Caroline Toupin.

Une seule mesure le touche spécifiquement, soit l'interdiction d'accorder du crédit à un mineur sans l'accord de ses parents. « Il me semble que c'est le minimum! », dit Mme Toupin.

Mais la FEUQ a l'intention de suivre de très près l'évolution du projet de loi, qui devrait se retrouver en commission parlementaire cet automne.

« On va pousser davantage. On veut un encadrement beaucoup plus précis des institutions financières qui offrent des produits aux étudiants », insiste Mme Desjardins.

La « marge » entre le rêve et la réalité

La FEUQ dénonce le langage « racoleur » des publicités qui offrent une vision idyllique du crédit. « La marge de crédit est souvent présentée comme un moyen d'accéder à ses rêves, de se payer un peu de luxe. Pour nous, c'est très préoccupant », dit Martine Desjardins.

Un étudiant peut facilement obtenir une marge de 10 000\$ par année, soit 40 000 \$ pour quatre ans. La limite atteint 80 000\$ pour un étudiant en droit ou en optométrie, et 200 000\$ pour un étudiant en médecine.

Très souvent, les étudiants surestiment la valeur de leur diplôme. « C'est la pensée magique », dit Sophie Racine, coordonnatrice du Service budgétaire Lac-Saint-Jean Est. Les étudiants s'endettent en se disant : " Ce n'est pas grave. Quand je vais finir mes études, je vais me mettre à travailler et je pourrai tout rembourser" », raconte-t-elle.

Mais la réalité les rattrape. Deux ans après la fin de leurs études, les diplômés universitaires gagnent 859\$ par semaine, soit 44 700\$ par année, selon l'étude La Relance à l'université réalisée par le ministère de l'Éducation du Québec.

Plusieurs finissants n'obtiennent pas immédiatement un poste permanent à temps plein. D'autres changent de programme durant leurs études.

D'ailleurs, les règles des marges de crédit sont particulièrement nébuleuses pour les étudiants qui abandonnent leur programme ou qui en changent, souligne la FEUQ. La Fédération souhaite que Québec oblige les institutions finan-

cières à clarifier les règles de remboursement de la dette.

Redorer les prêts étudiants

La FEUQ voudrait aussi que Québec force les institutions financières à mieux présenter les prêts étudiants, car ils sont nettement plus avantageux que les marges de crédit.

Avec un prêt étudiant, il n'y a aucun intérêt à payer durant toute la période des études. Une fois sur le marché du travail, le diplômé peut demander une exemption de paiement de six mois (sans intérêts), s'il éprouve des difficultés financières.

Et comme le prêt est garanti par Québec, le taux d'intérêt est plus faible, soit 3,5% en ce moment par rapport à 4,5% pour une marge étudiante. C'est sans compter que les deux ordres de gouvernement offrent des crédits d'impôt sur les intérêts des dettes d'études.

Pourtant, la publicité des institutions présente rarement ces avantages, constate la FEUQ. Ce serait la moindre des choses de la part des institutions qui participent au programme de prêts étudiants subventionné par Québec.

Limite trop élevée

Autre problème: les limites de crédit exagérées. « Actuellement, il y a des entreprises qui ne regardent pas du tout à qui ils accordent des limites de crédit », dénonce Mme Toupin.

Ainsi, un cégépien peut obtenir une carte de crédit assortie d'une limite de 10 000 \$. « Pourquoi aurait-il une carte de crédit s'il n'a pas les revenus qui viennent avec? C'est de cette manière-là que les jeunes commencent à s'endetter », dit-elle.

Avec le projet de loi 24, les prêteurs devront vérifier la capacité de remboursement du client avant de lui accorder du crédit. Autrement, ils devront lui rembourser les frais de crédit.

Mais ce principe du « prêteur responsable » laisse place à l'interprétation. La CACQ souhaiterait donc que Québec aille plus loin, en limitant à 500\$ le crédit disponible pour la première année. « Il faut donner des limites aux jeunes pour qu'ils puissent s'habituer avec la carte de crédit », dit Mme Toupin.

Selon l'ABC, « les banques usent de prudence dans leurs décisions portant sur les prêts et n'accordent du crédit qu'aux personnes qu'elles jugent solvables. Chaque demande de crédit est évaluée au cas par cas. »

LA PRESSE : La pub sur les campus: ça tue! – Samedi 03 septembre 2011



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE
Les institutions tentent de rejoindre directement les jeunes sur les campus, comme ici au Cégep du Vieux-Montréal.

STÉPHANIE GRAMMOND

La publicité sur les campus, ça « tue » les étudiants. Surtout quand elle vient d'institutions financières.

« On se fait l'honneur de les mettre à la porte », déclare Émilie Champoux, permanente à la

Société générale des étudiantes et étudiants du Collège de Maisonneuve.

L'automne dernier, elle a participé à un « die-in » avec un groupe d'élèves qui ont mimé leur décès devant le kiosque d'un émetteur de cartes MasterCard. « On "meurt" devant eux et les étudiants ne peuvent même pas se rendre jusqu'au kiosque. Ensuite, ils ne reviennent plus », raconte-t-elle.

Certains cégeps ont décidé de bannir la publicité. C'est le cas du cégep de Saint-Laurent et du cégep de Sherbrooke, où toute forme de sollicitation est interdite sans l'accord de la direction. Pas de publicité dans l'agenda. Pas de stands de sollicitation sur le terrain du cégep.

Mais dans d'autres établissements scolaires, la sollicitation est monnaie courante. « Les émetteurs de cartes sont beaucoup plus agressifs lors de la rentrée scolaire universitaire. Ils ont beaucoup de stands et de cadeaux pour attirer les jeunes », constate Kristelle Rivard, intervenante communautaire à l'ACEF Estrie.

Avec la publicité sur les campus, les sociétés visent spécifiquement les étudiants qui sont dans

des conditions précaires, qui ont un budget serré et pour qui le crédit peut sembler tentant, dénonce Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui lutte contre l'envahissement des campus par l'entreprise privée.

« C'est facile de perdre le contrôle, de voir le crédit comme une source de revenus supplémentaires. Ce n'est pas rare de voir des étudiants arriver avec 10 000\$ sur leur carte ou leur marge de crédit alors qu'ils n'ont pas de revenus », affirme Caroline Toupin, porte-parole de la Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ).

Interdire la pub sur les campus

La CACQ demande à Québec d'interdire la publicité sur le crédit, à plus forte raison celle qui vise les étudiants.

« Protégeons les jeunes en interdisant la sollicitation dans les endroits qu'ils fréquentent souvent, comme les institutions scolaires ou à proximité », plaide Mme Toupin.

Elle souligne que la publicité sur la cigarette est interdite, tout comme la publicité s'adressant aux

enfants de moins de 13 ans. Aux États-Unis, il est interdit de promouvoir le crédit sur les campus depuis 2009. La sollicitation n'est pas la bonne façon de faire un choix éclairé, estime la CACQ. Les informations fournies sont très partielles, les éléments importants sont écrits en petits caractères. Les jeunes qui ont vraiment besoin d'une carte de crédit devraient analyser et comparer les produits offerts, plutôt que d'agir sous le coup de l'impulsivité.

PORTRAIT FINANCIER DES ÉTUDIANTS

> Les étudiants dépensent 16 434\$ par an, en moyenne.
 > Outre les droits de scolarité, ils consacrent 6899\$ au logement, 3294\$ à la nourriture et 2339\$ aux loisirs.
 > La majorité (63%) des étudiants à temps plein travaillent.
 > Ils travaillent 16 heures par semaine, en moyenne.
 > Leurs revenus d'emploi s'élevaient à 8929\$ par an.

> Les deux tiers (65%) des finissants universitaires auront des dettes à la fin de leurs études.
 > Leurs dettes s'élevaient à 13 967\$ en moyenne.
 > La moitié (47%) d'entre eux auront des prêts étudiants (12 785\$ en moyenne).
 > Le tiers (35%) devra de l'argent à une institution financière (8043\$ en moyenne).
 > Plusieurs (17%) auront des dettes envers un proche (5234\$).

Source : [L'endettement étudiant](#), État des lieux, déterminants et impacts, FEUQ

LA PRESSE AFFAIRES : 1ère page : LA RENTRÉE À CRÉDIT – Samedi 03 septembre 2011



LA RENTRÉE À CRÉDIT

Parfois dépensiers, souvent fauchés, les étudiants risquent facilement le surendettement. Les institutions financières convoitent par bien des moyens cette clientèle aux portes du marché du travail... et d'un plein salaire. Sollicités de toutes parts, mais inexpérimentés face au crédit, les étudiants sont-ils suffisamment protégés?
 Notre dossier en pages 2 et 3

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

LA PRESSE : Petite leçon de crédit... dès l'âge de 8 ans – Samedi 03 septembre 2011



STÉPHANIE GRAMMOND

Des parents de la région d'Ottawa se sont étonnés en voyant la petite leçon de crédit à l'endos du relevé de compte bancaire de leur enfant de 8 ans.

La banque commence par une question quiz : « Un Californien surnommé Monsieur Plastic Fantastic détient un nombre record de cartes de crédit. Devine combien il en possède? 1397! »

En dessous, une capsule éducative met en valeur le concept de l'emprunt : « Disons que tu veux vraiment faire un gros achat, comme un vélo ou des patins à roues alignées, mais que tu n'as pas assez d'argent, peut-être que tu pourrais penser

à emprunter. Pas à la banque, nuance-t-on. Mais à tes parents. »

« Ce n'est pas de l'éducation financière ! », s'indigne Caroline Toupin, de la Coalition des associations de consommateurs du Québec. Selon elle, il serait plus utile d'apprendre aux enfants à travailler et à économiser.

« C'est pernicieux, dit-elle. On commence tôt à habituer les jeunes à emprunter de l'argent. C'est un mode de vie qu'on leur inculque, une façon de penser et d'acheter. »

Marketing ou littératie financière ?

L'éducation financière est à la mode depuis que le Groupe de travail sur la littératie financière, formé par le gouvernement fédéral, a mené une offensive pancanadienne pour améliorer les connaissances des particuliers.

Les banques ont emboîté le pas en créant leur propre site internet consacré à l'éducation financière, qui inclut des microsites pour les enfants et les étudiants.

« Les institutions veulent toutes faire notre éducation financière dès le berceau! C'est très inquiétant. On regarde ça d'un oeil critique, même si leurs sites sont les moins commerciaux possibles. Les consommateurs doivent se méfier », estime Charles Tanguay, porte-parole de l'Union des consommateurs.

Il peut sembler louable et responsable de la part des banques de vouloir faire l'éducation financière de leurs clients. Mais la frontière est floue entre la littératie financière et la campagne de marketing.

Pour les organismes de défense des consommateurs, le rôle des institutions financières est de fournir de l'information claire sur le fonctionnement de leurs produits. Point final.

Elles n'ont pas l'objectivité nécessaire pour éduquer le public. « Est-ce qu'on prendrait au sérieux un Burger King qui donnerait des conseils sur la nutrition? », demande Mme Toupin.

Information impartiale

Les associations de consommateurs font de l'éducation financière depuis plusieurs décennies, mais elles se plaignent du manque de financement. « Sous prétexte qu'on manque de ressources partout, on va laisser l'entreprise privée se charger de ça? Ce serait dramatique », dit M. Tanguay.

La Coalition propose donc au gouvernement de créer un fonds qui serait financé par les institutions financières. Mais le mandat éducatif serait confié à des organismes gouvernementaux ou communautaires. « Il y a de la place pour le privé en éducation. Mais pas pour la faire; pour la financer. La solution est là », assure Mme Toupin.

LE SOLEIL : La rentrée scolaire à crédit – Samedi 03 septembre 2011

Stéphanie Grammond

MONTRÉAL — La banque est installée au coeur de la station de métro BERRI-UQAM. En vedette sur des panneaux-réclame, des réductions de 5 à 10 % sur les titres de transport pour les détenteurs de carte de crédit. De quoi attirer les étudiants qui entrent à l'université par la porte juste à côté.

Ce rabais potentiel de 250 \$ peut donner un petit coup de main à l'étudiant qui veut boucler un budget serré. Mais les groupes de défense des consommateurs dénoncent ce genre de cadeau : « Ça peut amener un jeune qui n'a pas besoin de carte de crédit à s'en procurer une, juste pour obtenir un rabais. S'il se fait prendre à ne plus être capable de rembourser il y a un problème »,

dit Caroline Toupin, porte-parole de la Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ).

Les étudiants sont des cibles vulnérables, constate la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) dans une étude de près de 200 pages sur l'endettement étudiant. Ils sont peu ou mal informés sur le crédit. Ils sont dans une

<p>situation financière précaire. La tentation est forte de plonger dans l'endettement. D'ailleurs, les deux tiers des étudiants s'attendent à terminer leurs études avec des dettes, selon l'enquête de la FEUQ menée auprès de 9000 universitaires. En moyenne, ils auront accumulé des dettes de près de 14 000 \$ à la fin de leur programme. Mais un étudiant sur dix aura des dettes supérieures à 25 000 \$. Même si les prêts étudiants demeurent la plus importante source de crédit, plus du tiers des étudiants auront contracté une dette moyenne de 8000 \$ auprès d'une banque à la fin de ses études. Une portion non négligeable des étudiants (16 %) devra même au-delà de 15 000 \$ à une institution financière. Or, ces institutions ont des pratiques promotionnelles «très proches de la fausse représentation», estime la FEUQ, qui réclame l'intervention de Québec.</p> <p>«Nous ne sommes pas contre les produits financiers destinés aux étudiants. Souvent, ils sont nécessaires à la poursuite de leurs études post-secondaires. Cependant, il faut une information adéquate qui permette de faire un choix qui n'est pas impulsif», dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.</p> <p>Avant d'avoir pu prendre connaissance de l'étude, l'Association des banquiers canadiens (ABC) a tenu à souligner que les banques aident</p>	<p>les étudiants à gérer leur argent en leur offrant des conseils et de l'information. L'ABC ajoute que les particuliers ont aussi leurs devoirs à faire. Avant de contracter un prêt ou de demander une carte de crédit, «ils doivent évaluer soigneusement leur situation financière afin de déterminer leur capacité de gérer le remboursement», a indiqué la coordinatrice Christelle Chesneau.</p> <p>PROJET DE LOI 24</p> <p>En juin dernier, Québec s'est attaqué au surendettement avec le dépôt du projet de loi 24. Il s'agit de la troisième phase du plan de modernisation de la Loi sur la protection du consommateur (LPC). Par exemple, il sera bientôt interdit d'offrir un cadeau (casquette, t-shirt, rabais sur un achat, etc.) pour encourager un consommateur à remplir une demande de crédit. «C'est un projet de loi très intéressant pour la prévention du surendettement de l'ensemble des consommateurs. Mais les jeunes sont les laissés-pour-compte», estime Caroline Toupin.</p> <p>Une seule mesure les touche spécifiquement, soit l'interdiction d'accorder du crédit à un mineur sans l'accord de ses parents. «Il me semble que c'est le minimum!» dit-elle.</p> <p>Mais la FEUQ a l'intention de suivre de très près l'évolution du projet de loi, qui devrait se retrouver en commission parlementaire cet automne.</p>	<p>«On va pousser davantage. On veut un encadrement beaucoup plus précis des institutions financières qui offrent des produits aux étudiants», insiste Mme Desjardins.</p> <p>La FEUQ dénonce le langage «racleur» des publicités qui offrent une vision idyllique du crédit. «La marge de crédit est souvent présentée comme un moyen d'accéder à ses rêves, de se payer un peu de luxe. Pour nous, c'est très préoccupant», dit Martine Desjardins. Un étudiant peut facilement obtenir une marge de 10 000 \$ par année, soit 40 000 \$ pour quatre ans. La limite atteint 80 000 \$ pour un étudiant en droit ou en optométrie, et 200 000 \$ pour un étudiant en médecine. Très souvent, les étudiants surestiment la valeur de leur diplôme. «C'est la pensée magique», dit Sophie Racine, coordonnatrice du Service budgétaire Lac-Saint-Jean Est. Les étudiants s'endettent en se disant : «Ce n'est pas grave. Quand je vais finir mes études, je vais me mettre à travailler et je pourrai tout rembourser», raconte-t-elle. Mais la réalité les rattrape.</p> <p>Deux ans après la fin de leurs études, les diplômés universitaires gagnent 859 \$ par semaine, soit 44 700 \$ par année, selon l'étude.</p>
--	---	---